

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
 (namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 01.016/1424)
 Für Annahme des Entwurfes 114 Stimmen
 (Einstimmigkeit)

2. Bundesbeschluss über die Gewährung einer Finanzhilfe des Bundes an die Stiftung des Internationalen Rotkreuz- und Rothalbmond-museums in den Jahren 2002–2005

2. Arrêté fédéral concernant l'octroi d'une aide financière de la Confédération à la Fondation du Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pour les années 2002–2005

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
 (namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 01.016/1425)
 Für Annahme des Entwurfes 120 Stimmen
 (Einstimmigkeit)

00.093

Für den Beitritt der Schweiz zur Uno. Volksinitiative

Adhésion de la Suisse à l'ONU. Initiative populaire

Zweitrat – Deuxième Conseil

Botschaft des Bundesrates 04.12.00 (BBl 2001 1183)
 Message du Conseil fédéral 04.12.00 (FF 2001 1117)

Ständerat/Conseil des Etats 21.06.01 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 18.09.01 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 19.09.01 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 19.09.01 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 04.10.01 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 05.10.01 (Schlussabstimmung – Vote final)

Nationalrat/Conseil national 05.10.01 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses (BBl 2001 5731)

Texte de l'acte législatif (FF 2001 5473)

Dupraz John (R, GE), pour la commission: L'initiative populaire que nous traitons aujourd'hui, intitulée «pour l'adhésion de la Suisse à l'Organisation des Nations Unies», a recueilli 124 772 signatures et a été déposée le 6 mars 2000 à la Chancellerie fédérale, sous la forme d'un projet rédigé. Ses auteurs veulent obtenir l'adhésion de la Suisse à l'ONU.

Le monde dans lequel nous vivons est basé sur l'interdépendance. Conflits et tensions, catastrophes écologiques et sécheresse, famine et pauvreté, les crises prennent toujours plus d'ampleur et ne connaissent plus de frontières. Or, chaque Etat, pour son assise, a besoin d'un environnement stable mais, confronté à ces situations complexes, plus aucun pays ne peut prétendre agir seul. Nous le savons, la mondialisation économique appelle une coordination politique à l'échelle de la planète. C'est pourquoi, depuis 1945, au cours des ans, 189 Etats se sont regroupés pour mettre en place ensemble des mesures sociales et environnementales.

Au fil des projets, l'ONU s'est développée, son fonctionnement s'est affiné, il s'est amélioré. L'ONU est devenue un acteur indispensable du maintien de la sécurité et de la paix dans le monde. Aujourd'hui, l'Assemblée générale de l'ONU est le forum international par excellence. Dans un monde globalisé, l'ONU, en tant que communauté internationale, se donne désormais pour but de formuler une politique globale, volonté de tous les Etats. Tous? Non, seuls deux Etats, la Suisse et le Vatican, continuent à faire cavalier seul. Heureusement, le moment est venu de faire un choix. Bien sûr, la Suisse peut continuer à travailler de son côté, seule. Elle l'a fait jusqu'à présent, et souvent bien fait. Mais avec son vaste réseau de relations politiques, économiques et culturelles, ne serait-il pas préférable de se joindre à ceux qui agissent de concert?

En brandissant le drapeau bleu des Nations Unies, la Suisse affirmera sa volonté d'un monde d'entraide et d'espoir. Paix et sécurité, démocratie et prospérité, droits humains et réduction des inégalités sociales, protection des ressources naturelles, l'ONU et la Suisse partagent les mêmes valeurs et parlent le même langage. Mieux, dans plusieurs domaines déjà, la Suisse et l'ONU s'appliquent à relever des défis: programme alimentaire mondial, programme des Nations Unies pour le développement, Cour internationale de justice. Aujourd'hui, nous sommes volontairement engagés dans plusieurs organisations spécialisées de l'ONU. Plus encore, la Suisse s'est toujours associée de son propre chef aux sanctions économiques décidées par l'ONU à l'égard de certains Etats, notamment depuis les années quatre-vingt-dix.

La Suisse collabore donc activement avec l'ONU, si bien que nous assumons déjà la plupart des obligations des Etats membres. Mais nous renonçons toujours à exercer les droits qui s'y attachent. Faut-il rappeler que les questions essentielles auxquelles l'ONU se trouve confrontée nous concernent? Et pourtant, depuis l'an 2000, la Suisse est le seul Etat – exception faite du Vatican – qui se tient résolument hors de l'ONU. Depuis plus d'un demi-siècle, la Suisse accueille l'ONU à Genève, mais ne participe pas à ses débats. Depuis plus d'un demi-siècle, les Suisses se satisfont d'une position passive: observateurs. Dire oui à l'ONU, c'est devenir acteur, c'est renforcer l'image d'une Suisse engagée par son statut de membre à part entière, c'est renforcer également notre crédibilité.

L'actualité nous rappelle quotidiennement que l'environnement international est bouleversé. Le chemin qui mène à des solutions durables passe désormais par la coopération multilatérale. Voulons-nous toujours marcher seuls? Bien au contraire, c'est en apportant sa contribution au niveau international que la Suisse poursuivra efficacement ses propres objectifs. L'ONU offre un cadre adéquat à la réalisation de notre propre politique. En entrant dans un important forum de discussions et de négociations, la Suisse pourra renforcer ses intérêts. En effet, la politique extérieure, par définition, fait appel à ceux qui nous entourent et pour apporter cette pierre à l'édifice, il faut être présent.

Certains craignent qu'une participation active à l'ONU ne mette en péril l'image d'une Suisse neutre. C'est tout le contraire: d'autres Etats neutres sont membres à part entière de l'ONU, et c'est une garantie que les membres de l'ONU reconnaissent officiellement l'importance de notre neutralité et la respectent. Quelles que soient les décisions du Conseil de sécurité, chaque pays reste parfaitement libre de participer ou non à une opération et choisit sous quelle forme. La Suisse, comme l'Autriche, la Suède, la Finlande ou l'Irlande, restera neutre. La neutralité consiste à se tenir en dehors des conflits armés entre Etats ou groupes d'Etats, mais cela ne signifie pas rester à l'écart. Nous pouvons être neutres et actifs. La Suisse s'est toujours battue pour la paix. L'ONU représente une plateforme extraordinaire pour promouvoir nos valeurs. Au sein de l'ONU, la Suisse pourra véritablement mettre en oeuvre son expérience en matière de dialogue, sa capacité de médiatrice trouvera un terrain privilégié d'action. Aux sceptiques, j'affirme qu'une adhésion à l'ONU complète judicieusement notre neutralité. De plus, en recherchant des

solutions à l'échelle mondiale, en négociant avec les acteurs clés des crises, la Suisse participera aux décisions capitales prises au sein de l'ONU. Participer à ces décisions est un moyen fort de renforcer la souveraineté de la Suisse.

A l'heure où les peuples profitent de manière très variable de l'évolution économique et sociale actuelle, la Suisse novatrice et riche d'idées doit se mettre en avant. Elle doit pouvoir prendre sans limite la parole dans une assemblée qui est le moteur de la politique internationale. La Suisse s'est toujours voulue influente dans ce domaine et entend le rester. Elle s'est appliquée à rayonner et c'est dans ce sens que, depuis l'origine, Genève est le deuxième siège des Nations Unies après New York. La Genève internationale représente pour notre pays une source d'enrichissement politique et culturel inestimable. Il est grand temps de s'engager en contrepartie.

Vous l'avez compris, le débat sur l'adhésion à l'ONU n'est pas une question d'argent, cela représente une augmentation des contributions que nous versons déjà au système de l'ONU de 10 pour cent, soit environ 50 millions de francs, ce qui équivaut à moins d'un kilomètre de tunnel autoroutier. Ce n'est pas non plus un débat sur notre neutralité ou sur notre indépendance, c'est un débat sur notre position vis-à-vis de ceux qui nous entourent. Comment voulons-nous remédier à la malnutrition, comment diffuser les progrès de la télécommunication, comment protéger l'environnement et les forêts, comment lutter efficacement contre le terrorisme international? L'actualité tragique de la dernière semaine nous interpelle à ce propos. Des questions d'une telle ampleur, qui nous touchent, méritent une réflexion commune, pour une solution adéquate et mondiale. Seuls, nous ne pouvons rien. Nous aussi devons être présents là où se construisent les réponses à tous ces problèmes.

En outre, l'adhésion à l'ONU nous permettra de mieux défendre les intérêts de la Genève internationale. Vous le savez, la Suisse a une tradition plus que centenaire dans l'accueil des organisations internationales à Genève. Sièges de 19 organisations intergouvernementales et de plus de 120 organisations non gouvernementales, elle occupe à cet égard une place privilégiée. De plus, le siège européen principal de l'ONU, sept organisations internationales installées à Genève, font partie de la famille des Nations Unies. La forte présence internationale à Genève est bien sûr une source d'enrichissement culturel et intellectuel qui contribue au rayonnement de la Suisse à l'étranger, mais elle a également des retombées économiques non négligeables. Chaque année, plus de 80 000 délégués se rendent à Genève pour y assister à des conférences. Ces délégués séjournent dans des hôtels genevois et fréquentent des restaurants et des commerces genevois. Vous ne serez pas étonnés d'entendre qu'à Genève, une place de travail sur dix dépend de cette situation. Celle-ci génère en outre un volume de commandes annuel d'environ 3 milliards de francs, ce qui profite non seulement à l'économie genevoise, mais à l'économie suisse tout entière.

En cas de refus d'adhésion, les conséquences négatives pour notre pays, et particulièrement pour la Genève internationale, se feront lourdement sentir, à la fois en termes économiques et en termes d'image. Quant à l'ONU, un refus d'adhésion de la part du pays hôte ne pourrait susciter que de l'incompréhension et à terme une remise en cause de l'emplacement de son principal siège européen, Genève.

En résumé, les avantages d'une adhésion de la Suisse à l'ONU sont nombreux et évidents, et aucun argument ne s'y oppose. L'ONU est une organisation d'avenir à laquelle doit participer chaque Etat souverain.

La Suisse et l'ONU sont unies par un partenariat qui a fait ses preuves; il ne manque que le dernier pas. Une adhésion renforcera la Suisse. En tant que membre, elle aura enfin, tout en restant neutre, un droit de codécision sur les questions importantes qui sont discutées à l'ONU.

A sa création, l'ONU était le club des vainqueurs de la guerre. Aujourd'hui, tous les pays en font partie. Elle est devenue une organisation politique universelle, la première organisation politique universelle de la longue histoire du

monde; le seul lieu où se rencontrent tous les courants qui portent l'aventure humaine; un véritable village planétaire. Ce n'est pas le monde qui dépend de la Suisse, c'est la Suisse qui dépend du monde. Nous importons un tiers de notre alimentation, 80 pour cent de notre énergie et pratiquement 100 pour cent des matières premières.

De même que les problèmes locaux sont traités dans les communes ou les cantons, de même que les problèmes nationaux sont traités par la Confédération, les problèmes mondiaux sont traités par l'ONU. La Suisse doit donc adhérer à l'ONU. Il nous faut maintenant faire ce dernier pas: l'adhésion. Du reste, cette organisation mondiale n'est pas une vaste machine de Tinguely; son budget est largement inférieur à celui de Genève et ses buts sont ceux de la politique étrangère suisse: le maintien de la paix, la négociation plutôt que la confrontation, la solution pacifique des conflits, l'élaboration du droit international, la coopération internationale. C'est pourquoi, pour toutes les raisons évoquées ci-dessus, la Commission de politique extérieure, après le Conseil des Etats, vous demande d'adopter le projet d'arrêté fédéral contenu dans le message relatif à l'initiative populaire «pour l'adhésion de la Suisse à l'Organisation des Nations Unies» et de rejeter les propositions de minorité.

Gysin Remo (S, BS), für die Kommission: Der schreckliche Terroranschlag in den USA zeigt, wie nötig gemeinschaftliches Handeln ist. Terrorismus ist ein weltweites Verbrechen, dem kein Land allein beikommen könnte.

Die Uno hat ihren Tätigkeitsschwerpunkt dort, wo die Ursachen von Terror, der Nährboden des Terrorismus liegen, nämlich in der Bekämpfung der Armut, des Rassismus, der Diskriminierung. Die Uno fördert die Menschenrechte und den Frieden. Sie schafft Ausgleich, zum Beispiel zwischen Norden und Süden. Sie ergänzt die einseitig wirtschaftliche Globalisierung durch Ansätze der Globalisierung der Gerechtigkeit.

Die Uno hat bereits 1972 Ansätze gegen den Terrorismus erarbeitet. Angesichts verschiedener Terrorakte wurden im Uno-Rahmen verschiedene Übereinkommen zur Terrorismusbekämpfung ausgearbeitet. Ich erinnere an die Konventionen, in denen Passagen zur Terrorismusbekämpfung enthalten sind, an die Konventionen zum Zivillugwesen, zur Seefahrt, zum internationalen Schutz von Personen, zu Geiselnahme und zum Einsatz gewisser Substanzen oder Instrumente zu terroristischen Zwecken. 1994 wurde eine Anti-Terrorismus-Erklärung der Uno-Generalversammlung verabschiedet. In der Folge davon wurden zwei neue Übereinkommen zur Unterdrückung von Terrorbombenanschlägen und gegen die Terrorismusfinanzierung ausgehandelt, welche 1997 und 1999 verabschiedet wurden. Mit dem Internationalen Strafgerichtshof in Den Haag ist unter Uno-Schirmherrschaft eine Institution am Entstehen, in der schwere Verbrechen gegen die Menschheit verfolgt werden. Die Katastrophe von New York, Washington und Pittsburgh verdeutlicht die Notwendigkeit der Vereinten Nationen leider auf sehr brutale Weise.

Mit der überparteilichen Volksinitiative «für den Beitritt der Schweiz zur Uno» sprechen wir ein Ziel an, das sich die Bevölkerung gesetzt hat – 125 000 Unterzeichner und Unterzeichnerinnen der Initiative –, aber auch das Parlament mit der Überweisung der entsprechenden Motion, und schliesslich auch der Bundesrat. Das ist eine ausserordentliche Ausgangslage.

Nach dem positiven Entscheid im Ständerat beantragt Ihnen auch unsere Aussenpolitische Kommission, mit 18 zu 4 Stimmen, die Unterstützung der Volksinitiative «für den Beitritt der Schweiz zur Uno».

Hinter der Frage ja oder nein zum Uno-Beitritt steckt die Frage, wie sich die Schweiz in der Weltgemeinschaft positionieren will. Wir haben uns selbstverantwortlich zu fragen, welche Ziele wir alleine oder in der Gemeinschaft mit anderen Ländern anpeilen und welchen Weg wir einschlagen wollen.

Wir gehen davon aus, dass jedes Land einzigartig ist, dass aber auch 190 Sonderfälle Gemeinsamkeiten, gemeinsame

Interessen und gemeinsame Probleme zu lösen haben. Die Schweiz ist ein weltoffenes Land. Das belegen nicht nur unsere diplomatischen Vertretungen, die Hilfswerke, unsere humanitären Aktionen, unsere ausserwirtschaftlichen Verbindungen, unsere Mitgliedschaft in der OECD, OSZE und WTO; das belegt auch unser bestehendes Verhältnis zur Uno. Wir sind heute schon stark mit der Uno liiert.

Das aktuelle Verhältnis der Schweiz zu den Vereinten Nationen lässt sich wie folgt zusammenfassen: Die Schweiz und die Uno verfolgen die gleichen Ziele. Die Ziele der Charta der Vereinten Nationen sind auch jene der schweizerischen Aussenpolitik und lassen sich praktisch Wort für Wort in Artikel 54 unserer neuen Bundesverfassung nachlesen. Die Schweiz ist Mitglied sämtlicher Spezialorganisationen, sie ist in Fonds, Spezialprogrammen, Instituten und Kommissionen wie UNHCR und Unicef vertreten, allerdings mit unterschiedlichem Gewicht, zum Teil nur mit Beobachterrechten.

Die Schweiz hat den Beobachterstatus in der Generalversammlung und im Wirtschafts- und Sozialrat der Uno. Interessant ist, dass dort von früher siebzehn Staaten, unter ihnen Deutschland, Japan und Italien, heute neben dem Spezialfall Vatikan nur noch die Schweiz anzutreffen ist. Den Beobachterstatus haben sonst Organisationen wie das IKRK, die Arabische Liga oder Interpol. Genf ist europäischer Hauptsitz der Uno. Die Schweiz unterhält Missionen an allen Sitzen der Uno: in New York, Genf, Wien und Nairobi. Die Gesamtsumme, welche die Schweiz jährlich an das Uno-System bezahlt, beträgt rund 500 Millionen Franken.

Die Schweiz ist Vertragspartei der meisten Uno-Konventionen und hat bisher an allen Weltkonferenzen teilgenommen. Sie musste diese Möglichkeit aber oft in schwierigen Verhandlungen erarbeiten. Die Schweiz übernimmt schliesslich das von der Uno geschaffene Völkerrecht und ist an dessen Weiterentwicklung sehr interessiert. Die Schlussfolgerung aus dieser Situationsanalyse ist klar: Der Zustand ist höchst unbefriedigend und unvernünftig.

Das soll sich nun mit dem Beitritt der Schweiz zur Uno ändern. Wir schaffen damit einen Ausgleich zwischen heute bereits weitgehend erfüllten Pflichten einerseits und Rechten, auf die wir bisher verzichtet haben, andererseits. Wir gewinnen nicht nur Mitbestimmungsmöglichkeiten, sondern erhalten zugleich eine weltumfassende Plattform zur Diskussion und zur internationalen Vernetzung – wo anders können wir uns gleichzeitig an 189 Partnerländer wenden?

Die APK ist überzeugt, dass ein Uno-Beitritt die Pfeiler unserer schweizerischen Demokratie, unsere Souveränität, unsere Volksrechte, unsere Gewaltenteilung, unseren föderalistischen Staatsaufbau und auch unsere Neutralität nicht infrage stellen, sondern unterstützen würde. Die Schweiz insgesamt würde in der lockeren Gemeinschaft der Uno stärker. Sie würde zusätzlich zu den drei klassischen Ebenen der Gemeinde, der Kantone und des Bundes die vierte, transnationale Ebene ausbauen können. Mehr Mitsprache und Mitbestimmung bei nahezu gleichbleibenden Verpflichtungen bedeuten einen Kompetenz- und hiermit Souveränitätszuwachs.

Wir sollten diese vierte Ebene sowohl aus dem Gemeinschaftsgedanken heraus als auch in unserem eigenen Interesse ausbauen. Auf dieser Ebene werden die grenzüberschreitenden Weltprobleme angegangen. Das sind Probleme mit direktem Bezug auch zur Schweiz: Erinnert sei an den Bergsturz von Gondo – Bergstürze sind auf Klimaveränderungen zurückzuführen. Erinnert sei an die Auswanderung infolge von Armut und Konflikten – Flüchtlinge, Vertriebene, Menschen «sans-papiers» kommen zu uns. Erinnert sei an den Terrorismus und an die atomare Aufrüstung – sie bedrohen auch die Schweiz. Die Verschmutzung der Meere, das Abholzen der Regenwälder, das Verschwinden von Heilpflanzen, das alles hat seine Auswirkungen auch auf die Schweiz und in der Schweiz. Das Schweizer Wohlbefinden und unser Wohlstand hängen weitgehend von weltweitem Wohlstand ab. Da ist es nichts als vernünftig, gemeinsam nach Lösungen zu suchen, gemeinsam in der einzigen universalen Organisation mitzuarbeiten.

Die Uno arbeitet erfolgreich – nicht immer, aber meist. Die humanitäre Hilfe der Uno ist permanent in gegen zwanzig Ländern tätig. Sie leistet einen Beitrag an die Grundversorgung von 15 Millionen Menschen, die sich in ausserordentlichen Notlagen befinden. Die Weltgesundheitsorganisation hat bereits 1980 die Pocken ausrotten können, unter der Obhut der Uno wurden internationale Schutzvorschriften für die Meere ausgearbeitet. Dank der Initiative der Unesco werden in mehr als achtzig Ländern Kulturgüter geschützt. Die Uno hat ihren Beitrag zu freien und regulären Wahlen in mehr als vierzig Ländern geleistet, z. B. in Kambodscha, Namibia, El Salvador, Eritrea, Mosambik, Nicaragua.

Nach Ansicht der APK wichtigste Leistungsbereiche sind der Schutz der Menschenrechte und die Friedensförderung. Die Erklärung der Menschenrechte, für mich das Kernstück der Uno, hat zum Beispiel auch direkten Einfluss auf unsere neue Verfassung gehabt. Auch in kantonalen Verfassungen, die zurzeit zur Diskussion stehen, werden die Grundrechte, die in der Charta verbrieft sind, immer wieder neu angesprochen.

Die Befürworterinnen und Befürworter eines Uno-Beitritts schliessen die Augen aber auch nicht vor Fehlleistungen und Schwächen der Uno. Tragische Fehlschläge gab es zum Beispiel in Ruanda oder in Sebenica. Sie wurden sorgfältig aufgearbeitet, können aber nicht mehr korrigiert werden. Es gibt weitere Misserfolge der Uno mit grässlichen Folgen: Katanga, Osttimor und andernorts. Wir sehen auch, dass es in der Uno Reformbedarf gibt, z. B. in der Zusammensetzung und in der Arbeitsweise des Sicherheitsrates. In diesem Organ ist der Einfluss der ständigen Mitglieder, der Grossmächte mit ihrem Vetorecht, ohne Zweifel einzuschränken.

Vieles passt uns nicht: das hegemoniale Streben und die Zahlungsrückstände der USA, die Menschenrechtsverletzungen in China und durch Russland in Tschetschenien, despotische Regierungen, die ebenfalls am Tisch der Uno Platz nehmen. Die Vereinten Nationen sind kein Idealgebilde, sie spiegeln vielmehr die realen Verhältnisse in der Welt. Bei allen Mängeln: Es braucht in der Welt einen Ort, wo sich alle Länder treffen und besinnen können. Es braucht weltweites gemeinsames Handeln, und es gibt dazu nur eine Institution, die Uno.

Ich komme zum Schluss: Welche Verpflichtungen müsste die Schweiz eingehen?

1. Wir müssten einen zusätzlichen «Vereinsbeitrag» von rund 65 Millionen Franken an das reguläre Budget und an friedenserhaltende Operationen bezahlen. Das entspricht keinen 10 Franken pro Kopf.

2. Die Schweiz müsste vom Sicherheitsrat beschlossene Wirtschaftssanktionen mittragen. Das tun wir bereits seit 1991, seit über zehn Jahren.

3. Wir müssten bestimmte militärische Aktionen mitfinanzieren. Der Entscheid, sich mit Truppenkontingenten direkt an militärischen Operationen zu beteiligen, bleibt jedoch gemäss Artikel 43 Absatz 3 der Uno-Charta in unserer eigenen Kompetenz.

Zur Neutralität: Bei Entscheidungen des Sicherheitsrates stellt sich zwar die Frage von bewaffneten Einsätzen, nicht aber die Neutralitätsfrage. Das Neutralitätsrecht findet nur bei militärischen Auseinandersetzungen zwischen Staaten Anwendung. Die Uno handelt jedoch nicht als Kriegspartei, sondern als Ordnungsmacht. Sie ist mit der Rolle des Polizisten gegenüber dem Verbrecher vergleichbar. In dieser Rolle stellt sich die Neutralitätsfrage nicht. Es liegt in der Hand der Schweiz, wie sie ihre Neutralität definiert und allenfalls auch verändert. Die Uno wird sie entsprechend achten. Der Bundesrat will mit dem Beitritt eine Neutralitätserklärung abgeben. Der von Bundesrat Deiss in Aussicht gestellte Kernsatz der Erklärung lautet: «Die Schweiz tritt der Uno als neutraler Staat bei.» Er nimmt hiermit Bezug auf die Artikel 173 und 185 unserer Bundesverfassung. In der vorgeschlagenen Form entspricht die Neutralitätserklärung einem selbstbewussten Auftreten der Schweiz. Alle Beitrittsbefürworterinnen und -befürworter der APK unterstützen sie. Die APK beantragt, den Eventualantrag Mörgeli abzulehnen. Ich werde später dazu Stellung nehmen.

Ich fasse zusammen: Mit dem Beitritt der Schweiz zu den Vereinten Nationen gewinnt die Schweiz wesentliche Mitbestimmungsmöglichkeiten und hiermit an Wirksamkeit und an Selbstständigkeit. Mit dem 1989 erfolgten Fall der Berliner Mauer, mit der hiermit verbundenen Beendigung des Kalten Krieges und des rigorosen Blockdenkens, aber auch mit der einseitig wirtschaftlichen und technologischen Globalisierung haben sich die Welt, die Uno und die Schweiz so verändert, dass auch heftigste Gegner und Gegnerinnen von 1986, Einzelpersonen wie ganze Parteien, heute den Uno-Beitritt der Schweiz fordern.

Die APK bittet Sie mit 18 zu 4 Stimmen, die Volksinitiative «für einen Beitritt der Schweiz zur Uno» zu unterstützen.

Mörgeli Christoph (V, ZH): Namens der SVP-Fraktion stelle ich Ihnen den Antrag, in der Bundesverfassung festzuhalten, dass die Schweiz ihre äussere Sicherheit, Unabhängigkeit und Neutralität auch gegenüber internationalen Organisationen wahrt und daher der Uno als Vollmitglied nicht beitrifft. Damit wird den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern eine echte Auswahl zwischen Beitritt und Nichtbeitritt ermöglicht. Die verfassungsmässige Verankerung dieses Grundsatzes wird bei Genehmigung durch das Volk dafür sorgen, dass irgendwelche Interpretationen der Uno-Abstimmungen nicht mehr möglich sind, wie sie leider durch den Bundesrat nach der Ablehnung der EU-Beitritts-Initiative geschahen. Die verfassungsmässige Verankerung dieses Grundsatzes ist auch nötig, weil der Bundesrat heute nicht die geringsten Neutralitätsprobleme bei einem Uno-Beitritt sieht. Ob seine Neutralitätsauffassung derjenigen der Schweizer Bürgerinnen und Bürger entspricht, bleibt abzuwarten.

Auch der Bundesrat hatte vor noch nicht allzu langer Zeit eine völlig andere Auffassung von Neutralität. 1981 schrieb er in seinem Uno-Bericht, ein Uno-Beitritt komme wegen den geforderten militärischen Sanktionen für die Schweiz aus Neutralitätsgründen nicht infrage. Seither hat sich die Uno-Charta nicht um einen Buchstaben geändert. Gründlichst geändert hat sich aber offensichtlich die bundesrätliche Neutralitätsauffassung. Eine Neutralität, die man opportunistisch, je nach gerade modischem Zeitgeist wie das Hemd wechselt, verliert das Wichtigste, nämlich Glaubwürdigkeit und Verlässlichkeit nach innen und aussen. Auf einen Vorstoss Brändli im Ständerat schreibt die Regierung in ihrer Antwort vom 22. August 2001: «Nicht zuletzt gerade weil eine Uno-Mitgliedschaft mit unserer Neutralität vorbehaltslos im Einklang steht, ist die Schweiz auch willens und fähig, die Verpflichtungen aus der Uno-Charta bedingungslos einzuhalten.»

Hierzulande verstehen wir unter Neutralität, auch wenn wir sie sehr weit auslegen, zumindest noch immer die militärische Nichteinmischung, wenn sich fremde Staaten in kriegesischen Auseinandersetzungen gegenüberstehen. Dabei ist es gleichgültig, ob die Gewalt von Staaten oder von Staatengruppen ausgeht. Wenn wir nun plötzlich sagen, die Neutralität gelte nur gegenüber Einzelstaaten, nicht aber gegen eine Organisation verschiedener Staaten, kommen wir auf ein überaus schiefes Geleise. Dann hätte man im Zweiten Weltkrieg aus Opportunismus die Neutralität zugunsten der Achsenmächte oder der Alliierten aufgeben können. Dann hätte man im Kalten Krieg die Neutralität gegenüber den in der Nato zusammengeschlossenen westlichen Staaten aufgeben können.

Die Uno ergreift, wie andere internationale Organisationen, Partei und führt Kriege, was mangels eigener Streitkräfte allerdings die Nato bzw. Amerika besorgt. Kollektive Sicherheit, wie sie die Uno proklamiert, und die Vorherrschaft eines einzelnen Staates schliessen sich aber gegenseitig aus. Artikel 25 der Uno-Charta verpflichtet uns, sämtliche Beschlüsse des Sicherheitsrates, und damit der Grossmächte mit Vetorecht, anzunehmen und durchzuführen. Die gewaltvollen Massnahmen der Uno sind in Kapitel VII der Charta festgehalten. Demnach trifft der Sicherheitsrat wirtschaftliche und kriegerische Massnahmen gegen Drittstaaten. Der Bundesrat hat nie erklärt, dass zumindest eine Mitglied-

schaft im Uno-Sicherheitsrat mit der Neutralität vollkommen unvereinbar wäre. Oder vertritt Herr Bundesrat Deiss die Meinung, auch ein künftiges Mitwirken der Schweiz im Sicherheitsrat sei in Bezug auf die Neutralitätspolitik problemlos?

Artikel 41 der Uno-Charta ermächtigt den Sicherheitsrat, die Uno-Mitglieder aufzufordern, Wirtschaftsbeziehungen und Kommunikationsmöglichkeiten zu einzelnen Staaten ganz oder teilweise zu unterbrechen. Der Wirtschaftsboykott und damit der Einsatz der Hungerwaffe ist keineswegs moralischer oder humaner als Bombardierungen. Die Hungerwaffe erfordert vom Staat, der sie einsetzt, weder ein Risiko noch besondere Anstrengungen. Sie trifft kaum je die schuldigen Despoten und Diktatoren, sondern zuallererst die Unschuldigen und Ärmsten. Laut Artikel 43 der Uno-Charta verpflichten sich alle Mitglieder zu Sonderabkommen, um dem Sicherheitsrat und damit den Grossmächten Streitkräfte zur Verfügung zu stellen, ihnen Beistand zu leisten und Erleichterungen einschliesslich des militärischen Durchmarschrechtes zu gewähren.

Es ist beim besten Willen und auch nach langem Nachdenken nicht einsichtig, wie man erklären kann, eine solche Verpflichtung stimme mit unserer immerwährenden, bündnisfreien, bewaffneten Neutralität überein. Wenn im selben Artikel steht, dies geschehe nach Massgabe des jeweiligen Verfassungsrechtes, so geht es hier lediglich um eine technische Abwicklung der militärischen Zusammenarbeit, keinesfalls um ein grundsätzliches Recht auf Ausscheren. Bundesrat Deiss meinte, wir könnten uns immer noch auf unser Verfassungsrecht berufen und bewaffnete Strafexpeditionen ablehnen. Welch unehrliche, unwürdige Haltung aber ist es doch, eine Verpflichtung in der Hoffnung zu unterschreiben, dass ihre Erfüllung dann nicht eingefordert würde. Beim Zwang zu Sanktionen bleiben der Schweiz zwei Möglichkeiten: Wir werden gegenüber der Uno vertragsbrüchig, oder wir unterziehen uns und geben damit die Neutralität auf.

Der Bundesrat empfindet heute die Rolle der Schweiz als Befehlsempfänger des Uno-Sicherheitsrates mit der Neutralität als vereinbar. Er beurteilt die Brotsperre, den Abbruch diplomatischer Beziehungen, das Zur-Verfügung-Stellen von Streitmächten und die Durchmarschrechte für fremde Armeen als neutral. Ist es nicht mehr als eigenartig, wenn wir all diese Dinge plötzlich als neutral beurteilen, aber gleichzeitig weit geringere Neutralitätsabweichungen in der ersten, ja lebensgefährlichen Zeit des Zweiten Weltkrieges als skandalöse Vorkommnisse von einer Historiker-Kommission moralisch verurteilen lassen?

Die Artikel 173 und 185 der Bundesverfassung zeigen, dass die Neutralität kein Mythos ist, sondern verpflichtende Richtschnur für Parlament und Bundesrat. Das Volk verpflichtet unsere Regierung und Verwaltung zum Stillesitzen, damit sie nicht in seinem Namen reden, wo sie schweigen sollten, damit sie die Bürger nicht in Konflikte hineinziehen, die diese dann allenfalls mit dem Leben bezahlen müssten.

Ich bitte Sie, den Hauptantrag der SVP anzunehmen, und glaube auch, dass wir dem Volk damit eine klare Alternative zur Uno-Beitritts-Initiative vorlegen.

Noch ein Wort zu unserem Eventualantrag: Sollte der Hauptantrag, den ich eben begründet habe, abgelehnt werden, bietet die SVP den Befürwortern des Uno-Beitritts mit dem Eventualantrag die Möglichkeit, den Ernst ihres Bekenntnisses zur Neutralität unter Beweis zu stellen. Gleichzeitig wollen wir dem Bundesrat und dem Parlament damit den Weg aufzeigen, wie sie ihren verfassungsmässigen Auftrag zur Erhaltung der Neutralität nicht verletzen, einschränken oder gar verunmöglichen. Durch die Formulierung eines konkreten Neutralitätsvorbehaltes durch den Bundesrat und dessen Bestätigung durch die Uno-Organe muss sich die Schweiz von neutralitätswidrigen Uno-Massnahmen dispensieren. Sollten Bundesrat und Parlament diesen Neutralitätsvorbehalt ablehnen, nehmen sie Abschied von der Neutralität schweizerischer Ausprägung. Daran werden wir sie dann im Abstimmungskampf immer wieder erinnern müssen.

Unser Antrag geht dahin, dass der Beitritt unter folgenden Vorbehalten, welche durch die Uno-Organe ausdrücklich zu

bestätigen sind, erfolgt: Die dauernde, bewaffnete, bündnisfreie, frei gewählte und integrale Neutralität der Schweiz bleibt gewährleistet. Insbesondere hat sich die Schweiz nicht an folgenden Zwangsmassnahmen der Uno zu beteiligen: Unterbrechung der Wirtschaftsbeziehungen; Unterbrechung des Eisenbahn-, See- und Luftverkehrs, der Post-, Telegraf- und Funkverbindungen sowie sonstiger Verkehrsmöglichkeiten; Unterbrechung der diplomatischen Beziehungen; Beteiligung an militärischen Demonstrationen, Blockaden und sonstigen Einsätzen der Luft-, See- und Landstreitkräfte; Zurverfügungstellung von Streitkräften an die Uno; militärischer Beistand und militärische Erleichterungen zugunsten der Uno einschliesslich des Durchmarschrechtes; Bereithalten von Kontingenten der Luftstreitkräfte zugunsten der Uno.

Diesen konkreten Neutralitätsvorbehalt möchten wir von allen Uno-Organen bestätigt haben. Sie sehen, wir trauen nicht mehr zu 100 Prozent der Neutralitätsauffassung unserer Regierung.

Polla Barbara (L, GE): Monsieur Mörgeli, vous avez beaucoup insisté, dans votre argumentaire, sur la question de la neutralité. D'ailleurs, je crois que vous avez prononcé 47 fois le mot «neutralité» au cours de votre intervention. Il existe de nombreux pays neutres qui ont déjà depuis longtemps adhéré à l'Organisation des Nations Unies: l'Autriche, la Suède, le Costa Rica. Mais, si on s'en tient à un pays qui vous est politiquement proche, l'Autriche, je voudrais savoir de quelle façon vous évaluez concrètement – puisque vous avez également associé le mot «concret» au terme «neutralité» – les altérations de la neutralité autrichienne que l'adhésion à l'ONU a entraînées pour ce pays.

Mörgeli Christoph (V, ZH): Danke für diese Frage. In der Tat steht die Neutralitätsproblematik für uns im Mittelpunkt der Diskussion über den Uno-Beitritt. Darum haben wir einen sehr konkreten Neutralitätsvorbehalt formuliert, denn es ist eine Tatsache, dass die Neutralität der verschiedenen Staaten historisch, staatspolitisch und verfassungsmässig nicht dieselbe ist. Unsere Neutralität war frei gewählt, und sie ist dauerhaft. Sie ist uns nicht aufgezwungen worden, und sie ist bewaffnet. Das wollen wir mit diesem Vorbehalt einbringen. Ob die anderen Neutralen mit der Uno leben können und was die Zwangsmassnahmen in dieser Uno-Charta vorsehen, ist deren Problem. Wir wollen nicht deren Aussenpolitik machen, wir werden schon fast nicht fertig damit, unsere eigene Aussenpolitik von Abwegen abzuhalten.

Genner Ruth (G, ZH): Herr Mörgeli, das einzige Land ausser der Schweiz, das nicht Mitglied der Uno ist, ist der Kirchenstaat Vatikan. Wollen Sie aus der Schweiz einen Kirchenstaat machen, oder wie erklären Sie dem Schweizer Volk, dass ausgerechnet wir nicht in die Uno gehen sollen?

Mörgeli Christoph (V, ZH): Die CVP-Fraktion hat dieses doch etwas kirchenfeindliche Votum aufmerksam mitverfolgt und wird sich jetzt auch mit uns und dem Vatikan solidarisieren können. Allein die Tatsache, dass der Vatikan nicht Mitglied der Uno ist, ist für mich noch kein Grund, die Nichtmitglieder lächerlich zu machen, im Gegenteil.

Ich bin der Meinung, heute kann von echter Souveränität von Staaten nur noch bei den fünf Grossmächten mit Veto-recht im Sicherheitsrat und bei den beiden Uno-Nichtmitgliedern Schweiz und Vatikan gesprochen werden. In diesem Sinn wollen wir das in der Tat auch weiterhin bleiben.

Walker Felix (C, SG): Herr Mörgeli, trifft es zu, dass Sie in einem Museum arbeiten? Ist das eher ein Museum der Neuzeit oder ein Museum der Antike?

Mörgeli Christoph (V, ZH): Ich arbeite tatsächlich in einem Museum. Das finde ich aber nicht etwas Ehrenrühriges, im Gegenteil. Wenn Sie sich auch etwas mehr mit der Geschichte befassen würden, hätten Sie möglicherweise einen

klaren Blick für das, was vergangen ist. Das schärft auch unseren Blick für die Gegenwart und für die Zukunft. Ich rate Ihnen auch, sich in die Geschichte der schweizerischen Neutralität zu vertiefen, denn eines ist sicher: Die Neutralität hat uns in den letzten 200 Jahren vor dem Hineingezerrtwerden in Kriege und Konflikte bewahrt.

Das ist ein historisches Erfolgsmodell, und es war immer wieder ein angefochtenes Erfolgsmodell. Gerade in Zeiten, in denen es einigermaßen gut ging, kam es zu Übermut – und die Regierenden haben die Fesseln der Neutralität immer sehr schlecht ertragen.

Es ist tatsächlich so, Herr Bundesrat Deiss: Sie gewinnen natürlich an Rechten, und Sie gewinnen bei einem Uno-Beitritt an Macht. Wahrscheinlich können auch wir Parlamentarier etwas im New Yorker Glaspalast mittun, aber die Bürgerinnen und Bürger verlieren gleichzeitig Rechte, denn Aussenpolitik im Sinne der multinationalen Organisationen ist niemals Sache der Bürgerinnen und Bürger, sondern immer diejenige von vollamtlichen Funktionären, Politikern und Diplomaten. Die Bürger können immer weniger mitbestimmen, müssen aber immer mehr bezahlen.

Seiler Hanspeter (V, BE): Die Uno ist wahrlich kein «Wunderding», und sie soll und kann es auch nie mehr sein. Die Uno hatte und hat Erfolge, sie besitzt Leistungsausweise, hat aber auch Misserfolge zu verzeichnen. Das wissen wir alle. Wir alle haben über ihr Tun schon einmal den Kopf geschüttelt. Wie aber sähe die Welt heute aus, wenn es die Uno und ihre zahlreichen Spezialorganisationen nicht gäbe? Auch wenn unser Land in diesem Weltorchester nach einem eventuellen Beitritt nie die erste Geige spielen wird und auch nicht will, so scheint mir ein vollwertiges Mitmachen in der Organisation der Weltgemeinschaft aus Vernunftgründen richtig zu sein.

Die Frage des Uno-Beitritts wird heute in der Öffentlichkeit schon breit diskutiert. Niemand hier im Saal wird behaupten wollen, in grossen Teilen der Bevölkerung herrsche in dieser Frage eben nicht recht grosse Skepsis. Im Mittelpunkt stehen dabei nach meinen Erfahrungen nicht primär die finanziellen Aspekte. Fast jedermann weiss, dass die Schweiz infolge ihrer aktiven Mitarbeit in zahlreichen Uno-Organisationen bereits heute recht hohe Beiträge leistet. Es steht vielmehr die Hauptfrage im Raum, ob unser Land – Herr Mörgeli hat auch darauf hingewiesen – im Falle eines Beitritts die Neutralität aufrecht erhalten kann. Diese Frage verunsichert und hat gerade in den letzten Tagen auch Ängste geweckt. Sie mögen nun den Neutralitätsbegriff interpretieren, wie Sie wollen, es ist eine Tatsache, dass dieser Begriff in der Bevölkerung generell stark verwurzelt ist. Die Initianten verlangen in ihrem Text aber einen Beitritt zur Uno ohne irgendwelche Vorbehalte, also eine Art «Blankobeitritt».

Ich bin davon überzeugt, dass ein Grossteil der nachfolgenden Votantinnen und Votanten – und ich vermute auch Sie, Herr Bundesrat, werden dies tun – den Neutralitätsaspekt erwähnen werden. Die meisten werden beteuern, dass ein Uno-Beitritt die Neutralität nicht aufheben wird und sie auch bei einer Vollmitgliedschaft in der Uno gewährleistet bleibe. Sie werden die entsprechenden Artikel der Bundesverfassung zitieren oder zumindest darauf hinweisen. Warum soll dies dann nicht konsequenterweise auch schriftlich und im Abstimmungstext nachlesbar festgehalten werden? Die Kollegen Maitre, Pelli und Cavalli haben sich vermutlich ähnliche Gedanken gemacht, sonst würden sie nicht entsprechende Anträge stellen. Allerdings wird man den Vorbehalt in ihren Anträgen nicht explizit lesen können, er ist darin nur verklausuliert enthalten.

Für den Beitritt gemäss Initiativtext lässt sich hier im Saal vielleicht eine Mehrheit finden. Ob aber das Volk im nächsten Jahr einem «Blankobeitritt», der nicht schwarz auf weiss einen sicht- und lesbaren Hinweis auf den Neutralitätsvorbehalt enthält, akzeptieren wird – ich denke dabei übrigens auch noch an das Ständemehr –, ist alles andere als sicher.

Herr Bundesrat, Sie wollen in der Volksabstimmung ein Ja zum Beitritt zur Uno. Mein Antrag zeigt der Stimmbürgerin

und dem Stimmbürger klar auf – schwarz auf weiss lesbar –, dass der Beitritt unter dem Vorbehalt der Neutralität erfolgt. Darauf werden Sie, Herr Bundesrat, ja mit grösster Wahrscheinlichkeit auch hinweisen, aber eben bloss mit Worten, im Sinne einer Erklärung und zuhanden des Protokolls. Warum wollen Sie denn diesen Vorbehalt nicht auch in der Vorlage aufnehmen, für das Stimmvolk absolut transparent, schwarz gedruckt und lesbar, im Interesse der Sache? Möglicherweise sehen das ja dann auch die Initianten so.

Kommen sowohl die Initiative als auch ein Gegenvorschlag zur Abstimmung, kann das Stimmvolk auf dem Weg zum Ziel zwischen zwei Wegvarianten auswählen. Es kann ja zweimal Ja, zweimal Nein, Ja und Nein oder Nein und Ja stimmen. Ist das nicht sogar eine Aufwertung des Stimmrechtes?

Ich bitte Sie im Interesse der Sache, in dieser wichtigen Frage pragmatisch zu denken, die Realität zu berücksichtigen und meiner Formulierung zuzustimmen. Ergänzend darf ich festhalten, dass der Antrag in unserer Fraktion nicht behandelt worden ist; er ist nämlich erst nachher gezeugt und geboren worden.

Maitre Jean-Philippe (C, GE): Alors même que l'adhésion de la Suisse à l'ONU ne pose aucun problème du point de vue de notre statut d'Etat neutre, la neutralité est un des thèmes importants qui sont en discussion. C'est un des paradoxes qu'il nous faut gérer, mais c'est en soi positif qu'un large débat ait lieu, parce qu'il permet d'informer, si nécessaire de rassurer, en tout état de cause de dénoncer certains amalgames.

Non, la neutralité n'est pas touchée par l'adhésion de notre pays à l'ONU. Le message du Conseil fédéral est à cet égard d'une très grande clarté. Ce message n'est pas uniquement un seul plaidoyer formel pour la cause; il est, en effet, corroboré par la pratique de la neutralité de la Suisse au cours de toutes ces dernières années.

Deux propositions de minorité émanent de parlementaires du groupe UDC: une proposition principale qui demande tout simplement de ne pas adhérer à l'ONU et une proposition subsidiaire qui permettrait l'adhésion à l'ONU, mais à des conditions précises concernant la neutralité. Quand on regarde ces conditions, on voit qu'elles sont soit totalement irréalisables, soit, pour partie, totalement irrespectueuses de la volonté populaire, parce qu'elles sont la négation même de décisions régulièrement et récemment prises par le peuple. Je fais allusion ici, notamment, à la question de l'armement des soldats suisses à l'étranger. En fait, la proposition invente un nouveau concept, qui n'a plus rien à voir avec la neutralité.

La proposition de minorité subsidiaire, c'est la négation de la neutralité, c'est l'abandon de la politique suivie jusqu'ici. Lorsqu'on lit cette proposition attentivement, ce n'est plus de neutralité qu'il faut parler, mais d'isolationnisme, d'automutilation politique. C'est une stérilisation totale érigée en politique extérieure.

Le Conseil fédéral le dit dans son message, il l'a répété depuis, notamment au Conseil des Etats: une déclaration formelle sera faite au moment du dépôt de la demande d'adhésion, réaffirmant la neutralité suisse souverainement décidée par notre pays.

Cette déclaration est nécessaire et bienvenue, mais face au torrent de désinformation et d'amalgames déversé par la minorité de la commission sur cette question, la déclaration du Conseil fédéral n'est peut-être pas suffisante. Il faut en effet qu'il n'y ait aucun doute que le Parlement lui-même, en votant l'arrêté recommandant l'acceptation de l'initiative populaire «pour l'adhésion de la Suisse à l'ONU», s'est clairement référé à la neutralité comme partie intégrante de notre ordre constitutionnel.

Et j'ai parlé d'ordre constitutionnel. Quoi de plus simple, alors, que de se référer aux dispositions de notre Constitution fédérale qui consacrent le principe de la neutralité. C'est ce que nous avons décidé de faire, avec MM. Cavalli et Pelli, au nom des groupes parlementaires que nous représentons.

La constitution contient deux articles qui se réfèrent expressément à la neutralité. L'un est l'article 173 alinéa 1er lettre a qui fait obligation au Parlement, à l'Assemblée fédérale de prendre «les mesures nécessaires pour préserver la sécurité extérieure, l'indépendance et la neutralité de la Suisse». L'autre, c'est l'article 185 alinéa 1er qui consacre la même obligation, mais à charge du Conseil fédéral. Il est donc nécessaire d'ajouter ces deux dispositions dans le préambule de notre arrêté fédéral, de les viser clairement. Nous savons très bien que, ce faisant, nous n'allons pas convaincre la minorité, mais nous aurons probablement, de cette manière claire, l'arme qui empêchera de dire, parce qu'on a tant entendu d'amalgames, que le Parlement ne fait aucun cas de la neutralité, qu'il n'y attache pas d'importance.

Nous attachons une grande importance à la neutralité. Cette neutralité fait partie de notre ordre constitutionnel. C'est un instrument de poids de la politique extérieure de notre pays. Voilà la raison pour laquelle, dans cet arrêté qui consacre notre accord d'adhérer à l'ONU, nous entendons viser expressément les dispositions de la constitution qui se réfèrent à la neutralité.

Pelli Fulvio (R, TI): Mi permetto di aggiungere due parole a nome del gruppo radicale-democratico a quanto contenuto nella motivazione del collega Maitre.

Quello che si vuole ottenere attraverso queste proposte è di mettere assolutamente in chiaro che questo Parlamento non vuole, attraverso l'utilizzo dell'iniziativa popolare «per l'adesione della Svizzera all'Organizzazione delle Nazioni Unite (ONU)» e del relativo messaggio del Consiglio federale, mettere in discussione la neutralità della Svizzera.

Questo Parlamento vuole cercare di ricollocare la Svizzera in una posizione internazionalmente utile, in un mondo che è profondamente cambiato da una quindicina di anni. Ci troviamo, 15 anni fa, in un mondo diviso in due blocchi che si confrontavano, nel quale poteva avere un senso avere delle posizioni estranee rispetto al gioco internazionale. Ci troviamo oggi in un mondo completamente diverso, nel quale non ha più nessun senso non essere presenti laddove vengono prese le decisioni fondamentali per la continuazione della nostra esistenza.

Cavalli Franco (S, TI): Ich werde die Argumente, die Herr Maitre schon vorgebracht hat, nicht wiederholen. Er hat ganz klar erklärt, warum unsere drei Fraktionen diesen gemeinsamen Antrag stellen. Wir wollten einfach nicht, dass man uns sagt, wir würden überhaupt nicht darüber nachdenken. Wir haben wahrscheinlich mehr darüber nachgedacht als diejenigen, die immer davon sprechen. Wir möchten aber, dass kein Scheingefecht geführt wird, sondern dass die Leute ganz klar wissen, dass Neutralität auf der einen Seite und Uno-Beitritt auf der anderen Seite völlig in Einklang zu bringen sind.

Wer gegen den Uno-Beitritt ist, soll einfach sagen: «Ich will nicht, dass die Schweiz mit der übrigen Welt kollaboriert. Ich will, dass die Schweiz allein bleibt.» Aber er soll sich nicht hinter dem Begriff der Neutralität verstecken.

Baumann Ruedi (G, BE): Wir leben in einer extrem verletzlichen Welt. Das wissen wir nicht erst seit letzter Woche. Aber der 11. September 2001 hat es uns drastisch vor Augen geführt. Die Welt braucht globale Organisationen, internationale Plattformen, auf welchen solche Krisen wenn auch nicht gelöst, so doch zumindest entschärft werden können. Die Uno ist eine solche Plattform – die einzige, die uns zur Verfügung steht. Wir haben keine besseren Mittel, um die Konflikte dieser Welt etwas zivilisierter austragen zu können. Die Schneckenhausmentalität der SVP ist für uns keine Lösung. Die globale Staatengemeinschaft muss zusammenarbeiten, um Konflikte zu lösen, um vermehrt Gerechtigkeit zu schaffen, um Terrorakte als Bedrohung des internationalen Friedens zu bekämpfen. Weltweite soziale, ökologische und

wirtschaftliche Probleme können nur gemeinsam gelöst werden. Wo, frage ich Sie, wenn nicht innerhalb der Uno und ihrer Organisationen?

Diese Konflikte und Probleme werden in Zukunft leider nicht etwa abnehmen, sondern sich stetig verschärfen. Denken wir nur an die wachsende Diskrepanz zwischen Arm und Reich, an die unvorstellbare Armut in vielen Ländern des Südens, an den Kampf um die schwindenden Ressourcen wie sauberes Wasser, Erdöl, Natur. Denken wir an Hunger, Menschenrechtsverletzungen, Rassismus und Flüchtlingselend. Man sagt, dass auf diesem Planeten zurzeit etwa sechzig offene Regionalkonflikte herrschen, wo gewalttätige Feindseligkeiten eingedämmt werden sollten und müssen. Die Welt besteht nicht nur aus Westeuropa. Denken wir daran: Der grösste Teil dieser Grossrisiken sind nicht etwa Naturkatastrophen, sondern «man-made disasters»: durch den Menschen selber, bewusst oder oft auch unbewusst, verursachte Katastrophen. Die Uno konnte nicht alle diese Probleme entschärfen und wird sie nie alle lösen können. Aber die Uno ist und bleibt die einzige weltumspannende Organisation, in welcher zumindest versucht wird, Recht vor Macht zu setzen und Konflikte friedlich zu lösen.

Die grüne Fraktion wendet sich entschieden gegen alle Versuche, die gegenwärtige Betroffenheit mit Strategien der Abschottung, ja der nationalen Borniertheit oder sogar der Fremdenfeindlichkeit auszuschlachten. Abschottung, auch in der Frage des Uno-Beitritts, ist eine rückwärtsgewandte Illusion.

Es zeugt für mich von erschreckender Arroganz, wenn ein Teil – oder sogar die Mehrheit – der SVP einmal mehr behauptet, die Schweiz stehe nicht abseits, wenn sie der Uno nicht beitrete, sondern an der Spitze, weil sie anders sei als die andern, freier, unabhängiger, demokratischer. Welch eine ungeheuerliche, engstirnige, für mich auch klein-karierte und selbstherrliche Überheblichkeit.

Ich muss schon sagen: Die Neutralität von Herrn Mörgeli wird mir mehr und mehr unheimlich.

Die Schweiz steht bei all diesen Konflikten mittendrin. Als privilegierte Insel des Reichtums auf diesem Planeten muss sie aktiv zur Friedenssicherung auf der Welt beitragen. Nicht zuletzt in ihrem eigenen Interesse, weil wir so oder so passiv von den Folgen ungelöster Konflikte mitbetroffen sind.

Die Grünen haben sich bereits 1986 aktiv für den Uno-Beitritt eingesetzt. Ich habe damals ein Komitee «Bauern für die Uno» gegründet, blieb allerdings – ich gebe es gerne zu – fast einziges Mitglied. Wir Grünen sind auch jetzt ohne Einschränkungen und einstimmig der Auffassung, die Schweiz sollte endlich erwachen, diesen längst fälligen Schritt tun und der Uno beitreten. Selbstredend lehnen wir die Minderheits-, Eventual- und Einzelanträge der SVP-Fraktion ab.

Schlüer Ulrich (V, ZH): Im Namen der SVP-Fraktion bitte ich Sie um Unterstützung der beiden Anträge der Minderheit Mörgeli. Ich möchte betonen, dass der Eventualantrag, der die Neutralitätsvorbehalte ausformuliert, in der Fraktion keine Gegenstimme, lediglich zwei Enthaltungen auf sich vereinigt hat.

Wir befassen uns mit einer Organisation, die eben erst eine aufwendige Konferenz beendet hat, bei der man eine Woche lang versucht hat, eine etablierte, in der Geschichte verankerte, längst existierende Bewegung, den Zionismus, aus oberflächlich-aktuellen, tagespolitisch motivierten Erwägungen nachträglich als rassistisch hinzustellen. Was immer man von dieser Übung hält, eines ist sicher: Mehr als 99 Prozent der Erdbevölkerung dürfen dazu die Auffassung vertreten, man habe da Geld für ein Problem aufgewendet, das für diese mehr als 99 Prozent der Weltbevölkerung mit Sicherheit kein Problem ist. Ein Interesse an solchen Konferenzen haben Funktionäre aus der Bürokratie, die es auch immer wieder fertig bringen, am Schluss eine Resolution zu kreieren, die in einigen Jahren eine weitere Konferenz zum gleichen Thema erlaubt.

Gleichzeitig hat es die heute im Mittelpunkt stehende Organisation – obwohl sie schon Resolutionen zur Thematik verfasst hat – bisher nie geschafft, wenigstens solche Länder,

die auf ihrem Territorium überführte Terroristen beherbergen, von der Uno-Mitgliedschaft wenigstens zu suspendieren. Damit nähme sie Stellung zu einem Existenzproblem für die Menschheit, mit dem sich die Uno bisher nicht zu befassen verstand. Drohende Vetos im Sicherheitsrat verhindern es zum Voraus.

Unser Parlament scheint an diesem Widerspruch nicht Anstoss zu nehmen. Das ist nicht weiter verwunderlich, wenn es dieses Parlament vorzieht, über das Poststellennetz zu diskutieren, sich aber gleichzeitig einen Maulkorb umhängen lässt, wenn es – nach den Terroranschlägen in den USA – um den Stand der Sicherheit in diesem Land geht, also darum, z. B. noch in dieser Session über den Zustand unseres Nachrichtendienstes zu diskutieren.

Auch wir sollen also jetzt in diese Organisation, auch unsere Funktionäre möchten dabei sein. Wir würden dafür allerdings den Kern unserer Neutralität opfern. Das wird jetzt sofort abgestritten werden. Davon sei keine Rede, es sei ja eine bundesrätliche Erklärung vorbereitet.

Einige meinen, man könne diese Erklärung sogar in die Vorlage hineinnehmen. Eine blosser Erklärung genügt allerdings nicht! Was predigt uns denn der Bundesrat – und zwar völlig zu Recht – seit Jahren in Bezug auf die internationalen Zusammenhänge? Er predigt uns immer wieder, dass internationales Recht nationalem Recht vorgehe. Die Schweiz kann zwar eine Erklärung abgeben, aber sie verpflichtet auf internationaler Ebene niemanden. Die Uno hört sie schon an, sie besteht schliesslich aus freundlichen Leuten, aber die Uno ist nicht verpflichtet, die Erklärung zu respektieren. Jetzt, Herr Bundesrat Deiss, ist eben die Zeit gekommen, wo die Neutralitätspolitische Nagelprobe für den Bundesrat gekommen ist.

Der Bundesrat hält uns immer wieder die Priorität des internationalen Rechtes vor. Wenn diese Priorität gilt – und sie gilt, das ist keine Frage –, dann genügt es nicht, eine blosser Erklärung abzugeben. Eine Erklärung hat nur einen Sinn, wenn sie von der anderen Seite in völkerrechtlich gültiger Weise anerkannt wird, wenn die Neutralität und die daraus resultierenden Folgen also, wie das im Antrag Mörgeli festgehalten ist, von der Gegenseite ausdrücklich völkerrechtlich anerkannt werden – alles andere ist Spiegelfechterei. Wenn Sie auf diese Anerkennungserklärung vonseiten der Uno verzichten und die eigene Bevölkerung beruhigen: «Wir haben doch zur Neutralität eine Erklärung abgegeben», dabei aber verschweigen, dass diese Erklärung keine Verbindlichkeit hat, solange die andere Seite, die Uno, die Verbindlichkeit nicht in aller Form anerkennt, dann hat Ihre Politik den Charakter des Sich-aus-der-Neutralität-Davonstehens.

Es ist durchaus vorausschaubar, dass Sie, Herr Bundesrat, uns jetzt dann erklären werden, die Uno könne unsere Neutralität nicht garantieren. Ich kenne diese Erklärung; ich muss sagen, Herr Bundesrat, sie ist Makulatur. Wir verlangen von der Uno keine Garantie der Neutralität. Unsere Neutralität ist eine frei gewählte, von uns bestimmte, aber auch immerwährende und bewaffnete Neutralität – wesentlich heute: eine frei gewählte, von uns bestimmte Neutralität. Dafür verlangen wir von der Uno keine Garantie. Aber wir verlangen von ihr eine formelle Anerkennung, eine formelle, völkerrechtlich gültige Anerkennung – nur dann hat Ihre Erklärung, die Sie abgeben wollen, einen Sinn. Diese Möglichkeit eröffnet der Eventualantrag Mörgeli. Nur dieser Antrag schafft Klarheit, weil dort in Worten ausgeführt wird, worin diese Respektierung der Neutralität besteht, was sie aufseiten der Uno für Konsequenzen hat.

Diese Erklärung, diese Anerkennungserklärung ist der Uno zumutbar, denn mit ihrer Politik, mit ihrer Haltung der Neutralität hat die Schweiz in dieser Welt weiss Gott einen Friedensbeitrag geleistet – einen Friedensbeitrag, der auch vor der Uno Respekt finden könnte. Diese Erklärung, dieses Verlangen der Respektierung durch die Uno ist aber auch – und noch viel mehr – dem Bundesrat und diesem Parlament zumutbar. Wenn Sie auf diese Anerkennung, auf diese formelle völkerrechtliche Anerkennung des Neutralitätsvorbehaltes durch die Uno verzichten, dann haben wir nichts in

den Händen, dann äussern Sie zwar schöne Worte, haben aber gar nichts in den Händen, das unsere Neutralität im entscheidenden Fall, wenn die andere Seite die Prioritäten anders setzt als wir, aufrecht erhalten lässt.

Das ist die Nagelprobe, vor der Sie stehen. Diese Nagelprobe haben Sie zu bestehen, ansonsten werden wir dem Volk die Empfehlung abgeben, wie es die bundesrätliche Haltung quittieren soll.

Gross Andreas (S, ZH): Die Sozialdemokratische Partei ist sehr froh, dass der Bundesrat – erst zum zweiten Mal seit 60 Jahren – über seinen Schatten springen kann und eine Volksinitiative unterstützt. Das ist sehr selten, leider. Wir glauben, es ist richtig, dass wir den Anstoss aus der Bürgerinnen- und Bürgerschaft, die Entscheidung von 1986 zu überdenken, zu revidieren, ernst nehmen und im Bewusstsein korrigieren, dass es in der Schweiz immer so ist, dass man im Lichte neuer Entwicklungen auf Entscheidungen zurückkommen kann.

Ich möchte daran erinnern, dass das Frauenstimmrecht 1959 abgelehnt worden ist. 1971 ist es angenommen worden. 1986 plus 12 gibt 1998; die Revision des 1986er-Entscheides ist also auch quantitativ fällig.

Ich weiss nicht, ob Sie wissen, wann in diesem Saal zum ersten Mal über die Uno diskutiert worden ist: Am 2. April 1946! Ich habe natürlich gehofft, es sei ein Sozialdemokrat gewesen, der damals diese Interpellation einreichte. Nämlich schon damals mit der Tendenz, den Bundesrat zu fragen, ob hier die Schweiz nicht auch mitmachen sollte. Es war ein Baselbieter Freisinniger, kein Sozialdemokrat. Ich habe mich dann getröstet, dass mein Vater immer gesagt hat, die Baselbieter Freisinnigen seien etwas Besonderes, das seien nicht einfach Zürcher Freisinnige.

Wer die damalige Interpellation liest, der sieht, dass dieser Freisinnige nicht das Ende des Kalten Krieges abwarten musste, um für die Uno zu sein. Er hat zum Beispiel schon damals einen Kernsatz geprägt, der heute vom Bundesrat ebenso betont wird. Herr Börlin, ein späterer Regierungsrat im Baselbiet, hat nämlich gesagt, in der Nachkriegszeit würden die Ziele der schweizerischen Aussenpolitik mit denjenigen der Vereinten Nationen identisch sein. Heute wissen wir ja, dass es kein Ziel der schweizerischen Aussenpolitik gibt, das die Schweiz alleine realisieren könnte. Es gibt kein Ziel der Vereinten Nationen, welches den Zielen der schweizerischen Aussenpolitik, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind, widersprechen würde. Ernst Börlin hat aber auch schon betont, dass die Uno ein Produkt des Krieges war. Weil die Schweiz eine ganz andere Kriegserfahrung hatte, hatte sie eine andere Mentalität. Sie hatte Mühe, sich der Uno, die die einen sozusagen als die Folge ihrer Katastrophenerfahrung gebaut hatten, sofort anzuschliessen. Es ist, das muss man zugeben, viel einfacher aus einer Niederlage zu lernen als ein Erfolgsmodell rechtzeitig zu überdenken und neu zu konzipieren. Deshalb dürfen wir nicht überheblich die Dauer dieses Lernprozesses lächerlich machen, der in unserer Bevölkerung zu lange nicht stattgefunden hat, auch nicht in unserer Elite, die der Bevölkerung lange das falsche Alte wiederholte.

Herr Börlin hat aber auch schon einen Satz gesagt, der, glaube ich, in der Diskussion bis heute untergegangen ist. Er hat nämlich gezeigt, dass in der Charta der Vereinten Nationen der Satz steht, die Uno werde dafür sorgen, dass auch die Nichtmitglieder ihr Verhalten nach den Grundsätzen des Friedens und der Friedensschaffung der Uno ausrichten müssten.

Herr Blocher, Sie schütteln den Kopf. Brauchen Sie ihn einmal, nachdem Sie ihn geschüttelt haben, und beantworten Sie mir die folgende Frage: Wollen Sie die Regeln, die für uns auch gelten, lieber selber mitbestimmen oder einfach nachvollziehen, ohne sie mitbestimmt zu haben?

Gerade ein souveränes Land ist in dem Sinne souverän, als es dort mitwirkt, wo die Regeln gemacht werden, und nicht einfach demütig nachvollzieht, was die anderen angerichtet haben.

Herr Börlin hat aber auch schon damals bemerkt, dass die Neutralität das grosse Hindernis sein wird, das der Mitwirkung der Schweiz entgegensteht. Aber so, wie es gegenüber dem Terrorismus keine Neutralität gibt – was heute auch die Spitze der SVP betont –, gibt es gegenüber dem Hintergrund, den Grundlagen des Terrorismus, gegenüber der Welt an sich auch keine Neutralität. Die Schicksalsgemeinschaftlichkeit der Welt, zu der auch wir gehören, im Guten wie im Schlechten, kommt in der Mitgliedschaft bei der Uno zum Ausdruck. Die Uno ist der politische Ausdruck der Welt, wie sie sich in Zukunft selber besser gestalten sollte. Die nationalkonservative Mentalität, die Welt bestehe aus der Schweiz und dem Rest, und der Rest gehe uns ausserhalb des Geschäftes nichts an, hat keine Zukunft. Sie ist, wie schon gesagt wurde, Ausdruck einer unerhörten Überheblichkeit und einer unglaublichen Arroganz gegenüber den anderen, der grossen Mehrheit dieser Welt.

Es gibt auch gegenüber der Uno keine Neutralität, weil die Uno kein Staat ist. Sie können sich nicht ausserhalb der Welt setzen und meinen, in der Welt neutral sein zu können. Das ist der grosse Irrtum, dem die SVP heute immer noch erliegt, und die Mentalität, welcher diese Anträge entspringen. Daher bitte ich Sie im Namen der Sozialdemokratischen Partei, sie abzulehnen.

Für die Sozialdemokraten ist es aber auch wichtig, dass wir als Schweizer und Schweizerinnen offen sagen, was wir dann tun möchten, wenn wir der Uno beigetreten sind, wo wir die Handlungsbeiträge der Schweiz sehen. Da gibt es meiner Meinung nach vier grosse Aufgaben, an denen andere bereits arbeiten und denen wir uns anschliessen, indem wir mitwirken, die wir in unserem Interesse unterstützen sollten.

1. Es ist völlig richtig, wenn man sagt, die Uno sei in ihrer Struktur Ausdruck der Verhältnisse von vor 50 Jahren. Das Vetorecht ist an sich etwas Undemokratisches, es ist Ausdruck der Machtverhältnisse von 1945. Indien und Afrika sind zum Beispiel im Sicherheitsrat bei den Ständigen Mitgliedern nicht vertreten, die EU-Staaten dagegen sind übervertreten. Hier braucht es in der Zusammensetzung und in dem Entscheidungsverfahren, im Auftritt, eine Korrektur, die den heutigen und künftigen Verhältnissen in dieser Welt entspricht.

2. Auch die Politik und die Demokratie müssen globalisiert werden, damit die Welt wieder ins Gleichgewicht, ins Lot kommt. Die Not und das Elend, welche die Mehrheit der Menschen dieser Welt belasten, sind Ausdruck dieser einseitig ökonomischen Globalisierung im Interesse derjenigen, die schon viel, schon zu viel Anteil an den Ressourcen dieser Welt haben. Die Uno ist der Ort, wo die meiste Kompetenz liegt, wo der grösste Wille zum Ausdruck kommt, der ökonomischen eine politische Globalisierung entgegenzusetzen bzw. zur Seite zu stellen – als Voraussetzung dafür, dass es eine weltinnenpolitische Sozialpolitik gibt, die hier ausgleicht, so wie wir das in einem Bundesstaat wie der Schweiz gewohnt sind. Das ist die grosse Zukunftsaufgabe der Uno; an dieser haben wir in unserem eigenen Interesse teilzuhaben und mitzuwirken.

3. Es gibt einen weiteren gewichtigen Grund, weshalb wir sagen sollten, die Schweiz mache mit: Herr Schluer hat Recht, wenn er sagt, die Uno sei noch keine Rechtsgemeinschaft. Sie wird immer noch durch Staatsinteressen und auch durch die Macht dieser Staaten geprägt. Aber die Uno ist jener Ort, der am ehesten zu dieser Rechtsgemeinschaft wird, welche die Machtverhältnisse ablöst und jeden – unabhängig von seiner Macht – ins Recht setzt. Wer ausserhalb der Uno steht, kann nicht an dieser Entwicklung teilhaben, die in unserem Interesse wäre. Gerade als Kleinstaat haben wir das grösste Interesse an Rechtsverhältnissen; gerade wir können und sollen mitwirken, damit das passiert, was in unserem Interesse ist und auch im Interesse der Welt wäre.

4. Schlussendlich müssen wir auch den Mut haben zu sagen, Herr Bundesrat, dass wir kein Interesse haben an einer Welt, die von einem einzigen Staat beherrscht wird. Ich sage dies bei allem Respekt vor diesem Staat; wir wissen, dass er uns in dieser Rolle noch am liebsten ist. Aber trotzdem wol-

len wir, dass die Welt von der Uno geprägt wird, in die dieser Staat eingebettet ist, in welcher auch dieser Staat sich einem Weltrecht unterzieht, im Wissen darum, dass er nicht allein dieses Weltrecht setzen kann.

Die Gegner der Uno werden mit diesem Argument spielen. Sie werden einerseits sagen, die Uno werde eh von den USA beherrscht, auf der anderen Seite werden sie sagen, die Uno sei nicht so wichtig, die USA seien entscheidend. Hier müssen wir als Befürworter eine klare Sprache sprechen und sagen: Wir wollen, dass jeder Staat sich in das Recht der Uno einfügt, an dem er selbstverständlich mitgewirkt hat, aber wir möchten nicht, dass die Welt von einem oder wie früher von zwei Staaten beherrscht wird, sondern sie soll gestaltet werden von einer Institution, an der alle nach ihren Möglichkeiten und Fähigkeiten mitwirken können. Die Schweiz hat hier etwas beizutragen.

Deshalb bitten wir Sie, dieser Volksinitiative und dem Bundesrat zuzustimmen und der Uno beizutreten.

Zapfl Rosmarie (C, ZH): Die CVP-Fraktion, aber auch die Partei, hat sich immer – auch 1986 – für den Uno-Beitritt eingesetzt und sich dahinter gestellt. Zahlreiche Exponenten der Partei haben sich bereits im Initiativkomitee engagiert. Mit einigen wenigen Argumenten möchte ich aufzeigen, weshalb die CVP für diesen Beitritt plädiert.

Es ist an der Zeit, in die Zukunft zu blicken und die Realität zur Kenntnis zu nehmen. Die Uno ist keine perfekte Organisation. Sie schafft nicht alle Probleme der Welt vom Tisch. Sie spiegelt aber den Zustand dieser Welt, und die Schweiz ist ein Teil dieser Welt. Wir sind wirtschaftlich, sozial und kulturell global verbunden. Die Zeit für eine neue Uno-Abstimmung ist reif. Eigentlich ist eine solche überfällig.

Friedenssicherung und Friedenserhaltung sind die ureigenen Aufgaben der Uno. Sie ist nicht mehr der Debattierklub, der sie zur Zeit des Kalten Krieges war. Damals wurde sie öfters durch die Supermächte instrumentalisiert und gelähmt. Sie ist heute eine Organisation, die sich ernsthaft um gesellschaftliche, wirtschaftliche, soziale und friedenspolitische Entwicklung bemüht. Sie hat ihre Zusammenarbeit mit der Organisation für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa (OSZE) kontinuierlich ausgebaut, und die Völkergemeinschaft tritt gemeinsam gegen kriegerische Gewalt und Völkermord auf. Unser Land – wir haben es gehört – unterstützt die Uno im Bereich der Friedensförderung und wirkt heute schon aktiv auf diese Ziele hin.

Die Uno muss sich im Gegensatz zu früher auch viel mehr mit Problemen auseinander setzen, die nationale Grenzen überschreiten: Probleme wie Migration, Umweltzerstörung oder organisierte Kriminalität. Die Schweiz kann da nicht abseits stehen. Sie hat ihren Beitrag zur Bewältigung dieser Probleme zu leisten. Wir haben es heute schon einige Male gehört: Die Ziele der Uno sind auch die Ziele der schweizerischen Aussenpolitik. Sie sind identisch. Unser Land mit seinem auf Menschenrechte und Demokratie ausgerichteten System ist bestens für die Ziele der Uno gerüstet. Es sind die Ziele einer solidarischen Politik, wie sie die Schweiz seit hundertfünfzig Jahren verfolgt.

Die Frage darf gestellt werden: Warum kann die Uno Konflikte und Kriege nicht verhindern? Die Uno ist weder eine Weltregierung noch eine Militärallianz, die zur Verteidigung ihrer Gebiete, das heisst der ganzen Welt, eine Armee aufbieten könnte. Sie spielt jedoch bei der Friedenssicherung eine besondere Rolle. Am Beispiel von Palästina und Israel, das ich aus persönlicher Betrachtung kenne, ist das sehr gut aufzuzeigen. Wir hören nur immer von den schrecklichen Ereignissen, die seit Jahrzehnten diese Region beherrschen. Wir hören aber nichts davon, wie die Uno-Organisationen auch seit Jahrzehnten in Palästina tätig waren, um eine Eskalation zu verhindern; nichts davon, wie viel Einsatz und Vermittlungen stattgefunden haben, um Friedensgespräche zu ermöglichen. Die Schweiz als Depositärstaat mit einem Auftrag der Uno bemüht sich seit Jahren, die Parteien an einen Tisch zu bringen. Ich denke, wir könnten unsere Möglichkeiten als Mitglied der Uno dabei noch besser nutzen.

Leider scheint im Moment all das gescheitert. Ein Neubeginn wird aber bestimmt nur mit Hilfe der Uno und mit dem Willen zum Frieden von beiden Parteien her möglich sein.

Oberste Priorität der Schweiz ist der Verzicht auf Gewalt bei der Lösung von Problemen, gerade in der Uno lässt sich diese Haltung sehr gut vertreten. Heute steht ja die Terrorismusbekämpfung in den Schlagzeilen. Die erste Debatte zur Terrorismusbekämpfung in der Uno-Generalversammlung geht auf das Jahr 1972 zurück. Die Uno hat in der Zwischenzeit mehrere Empfehlungen verabschiedet, welche die Zusammenarbeit bei der Bekämpfung des Terrorismus vorsehen. Die heutige aktuelle Situation in Amerika braucht eine kollektive Sicherheitspolitik, ein Land alleine kann das nicht mehr meistern.

Die Schweiz hat sich in den Uno-Organisationen über all die Jahre hin zur Erarbeitung von Instrumenten zur Bekämpfung des Terrorismus stark gemacht. Wer denn sonst, wenn nicht die Uno, kann sich weltweit dafür stark machen? Der Wille bei den internationalen Staatengemeinschaften, die terroristischen Aktivitäten zu bekämpfen, ist bestimmt klar vorhanden. Imagekampagnen für die Schweiz sind gut und wichtig, sie alleine jedoch genügen nicht, um unser Land der Welt in Erinnerung zu rufen. Wir selber müssen das mit unseren aussenpolitischen Aktivitäten tun. So wie wir das im europäischen Umfeld, im Europarat, in der OSZE und der Efta tun, so soll die Schweiz im Forum Uno global mitarbeiten und mitentscheiden können.

Herr Mörgeli, ich habe mich sehr intensiv mit der Geschichte der Neutralität befasst. Die Neutralität gehört in der Schweiz zur aussenpolitischen Norm. Seit 1515, der Schlacht von Marignano, bis heute wurde diese Neutralität den Umständen angepasst und im Interesse des Landes angewandt. 1917 unterzeichnete die Schweiz das Haager Abkommen. Rechte und Pflichten der Neutralen wurden darin festgelegt und haben immer noch ihre Gültigkeit.

Unsere Neutralität ist im Völkerrecht verankert. Sie ist kein Mythos, wie oft gesagt wird. Sie ist eine Realität. Diese Neutralität wurde von der Uno auch nie infrage gestellt, und wir Schweizer wollen und können bei einem Beitritt die Neutralität behalten. Aus diesem Grund ist der Antrag Seiler abzulehnen, denn er würde signalisieren, dass wir die Uno-Charta nicht akzeptieren. Diese Bestimmung enthält vertraglichen Charakter; wenn sie von der Uno gegengezeichnet wird, hängt unsere Neutralität von der Uno ab, und das wollen wir bestimmt nicht.

Die CVP-Fraktion wird das Anliegen der Neutralität mit dem Antrag Maitre noch unterstreichen. Sie wissen, wie der Vorschlag in der Präambel lautet. Die Präambel soll mit dem Hinweis auf unsere Bundesverfassung ergänzt werden.

Die CVP-Fraktion wird dem Antrag des Bundesrates und dieser Initiative mit den Ergänzungen zustimmen.

Lachat François (C, JU): Dans un monde bipolaire, les Neutres, et particulièrement la Suisse, avaient un rôle à jouer, une place à prendre et à offrir, ce que la Suisse a su faire et ce qui a été reconnu. Mais maintenant, après l'atomisation du début des années nonante, les rôles d'hôtelier, de maître d'hôtel, même parfaitement tenus, ne suffisent plus. Dans l'interdépendance actuelle, la défense de nos intérêts ne peut pas être assurée dans la passivité. Car il s'agit de cela et de rien d'autre: la défense de nos propres intérêts. Affirmer autre chose est tout simplement contraire à la réalité.

Il a été dit tout à l'heure que l'ONU est un miroir du monde. C'est parfaitement exact. C'est justement parce qu'elle est humaine que l'ONU n'atteindra jamais la perfection. Car, n'est-il pas vrai que là où il y a l'homme, il y a toujours de l'humanité. Donc, se lamenter sur les imperfections de l'ONU n'est qu'un faux-semblant qui méconnaît, qui nie l'humanité et ses faiblesses.

Quant aux propositions de minorité, le groupe démocrate-chrétien les rejette massivement. Il rejette la première, car il n'est pas acceptable de s'interdire constitutionnellement, de se mettre dans l'impossibilité constitutionnelle d'adhérer un jour à l'ONU. Il rejette la deuxième, parce qu'elle tient du so-

phisme et conduit à un acte manqué. En effet, dire dans la même proposition que la Suisse adhère à l'ONU et rendre cette adhésion impossible par toute une série de conditions est un véritable trompe-l'œil. Nous allons lui réserver le sort qu'elle mérite, car nous n'entendons en aucune manière donner dans l'automutilation.

J'ajouterai que le groupe démocrate-chrétien est totalement d'accord avec les propositions Pelli, Cavalli et Maitre. Ainsi, les choses qui étaient déjà parfaitement claires pour qui sait lire, pour qui veut lire, pour qui veut entendre, seront coulées dans le bronze, tant il est vrai que les choses vont beaucoup mieux quand elles sont dites, même si nous ne sommes pas des adeptes de la tautologie.

Je m'arrêterai là. Le débat est déjà suffisamment long et durera encore suffisamment longtemps, car si, hic et nunc, la messe est dite, je vous demande, comme je me le demande à moi-même, de réserver nos énergies pour convaincre le peuple.

Nabholz Lili (R, ZH): Ich möchte eigentlich mit einer Selbstverständlichkeit beginnen, die in diesem Saal wohl von niemandem bestritten werden dürfte: Aufgabe einer jeden Aussenpolitik ist es, die Interessen des Landes optimal nach aussen zu wahren und zu vertreten. Die Mittel, die zur Erreichung dieses Zieles eingesetzt werden, sind aber nicht ein für allemal festgeschrieben, sondern sie müssen sich situationsgerecht neuen Gegebenheiten anpassen.

Eine zweite Feststellung: Die Welt ist – das haben Vorredner vor mir betont – labiler, vernetzter und leider auch verletztlicher geworden – die Ereignisse in den USA sind wohl das letzte deutliche Zeichen dafür. Probleme machen also längst nicht mehr an den Landesgrenzen Halt, auch nicht an unseren, sondern sie haben eine internationale Dimension angenommen.

Angesichts dieser Entwicklung hat die Bedeutung einer aktiven Aussenpolitik in den multilateralen Institutionen ohne jeden Zweifel zugenommen. Auch die Schweiz kann sich solchen Entwicklungen nicht entziehen, da mögen einige noch so sehr das Gegenteil behaupten. Es mag zwar durchaus zutreffend sein, dass die Schweiz sich in einer im Vergleich zu anderen Staaten günstigen Position befindet, diese ist aber längst nicht mehr entscheidend vorteilhaft.

Auch können wir die Augen nicht davor verschliessen, dass unsere Möglichkeiten, Probleme allein gegen alle, eigenständig und auf uns alleine gestellt zu lösen, beschränkt sind. Zwar engagiert sich die Schweiz im Wissen um die Vernetztheit weltweiter Probleme in zahlreichen internationalen Organisationen, und innerhalb des Uno-Systems partizipieren wir in allen Sonderorganisationen. Nur am wichtigsten Ort, wo alle Aktivitäten zusammenlaufen, die wesentlichen Entscheide gefällt werden, sind wir bislang nicht präsent – und das schadet unserem Land und den eingangs erwähnten Interessen.

Es schadet, weil wir uns der einmaligen Möglichkeit und Chance entziehen, z. B. gerade den Kerngehalt unserer Neutralität – unserer Neutralitätspolitik und das darauf fusende Verhalten unserer Regierung – auf dieser internationalen Plattform nach unserer Definition und unserem Willen ins Bewusstsein der Weltgemeinschaft zu rücken. Das Abseitsstehen schadet, weil wir auf ein Instrument verzichten, auf eine Weltplattform, die uns in einer schwieriger gewordenen internationalen Situation in zahlreichen Fällen nützlich sein kann.

Wir verzichten auf ein Mittel, ein aussenpolitisches Handwerkszeug, das zur Führung einer wirkungsvollen, effizienten und selbstbewussten schweizerischen Aussenpolitik und darum im Eigeninteresse nötig ist. Wir führen in dieser Hinsicht unsere Aussenpolitik mit Mitteln, die heute nicht mehr adäquat und nicht mehr zeitgemäss sind. Als Staat, der als Einziger der Weltgemeinschaft fern bleibt, sondert sich die Schweiz ab. Wer sich absondert, kann nicht ohne weiteres damit rechnen, Gehör zu finden, mag die vertretene Botschaft noch so wichtig, das Anliegen noch so berechtigt sein. Gerade weil die Schweiz für wesentliche Werte ein-

steht, ist es wichtig, dass wir diese Botschaft dort zu Gehör bringen, wo sie notwendig ist.

Mehr noch: Ob wir es gerne haben oder nicht, die Schweiz hat durch ihr Abseitsstehen zunehmend auch ein Imageproblem. Leider fallen wir mehr auf durch das, was wir nicht tun, als durch das, was wir tun. In wichtigen Bereichen fehlt uns das Beziehungsnetz. Die schwache Integration in internationale Organisationen behindert uns auch zunehmend in der Entfaltung unserer traditionell guten Dienste. Es ist eben heute nicht mehr der Status der Neutralität, sondern es ist die internationale Vernetzung, die ein Land für solche Missionen qualifiziert.

Aus all dem Gesagten gibt es für die FDP-Fraktion nur eines: Die Schweiz hat in ihrem eigenen Interesse der Uno beizutreten. Wenn sie sich dazu entschliesst, dann tut sie das nicht, um es anderen einfach gleich zu tun. Wir tun es, weil wir davon überzeugt sind, dass wir unsere eigene Position dadurch wesentlich besser zum Tragen bringen können, als wenn wir nicht dabei sind. Gerade jene Kreise, welche die Themen Souveränität und Neutralität so stark gewichten, sollten sich bewusst sein, dass der Abseitsstehende seine Möglichkeiten freiwillig derart reduziert, dass seine Chancen, seine Botschaft, seine Intentionen zu transportieren, drastisch beschnitten werden.

Souverän sind wir, wenn wir direkt mitreden können, und nicht, wenn wir in den Couloirs nach wohlmeinenden Staaten oder Diplomaten suchen müssen, die dann in der Vollversammlung allenfalls auch noch die schweizerischen Überlegungen mit einbringen. Unser Nationalstolz verbietet solches. Der Versuch, uns über solche Schleichwege Gehör zu verschaffen, ist eines selbstbewussten Landes wie der Schweiz nicht würdig.

Ich bitte Sie darum, dem Antrag der Kommission zuzustimmen und den Beitritt zur Uno zur Annahme zu empfehlen.

Wiederkehr Roland (E, ZH): Der amerikanische Präsident Kennedy hat einmal gesagt: «Ich bin ein Berliner.» Bundeskanzler Schröder hat letzte Woche gesagt: «Wir sind alle Amerikaner.» Beides ist mir zu wenig. Ich bin ein Weltbürger, auch und gerade, weil ich in der privilegierten Schweiz geboren wurde. Ich will die Welt nicht nur durch die Brille eines Schweizer – was immer das ist, ein Schweizer – sehen, sondern auch durch die Brille von Unterprivilegierten, z. B. eines Pakistani, ja eines Afghanen. Denn ihre Probleme werden zusehends und immer mehr zu unseren eigenen Problemen. Wer möchte das bestreiten? Dann will ich Teil des Dialogs sein, um diese Probleme zu lösen. Dieser Dialog findet nicht in der Schweiz statt. Er findet dort statt, wo er stattfinden sollte: in der Uno. Wenn wir das Gefühl haben, die USA nähmen nun alles in ihre eigenen Hände, dann müssen wir darauf drängen und alles Interesse daran haben, dass der Dialog nicht nur in den USA, sondern auch in der Uno stattfindet. Und wenn wir der Meinung sind, die Uno sei noch verbesserungsfähig: Wir können die Uno nicht verändern, indem wir als «Schweizerzeit»-Geistsurfer um sie herum surfen, von aussen reklamieren. Wir können dies nur tun, indem wir selber bei der Uno dabei sind. Eine Institution lässt sich nur aus dem Innern verändern und nicht von aussen, nicht einmal mit Terror.

Unsere Fraktion steht zu 80 Prozent hinter der Initiative und hinter dem Bundesrat. Ich hoffe, dass das Resultat in diesem Hause auch in etwa 80 Prozent sein wird.

Studer Heiner (E, AG): Weil wir die Entwicklung in unserer Partei gerne kurz darlegen wollen, spreche ich für die 60 Prozent der Fraktion, welche sich aus den Vertretern der EVP zusammensetzen.

Noch bei der letzten Abstimmung hat unsere Partei mehrheitlich Nein gesagt. Bei uns hat ein Prozess stattgefunden, der für uns erstaunlich ist, indem unsere Delegiertenversammlung vor zwei Jahren mit ganz grosser Mehrheit beschlossen hat: Wir wollen Mitglied der Uno werden. Wir haben uns am Unterschriftensammeln für diese Volksinitiative aktiv beteiligt, auch deshalb nehmen wir teil an dieser überparteilichen Initiative.

Warum ist das geschehen? Weil die Entwicklung in der Welt, aber auch das weitere Nachdenken über das, was unter uns geschieht, zur Veränderung von Positionen führen kann. Wir sind zur Überzeugung gelangt, dass wir in der Uno dabei sein müssen, nicht um ein Teil des Machtapparats zu sein, sondern weil das der Ort ist, wo wir uns noch besser als bis jetzt als Kleinstaat engagieren können für die Interessen der anderen Kleinen, für die Interessen derer, die immer wieder verurteilt wurden – wir denken da an Israel, an diese vielen Verurteilungen in all diesen Jahren. Wir möchten dort solidarisch sein, wo Menschen unterdrückt werden. Dies, das einfach ganz kurz, hat uns zur Folgerung geführt, dass drin zu sein mehr Möglichkeiten gibt.

Wir haben auch geschaut, was andere Kleinstaaten tun können. Wir denken daran, wie ein noch kleinerer Staat wie Norwegen dank seiner aktiven Aussenpolitik, seinen guten Beziehungen zu beiden Seiten eines Konflikts, gerade im Nahen Osten mithelfen kann – was wir auch tun sollten.

Wenn wir hier zum Uno-Beitritt Ja sagen, geht es also nicht um die Frage, ob das jetzt der Ort ist, bei dem alles wunderbar herauskommt oder ob man da einfach auf uns gewartet hat, sondern für uns heisst das aufgrund einer sachlichen Abwägung der Vor- und der Nachteile schlicht und einfach: An diesem Ort wollen wir Mitverantwortung tragen, mitreden und dann auch beim Wort genommen werden.

Scheurer Rémy (L, NE): Dans une proportion de cinq sixièmes des ses membres, le groupe libéral recommandera au peuple et aux cantons d'accepter l'initiative populaire «pour l'adhésion de la Suisse à l'Organisation des Nations Unies». Il refusera donc aussi, avec des nuances dans l'énergie, les propositions de contre-projet.

En 1986, les libéraux étaient en majorité opposés à cette adhésion, mais ils pourraient déclarer aujourd'hui, comme jadis le président Edgar Faure auquel on a reproché d'avoir varié d'opinion: «Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent qui change.» En effet, aucun des arguments valables il y a 15 ans ne l'est plus aujourd'hui. Le monde a cessé d'être bipolaire et l'ONU est devenue véritablement universelle.

Notre pays fait déjà partie de nombreuses organisations qui ont un caractère universel, en particulier l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Celle-ci n'est peut-être pas un modèle de perfection, mais elle est un début de régularisation de la mondialisation de l'économie, un début de régularisation souvent encore insatisfaisant. Mais un pays comme le nôtre participe à l'OMC, en raison de l'universalité de ses relations commerciales, qui lui interdit de s'isoler de la communauté internationale comme un ermite se retirerait du monde temporel au nom de la primauté de la spiritualité. Il en va de même pour l'ONU, à laquelle nous reconnaissons des déficits démocratiques, de nombreuses imperfections, des faiblesses et même des impuissances. Mais même si tout ce que l'on pourrait lui reprocher dans le détail était vrai, il n'en demeure pas moins que l'ONU est la seule organisation universelle qui cherche à prévenir les guerres ou à les limiter et à maintenir des relations pacifiques entre des Etats en forts conflits d'intérêts.

La Suisse, pays qui abrite le siège du CICR, ne peut pas se satisfaire des mérites qu'il y a à porter secours aux victimes militaires et civiles des luttes armées. Elle a sa place dans l'ONU qui, en amont de la Croix-Rouge, tente tant bien que mal de prévenir les conflits ou du moins d'en limiter l'étendue.

En plus de ces raisons générales, l'adhésion à l'ONU serait pour la Suisse l'occasion de participer, sur pied d'égalité avec les autres pays, à d'importantes négociations multilatérales et d'acquiescer, sur le plan mondial, l'expertise qui commence à être la sienne au sein de l'Organisation de la sécurité et de la coopération en Europe. C'est l'intérêt des petits Etats d'entrer dans les grandes organisations internationales, de s'y faire des alliés et de trouver des amplificateurs à leur influence.

Quant à l'intérêt de la Suisse à être, par l'intermédiaire principalement de Genève, un haut lieu de négociations internationales, il n'est pas besoin de le rappeler.

Alors, quel serait le prix de cette adhésion?

Matériellement, ce prix, nous le savons, serait de quelques dizaines de millions de francs par année, c'est-à-dire tout à fait supportable.

Y a-t-il alors un prix institutionnel, comme le renoncement à la neutralité ou, plus grave encore, une perte de souveraineté? La neutralité a été pendant longtemps notre seul principe de politique étrangère. Nous avons même été neutres parmi les neutres et cela nous a permis d'offrir nos bons offices. Mais il arrive de plus en plus rarement que nous soyons sollicités ou que l'on accepte notre offre. Le débat sur l'adhésion à l'ONU n'est pas un débat sur la neutralité. Le principe en est et en sera encore affirmé par le Conseil fédéral et il est confirmé par les propositions d'amendement Maitre, Pelli et Cavalli; amendements non indispensables, il est vrai, mais que nous accepterons. Le principe de la neutralité demeure, mais ses applications évoluent en même temps qu'évolue la géopolitique, en même temps qu'évolue le temps, en même temps que passe le temps. Notre neutralité, au début du XXI^e siècle, ne peut plus être ce qu'elle était à la fin du XIX^e ou au début du XX^e siècle, au temps de l'exaltation des Etats-nations et des revendications territoriales entre nos voisins les plus puissants et les plus proches. Elle n'est pas non plus celle que nous avons observée lors de la Seconde Guerre mondiale ou celle que nous nous sommes imposée dans la confrontation entre les démocraties libérales et les dictatures communistes.

En entrant dans l'ONU, nous ne nous rangeons pas dans un camp, nous nous intégrons un peu plus, et un peu mieux pour nous, dans la communauté internationale. Nous donnons, sans diminution de nos relations bilatérales, plus d'importance à nos relations multilatérales et à ce qu'elles nous procurent comme possibilités de discussion, d'influence, d'action et de défense de nos intérêts.

Quant à la souveraineté, elle n'est pas blessée par l'article 43 de la Charte des Nations Unies. Ceux qui affirment qu'elle l'est font de cet article une lecture que personne au monde n'a faite avant eux et que personne ne peut faire. En aucun cas, un pays ne peut être contraint à fournir un contingent de soldats à l'ONU. L'article 43 compte trois alinéas, il ne faut pas s'arrêter à la lecture du premier.

Quant à d'éventuels engagements de soldats suisses à l'étranger, ils ne pourraient être imposés par l'ONU. Seul le Conseil fédéral a le droit d'en décider, et cela dans les limites de nos lois et sous le contrôle du Parlement. Le débat sur l'envoi de soldats suisses à l'étranger pour le maintien de la paix a eu lieu. Il est tranché: le principe en a été admis et les modalités définies. L'adhésion à l'ONU ne créerait aucune nouveauté à cet égard.

L'adhésion à l'ONU, de notre point de vue, serait, sans froissement de notre neutralité ni blessure de notre souveraineté, une contribution de la Suisse à un ordre mondial moins mauvais, à défaut d'être meilleur.

Frey Claude (R, NE): Aujourd'hui, j'interviens pour témoigner d'un fait qui devrait tous nous interpeller. Le monde a changé et nous devons nous adapter pour maintenir les permanences de notre politique extérieure, pour continuer à défendre nos idéaux de justice, de liberté, de démocratie, de protection des droits de l'homme, pour affirmer notre vocation humanitaire. Bref, il faut s'adapter pour rester efficace, écouté et entendu.

En 1986, j'ai été un farouche opposant à l'adhésion à l'organisation politique des Nations Unies. Nous vivions dans un monde figé par le bipolarisme et notre petit pays non membre de l'ONU, en dehors, au-dessus des clivages a pu, parce que nous étions un lieu en quelque sorte exterritorialisé, être mieux au service de la communauté internationale. Et nous avons excellé dans nos missions de bons offices. Nous avons permis à deux blocs antagonistes de se retrouver pour se parler; nous étions disponibles. Je ne renie aucunement ces arguments. D'ailleurs, le peuple ne s'était pas trompé; il les avait suivis à 75 pour cent et c'était un échec historique pour les partisans de l'adhésion. Mais le

monde a changé. Qui aurait pu imaginer que, après les attentats terroristes à New York, au Pentagone, un des premiers chefs d'Etat à témoigner sa solidarité aux Etats-Unis serait le président de la Russie? On a détruit une partie du Pentagone et, immédiatement, la solidarité s'est manifestée du côté de la Russie. Personne n'a évoqué l'hypothèse d'une attaque des Rouges du bloc de l'Est.

Le monde a changé. La menace a changé de nature. On peut craindre aujourd'hui le choc des civilisations. Mais dans ce contexte marqué par la globalisation, à quoi servirait un lieu en quelque sorte exterritorialisé?

Dans un monde multilatéral, complexe, fluide, sans repères précis, il faut être dedans pour expliquer, pour s'expliquer, pour dire des choses. Plus que jamais, un petit Etat neutre peut et doit dire des choses essentielles, défendre les valeurs auxquelles nous tenons en prenant clairement parti contre le terrorisme, mais aussi contre les politiques qui amènent à l'injustice, qui portent atteinte aux droits de l'homme. Parce que sur ce plan, hélas, le monde n'a pas changé! Mais pour le dire dans ce contexte nouveau, mondialisé, il faut être présent.

En 1986, j'ai la conviction que l'adhésion à l'ONU était une «Schicksalsfrage». Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. L'ONU peut se passer de nous, la Suisse peut continuer à vivre sans être membre; c'est simplement une question d'efficacité de notre politique de neutralité active, solidaire, humanitaire.

Mais alors, si nous sommes présents, il faut dire les choses, rappeler notre neutralité dans notre demande d'adhésion, puis lors de notre première intervention à l'Assemblée générale. Mais il faudra aussi et surtout avoir le courage d'être clairs, d'être clairs toujours dans nos déclarations. Et sur ce point, Monsieur le Conseiller fédéral, je dois dire que j'ai une certaine inquiétude.

La Conférence sur le racisme, la Suisse à Durban, c'est l'exemple à ne pas suivre. Nous avons été insignifiants! Alors, à quoi ça sert de se battre pour être présents si c'est ensuite pour tenir des propos insignifiants? Nous devons avoir le courage d'être clairs.

Un dernier mot. Dans cette salle, le résultat ne fait aucun doute; il sera très clair. Devant le peuple, on peut avoir de sérieux doutes. Alors, je demande au Conseil fédéral de bien réfléchir, de bien apprécier le moment où il organisera la votation fédérale. Parce que quand le monde change, il faut du temps, tout particulièrement en démocratie directe, pour s'adapter. Que le Conseil fédéral laisse le temps de comprendre, de s'adapter à ces changements, laisse le temps pour expliquer et convaincre.

En votant oui aujourd'hui, je ne fais pas ma révolution culturelle. J'entends simplement que mon pays, petit Etat neutre, puisse poursuivre sa politique de paix en adaptant les moyens aux temps nouveaux que nous vivons.

Janiak Claude (S, BL): Im Bundesbrief von 1291 ist nachzulesen, dass die Talschaften Uri, Schwyz und Unterwalden ihren Bund «In Gottes Namen» gründeten. Das öffentliche Ansehen erfordere, dass Friedensordnungen dauernde Geltung gegeben werde.

In der Uno-Charta, verabschiedet am 25. Juni 1945 in San Francisco unter dem Eindruck des eben beendeten Zweiten Weltkrieges, werden die gleichen Ziele festgeschrieben: «Wir, die Völker der Vereinten Nationen, fest entschlossen, künftige Geschlechter vor der Geissel des Krieges zu bewahren»

Ich stelle fest, dass die Eidgenossenschaft und die Uno gegründet worden sind, um den Frieden zu bewahren. Das ist ein Ziel, das es, erst recht in Zeiten von Widerwärtigkeiten und Rückschlägen, auf dem Weg zu einer freien Gesellschaft nicht aus den Augen zu verlieren gilt. Die einschneidenden Erfahrungen der vergangenen Woche haben mit aller Deutlichkeit eines gezeigt: Dass es keine Alternative zu Debatten und zur Suche nach friedlichen Lösungen innerhalb der Gemeinschaft der Völker gibt.

Heute sehen sich einige erst recht in ihrer Auffassung bestärkt, dass sich die Schweiz nicht in fremde Händel mi-

schen soll. Sie beschwören die Neutralität und vergessen dabei, dass sich der Wechsel zwischen Absonderung von und Öffnung nach aussen, zwischen Autarkie und Völkerverbundenheit, durch die ganze Schweizer Geschichte zieht. Immer wieder wird Niklaus von der Flüe und sein Ausspruch «Mischt euch nicht in fremde Händel!» zitiert, zu Unrecht, wie wir wissen. Ihm ging es, als die alten Eidgenossen am Rande eines Krieges standen, um gegenseitiges Verstehen und Entgegenkommen. Die Politik der Abkapselung war seine Sache nicht.

Von einer anderen Lichtgestalt der Schweizer Geschichte, vom welterfahrenen Basler Bürgermeister Johann Rudolf Wettstein stammt übrigens die Aussage, es genüge nicht, die Hände in den Schoss zu legen, man müsse sich in fremde Händel mischen und des Nachbarns Haus löschen helfen, um das seine zu erhalten.

Professor Edgar Bonjour, Verfasser der Geschichte der schweizerischen Neutralität – ich nehme an, dass auch Herr Mörgeli die sechs Bände gelesen hat –, hat sich vor 15 Jahren im Rahmen der letzten Abstimmung über einen Uno-Beitritt an einer Versammlung meiner Partei in Liestal zur Frage der Neutralität geäußert. Er meinte, dass die Neutralität, ursprünglich nur für den Krieg gedacht, eine immer grössere Bedeutung für Friedenszeiten gewinne. Ursprünglich aus europäischen Verhältnissen herausgewachsen und nur von Europa anerkannt, könne sie sich fortan auf globaler Ebene betätigen; sie könne sich durch Leistungen im Dienste der Völkergemeinschaft als Element des Ausgleichs und der Kriegsverhütung bei internationalen Spannungen bewähren und dadurch in der Völkerfamilie eine Aufwertung erfahren. Die Schweiz werde sich im Bewusstsein, wie viele wertvolle gute Dienste sie einer weltweiten Organisation anzubieten hat, vor der Uno wegen ihrer Neutralität nicht entschuldigen, sondern sich offen zu ihr bekennen. Die Berechtigung und Weitsicht dieser Äusserung bestätigt sich in einer Welt, die seither um einiges globaler geworden ist, im Guten wie im Schlechten – wie die letzten Tage zeigen.

Die internationale Zusammenarbeit ist ein Gebot der Zeit. Die Menschheit muss sich im Vergleich zu früher in erhöhtem Mass mit Problemen auseinander setzen, welche die nationalen Grenzen überschreiten: Armut, Kriege, Migration, Umweltzerstörung, organisierte Kriminalität, Fundamentalismus und Terrorismus. Die Bewältigung dieser Probleme setzt voraus, dass die Staaten vermehrt zusammenarbeiten. Im Zuge der Globalisierung hat diese Notwendigkeit der Zusammenarbeit im Rahmen der multilateralen Organisationen zugenommen. Bei der Uno geht es nicht um Einmischung, sondern um Friedenspolitik. Das Ziel heisst kollektive Sicherheit und gemeinsame Problemlösung im weltweiten Rahmen.

Unser Land hat unverwechselbare Qualitäten: Die direkte Demokratie, der Föderalismus, unsere Mehrsprachigkeit oder unser Umgang mit Minderheiten lassen sich weltweit vorzeigen. Am besten können wir dies in der Organisation der Vereinten Nationen tun. Die Uno ist die Organisation aller Staaten dieser Erde. Sie verfolgt in den Bereichen Frieden, Sicherheit, Menschenrechte, Umwelt oder Entwicklungspolitik die gleichen Ziele wie wir. Der Zeitpunkt für einen Beitritt ist gekommen. Er ist in einer globalisierten Welt auch der Schlüssel zur Lösung von Zukunftsproblemen, die ein Staat alleine nicht mehr lösen kann. Der Beitritt steht übrigens auch im Einklang mit den Zielen, die zu verfolgen uns die neue Verfassung in ihrer Präambel aufträgt, nämlich unter anderem zu handeln «im Bestreben ... Unabhängigkeit und Frieden in Solidarität und Offenheit gegenüber der Welt zu stärken».

Ich ersuche Sie, dem Bundesbeschluss gemäss dem Antrag des Bundesrates, dem Beschluss des Ständerates und dem Antrag unserer vorberatenden Kommission zuzustimmen und damit die Initiative Volk und Ständen in befürwortendem Sinne zu unterbreiten.

Eggly Jacques-Simon (L, GE): Nous faisons partie de toutes les organisations particulières de l'ONU, mais nous ne

faisons pas partie des organes politiques. Nous avons considéré que c'était nécessaire, pendant des années, en raison, d'une part, de notre politique de neutralité et, d'autre part, à cause de l'oeil critique que la Suisse portait sur l'ONU.

Ah, certes, l'ONU n'est pas parfaite! Certes, en ce qui concerne ses organes politiques, ses structures sont au fond héritées de la Deuxième Guerre mondiale: c'était l'ONU organisée par les vainqueurs. Certes, on peut dire que l'ONU, représentant la communauté internationale, fait montre souvent de son incapacité à mettre de l'ordre dans le monde, à mettre de la justice dans le monde, à éteindre les foyers de conflits et, nous venons d'en avoir un exemple absolument dramatique et tragique, à empêcher, au fond, que la haine n'alimente le terreau du terrorisme. D'autre part, il est vrai qu'à l'intérieur de l'ONU il y a le poids des grands et que, par exemple, les Etats-Unis ont souvent trop de poids, ils influencent trop la communauté internationale et ses actions et qu'il n'y a pas l'impartialité que nous voudrions y voir. L'ONU, donc, n'est pas parfaite. Mais l'ONU est à l'image du monde. C'est tout de même dans l'ONU que les petits Etats peuvent s'exprimer. C'est tout de même à l'intérieur de l'ONU qu'il y a les grands débats de ce siècle et les grands débats sur, justement, les solutions à apporter, ou à chercher à apporter, aux problèmes lancinants et aux problèmes les plus graves.

Vous êtes-vous déjà demandé, Mesdames et Messieurs les opposants à l'ONU, ce qu'il en aurait été si l'ONU n'existait pas? Pensez-vous vraiment que si l'ONU n'avait pas existé, il y aurait eu plus de sécurité? Et ne pensez-vous pas que dans certains cas, c'est l'ONU qui a réussi à apaiser des conflits, à empêcher qu'ils resurgissent? Il y a lieu tout de même d'en prendre acte et de retirer son chapeau.

L'ONU, encore une fois, n'est pas parfaite, mais on ne voit pas où, quand et comment il pourrait y avoir un espoir d'un monde moins mauvais, d'un monde plus équitable, de davantage de paix en dehors de l'ONU. Pour un Etat comme la Suisse, qui précisément ne veut pas qu'il y ait une suprématie de certains Etats sur d'autres, pour un petit Etat comme la Suisse, il y a une nécessité d'être attachée précisément à l'ONU en tant que représentante de la communauté internationale. D'ailleurs, nous le faisons déjà: pour quelle autre raison, avec l'approbation du peuple finalement, avons-nous la Swisscoy au Kosovo? Parce que la Swisscoy est précisément patronnée, cautionnée, légitimée par l'Organisation des Nations Unies. Nous avons donc déjà accepté cette idée que quand la communauté internationale prend en charge un dossier, la Suisse peut s'y associer.

La neutralité: c'était déjà le Professeur Bindschedler, il y a au moins 30 ans, qui disait que la neutralité est un statut, que la politique de neutralité est ce que nous voulons qu'elle soit. Il disait ça dans la foulée de ce que disait M. Max Petitpierre, conseiller fédéral: «neutralité, solidarité.» Eh bien, moi, je vous dis qu'aujourd'hui, la politique de neutralité doit nous amener précisément à vouloir participer à tout ce qui est légitimé par la communauté internationale, non pas aux opérations de guerre, mais aux opérations pour la paix. Nous devons absolument, justement, faire entendre notre voix, la voix d'un pays qui a su résoudre les conflits, la voix d'un pays qui a su faire vivre ensemble plusieurs cultures, la voix d'un pays qui connaît ce que c'est que le fédéralisme, la voix d'un pays qui sait ce que c'est, précisément, que de vivre ensemble.

Il est temps, il est grand temps pour la Suisse, au nom de cette maxime qui est ancienne, de cette maxime qui est dans la ligne de notre politique depuis des décennies, de cette maxime qui s'appelle «neutralité, solidarité», il est grand temps que nous entrions de plein pied dans l'ONU pour défendre nos intérêts, pour défendre nos valeurs, pour participer aux efforts, aux efforts sans cesse à renouveler pour un monde moins mauvais. Ce qui s'est passé aux Etats-Unis doit nous montrer encore davantage que c'est la communauté internationale représentée par l'ONU qui peut et doit s'engager finalement pour, encore une fois, essayer d'apaiser les pires situations, les pires conflits du monde,

afin que ça amène aussi plus de sécurité, pour nous également.

Pour toutes ces raisons, je vous engage, en acceptant la proposition des trois grands groupes, démocrate-chrétien, radical-démocratique et socialiste, sur la référence aux articles évoquant la neutralité, à accepter l'initiative populaire «pour l'adhésion de la Suisse à l'ONU» et à recommander au peuple le oui à l'ONU, au nom de la Suisse et au nom de notre tradition également.

Fehr Lisbeth (V, ZH): Ich bin ein Exemplar dieser raren Spezies von SVP-Mitgliedern, die sich für den Uno-Beitritt aussprechen. Es sind realistische Gründe, die mich dazu bewegen. Vorausschicken muss ich der Ordnung halber, dass ich 1986 noch Gegnerin eines solchen Beitritts war, denn damals herrschte der Kalte Krieg, diese zweigeteilte Welt von West und Ost, und es machte für die neutrale Schweiz durchaus Sinn, sich ausserhalb dieser beiden Machtblöcke zu bewegen.

Nun muss man zur Kenntnis nehmen, dass die Weltgeschichte in der Zwischenzeit nicht stillgestanden ist. Die Welt hat sich insofern verändert, als keine direkten Interessensphären mehr bestehen. Viele Konfliktherde sind entstanden, und seit den entsetzlichen Terroranschlägen in den USA von letzter Woche ist alles noch unberechenbarer, noch gefährlicher geworden. Das zeigt in eindrücklicher Weise, wie sehr wir mit der übrigen Welt verhängt sind.

In diesem Zusammenhang ist die Uno das einzige weltumspannende Forum, das eine gewisse Autorität darstellt. Sie ist unvollkommen, das bestreitet niemand. Es scheint mir daher unredlich, wenn die Gegner des Uno-Beitritts sich in ihrer Kritik dauernd nur auf unbefriedigende Vorfälle konzentrieren – solche gibt es überall, wo Menschen sind – und diese Fälle dann mit einem Idealzustand der Uno vergleichen wollen. Die Bilanz kann so logischerweise nie befriedigend ausfallen.

Bei allen Mängeln ist die Uno jedoch unverzichtbar. Es existiert dazu ganz einfach keine Alternative, und wenn sie nicht schon bestehen würde, so müsste man sie flugs neu erfinden.

Nun zur Neutralität: Eigentlich bin ich immer davon ausgegangen – da bin ich mir sicher, dass es vielen Menschen in diesem Land ähnlich ergeht –, dass die Neutralität als Mittel zum Zweck aufgefasst wird. Professor Daniel Thürer hat uns bei der Anhörung in der Kommission sehr schön dargelegt, dass schon 1848 die Neutralität nicht Zielbestimmung, sondern ein Mittel der Aussenpolitik gewesen sei. Daraus leite ich mein Neutralitätsverständnis ab, das auf einen ganz einfachen Nenner gebracht etwa so lautet: Ich gehe nicht für die Neutralität in den Krieg, sondern die Neutralität hat mich allenfalls vor dem Krieg zu schützen. Meines Erachtens wurde die so verstandene Neutralität von der Schweiz auch während des Zweiten Weltkrieges in dieser Weise gehandhabt. Man sollte heute nicht einen solchen Kult mit ihr betreiben und so tun, wie wenn man seit Jahrhunderten eine solch makellose, blütenweisse Neutralität angewendet hätte.

Heute geht es im Übrigen um etwas total anderes: Die Schweiz hat ihren Teil an Verantwortung in diesem weltumspannenden Forum zu übernehmen – und das kann sich nicht mehr nur auf Zahlungen beschränken. Wir haben den Einsatz für eine friedliche und gerechte internationale Ordnung zu erbringen.

Das heisst auch, uns für den Menschenrechtsschutz und die Einhaltung der humanitären Werte, mit all unseren zur Verfügung stehenden Kräften einzusetzen. Da ist nun weiss Gott die Neutralität nicht mehr zu oberst in unserem Leistungskatalog angesiedelt. Alle Staaten unseres Planeten sind dabei. Nicht mitwirken zu wollen heisst, sich vor der Verantwortung zu drücken und einem Querulantum nachzuleben, das einer humanitären und solidarischen Schweiz unwürdig ist.

Ich bitte Sie deshalb mit einer Minderheit meiner Fraktion, dem Beitritt zuzustimmen.

Waber Christian (E, BE): Nachfolgend werde ich zehn Argumente gegen einen Uno-Beitritt anführen. Es gäbe ihrer

viele mehr, aber ich möchte doch barmherzig sein mit den vielen Befürwortern hier im Saal. In der universellen Organisation mit 189 Staaten werden nicht Menschen, sondern wird die Macht vertreten. Die 190. Stimme – die der Schweiz – würde diesen Machtapparat stärken, wäre aber ein sehr grosser Verlust für die Hoffnung der Menschen auf echte Demokratie. Neutralität ist eine Grundhaltung für den Frieden, ein Instrument, das uns während Jahrhunderten die Unabhängigkeit garantierte. Demokratie ist ein Fremdwort für die Weltgemeinschaft und kommt in der Uno-Charta überhaupt nicht vor.

Solidarität ist für die Schweiz kein Fremdwort. Wir sind vielfältig in die Weltengemeinschaft eingebunden und nehmen unsere Verantwortung seit jeher wahr. Es besteht kein Konzept, wie die Schweiz ihre Interessen als Vollmitglied besser durchsetzen könnte als sie es heute kann. Der Kampf gegen die unmenschlichen Regelungen globaler Wirtschafts- und Machtansprüche würde auf dem Altar der Mächtigen geopfert. Die Schweiz müsste als letzte Demokratiebasis die Befehle des Sicherheitsrates ausführen und stützen. Mehr sogar: Sie würde eines Tages auch für zwei Jahre Mitglied des Sicherheitsrates.

Der internationale Handlungsspielraum der unabhängigen und souveränen Schweiz würde in der Uno-Einheitssuppe ihre Salzkraft verlieren. Die Friedenspolitik degeneriert zur Friedenserhaltung mit militärischen Mitteln. Die Rahmenbedingungen der Schweizer Wirtschaft verschlechtern sich. Die zusätzlichen Mittel, deren Grösse sehr rasch ändern kann, müssen mit neuen Abgaben und Steuern finanziert werden. Die von der Schweiz heute praktizierte und gelebte Demokratie wird einem marginalen Einfluss auf die Welt geopfert. Die Uno entwickelt sich zum universellen Geist ohne Gewissen, Wertmassstäbe und Ethik. Gut ist, was den fünf Grossen im Sicherheitsrat dient. So genanntes Recht wird auch mit militärischen Mitteln durchgesetzt.

Die Schweiz konnte sich bis heute selektive Grosszügigkeit leisten. Die enormen Geldmittel für die internationale Gemeinschaft wurden nach unseren Prioritäten eingesetzt. Die Schweiz stand nie abseits, sondern immer mitten drin. Gott handelt, auch ohne Erlaubnis der Uno. Unsere Verfassung steht auf einem anderen Fundament als die Charta der Uno. Die internationale Wahrnehmung und der Einfluss der Schweiz haben von ihren Grundwerten her die grössten Chancen auf eine positive Beeinflussung in der zerstrittenen Welt. Die Versuchung, am babylonischen Turm mitzubauen, ist gross. Das letzte Wort wird das Schweizervolk haben. Ich hoffe, dass wir Brückenbauer bleiben und nicht der Versuchung erliegen.

Hollenstein Pia (G, SG): Mein Votum gründet auf einem etwas anderen Weltbild als jenes meines Vorredners. Die Frage eines schweizerischen Uno-Beitritts ist für mich keine Frage von Gut und Böse. Mir ist klar, die Uno ist nicht der Himmel auf Erden, aber der einzige Weg in eine bessere Zukunft. Die Uno ist die einzige globale Organisation, die zur Lösung von globalen Problemen eine globale Vernetzung ermöglicht. Keiner der Votanten, die gegen den Uno-Beitritt der Schweiz gesprochen haben, hat einen besseren Vorschlag gemacht.

Die wesentliche Frage ist für mich, ob wir die Chance der Mitgestaltung an der Globalisierung der Menschenrechte mit einem Uno-Beitritt als Vollmitglied wahrnehmen wollen. Verwirklichung der Menschenrechte hat sehr viel mit nachhaltiger Nutzung der Ressourcen, mit vielfältigen Bemühungen um Frieden, mit gemeinsamer Problemlösung zu tun.

Die Uno verfolgt als vordringlichste Aufgabe die Erhaltung des Friedens und die Förderung der Menschenrechte. Mit der Uno-Charta hat sich die Völkergemeinschaft das Ziel gegeben, eine internationale Zusammenarbeit herbeizuführen, die wirtschaftliche, soziale und kulturelle Probleme nicht mit Waffengewalt, sondern mit friedlichen Mitteln angeht. Diese Zielsetzungen sind aktueller denn je. Bei diesen Bemühungen nicht als Vollmitglied dabei zu sein, dafür schäme ich mich. Ich habe genug von Abschottungsgeismen. Es ist

mühsam, hier zu erwähnen, dass viele Probleme, vor allem im Bereich von Natur- und Umweltschutz, in Zukunft vermehrt durch die internationale Zusammenarbeit global gelöst werden müssen. Und dazu ist und bleibt die Uno die einzige weltweite Organisation, die sich heute anbietet. Sie hat in den Bereichen Umwelt, Gerechtigkeit und Frieden nicht nur dieselben Zielsetzungen wie die Schweiz, sondern schon viel zu Lösungen beigetragen. Die Uno ist für die Partizipation von Schwächeren und Benachteiligten besonders geeignet und darin erfahren.

Noch ein weiterer Aspekt, der bisher nicht direkt angesprochen wurde: Seit Jahrzehnten ist für alle Uno-Aktivitäten die Gender-Frage ein Leitprinzip. Damit sind alle Bemühungen für eine bessere Beziehung von Mann zu Frau und Frau zu Mann gemeint. Die Gender-Frage setzt sich mit der Frage auseinander, wie die Beziehung unter den Geschlechtern gestaltet ist. Es geht um die Frage der Beziehung und des Miteinanders. Bei diesem Approach möchte ich nicht weiterhin abseits stehen.

Unser schweizerisches Abseitsstehen ist bezüglich der Gender-Frage doppelt negativ, weil wir bei wichtigen Bestrebungen in diesem Bereich nicht Teil der Bemühungen sind und damit nicht solidarisch sind mit denen, die sich für eine bessere Beziehung von Mann und Frau einsetzen. Eine globale Gesellschaft kann sich – davon bin ich überzeugt – nur zu einer humanen Gesellschaft entwickeln, wenn die Gender-Frage ernst genommen wird. Zudem ist das Abseitsstehen der Schweiz für uns Frauen nachteilig, weil wir am Prozess der Entstehung von Dokumenten nicht vollumfänglich teilhaben können.

Machen wir mit einem Ja zum Uno-Beitritt den überfälligen Schritt – ohne Illusionen, gemeinsam mit verschiedenen Menschen, mit der Hoffnung auf eine bessere Welt.

Gadient Brigitta M. (V, GR): Wir haben bereits sehr viel über die Bedeutung der Uno für unser Land und insbesondere über die Auswirkungen eines Beitritts für unsere Neutralität gehört. Ich unterstütze diesbezüglich die in der Botschaft sehr gut dargelegten Argumente unseres Bundesrates.

Ich möchte mich hier auf zwei andere Aspekte konzentrieren. Im Jahre 2001 gibt es auf der Welt noch zwei nach völkerrechtlichen Kriterien souveräne Staaten, die nicht Mitglied der Organisation der Vereinten Nationen sind: Den Vatikan und die Schweiz.

Aber gerade die Schweiz, als ein aktiver, selbstbewusster und wirtschaftlich starker europäischer Kleinstaat, hat alles Interesse daran, ihre politischen Vorstellungen und Anliegen vollberechtigt in der Organisation einzubringen, deren Beschlüsse weltweite Legitimität haben. Wir sind bereits Mitglied aller Uno-Spezialorganisationen und können auf eine lange und bewährte Partnerschaft mit der Uno zurückblicken.

Trotz dieses grossen Engagements sollen wir im einzigen universellen Forum der Uno nicht mitreden können? Es lässt sich kaum erklären, weshalb wir noch heute bei der so genannten Kern-Uno abseits stehen. Zumal in diesem Forum Angelegenheiten von universellem Belang behandelt werden, die immer wieder auch die Schweiz betreffen. Der Beitritt unseres Landes ist also nichts anderes als ein natürlicher, ein logischer, ein konsequenter Schritt. Auch in der Uno gilt: Wer Mitglied ist, bestimmt mit. Die Schweiz kann das in den Hauptorganen bis heute nicht. Sie steuert zwar für eine Vielzahl von Uno-bezogenen Tätigkeiten erhebliche Mittel bei, in der Budgetdiskussion der Generalversammlung, die über die Verwendung der Gelder grundsätzliche Beschlüsse fasst, hat sie aber kein Mitspracherecht. Mit dem Beitritt soll die Schweiz endlich das volle Mitbestimmungsrecht über die von ihr bezahlten Mittel erhalten. Wir haben mit dem Beitritt nichts zu verlieren, können aber viel gewinnen.

Die Uno hat sich in den letzten 50 Jahren zur universellen Organisation entwickelt. Es gehören ihr heute 189 Staaten als Vollmitglieder an. Gleichzeitig hat der Beobachterstatus eines Staates an politischem Gewicht verloren und ist für ein

Land nicht nur atypisch, sondern heute geradezu unwürdig. Wir wollen nicht auf das Niveau eines Volks von Zuschauern herabsinken. Erst die Vollmitgliedschaft macht unser Land sodann auch für die Zukunft zur glaubwürdigen Vermittlerin. Eine Rolle, die die Schweiz immer wieder mit Erfolg wahrgenommen hat und die auch in Zukunft einen wichtigen Beitrag unserer Aussenpolitik darstellen soll. Denn auch die Friedenspolitik wird zunehmend multilateral. Der Uno-Beitritt ist aufgrund der sich heute ergebenden Voraussetzungen und Erfordernisse weltweiter Zusammenarbeit folgerichtig. Wie nötig ein solches Forum der Aussprache und Verständigung ist, wird gerade in Anbetracht der neuesten dramatischen Ereignisse sichtbar.

Die Ziele der Uno-Charta decken sich im Übrigen mit den Zielen der Schweiz. Die Uno setzt sich weltweit für Frieden, wirtschaftliche Entwicklung und eine stabile Rechtsordnung ein. Daran ist auch unser exportorientiertes Land in hohem Masse interessiert. Unsere weltweit tätige Wirtschaft braucht stabile Verhältnisse und klare, verlässliche und kalkulierbare Rahmenbedingungen. Deshalb sind diesmal auch die Spitzenverbände der Wirtschaft und viele grosse Unternehmen klar auf der Befürworterseite, sie haben die wichtige Rolle der in einem Reformprozess befindlichen und ideologisch stark abgerüsteten Uno erfasst.

Die Globalisierung bringt zunehmend die Notwendigkeit zur Gestaltung einer globalen Politik. Auch die Schweiz kann sich dem nicht entziehen. Der Bundesrat hält denn auch in der Botschaft fest: «Es wird in Zukunft nötig sein, der multilateralen Interessenvertretung erhöhte Aufmerksamkeit zu schenken und diese in den Arbeitsstrukturen der schweizerischen Aussenpolitik besser zu verankern.»

Die Schlussfolgerung ist klar: Wirklich nachhaltig ist das nur möglich, wenn die Schweiz beim entscheidenden Treffpunkt der multilateralen Politik, nämlich in den Hauptorganen der Uno, gleichberechtigt vertreten ist. Abseits stehen bringt demgegenüber nur Nachteile und Isolation.

Müller-Hemmi Vreni (S, ZH): Die schrecklichen Bilder der Terroranschläge in New York und Washington sind auch in meinem Kopf, in meinen Gefühlen, in meinen Gesprächen – und doch erfasse ich sie nicht. Genauso wenig wie ich heute die weltpolitischen, die weltgesellschaftlichen Konsequenzen abschätzen kann. Was mache ich mit dieser Erschütterung in meinem Alltag als Schweizer Nationalrätin, was mache ich damit heute in der Uno-Debatte?

Wenn eine meiner politischen Grundüberzeugungen seit letzten Dienstag nicht erschüttert, sondern gestärkt worden ist, dann diese: Im «global village» hat endgültig jedes Schneckenhaus ausgedient. Grausam sind wir erinnert worden: Ohne starke, noch stärkere «global policy» kein friedlicheres «global village». Darum, wenn die Schweiz ihre humanitäre Kompetenz und Glaubwürdigkeit zugunsten der globalen Friedenspolitik wirkungsvoll, noch wirkungsvoller einbringen will, gibt es nur eine Konsequenz: Wir arbeiten als politisch vollberechtigtes Mitglied in allen relevanten, internationalen Netzwerken mit vollem Engagement mit, damit es in unserer Welt weniger soziale, wirtschaftliche und politische Ungleichheit und Ungerechtigkeit gibt. Wir tragen mit einer solch umfassenden Friedenspolitik dazu bei, dass dem Fundamentalismus, dem Extremismus, dem Terrorismus jeglicher Art der Nährboden entzogen wird.

Weil die Uno das einzige internationale Netzwerk ist, das sich mit Initiativen und Programmen in diesem umfassenden Sinn für mehr Frieden und für mehr Menschenrechte einsetzt, unterstützen wir als Schweiz diese globalen Anstrengungen in vielen Uno-Unterorganisationen heute schon. Wir unterstützen deshalb Ernährungs-, Alphabetisierungs-, Gesundheits-, Aufforstungs-, Demokratisierungs- und Flüchtlingsprojekte mit gegen einer halben Milliarde Franken pro Jahr, weil die Uno-Zielsetzungen auch unsere Zielsetzungen sind. Wir unterstützen sie und beteiligen uns seit langem daran. Das durchaus im Wissen, dass die Uno als Organisation auch widersprüchlich ist, Fehler hat, Fehler macht und oft nur in allzu kleinen Schritten vorwärts kommt.

Aber meine Damen und Herren, vor allem von der SVP, Hand aufs Herz: Ist unsere Politik so frei von Widersprüchen? Die Schweiz soll der Uno ja auch nicht als Vollmitglied beitreten, weil diese das vollkommene internationale Netzwerk ist. Wir treten bei, weil die Uno die massgebende internationale Plattform ist, wo die realen Konflikte und Widersprüche dieser Welt ausgetragen werden, wo nach Lösungen gesucht und wo gehandelt wird. Die Uno ist kein Ziel an sich, sie ist ein Friedensförderungsprozess, ein Friedensförderungsprojekt, ein gemeinsamer Lernprozess der Völkergemeinschaft.

An diesem Projekt und an diesem Prozess soll sich die Schweiz, muss sich die Schweiz beteiligen: Als föderale Schweiz, die so viel von demokratischer Mitsprache und Dialog hält und versteht; als neutrale Schweiz, die innerhalb der Uno und im Verbund mit anderen europäischen Neutrallen wie Österreich, Schweden, Finnland und Irland eine zeitgemässe, aktive Neutralitätspolitik betreiben kann.

Wir erinnern uns: Die Schweiz ist in den Neunzigerjahren der Weltbank, dem Währungsfonds, der Welthandelsorganisation – alles ökonomisch orientierte Organisationen – beigetreten. Die Zeit ist reif dafür, dass wir gegenüber der Bevölkerung unseres Landes jetzt auch überzeugt für den Vollbeitritt zur einzigen Organisation eintreten, in der westliche Industriestaaten und Entwicklungsländer einigermassen gleichberechtigt für mehr Frieden, mehr Gerechtigkeit, mehr Demokratie, für mehr «global policy» eintreten und zusammenarbeiten. Was in New York und Washington passiert ist, unterstreicht in schrecklicher Dringlichkeit, dass an dieser «global policy» kein Weg vorbeiführt. Darum ist eine Woche nach dem 11. September ein starkes Ja des Nationalrates zum Uno-Vollbeitritt erst recht das richtige, das notwendige Signal an unsere Bevölkerung, an die Welt.

Fehr Hans (V, ZH): Wenn ich in die Ränge schaue, sehe ich ein wunderbares, leuchtendes Schweizerkreuz auf der Bluse von Ratskollegin Anita Fetz. Ich freue mich, dass Sie die Interessen der Schweiz vertreten und nicht jene der Uno.

Heute und morgen haben wir 200 Volksvertreterinnen und -vertreter den Tatbeweis anzutreten, dass es uns ernst ist mit der Wahrung der schweizerischen Neutralität und Souveränität. Das können Sie tun, indem Sie die Volksinitiative zur Ablehnung empfehlen und die Gegenvorschläge aus der SVP-Fraktion gutheissen.

Die Initiative für den Uno-Beitritt zeichnet sich durch mehrere Einmaligkeiten aus:

1. Sie wurde lanciert durch ein einmalig breites, buntes Komitee von Mitte-links- und sogar liberalen Politikern, von Hilfswerken, von der Gesellschaft Schweizerisch-Tibetische Freundschaft, selbstverständlich von der Neuen Europäischen Bewegung Schweiz, weil ja nachher die Reise in die Europäische Union gehen soll und die Uno dazu nur eine Etappe ist. Dann ist auch die Schweizerische Vereinigung für Familienplanung und Sexualerziehung dabei, und es geht bis hin zur Gruppe für eine Schweiz ohne Armee. Das ist fast einmalig.

2. Es ist die erste Initiative, die im schweizerischen Bundesstaat im Auftrag des Bundesrates lanciert wurde, sodass Kollege Gross Andreas an der Pressekonferenz vom 8. September 1998 triumphierend ausrufen konnte: «Erstmals in der Geschichte des schweizerischen Bundesstaates hat sich der Bundesrat schon vor der Lancierung hinter eine Initiative gestellt.» Das ist eine einmalige Leistung, auch wenn sie am Volkswillen vorbeigeht.

3. Einmalig an dieser Initiative ist zudem, dass ein Chefbeamter und weitere Leute in der Bundesverwaltung mitgeholfen haben, Unterschriften zu sammeln und aktiv zur Sammlung aufgerufen haben, amtsintern, über Internet usw. Einmalig ist auch, dass dieser Chefbeamte dafür vom Departementsvorsteher auch noch gelobt wurde.

4. Einmalig an dieser Initiative ist auch, soweit ich bis jetzt gehört habe, die äusserst dürftige Argumentation. Sie kreist immer wieder um das Gleiche: Man muss doch «dabei sein», man muss «solidarisch sein», die Neutralität werde

durch einen Uno-Beitritt sogar gestärkt und nicht etwa abgebaut, usw. Man will mitbestimmen – die Frage ist nur, wo und worüber.

5. Einmalig – ich komme beim Thema «Einmaligkeit» endlich zum Schluss – ist die unglaubliche Staatspropaganda, die für diese Initiative betrieben wird. Herr Bundesrat Deiss hat zwar an einer Veranstaltung gesagt, der Bundesrat habe «nur» 1,6 Millionen Franken beschlossen. 1986 hat sich der Bundesrat bei der damaligen Uno-Abstimmung erlaubt, für die Propaganda 71 000 Franken zu sprechen. Die Eidgenössische Finanzkontrolle hat ihn scharf gerügt und zurückgepfiffen. Heute sind wir bei einem Mehrfachen.

Ich bitte Herrn Bundesrat Deiss, wenn er dann sagt, dass das nicht stimme, auch zu berücksichtigen, dass viel Geld für das bundesrätliche Propagandablatt «Neue Schweizer Revue» für die Auslandschweizerinnen und -schweizer ausgegeben wird, das voller Propaganda für den Uno-Beitritt ist. Ich bitte ihn auch, das Heer von Informationsbeauftragten im Bundesdienst zu berücksichtigen, die natürlich in die gleiche Richtung agieren.

Trotz aller «Einmaligkeiten» kann ich diese Initiative nicht unterstützen, und ich hoffe, Sie tun dies auch nicht. Denn der Uno-Beitritt bedeutet die Preisgabe der schweizerischen Neutralität und Souveränität, auch wenn Sie das noch so bestreiten mögen.

Sie können doch nicht im Ernst behaupten, die Uno-Charta stehe nicht im Widerspruch zur schweizerischen Neutralität: Sanktionen und Boykotte, zu denen wir uns gemäss Artikel 41 verpflichten, sind Kriegsmassnahmen. Auch die Verpflichtung, dem Uno-Sicherheitsrat aufgrund von Sonderabkommen Streitkräfte zur Verfügung zu stellen und Beistand zu leisten, ist eine Kriegsmassnahme. Artikel 25 besagt klipp und klar: «Die Mitglieder der Vereinten Nationen kommen überein, die Beschlüsse des Sicherheitsrates im Einklang mit dieser Charta anzunehmen und durchzuführen.» Da muss mir doch keiner kommen und sagen, man könne sich da dann schon heraushalten. Entweder unterzeichnen wir diesen verbindlichen Vertrag, dann werden der Bundesrat und das Parlament ihn auch ausführen wollen, oder wir lassen die Finger davon.

Ich bitte Sie auch zu berücksichtigen, dass wir die schweizerische, immerwährende, bewaffnete Neutralität wahren müssen. Das ist ein sehr gutes Instrument, damit wir nicht in internationale Konflikte hineingezogen und nicht zur Zielscheibe von internationalem Terrorismus werden. Wir können nicht weltweit eine Rolle bei der Terrorismusbekämpfung spielen, aber wir können dafür sorgen, dass von unserem Staatsgebiet aus keine terroristischen Aktivitäten ausgehen, indem wir für Ordnung im eigenen Raum sorgen. Sagen Sie auch darum Nein zum Uno-Beitritt, weil er für den Bundesrat nur eine Etappe für den EU-Beitritt ist. Sagen Sie Nein zur Preisgabe der Neutralität und darum Ja zu den Gegenvorschlägen der SVP!

Loepfe Arthur (C, AI): Die ganze Welt versammelt sich in der Uno. Die Uno ist das einzige Gremium, wo wichtige Fragen der Menschheit weltweit angegangen werden, zum Beispiel Friede, Gesundheit, Menschenrechte und Umwelt. Die Bedeutung der Uno ist in den letzten zehn Jahren gewaltig gestiegen. Die Uno wird heute zu Recht auch als «Weltlandsgemeinde» bezeichnet. Die Schweiz muss dort, wo die Welt sich trifft, mitreden und mitentscheiden können. Die Schweiz ist schon Mitglied der meisten Uno-Unterorganisationen. Wir beherbergen einen Uno-Sitz in Genf. Der Schritt zum Vollbeitritt ist klein.

Die Schweiz gibt heute viel Geld aus für Werbung im Ausland, um sich dort positiv in Erinnerung zu rufen. Die Schweiz hat in der Uno eine Plattform, die es ihr ermöglicht, sich mit all ihren Erfahrungen und Stärken zu präsentieren. Auch unsere Wirtschaftspartner im Ausland verstehen heute nicht mehr, dass wir bei der Uno, wo jeder dabei ist, abseits stehen. Ich sehe auch hier klar einen wirtschaftlichen Nutzen.

In der Uno ist die ganze Welt Mitglied. Niemand ist ausgeschlossen. Es gibt keine Pflicht zur Teilnahme an mili-

tärischen Aktionen. Wirtschaftliche Sanktionen trägt die Schweiz heute schon mit. Die Neutralität ist nicht in Frage gestellt.

Die Uno hat auch Schwächen. Ihre Ziele und Visionen sind aber unanfechtbar. Die Stärken und Chancen der Uno sind gross. In der Uno geht Recht vor Macht – für einen Kleinstaat von existenzieller Bedeutung. Die Schweiz kann innerhalb der Uno ihre Interessen besser wahrnehmen als ausserhalb. Die Schweiz kann innerhalb der Uno einen grösseren Beitrag für Sicherheit, Humanität und Wohlfahrt in der Welt leisten als ausserhalb der Uno. Sagen Sie Ja zum Uno-Beitritt!

Antille Charles-Albert (R, VS): Essayons d'imaginer ce que serait notre monde sans l'ONU, sans les contributions phénoménales qu'elle a apportées depuis sa constitution aux chapitres de la paix, de la santé, de l'environnement, de l'éducation, etc.

La Suisse fait partie du monde, ce que certains regrettent peut-être. Pour moi, cela est clair: la Suisse faisant partie du monde, elle doit donc faire partie de l'ONU. Je soutiens avec enthousiasme ce projet d'adhésion et je vous prie de le soutenir avec moi, ainsi que de le défendre avec énergie auprès de nos citoyens.

Je sais, le fonctionnement de l'organisation n'est pas encore parfait. Mais le fait que maintenant tous les Etats de notre planète en font partie, à part nous, constitue une qualité unique. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, presque toute la population mondiale est liée au grand principe de la Charte des Nations Unies, principe que nous partageons totalement. Ces principes sont: préserver les générations futures du fléau de la guerre, affirmer les droits fondamentaux de l'homme, favoriser le progrès social, maintenir la justice et le respect des obligations du droit international.

Je voudrais donner quelques réponses à des réserves ou à des préjugés que certains ont à l'égard de la Suisse d'adhérer ou non à l'ONU. Prétendre que la neutralité de la Suisse est incompatible avec une adhésion à l'ONU est faux. La neutralité n'est ni un concept ni un statut rigide. Notre pays a démontré ces dernières années qu'il peut adapter son statut de neutralité et sa politique de neutralité permanente à la situation internationale et au développement de celle-ci.

Je rappelle qu'aucun Etat membre de l'ONU n'est forcé à participer à une opération militaire d'imposition, voire de maintien de la paix. Si l'ONU intervient dans un conflit, elle n'agit pas en tant que partie à ce conflit, mais en tant qu'autorité habilitée par le droit international public à rétablir l'ordre sur décision du Conseil de sécurité. Il ne s'agit donc nullement d'un cas de guerre, mais bien de l'exécution d'un mandat de la communauté des peuples. D'autres Etats neutres sont membres de l'ONU: l'Autriche, l'Irlande, la Suède. Ces Etats ont compris qu'un petit pays dépend de la sauvegarde et du respect du droit international.

Un autre argument contre l'adhésion qu'on entend souvent est la question du coût. Une seule réponse convient à cet argument matérialiste des coûts. La Suisse sera certainement le pays de l'ONU qui bénéficiera le plus des retours d'investissement grâce aux nombreuses institutions déjà installées sur notre territoire.

Je vous rappelle l'importance de la Genève internationale pour notre pays. Prétendre que la Suisse pourrait continuer à jouer sur la scène internationale un rôle plus dynamique en restant en dehors de l'ONU plutôt qu'en adhérant ne correspond en aucun cas à la réalité. L'expérience de ces dernières années a démontré le contraire. La Suisse a largement perdu de son intérêt, de son influence sur la scène internationale, en particulier s'agissant des missions de bons offices qui étaient une de ses spécialités.

Dire encore que les autres engagements des organisations internationales résident chez nous, telle que le CICR par exemple, seraient compromis dans le cas d'une adhésion de la Suisse à l'ONU est également faux. Au contraire, l'adhésion de notre pays impliquerait un renforcement de notre position dans ces organisations.

Enfin, prétendre que l'ONU est un monstre d'administration, de dépenses et de laxisme était peut-être vrai, mais d'énormes progrès ont été faits ces dernières années. L'ONU d'aujourd'hui n'est plus la même que celle de 1986. Plusieurs réformes institutionnelles entreprises par le secrétaire général actuel donne à l'organisation de meilleures possibilités d'action. L'ONU peut présenter aujourd'hui un bilan de succès réjouissant sur plusieurs plans.

En conclusion, je vous invite à accepter cette initiative et à voter oui à l'adhésion de la Suisse à l'ONU.

Fetz Anita (S, BS): Sehr geehrter Herr Vorredner der Auns: Ja, ich trete hier als Patriotin auf, und zwar aus dem ganz einfachen Grund, weil ich nämlich auch das Volk verrete und gar nicht glücklich darüber bin, was hier in letzter Zeit über Patriotismus alles so gesagt wird; Sachen, auf die ich als Schweizerin nicht besonders stolz bin. Ich trete hier auf als Volksvertreterin, denn es gibt auch hier Leute, die sagen: Die Regierung mag dafür sein, die Parteien mögen mehrheitlich dafür sein, das Parlament mag dafür sein, aber wir vertrauen darauf, dass das Volk diesen Blödsinn nicht glaubt und dagegen ist. Mit dieser Methode operieren Sie.

Auch meine Wähler und Wählerinnen sind das Volk, und sie alle wollen den Beitritt zur Uno; für sie stehe ich hier und formuliere auch, was wir unter Neutralität verstehen. Es gibt keine Neutralität gegenüber Menschenrechtsverletzungen, es gibt keine Neutralität gegenüber sozialer Ungerechtigkeit. Es gibt auch keine Neutralität gegenüber Terror, sondern nur Feigheit, wenn man abseits stehen will. Kurz vor oder kurz nach der Schweigeminute kann man angesichts der vielen Toten in New York nicht sagen: «Ich bin zutiefst betroffen», um dann anzufügen: «Aber es geht mich nichts an, denn ich bin halt neutral.»

Der Vorredner der Auns hat uns gerade vorhin wieder gesagt, die Schweiz sei seit Jahrhunderten neutral und das habe sich bewährt. Leider muss man sagen: Er und auch seine Kollegen haben beim Geschichtsunterricht nicht aufgepasst; das kann ja vorkommen. Denn vor noch nicht allzu langer Zeit hätten sich junge Schweizer als Söldner bei Präsident Bush beworben, um beim Einsatz gegen Afghanistan dabei zu sein. Das wäre vor gar nicht allzu langer Zeit so geschehen. Nicht aus Gerechtigkeitsgefühl, nein, sondern weil es für gute Söldner immer darum ging, Geld zu verdienen; das ist heute auf der Welt nicht anders.

Derselbe Vorredner sagte heute ebenfalls, falls wir nicht der Uno beitreten würden, würden wir möglicherweise eher vom internationalen Terror verschont, eben weil wir noch nicht in der Uno seien. Da frage ich Sie: Warum gibt es denn auch in der Schweiz einen Krisenstab und besondere Sicherheitsvorkehrungen auf den Flughäfen? Etwa wegen der Transitspassagiere?

Wir Schweizer haben immer mitgemacht, wenn wir etwas davon hatten, und wir taten das meisterhaft. In diesem Fall, in dem es um den Beitritt zur Uno geht, gilt das weiterhin. Nach dem Geheimdienstdebakel, das wir nach den Ereignissen in New York fassungslos zur Kenntnis nehmen, gibt es vielleicht auch in diesem Saal ein paar Leute mehr, die einsehen, warum man sich eben mit Konflikten auseinander setzen muss, warum man nicht abseits stehen kann, und vielleicht auch, warum «Schengen» gar keine so unvorteilhafte Sache wäre.

Oder sollen wir vielleicht das Ganze umkehren und mit der Neutralität ganz konsequent sein? Ich denke: Wenn schon, denn schon! Also: Warum treten wir eigentlich nicht aus der Unesco, aus der Unicef, aus der WTO, aus dem IWF aus? All diese Organisationen müssten wir auch verlassen, wenn wir Ihre Form von egoistischer Neutralität leben würden. Oder warum treten wir nicht aus dem Roten Kreuz aus, das nichts Besseres zu tun hat, als sich in jeder Krise einzumischen?

Ich will mit diesem Votum, das für Sie möglicherweise etwas polemisch daherkommt, durchaus eine klare politische Haltung vertreten. Ich bin als Patriotin für eine handlungsfähige Schweiz. Handlungsfähigkeit erhält man nur durch Integra-

tion in die Prozesse der Völkergemeinschaft. Der Schritt in die Uno hebt eine Behinderung der Schweiz bei der Wahrnehmung ihrer Interessen auf. So muss man die Sache nämlich auch einmal anschauen.

Sie haben das Gefühl, dass es vielleicht auch anders ginge. Ja, sollen wir Herrn Kofi Annan anrufen und ihn um die Aufnahme von bilateralen Verhandlungen mit der Uno bitten?

Es gibt einen Spruch, den viele Patrioten – eher auf dieser Seite – gut kennen, weil sie gerne jassen: Nichtspieler, halte den Mund. So heisst dieser Spruch, und er hat eigentlich viel Wahres. An diese Regel wird sich die Schweiz zu halten haben, wenn sie der Uno nicht beitrifft. Weil aber das Volk jassen kann und die Regeln kennt – sie haben sich seit dem Ende des Kalten Krieges nun wahrlich gewaltig geändert –, wird es dem Beitritt der Uno zustimmen.

Mörgeli Christoph (V, ZH): Frau Fetz, Sie haben gesagt, dass es gegenüber dem Terror keine Neutralität gibt. Ich möchte Sie fragen: Wie beurteilen Sie das Verhalten Ihrer Stadtzürcher Parteikollegen, die noch vor kurzer Zeit eine Terroristin und Flugzeugentführerin als offizielle 1.-Mai-Rednerin eingeladen haben?

Fetz Anita (S, BS): Ich weiss nicht, wie Sie dazu stehen. Ich denke, ich hätte es nicht so gemacht. Aber sie ist heute längstens nicht mehr dabei, aber – da haben Sie Recht, und es wird immer so sein – Terror, eingesetzt als Umbringen von Menschen, kann man nie akzeptieren, nie. Das ist einfach so, egal, ob man links oder rechts, oben oder unten steht.

Kofmel Peter (R, SO): Im Wesentlichen werden zwei Argumente gegen den Uno-Beitritt vorgebracht: die Neutralität und dass die Uno sehr unvollkommen, nicht demokratisch sei. Natürlich ist die Uno unvollkommen. Sie ist unvollkommen, weil sie Spiegelbild dieser Welt ist. Sie kann nur so gut sein, wie es ihre Mitglieder überhaupt zulassen. Aber es schleckt keine Geiss weg, dass es das einzige Forum dieser Welt ist, wo sich alle – fast alle – treffen. Dieses Forum ist unverzichtbar; das wissen wir allerspätstens seit letzter Woche. Es ist ohne Alternative. Es gibt kein anderes Forum auf dieser Welt, wo die Völkergemeinschaft zusammenkommt. Unvollkommen ist sie, weil sie eben Spiegel dieser Welt ist; aber wer sich selber sehen will, muss bekanntlich vor bzw. in den Spiegel treten. Wer sich selber treu bleiben will, der kann sich nicht freiwillig isolieren. Man hat sich einzubringen, man hat sich zu erklären, und man hat das dort zu tun, wo eben alle sind. Und für die Welt ist es nun einmal die Uno.

Für mich gilt das auch für die Frage der Neutralität. Sie ist ein probates Mittel der Aussen- und Sicherheitspolitik. Sie ist rechtens und richtig; man soll daran festhalten, aber wir müssen die Neutralität dort erklären, wo Völkerrecht wirklich im Zentrum des Geschehens ist, und das ist in Gottes Namen die Uno. Wenn wir abseits bleiben, werden wir nicht gesehen, nicht gehört, nicht beachtet, und wir dürfen uns dann nicht wundern, wenn wir falsch verstanden werden.

Da nützt auch Lachen nichts, Herr Blocher. Dann werden wir halt falsch verstanden, weil wir die Möglichkeit, uns zu äussern, nicht benutzt haben. Und wer dann nicht verstanden, nicht gesehen, nicht gehört und nicht beachtet wird, der wird am Schluss schlicht vergessen.

Abseits stehen schadet. Ich bin überzeugt, dass es auch unserer Neutralität schaden wird. Sie nützt uns nämlich nur dann, wenn sie von den anderen, von der Völkergemeinschaft, verstanden und anerkannt wird. Da scheine ich mich immerhin mit Herrn Schluer zu treffen.

Was heisst eigentlich Neutralität? Auf einen ganz einfachen Nenner gebracht: Wenn zwei sich streiten, nehme ich nicht Partei für den einen Kontrahenten in diesem Streit. Neutralität als Mittel der Aussenpolitik ist von der Uno expressis verbis mit einem Beschluss von 1995 anerkannt. Es wäre deshalb in meinen Augen falsch, wenn wir jetzt einen anderen Weg der Bewahrung unserer Neutralität einschlagen als

den vom Bundesrat vorgeschlagenen. Wir stehen zur Neutralität. Die Uno anerkennt dieses Prinzip, und das genügt. Weitere Zugeständnisse zu verlangen wäre falsch und würde uns wieder in eine Rolle der Besonderheit hineindrücken, was uns in der letzten Zeit ziemlich oft geschadet hat. Ich lehne deshalb den wohlgemeinten, abstimmungstaktisch durchaus verständlichen Antrag Seiler ab.

Einer hier im Saal will weit hinter die heute geltende schweizerische Neutralitätsauffassung zurückweichen – das betrifft den Eventualantrag Mörgeli. Herr Mörgeli nimmt mit dieser Interpretation natürlich Abschied von einer ernst zu nehmenden Interpretation der Neutralität. Ich will ihn fragen: Wie ist es dann, wenn alle Länder dieser Welt z. B. ein einziges Land als «böses» Land – ich sage es ganz einfach – bezeichnen und auf eine bestimmte Weise mit diesem Land umgehen? Wenn wir uns dann der Weltgemeinschaft nicht anschliessen, machen wir genau das, was Sie verhindern wollen, dann legen wir zugunsten des einen Landes, vielleicht eines «Schurkenstaates», und gegen die gesamte Völkergemeinschaft die Neutralität definitiv ab. Wo bleibt da die Neutralität? Ich kann nur fragen: Wer verballhornt da wen? Ich kann mir eigentlich nur vorstellen, dass sich der Antrag selber verballhornt.

Ich bitte Sie, und ich bitte das Schweizervolk, den längst überfälligen Beitritt zur Uno zum Wohle unseres Landes zu beschliessen.

Triponez Pierre (R, BE): Die schrecklichen Ereignisse vom 11. September 2001 in den USA waren der vorläufige Kulminationspunkt von abgrundtiefem Hass, menschenverachtendem Irrsinn und brutalem Fanatismus auf dieser Welt. Sie machen es schwer, die weiteren Konsequenzen der wahnwitzigen Machtintrigen der Extremideologen überhaupt abzuschätzen. Wenn man bedenkt, dass heute, eine Woche nach diesen Ereignissen, der Uno-Sicherheitsrat bisher noch nicht einmal zusammengetreten ist, sondern dass es jetzt ganz allein vom amerikanischen Präsidenten und seinen Beratern abhängt, wann, wo und wie der Vergeltungsschlag erfolgen und wer alles in den Strudel der kommenden Ereignisse hineingezogen wird, so dürfte wohl klar sein, dass der Entscheid darüber, ob unser Land Uno-Mitglied wird oder nicht, für den künftigen Verlauf der Weltgeschichte keine sehr grosse Bedeutung hat.

Aber es steht nun einmal eine gültig zustande gekommene Volksinitiative auf unserer politischen Traktandenliste, über welche, auch wenn die Unterschriftensammlung bekanntlich nur knapp und schleppend zustande gekommen ist, wir Stimmbürgerinnen und Stimmbürger abstimmen müssen. Es ist gut so, dass dieser Entscheid in unserem Land nicht der Regierung oder dem Parlament zufällt, sondern dem Volk.

Wir können hier nur eine Empfehlung abgeben. Ich habe mich durchgerungen, in diesem Rat heute Ja zu stimmen. Ich mache das im Vertrauen darauf, dass die Uno eine weltumfassende Organisation ohne Blockcharakter bleibt – hoffentlich –, und in der Überzeugung, dass eine solche Organisation trotz aller Unzulänglichkeiten richtig und notwendig ist. Gleichzeitig erwarte ich aber, dass unser Rat und unsere Regierung ein klares und unmissverständliches Neutralitätsbekenntnis aussprechen, und zwar sowohl gegenüber den Schweizer Bürgern als auch gegenüber der Uno. Es muss meines Erachtens klar sein, und es muss auch laut und deutlich gesagt und geschrieben werden, dass unser Land gegenüber der Uno keinerlei Verpflichtungen eingeht, sich an irgendwelchen militärischen Aktionen zu beteiligen. Nur unter dieser Voraussetzung werde ich auch an der Urne ein Ja einlegen.

Jutzet Erwin (S, FR): «Nur der Frieden lastet nicht auf der Erde.» Dies sagte und schrieb Dag Hammarskjöld, der zweite Generalsekretär der Uno, der vor vierzig Jahren über Katanga abgeschossen wurde. Dag Hammarskjöld war ein tief sinniger Mensch, er war aber auch ein Held der Uno, ein Held der Menschheit, der den Frieden über alles stellte. Stellen Sie sich vor, es gäbe keine Uno, logischerweise auch keine Unesco, keine Unicef, keine Unctad, keine FAO, keine

WHO, keinen Internationalen Gerichtshof, keine Uno-Charta, keine Plattform, wo die Nationen, die Menschheit sich nach bestimmten Regeln trifft, kein Forum, wo alle eine Stimme erheben können, wo alle gehört werden. Dies ist ganz einfach nicht vorstellbar.

Ohne die Uno wäre die Macht, die Gewalt fast das einzige Instrument der Politik. Wie und wo sollte sich ein Kleinstaat für seine Rechte einsetzen oder sich gar gegen eine Einverleibung zur Wehr setzen? Ich weiss, die Uno ist unvollkommen, die Macht in der Uno ist mit dem Vetorecht und anderen Privilegien ungleich verteilt. Aber das widerspiegelt halt auch die Machtverhältnisse auf dieser Erde. Immerhin: Grosse und Kleine treffen sich an einem Tisch. Auch die kleinen Staaten haben eine «voix au chapitre». Die Uno ist ein Machteinschränkungsinstrument. Darum müssen gerade Kleinststaaten Interesse an ihr haben. Ich gestehe ja auch zu, dass die Uno versagt hat. Es ist ihr nicht gelungen, alle Kriege, insbesondere Bürgerkriege oder auch Massaker, zu verhindern. Ich erinnere an Tibet, an Rwanda, an Srebrenica. Aber die Uno hat auch grosse Erfolge zu verbuchen. Diese sind vielleicht weniger sichtbar, z. B. in Korea, in Südwestafrika, in Osttimor, in Zypern oder beim Konflikt zwischen Ecuador und Peru.

Wieso sollte die Schweiz hier abseits stehen? Man sagt: wegen der Neutralität. Zu was verpflichtet uns denn die Neutralität? Die Neutralität verpflichtet uns zur Nichteinmischung, zur Nichtbeteiligung an bewaffneten Konflikten, zu nichts mehr und zu nichts weniger. Es gibt keine Gesinnungsneutralität, es gibt keine Meinungseunuchen. Wir dürfen klare Werte, klare Standpunkte vertreten. Ich bin überzeugt, dass das Schweizervolk diesen Unterschied machen wird, dass es aus dem Abseits heraustreten und auf das Spielfeld treten wird. Auch die Schiedsrichter bewegen sich nicht ausserhalb des Spielfeldes, sondern sind mitten auf dem Spielfeld und benehmen sich nicht wie selbstgefällige Zuschauer auf der Tribüne.

Brunner Toni (V, SG): Ich höre die Stimmen schon: Man wird in Kürze in diesem Lande frohlockend verkünden, die Jugend sei selbstverständlich für einen Uno-Beitritt. Ich kenne diese Sprüche und sage hier und jetzt: Nein, die Jugend ist nicht für einen Uno-Beitritt. Es gibt unter all den Jugendlichen wie überall zwei verschiedene Ansichten. Ich bin jung und stimme Nein. Na und? Ich werde nicht der einzige sein, viele andere junge Leute in diesem Lande werden ebenfalls Nein stimmen, und deswegen sind sie keine zurückgebliebenen Kreaturen.

Im Gegenteil: Wir, die Nein-Stimmenden, stellen uns den Argumenten der Befürworter. Wir fragen uns zum Beispiel: Was passiert, wenn wir zu einem politischen Uno-Beitritt Ja sagen? Können wir da endlich in der Vollversammlung mitreden, mitentscheiden, beeinflussen, und werden wir dazu erst noch ernst genommen? Eigentlich ein erstrebenswertes Ziel, würde man denken. Schön und gut, aber wer redet eigentlich in der Uno-Vollversammlung mit? Wer entscheidet, wie die Schweiz stimmen soll? Wer ist mit «wir» gemeint? Es ist ja nicht die Bürgerin oder der Bürger, also der Souverän, der mitentscheidet; es sind der Bundesrat oder in dessen Vertretung einzelne Funktionäre oder Diplomaten. Aussenpolitik ist immer einer ganz bestimmten Schicht von Professionellen vorbehalten. Da wird im Namen der Schweiz von einigen wenigen Auserlesenen mitgestaltet, und gleichzeitig verliert das Volk an Einflussmöglichkeiten und Mitspracherecht.

Diejenigen, die für die Schweiz in der Uno-Vollversammlung stimmen werden, sind nicht vom Volk gewählt. Also werden auch nicht in erster Linie und zwingend die Interessen des Volkes vertreten. Verwaltungsleute und aussenpolitische Akteure werden auf der internationalen Bühne auftreten und unser Land repräsentieren. Wo möglich sind es noch ein und dieselben, die sich schon mal präventiv für alles mögliche entschuldigen und nichts sehnlicher als eine voll integrierte Schweiz in allen internationalen Verbänden und Gebilden wünschen. Der Kampf um Macht, Prestige und

hoch bezahlte Stellen kann jetzt schon beginnen. Wir, die einfachen Bürgerinnen und Bürger, haben hingegen immer weniger zu sagen, dafür immer mehr zu zahlen, auch für diese lukrativen Jobs.

Ein weiteres, oft gehörtes Argument, warum wir der Uno beitreten sollen, ist folgendes: Die Schweiz sei das letzte ernst zu nehmende Land, das nicht Mitglied der politischen Uno sei. Unzumutbar, arrogant und gar selbstherrlich sei dieser Zustand. Wirklich? In der Uno gibt es doch nichts anderes als eine Zweiklassengesellschaft! Auf der einen Seite die Grossen mit den Sonderrechten, auf der anderen Seite die Kleinen mit keinerlei Privilegien. Uno-Recht garantiert Sonderrecht für die USA, Russland, China, England und Frankreich, welche das Vetorecht besitzen.

Im Sicherheitsrat geben diese grossen Nationen den Ton an; sie bestimmen, wo Recht geschehen soll, wo also angegriffen werden kann, und wo die Uno nicht handeln darf, wo also zugeschaut werden soll. Fazit: Ein Uno-Beitritt schadet unserer Souveränität und hilft keinem einzigen Land der Welt irgendwie weiter. Im Gegenteil: Wir würden dazu verdammt, alle Entscheidungen ohne Wahl mitzutragen und unsere eigene freie Meinung hintanzustellen, auch wenn ein Beschluss vorab den Interessen einer Grossmacht dienen würde. Dies steht im Widerspruch zu unserer Souveränität und zu unserer Selbstbestimmung.

Was bewegen wir also mit einem Uno-Vollbeitritt? Was tragen wir zu der Weltgemeinschaft mit diesem letzten Schritt Nützliches und Wertvolles bei? Geht es irgendjemanden besser auf der Welt, wenn wir der politischen Uno beitreten? Ich meine nein und sehe unser Land lieber in all den Unterorganisationen, wo wir unseren Verpflichtungen auch tatsächlich und nachdrücklich nachkommen. Ich sehe unser Land nicht als ein Vollmitglied unter all den anderen Nationen, die zwar Mitglieder sind, aber zum Teil ihren finanziellen und moralischen Verpflichtungen in keiner Art und Weise nachkommen. Ich sehe nicht ein, warum sich die Macht innerhalb unseres Landes einmal mehr einen Schritt vom Volk weg verlagern soll, hin zu einigen wenigen Internationalisten.

Daher bitte ich Sie, morgen bei der Abstimmung Nein zu stimmen.

Randegger Johannes (R, BS): Ein Uno-Beitritt der Schweiz ist aus wirtschaftspolitischer Sicht überfällig. Wirtschaft und Handel können sich nur dort positiv entwickeln, wo Frieden, Freiheit, Sicherheit und Achtung der Menschenrechte gewährleistet sind. Mit den noch nicht absehbaren Auswirkungen der grässlichen Terroranschläge vom 11. September 2001 ist uns diese Tatsache einmal mehr auf sehr schmerzliche Weise in Erinnerung gerufen worden. Als eines der führenden Export- und Handelsländer gehört die Schweiz zu den reichsten Nationen der Welt. Unseren Wohlstand verdanken wir den langjährigen, intensiven Wirtschaftsbeziehungen mit dem Ausland. Sowohl als Handelspartner wie auch als demokratisch regiertes Land geniesst die Schweiz hohes Ansehen.

Durch die markanten politischen Veränderungen der letzten Jahre wie auch durch die tief greifenden wirtschaftlichen Umwälzungen ist ein globaler Markt mit einem intensiven Wettbewerb der Standorte entstanden. Beschleunigt und beflügelt wurde diese Entwicklung durch die Informationstechnologie und die immer schnelleren Transportmöglichkeiten. Während in wirtschaftlicher Hinsicht die Welthandelsorganisation dafür sorgt, dass der weltweite Handel unter den über 130 Vertragsstaaten fair und korrekt abläuft, setzt sich die Uno im politischen Bereich für die Gewährleistung von Frieden, Freiheit, Sicherheit und Achtung der Menschenrechte ein. Diese Zielsetzung ergänzt in sinnvoller und notwendiger Weise die Bestrebungen der internationalen Wirtschaftsorganisationen.

Damit globales Wirtschaften tatsächlich zu verbesserten Lebensbedingungen und zu Wohlstand führt, müssen auch politische Voraussetzungen gegeben sein. Das Zusammenleben – nicht nur in der Familie oder im Quartier, sondern

über die Landesgrenzen hinweg – bedarf einer minimalen Koordination und der gegenseitigen Beachtung von Spielregeln. Eine wirksame Bekämpfung der organisierten Kriminalität, des Drogenhandels, des Terrorismus oder des Umweltvandalismus – die sich ja auch der Instrumente der Globalisierung bedienen – ist nur mit staatsübergreifenden, weltweiten Gegenmassnahmen möglich. Nur dort, wo Frieden herrscht und Menschenrechte respektiert werden, können die Menschen von den wirtschaftlichen und technischen Errungenschaften profitieren. Die weit verbreitete Armut in vielen Ländern ist die direkte Folge einer unzureichenden Bildung. Den Auf- und Ausbau eines umfassenden Bildungssystems schaffen einzelne Entwicklungsländer aber nicht aus eigener Kraft.

Dasselbe gilt auch für das Gesundheitssystem. Damit Initiativen ergriffen, Massnahmen umgesetzt, Friktionen und Streitigkeiten aufgefangen und behoben werden können, braucht es eine übernationale, anerkannte, starke Organisation. Wer könnte diese Aufgabe besser wahrnehmen als die Uno? Als zwar kleines Land, aber dafür mit reicher Erfahrung in der demokratischen Gestaltung der Gesellschaft und der Führung, gehört die Schweiz in diese Organisation. Wem an der wirtschaftlichen Prosperität, an der Stabilität gelegen ist, muss sich zum Beitritt der Schweiz zur Uno bekennt.

Wir sind in der Uno willkommen, übernehmen wir also die volle Verantwortung und werden wir Vollmitglied!

Riklin Kathy (C, ZH): Die Zeit ist reif! 189 Länder sind Mitglieder der Uno, nur die Schweiz, neben dem Vatikan, ist nicht Mitglied. Die Uno ist das einzige Gremium, in dem sich alle Nationen treffen. Warum sollten wir eine Sonderstellung haben? Die Uno ist nicht perfekt – das wurde hier schon einige Male gesagt –, wie auch wir Schweizer nicht perfekt sind. Die Uno aber braucht die Schweiz, ein Land mit humanitärer Tradition und grossem Verantwortungssinn.

Bei unserem Besuch mit der Aussenpolitischen Kommission bei der Uno in New York haben uns viele Ländervertreter gesagt, die Schweiz werde als wichtige und besonnene Stimme gebraucht. Wir Schweizerinnen und Schweizer können in der Uno weit mehr Gewicht erhalten als es unseren 7 Millionen Einwohnern entspricht.

Wir konnten in New York wahrnehmen, mit welchem Engagement die Mitarbeiter der Uno die wichtigen und brennenden Probleme der heutigen Zeit wie Aids, Kinderarbeit, Rechte der Frauen, Hunger, Wassernot, Kleinwaffen und Personenminen angehen. Aber auch Probleme wie den Schutz der Ozonschicht und die drohende Klimaerwärmung packt die Uno an. Dem Kampf gegen den Terrorismus hat sich die Uno seit 1972 immer wieder angenommen.

Die Ziele in der Charta der Vereinten Nationen lauten folgendermassen: «Wir, die Völker der Vereinten Nationen – fest entschlossen, künftige Geschlechter vor der Geissel des Krieges zu bewahren, die zweimal zu bekräftigten, Bedingungen unsagbares Leid über die Menschheit gebracht hat, unseren Glauben an die Grundrechte des Menschen, an Würde und Wert der menschlichen Persönlichkeit, an die Gleichberechtigung von Mann und Frau sowie von allen Nationen, ob gross oder klein, erneut zu bekräftigen, Bedingungen zu schaffen, unter denen Gerechtigkeit und die Achtung vor den Verpflichtungen aus Verträgen und anderen Quellen des Völkerrechts gewahrt werden können, den sozialen Fortschritt und einen besseren Lebensstandard in grösserer Freiheit zu fördern»

Können wir das nicht auch unterzeichnen? Gehören wir denn nicht dazu? Wir können alle Ziele und Aufgaben der Vereinten Nationen voll und ganz unterstützen. Warum sollen wir dann nur als stille Beobachter teilnehmen? Das wäre so, wie wenn im Nationalrat eine Person kein Stimmrecht hätte – Herr Schlüer beispielsweise.

Die Uno ist ein Weltparlament, und ein Parlament ist nie perfekt. Die Uno setzt sich ein für eine bessere Welt im positiven Sinne des Wortes. Wir wollen nicht «Lobbyisten» in der

«Wandelhalle» sein, und wir wollen nicht nur, wie noch vor 30 Jahren die Frauen in der Schweiz, ohne Stimmrecht sein. Daher stimmen wir entschlossen Ja zum Beitritt zur Uno.

Bühlmann Cécile (G, LU): Zugegeben – wir haben es heute morgen oft gehört –, die Uno ist nicht perfekt. Aber wenn es sie nicht gäbe, müsste man sie erfinden. Sie ist das zwingend notwendige Pendant zur wirtschaftlichen Globalisierung; denn was Ökonomen und Ökonomen heute als selbstverständlich betrachten, dass nämlich die Welt als «globales Dorf» zu behandeln und zu bewirtschaften sei, gilt noch viel mehr für die Politik. Die Welt ist auch politisch zum «globalen Dorf» geworden. Nur im gegenseitigen Zusammenwirken, im gegenseitigen Kennenlernen, im Austausch und im Entwickeln völkerrechtlicher Standards kann – wenn überhaupt – so etwas Fragiles wie Frieden und Gerechtigkeit je erreicht werden. Dass wir davon Lichtjahre entfernt sind und dass die Uno mit tausend Mängeln behaftet ist, spricht nicht gegen sie, sondern vielmehr dafür, sich ihrer leidenschaftlich anzunehmen, sie zu verbessern und ganz viel Kraft und Energie in sie zu investieren. Denn es ist nicht auszudenken, wie die Welt ohne die Uno aussehen würde. Ich verzichte darauf, alle positiven Facetten der Uno jetzt nochmals aufzuzählen und verweise auf das hervorragende Votum der Kommissionssprecher, die in aller Ausführlichkeit auf die Dienste der Uno hingewiesen haben. Das sei all denen gesagt, die die Uno mies machen und kleinreden wollen. Diese Kritik hat etwas Selbstgefälliges, Borniertes und Dünkelhaftes. Das arrogante Abseitsstehen nach der Devise «Die Uno ist uns nicht gut genug, und wenn sie einmal so toll ist wie wir, können wir immer noch beitreten» ist eine an Grössenwahn grenzende Selbstüberschätzung und kann nur damit erklärt werden, dass es immer noch Leute gibt, die meinen, es gäbe ausser uns keine anderen Menschen – oder diese seien weniger wert als wir.

Es ist müssig, die entsetzlichen Ereignisse des letzten Dienstags als Argument für den Uno-Beitritt ins Feld zu führen. Zur Begründung der Notwendigkeit der Uno hätte es den letzten Dienstag nicht gebraucht. Aber wenn daraus eine Lehre zu ziehen ist, dann folgende: Der Frieden zwischen den Staaten der Welt hat nur in Kooperation sowie bei gegenseitigem Respekt und Austausch eine Chance; wir sind im Guten wie im Schlechten, also auf Gedeih und Verderb, aufeinander angewiesen; Landesgrenzen als alleinige Referenzgrösse für die zukünftige Entwicklung eines Landes reichen nicht mehr aus.

Für all das bietet die Uno eine Plattform – die einzig wirkliche; es gibt dazu keine Alternative. Das habe ich vor zwei Wochen ganz anschaulich an der Weltkonferenz gegen Rassismus in Durban erlebt: Obwohl im Vorfeld der Konferenz unterschiedlichste Vorstellungen über Rassismus und über rassistische Diskriminierung aufs Heftigste aufeinander prallten, gelang es in einem zähen, tage- und nächtelangen Ringen, ein Schlussdokument zu verabschieden, welches alle jene Teile beinhaltet, auf welche sich die Staaten schliesslich einigen konnten.

Die umstrittenen Punkte, welche nicht konsensfähig waren, fielen bei diesem zähen Ringen heraus. Es war aber trotzdem wichtig, dass diese umstrittenen Punkte angesprochen wurden, auch wenn darin keine Einigkeit gefunden werden konnte. Ich nenne ein Beispiel: Die indische Regierung wurde damit konfrontiert, dass das indische Kastenwesen von den Betroffenen in Durban vor der Weltöffentlichkeit als rassistische Diskriminierung angeprangert wurde. Für die Angehörigen der 260 Millionen Menschen umfassenden Kaste der Unberührbaren, der Dalits, war es ganz wichtig, auf ihr Anliegen an einer Weltkonferenz, vor der Weltöffentlichkeit aufmerksam zu machen. Ihr friedlicher Protest kann auf Dauer von der indischen Regierung nicht mehr ignoriert werden. Das ist hoffentlich der Anfang der Verbesserung ihrer Situation.

Das Gleiche konnten viele von ihren Staaten diskriminierte Minderheiten tun, und Opfer solcher Diskriminierungen erhielten dort eine eindrückliche Stimme. Das ist für den Hei-

lungsprozess für erlittenes Unrecht ein wichtiger Schritt. Ist es nicht viel gescheiter, durch Reden und das Erzeugen von öffentlichem Druck als mit Terror und Bomben seine Ziele erreichen zu wollen, auch wenn dieser Weg mühsam und langwierig ist?

Genau für solche Auseinandersetzungen bietet die Uno den geeigneten Rahmen, und sie ist die einzige Organisation, die dafür die notwendige Logistik hat. Da gehört die Schweiz unbedingt und gleichberechtigt, mit allen Rechten und Pflichten ausgestattet, dazu.

Deshalb sollten wir diesen längst fälligen Schritt endlich tun. Es ist, wenn nicht höchste Zeit, so doch wirklich, endlich an der Zeit!

Tschuppert Karl (R, LU): Sie werden staunen, aber es gibt tatsächlich Themen in diesem Rat, bei denen ich einigermassen gleicher Meinung wie Frau Bühlmann bin. Als 1986 die Uno-Debatte stattfand, sah ich allerdings keine Veranlassung, mein damaliges Nein zu begründen. Die Sache war ja ziemlich eindeutig und klar. Heute habe ich aber das Bedürfnis aufzuzeigen, weshalb ich der Initiative zustimme. Es geht mir eigentlich um Herrn Triponez: Es ist aus reiner Vernunft. Seit 1986 hat sich sehr viel verändert. Bis zum Fall der Berliner Mauer beherrschten und belehnten die Grossmächte die Uno. Heute zählt sie 189 Mitgliedstaaten. Die Mehrheit davon sind Kleinstaaten mit gleichen Interessen wie wir. In der Uno-Generalversammlung hat jedes Land eine Stimme. Demokratie, Föderalismus, Gerechtigkeit werden durch den Vollbeitritt also nicht berührt. Heute können wir die Uno nutzen, um gemeinsam mit andern Kleinstaaten unsere Interessen durchzusetzen. Wir unterstützen heute bereits zahlreiche Uno-Projekte; jetzt ist es an der Zeit, dass wir nicht nur zahlen, sondern auch mitentscheiden können. Das allerdings setzt eine Vollmitgliedschaft voraus.

Als Befürworter der Militärvorlagen vom letzten Juni habe ich mich natürlich auch mit der Rolle der Uno in Krisengebieten befasst. Die Uno ist keine fehlerfreie Organisation, und sie ist nicht über alle Zweifel erhaben. Aber man kann es einfach drehen und wenden wie man will, heute findet die Konfliktbewältigung in erster Linie im Schoss der Uno statt. Es ist deshalb in unserem ureigenen Interesse, dazu beizutragen, dass weltweit Frieden, verbindliche Rechtsordnungen und wirtschaftliche Entwicklungen ermöglicht werden. Auch der Terrorismus muss beispielsweise global bekämpft werden. Ich bin mir sicher, dass auch im Rahmen der Uno solche Projekte vermehrt gefördert werden müssen. Die Schweiz kann ihr Know-how und ihre Erfahrungen im Verbund mit Gleichberechtigten wirksamer entfalten. Der positive Volksentscheid vom 10. Juni 2001 erfordert nun auch, den zweiten Schritt zu vollziehen und zur Uno Ja zu sagen.

Mein Ja zur Uno bedeutet aber gleichzeitig ein klares Nein zu einem EU- oder Nato-Beitritt. Es ist auch dringend notwendig, dass wir der Uno vor einem Beitritt unsere verfassungsrechtliche Neutralität darlegen, damit die Uno entscheiden kann, ob sie uns als Mitglied aufnehmen will oder nicht, und zwar so, wie wir sind: neutral.

Nun zum Schluss noch ein Wort zu allen EU- und Nato-Turbos: Ich möchte Sie heute schon davor warnen, je nach Ausgang der Volksabstimmung anderntags schon wieder mit weiter gehenden Bündnisgelüsten aufzuwarten, wie das im Anschluss an die Abstimmung über die bilateralen Verträge geschah. Ich betone: Es geht heute und an der Abstimmung um den Uno-Beitritt und nicht um die EU oder die Nato. Deshalb dürfen im Anschluss an eine positive Abstimmung keine falschen Schlüsse gezogen werden. In Zukunft wäre ein wenig mehr politisches Gespür betreffend Bündnisfragen wünschenswert; das gilt selbstverständlich auch für den Bundesrat, Herr Deiss.

Hess Bernhard (–, BE): Die Uno ergreift Partei und führt Kriege, was mangels eigener Streitkräfte allerdings die Nato bzw. Amerika besorgen. Gerade in Zeiten eines drohenden Krieges zwischen der westlichen Wertegemeinschaft und radikalislamischen Staaten tut die Schweiz gut daran, sich

wieder auf ihre immerwährende Neutralität zu besinnen. Wenn Bundesrat und Parlament der politischen Uno beitreten wollen, dann handeln sie klar verfassungswidrig.

Artikel 173 der Bundesverfassung überträgt der Bundesversammlung als erstes die Aufgabe, «Massnahmen zur Wahrung der äusseren Sicherheit, der Unabhängigkeit und der Neutralität der Schweiz» zu treffen. Artikel 185 überträgt dem Bundesrat genau dieselbe Pflicht. Dabei geht es um die Neutralität der Schweiz, also keineswegs um einen anderen Neutralitätsbegriff, wie ihn andere Staaten für sich in Anspruch nehmen.

Die schweizerische Neutralität beruht auf vier Pfeilern: Sie ist dauernd, bündnisfrei, bewaffnet und frei gewählt. Die schweizerische Neutralität ist keinesfalls ein Mythos, sondern gültiges Verfassungsrecht und eine zu erhaltende gültige Staatsmaxime; sie ist ein hervorragendes Sicherheitsinstrument. Auch wenn wir die Neutralität sehr weit auslegen, verstehen wir darunter immer noch die militärische Nichteinmischung, wenn sich fremde Staaten in kriegerischen Auseinandersetzungen gegenüber stehen.

Laut Artikel 43 der Uno-Charta verpflichten sich alle Mitglieder der Vereinten Nationen zu Sonderabkommen, um dem Sicherheitsrat und damit den Grossmächten Streitkräfte zur Verfügung zu stellen, ihnen Beistand zu leisten und Erleichterungen einschliesslich des Durchmarschrechtes zu gewähren. Somit ist beim besten Willen nicht einsichtig, wie man eine solche Verpflichtung als Übereinstimmung mit unserer immerwährenden, bündnisfreien, bewaffneten Neutralität erklären kann.

Artikel 41 der Uno-Charta ermächtigt den Sicherheitsrat, die Uno-Mitglieder aufzufordern, die Wirtschaftsbeziehungen zu einzelnen Staaten ganz oder teilweise zu unterbrechen, ebenso den Eisenbahn-, See- und Luftverkehr sowie die Post-, Telegraf- und Funkverbindungen sowie sonstige Verkehrsmöglichkeiten. Der Sicherheitsrat kann die Uno-Mitglieder auch auffordern, die diplomatischen Beziehungen zu anderen Staaten abzubauen. All diese Möglichkeiten sind mit der verfassungsmässigen Forderung nach Unabhängigkeit und Neutralität der Schweiz nicht vereinbar.

Der Wirtschaftsboykott und damit der Einsatz der Hungerwaffe ist keineswegs humaner oder moralischer als Bombardierungen. Die Hungerwaffe erfordert von demjenigen Staat, der sie einsetzt, weder ein Risiko noch besondere Anstrengungen. Sie trifft kaum je die schuldigen Despoten oder Diktatoren, sondern zuallererst die unschuldigen Ärmsten.

Boykotte, Wirtschaftssanktionen und Hungerwaffe sind mit der schweizerischen Neutralität nicht vereinbar. Unser Land kannte bis vor einigen Jahren im wirtschaftlichen Kontakt mit Krisenregionen das vernünftige Prinzip des «Courant normal». Der Handelsaustausch mit Problemländern wurde nicht ausgebaut, sondern auf den Stand der Zeit vor den internationalen Boykotten eingefroren. Damit ist es der neutralen Schweiz gelungen, den Anschein des egoistischen Profiteurs zu vermeiden.

Heute wird viel behauptet, die Uno gestalte das Völkerrecht, und wir seien durch das Abseitsstehen von dieser Mitgestaltung ausgeschlossen. Dazu ist zu bemerken, dass sich das Völkerrecht an souveräne Rechtsgemeinschaften wendet und durch das Zusammenwirken zwischen souveränen Gross- und Kleinstaaten geschaffen, ausgelegt und ausgeführt wird. Das für alle Länder gleichermassen verbindliche Völkerrecht und das Recht gemäss Uno-Charta dürfen nun aber keineswegs gleichgesetzt werden. Das Uno-Recht schafft für die fünf ständigen Mitglieder des Sicherheitsrates – für die Siegermächte des Zweiten Weltkrieges – Sonderrecht und setzt damit im Gegensatz zum klassischen Völkerrecht Macht vor Recht. Souverän im eigentlichen Sinne sind im Grunde nur noch die ständigen Mitgliedsländer des Uno-Sicherheitsrates und die Nichtmitgliedstaaten der Uno. Ein Uno-Beitritt der Schweiz bedeutet somit nichts anderes als die Unterwerfung unseres Kleinstaates unter Grossmachtprivilegien. Die Uno ist somit keineswegs eine Gemeinschaft gleichberechtigter Länder und Völker.

Besonders problematisch erscheint mir auch die Art und Weise, wie diese Organisation ihre Macht militärisch durch-

setzt. Die Uno will eine kollektive Sicherheit garantieren. Entgegen ihrer ursprünglichen Absichtserklärung von 1945 hat sie aber bislang niemals ein eigene militärische Macht aufgestellt, die ihre Beschlüsse durchgesetzt hätte. Die Uno ist bis heute ohnmächtig oder aber zur Durchsetzung ihrer Mandate auf die Streitkräfte der Nato angewiesen, und hier wiederum in besonderem Masse auf diejenigen der Vereinigten Staaten von Amerika. Alle Staaten inklusive die USA haben seit je nicht Krieg geführt, um dem Recht zum Durchbruch zu verhelfen oder um Schuldige zu bestrafen, sondern einzig und allein darum, weil sie glaubten, dass ihr Interesse es gebiete. In der überwiegenden Mehrzahl der Uno-Mitgliedsländer werden jene heute hoch gelobten Freiheits- und Menschenrechte, die wir als grundlegend für die Menschenrechte beurteilen, nach wie vor mit Füssen getreten.

Kurz: Die Uno wusste Bescheid, die Uno schwieg, die Uno zog sich aus der Affäre. Wären wir damals Mitglied gewesen, wären wir heute mitschuldig. Natürlich will ich der Uno nicht alle Schuld dieser Welt in die Schuhe schieben. Ich will ihre Aktivitäten aber nicht, wie viele andere in diesem Saal, unkritisch idealisieren. Ein Beitritt der Schweiz zur Uno ist abzulehnen, denn Freiheit, Sicherheit und Recht sind für unsere Bürgerinnen und Bürger ausserhalb besser aufgehoben.

Scherer Marcel (V, ZG): «Ein Uno-Beitritt muss nun endlich vollzogen werden, weil wir neben dem Vatikan der einzige Staat sind, der noch nicht dabei ist. Ein Uno-Beitritt muss nun endlich vollzogen werden, damit wir bei der Gestaltung der Welt mitreden können.» Oder: «Ein Uno-Beitritt muss nun endlich vollzogen werden, denn in der veränderten Welt braucht es unsere Neutralität gar nicht mehr.»

Sind das Gründe, um unsere Selbstständigkeit, unser Selbstbestimmungsrecht und unsere Unabhängigkeit, ja unsere frei gewählte, immerwährende, bewaffnete, bündnisfreie und integrale Neutralität aufzugeben? Nein, das sind keine Gründe, um so viel Selbsterworbenes über Bord zu werfen. Nein, eine so klare, frei gewählte, immerwährende Neutralität dürfen wir nicht so leichtfertig und bedingungslos aufgeben. Wäre der Bundesrat bereit, bei der Uno wenigstens eine Garantie für unsere Neutralität einzuholen und einen Neutralitätsvorbehalt zu deponieren, wäre ein Beitritt wohl verschmerzbar.

Aber nein, im Gegenteil: Der Bundesrat schreibt in seiner Antwort vom 22. August 2001 auf die Empfehlung Brändli, Neutralität bei Uno-Beitritt (01.3335): «Mit dem Wunsch nach einem Neutralitätsvorbehalt anlässlich ihres Uno-Beitritts würde die Schweiz somit zum Ausdruck bringen, dass sie wegen ihrer Neutralität nicht willens oder nicht in der Lage ist, als künftiges Uno-Mitglied sämtliche Verpflichtungen aus der Uno-Charta zu übernehmen.» Das sagt genug. In diesem Rat wird wohl eine Ablehnung des Uno-Beitritts keine Chance haben. Aber bis heute hat glücklicherweise immer noch der Schweizer Bürger die Möglichkeit, über solche Sachen zu befinden. Das Schweizervolk wird richtig entscheiden.

Werden auch Sie Vertreter dieses Volkes; helfen Sie mit, diesen Vollbeitritt ein weiteres Mal zu verhindern.

Vollmer Peter (S, BE): Wir haben jetzt bereits eine lange Debatte hinter uns – für mich sind in dieser Debatte bisher eigentlich zwei Dinge sehr augenfällig, das erste ist ein bisschen beunruhigend, das zweite eher beruhigend.

Was fällt mir Beunruhigendes auf in dieser Debatte? Die Tatsache, dass es bei dieser Frage, ob die Schweiz der Uno beitreten will oder nicht, in einem Bereich, wo man eigentlich annehmen könnte, es sei längst alles klar, offenbar immer noch derartige politische Kontroversen und Emotionen gibt. Wer die Situation auf unserer Erde nur einigermaßen rational betrachtet, kann zu keinem anderen Schluss als zum Uno-Beitritt kommen. Dass diese Emotionen jetzt aber trotzdem wieder so hochgespielt werden, deutet für mich eigentlich darauf hin, dass es den Gegnern wahrscheinlich viel weniger um die Uno selber geht als darum, die Uno-Abstimmung

mung jetzt als Aufhänger zu benützen, um einmal mehr ihre rechtsnationale Sammelbewegung zu stärken und mit ihrem machtpolitischen Gehabe die schweizerische Politik wiederum in allen anderen Bereichen konservativ und rechtsnational beeinflussen zu können. Das ist wahrscheinlich der Hintergrund dieser Emotionen und dieser Kontroverse; mit Bezug auf die Uno wäre das rational nämlich gar nicht möglich.

Was erfreut mich an dieser Debatte? Natürlich, dass ich sehe, dass heute auch ein Grossteil der bürgerlichen Politiker – aus Kreisen der CVP, der FDP, aber auch aus Kreisen der SVP – klar hinter diesem Uno-Beitritt steht. Erinnern Sie sich an die Abstimmung von 1986, wo ein Grossteil der Prominenz, die hier jetzt vehement für den Uno-Beitritt eintritt, damals noch mit grössten Vorbehalten eingestellt war, den Uno-Beitritt bekämpft hat, geprägt damals wahrscheinlich noch durch den Kalten Krieg und den Mythos der bewaffneten Neutralität, und sich mit getrübttem Blick offenbar nicht an das Realistische herangewagt hat. Heute ist das zum Glück anders.

Es ist zu vermuten, dass man auch in breiteren Kreisen gespürt und gemerkt hat, dass uns diese Politik des Abseitsstehens auch ökonomisch immer mehr ins Abseits bringt. Beispielsweise haben auch die Milieus des Tourismus, die vor allem in den Berggebieten stark verankert sind, gemerkt, dass nur eine Politik der Öffnung letztlich eine wichtige Voraussetzung darstellt, um unser Land touristisch und ökonomisch zu öffnen. Das sind sehr positive Entwicklungen, die hier feststellbar sind.

Erstaunt hat mich eigentlich nur die Tatsache, dass es trotzdem noch so lange gedauert hat, bis wir jetzt die Möglichkeit haben, darüber zu debattieren, und bis das Schweizervolk die Möglichkeit hat, darüber abzustimmen. Es erstaunt mich, dass es dazu nochmals eine Volksinitiative brauchte.

Ich möchte den Bundesrat in diesem Zusammenhang bitten, im Hinblick auf diese Auseinandersetzung in der Volksabstimmung möglichst zu vermeiden, dass man – um vielleicht gewisse Kreise auch noch zu einem Ja zu bewegen – wieder einen längst überholten Neutralitätsmythos beschwört und damit die Voraussetzungen verschlechtert, um spätere, notwendige weitere Schritte vollziehen zu können. Richten wir jetzt mit dieser Uno-Debatte nicht eine Hürde auf, über die wir uns dann später ärgern, wenn wir den nächsten Öffnungsschritt vollziehen müssen.

In diesem Sinne hoffe ich, dass dieser Entscheid für die Uno auch als ein Entscheid für eine Öffnung und als ein Ruck in unserer gesamten Politik verstanden wird, der es ermöglicht, endlich einmal dieses alte, überkommene konservative und unbewegliche Gehabe unseres Landes zu überwinden.

Fischer Ulrich (R, AG): Ich möchte ein paar zusätzliche Anmerkungen zur Neutralität machen.

Immer wieder wird die Behauptung aufgestellt, der Beitritt zur Uno stelle unsere Neutralität infrage, sie werde ausgehöhlt, sie sei illusorisch, die Schweiz sei nicht mehr in der Lage, ihre selbstgewählte Neutralität weiterzuführen. Wir haben es heute Morgen speziell von Herrn Mörgeli gehört. Wenn dem so wäre, wenn der Beitritt die Preisgabe unserer Neutralität erfordern würde, dann wäre dieser Beitritt vor dem Volk chancenlos. Ich persönlich wäre auch dagegen. So ist es aber nicht. Der Beitritt zur Uno stellt die schweizerische Neutralität nicht infrage. So wie auch andere neutrale Staaten – Schweden, Österreich, Finnland usw. – ihre Neutralität beibehalten haben, so werden auch wir diese beibehalten können. Mit der Ergänzung der Präambel, wie dies nun im gemeinsamen Antrag von Exponenten der Parteien FDP, CVP und SP geschieht, wird das noch ausdrücklich bestätigt.

Die wichtigste Befürchtung lautet immer, dass die Mitgliedschaft bei der Uno dem Zwang zur Beteiligung an militärischen Sanktionen mitbeinhalte. Wenn man sich an diesen nicht beteilige, so würde man die Uno-Charta verletzen. Ich kann nur wiederholen: Das trifft nicht zu. Zwar ist die Teilnahme an wirtschaftlichen Sanktionen bei einem entsprechenden Beschluss der Uno-Gremien obligatorisch, aber

dies bedeutet für die Schweiz nichts anderes als eine Weiterführung der bisher gehandhabten Praxis. Diese Praxis ist auch richtig. Würden wir uns an diesen wirtschaftlichen Sanktionen nicht beteiligen, so würden wir diese unterlaufen, damit indirekt die Rechtsbrecher bevorteilen und uns indirekt wieder nicht neutral verhalten.

Anders verhält es sich mit militärischen Sanktionen. Auch wenn der Uno-Sicherheitsrat einen entsprechenden Beschluss gefasst hat, muss der Einsatz von Truppen mit einem separaten Vertrag zwischen dem einsatzwilligen Staat und der Uno bekräftigt werden. Jeder Staat ist somit frei, einen solchen Vertrag abzuschliessen oder auch nicht. Für die Schweiz stellt sich die Situation so dar, dass gerade durch das im Juni angenommene Militärgesetz ausdrücklich unterstellt ist, dass unser Land an friedens erzwingenden Interventionen, an Peace-Enforcement-Massnahmen, teilnimmt. Die Behauptung des Gegenteils erfolgt wider besseres Wissen.

Nun noch ein letzter Punkt: Der Bundesrat will, so ist es in der Botschaft festgehalten, die schweizerische Neutralität ausdrücklich bekräftigen, erstens im Beitrittsantrag, und zweitens bei seinem ersten Auftritt vor der Generalversammlung der Uno. Ich gehe davon aus, dass Herr Bundesrat Deiss in seinem Votum dann noch näher ausführt, was er bei diesen Gelegenheiten in etwa bekannt geben will.

Jetzt stellt sich die Frage, ob die Schweiz ihre Neutralität von der Uno im Gegenzug ausdrücklich anerkennen lassen, ja garantieren lassen soll, wie dies im Eventualantrag der Minderheit Mörgeli verlangt wird. Mit dem Bundesrat bin ich der Meinung, dies sei weder nötig noch wünschenswert. Die Schweiz hat ihre Neutralität selber definiert, und sie soll die Gelegenheit und die Möglichkeit haben, diese Neutralitätspolitik stets den Erfordernissen der Zeit selbstständig anzupassen. Würden wir eine formelle Anerkennung durch die Uno verlangen, so würde dies bedeuten, dass eine Änderung unserer Neutralitätspolitik auch eine entsprechende neue Anerkennung der Uno verlangen würde. Dies würde indirekt wiederum einen Eingriff in unsere Souveränität bedeuten, was wir nicht wollen. Es erstaunt mich doch etwas, dass Leute aus der SVP-Fraktion einen solchen Schluss nicht ziehen.

Ich bitte Sie, auch in Berücksichtigung dieser Erwägungen, zum Uno-Beitritt Ja zu sagen.

Schluer Ulrich (V, ZH): Herr Kollege Fischer, ich möchte Sie fragen: Welche Beeinträchtigung der Schweizer Aussenpolitik war es, dass die Schweiz bei früheren Gelegenheiten, angefangen beim Wiener Kongress, als sie sich als neutral erklärte, von den anderen Staaten verlangte, diese Haltung zu respektieren – nicht zu garantieren, sondern zu respektieren? Was hat das mit einer Beeinträchtigung der Souveränität zu tun?

Fischer Ulrich (R, AG): Der Wiener Kongress fand 1815 statt. Die Verhältnisse haben sich seither geändert. Ich bin der Meinung, dass wir die Situation aus heutiger Sicht zu beurteilen haben, und da ist eine solche Anerkennung nicht wünschenswert.

Stamm Luzi (V, AG): Ob die Schweiz der Uno beitreten soll, ist in erster Linie eine Frage der Neutralität. Diese Frage ist deshalb so schwer zu beantworten, weil heutzutage jedermann unter dem Ausdruck Neutralität etwas anderes versteht. Ich zitiere zum Problem «Neutralität abschaffen oder nicht» den grünen Politiker Peter Mattman, ehemaliges Mitglied des Grünen Bündnisses Luzern. Er hat geschrieben: «Seit 1992 existieren in Bundesbern zwei taktische Linien Vor allem EU-Beitrittsbefürworter aus den Mitte-Links-Parteien stellen die Neutralität als ein überholtes Relikt aus dem Kalten Krieg dar. Neutralität sei nichts anderes als nationalistischer Egoismus» Sie kennen alle diese Aussprüche, den extremsten vielleicht von Herrn Muschg, die Neutralität sei ein unanständiger Furz.

Diese Schiene wurde fallen gelassen. Die Öffnungsbefürworter haben eingesehen, dass gegenüber der Schweizer

Bevölkerung auf dieser Schiene schwer zu fahren ist. Deshalb kommen sie zur anderen Schiene. Ich zitiere wiederum Herrn Mattman. Er hat gesagt, es «hat sich eine zweite taktische Schiene entwickelt: An der Neutralität wird nicht gerüttelt, aber sie wird so umgedeutet, dass sie mit einem Beitritt vereinbar wird.»

Auch bei der Frage des Uno-Beitritts wird der Ausdruck Neutralität einfach umgedeutet. Wenn Sie den Ausdruck so verstehen, wie das früher selbstverständlich war, dann kommen Sie zum Ergebnis – der Bundesrat sagte dies 1981, es wurde zitiert –: Aus Neutralitätsgründen kommt ein Uno-Beitritt nicht infrage. Wenn Sie heute über die Neutralität reden, dann müssen Sie zuerst definieren, was Sie damit meinen.

Meines Erachtens ist das Beispiel Irak ideal, um zu definieren, was mit Neutralität gemeint ist. Alles deutet darauf hin, dass Uno-Interventionen wie im Irak zunehmen werden. Die Uno wird auch künftig Polizeimassnahmen gegen einzelne Unrechtsstaaten führen, ob dies in Mazedonien, Afghanistan, Palästina oder wo auch immer sein wird. Immer wird es aus der Sicht des Betroffenen um einen Krieg einer gegen alle gehen. Es wird künftig auch Uno-Eingriffe geben, die weniger umstritten sind als beim Irak.

Bis zum 11. September 2001 habe ich oft das Argument gehört, früher, als der Ost-West-Konflikt noch bestanden, habe die Neutralität sehr wohl Sinn gemacht; nach dem Fall der Berliner Mauer sei aber alles anders. Die Terroranschläge gegen die USA haben vielen die Augen geöffnet und gezeigt, dass es nicht richtig ist, wenn man sagt, nach dem Wegfall des Ost-West-Konflikts seien die Probleme verschwunden. Schon nur der mögliche Konflikt zwischen westlicher Welt und islamischer Welt kann heikler werden als alles bisher Dagewesene.

Je mehr Machtblöcke zusammenwachsen, je mehr sich China erhebt, desto gefährlicher könnte die Welt werden. Was wird nun im Nahen Osten passieren? Werden die Amerikaner intervenieren? Wir müssen ja den Amerikanern dankbar sein. Wie würde die Welt aussehen ohne sie? Aber die Wahrscheinlichkeit ist gross, dass sie im Nahen Osten Fehler machen. Werden die USA in Anbetracht ihrer Dominanz die Uno überzeugen, ihre Demarchen zu unterstützen? Die Chance ist gross, dass die anderen Veto-Mächte nicht opponieren werden.

Die Schweiz muss keine Weltpolitik machen. Sie muss nicht entscheiden, ob in Fällen wie jenem des Irak eingegriffen werden soll. Aber sie muss wie bis anhin die humanitäre Hilfe zur Verfügung stellen. Die Schweiz hat eine andere Aufgabe als die Weltpolitik. Sie muss humanitäre Hilfe anbieten, unabhängig davon, was auf der Machtbühne der Politik gespielt wird. Die Schweiz muss helfen, sei es via IKRK, via Katastrophenhilfekorps oder via andere Organisationen; aber sie muss sich nicht bei der politischen Uno engagieren. Es ist für die Welt wichtig, dass bei solchen Konflikten nach dem Motto «Alle gegen einen» noch jemand abseits bleibt, in dem Sinne neutral, dass er unabhängig von der Situation nur humanitär eingreift.

«Humanitäre Uno Ja, politische Uno Nein», das muss der Grundsatz bleiben. Der humanitären Uno ist die Schweiz längst beigetreten. Der politischen Seite sollte sie fernbleiben.

Galli Remo (C, BE): Die Geschichte steht nie still. Geschichte wurde und wird von jenen Völkern gestaltet, welche ihre eigenen Kompetenzen in den Bereichen Arbeit und Wirtschaft, Verkehr und Mobilität, Bildung und Forschung, Recht und Politik, aber auch Demokratie mit anderen Völkern und Völkergemeinschaften zur richtigen Zeit und am richtigen Ort verhandeln. Nur mit multilateraler Verhandlungsbereitschaft statt mit Réduit-Heimatschutz können diese Kompetenzen und zusätzliche eigene Errungenschaften wie der Umgang mit Gerechtigkeit, Friedensförderung, Good Governance usw. eingebracht werden. Diese Qualitäten können insbesondere Kleinstaat wie die Schweiz ohne Machtansprüche und ohne Arroganz erfolgreich ein-

bringen. Gelingt ein solcher Dialog, eine solche Mitwirkung in grösseren Gemeinschaften, so können auch kleine Länder Geschichte mitgestalten und sowohl bei gut situierten Partnern als auch bei unterentwickelten Ländern Akzeptanz erreichen. Nur so werden Kleinstaat wirtschaftlich, sozial und politisch bei sich selbst zu Hause erfolgreich bleiben und ohne Angst und mit einem gesunden Selbstwertgefühl leben.

Was will ich damit sagen? Um bei der Gestaltung der Zukunft mitzuwirken, muss man ein «player on the front» bzw. ein Player inmitten der jeweils massgebenden Völkergemeinschaft sein. Die Eidgenossenschaft hat dies bisher in vergangenen Zeitabschnitten erfolgreich getan, nämlich im Dialog und Umgang mit den jeweils infrage kommenden externen Partnern. Sie tat dies zuerst kleinregional in der Innerschweiz, dann im grossregionalen Umfeld, später national mit Nachbarländern und im letzten Jahrhundert auch in einem internationalen Kontext.

Nur umfasst heute das Player-Spielfeld der Völkerverständigung den ganzen Erdball, und für die Nutzung dieses Spielfeldes haben sich über 99 Prozent der Staaten innerhalb der Uno eine Richtlinie und ein Sekretariat gegeben – und eben nicht ein Parlament – und eine Diskussionsebene für die friedensfördernde Arbeit geschaffen. Um bei der Geschichtsschreibung aktiv dabei zu bleiben, um heute weiterhin zu den Playern zu gehören, muss man professionell in dieser Uno-Liga mitwirken können.

Noch einiges über die Erfahrungen mit einer APK-Delegation bei der Uno während zwei Tagen:

1. Auf zahlreichen Ebenen wird hervorragende Arbeit geleistet. Die Uno besteht nicht nur aus dem Sicherheitsrat und Friedenspolizeiaktionen – ich betone: Uno-Friedenspolizei und nicht Uno-Armee. Schon unser Alltag ist geprägt durch viele dank der Uno zustande gekommene Vereinbarungen, so zum Beispiel, wenn wir Radio hören, fernsehen, Wetterprognosen verfolgen, wenn wir reisen, wenn die Post ankommt. Die Uno betreut aber auch viele Massnahmen für benachteiligte Menschen und Volksgruppen, sei es mit Teilorganisationen wie Unicef, der Uno-Flüchtlingshilfe, dem Uno-Welternährungsprogramm, der WHO usw.

2. Ein weiteres wichtiges Beobachtungsergebnis: Die Schweiz hat während langer Zeit ihre Neutralität in Form von Guten Diensten und Hilfeleistungen in Konfliktsituationen ins Spiel bringen können und dabei auch profitiert. Heute indessen werden Konflikte dort ausgetragen und Hilfsmassnahmen dort erörtert, wo alle Nationen vertreten sind, nämlich in der Uno, mit der Schweiz im «Nebenzimmer».

Andere Kleinstaat sind nun Ansprechpartner für die Gruppenbildung in der Uno-Generalversammlung, wo jedes Land eine Stimme hat. Oft wirkt die Schweiz in Arbeitsteams mit und bringt beste Vorschläge ein, geht es aber um die Durchsetzung, treten andere Staaten als Sprecher der Schweizer Ideen auf und ernten die Anerkennung. Länder wie Irland, Norwegen und Finnland haben uns die Idee der Guten Dienste in aktualisierter Form abgeluchst und spielen nun unter dem Markenzeichen «neutrale Länder» den «first player» mit sehr grossem Erfolg und mit der Schweiz auf der Ersatzbank. Selbst im Sicherheitsrat konnten diese Kleinstaat eine neue Transparenz schaffen.

Meine Quintessenz: Unsere Erfahrung mit der Neutralität ist darum ein Vorteil. Sie ist für die Schweiz das zusätzliche Argument für den Uno-Beitritt, damit wir von der Nationenliga «Völkergemeinschaft Uno» auf dem globalen Spielfeld nicht ins Abseits gestellt werden.

Aus diesem Blickwinkel, um mit der Neutralität am richtigen Ort weiterhin ein «player» für unsere Geschichtsschreibung und für diejenige der Völkergemeinschaft zu bleiben, trete ich mit der CVP-Fraktion für einen Uno-Beitritt ein.

Kunz Josef (V, LU): Wenn man als neutraler Kleinstaat einer internationalen Organisation wie der Uno beitreten will, stellt sich unweigerlich die Frage nach den Rechten und Pflichten. Vor allem stellt sich die Frage: Sind wir gleichwertige Partner? Das ist leider nicht der Fall. Wegen des Veto-

rechtes der fünf Grossen mache ich bei der Gleichwertigkeit ein grosses Fragezeichen. Das Vetorecht erlaubt es diesen Staaten, ihre Eigeninteressen wahrzunehmen und ihre Macht uneingeschränkt auszuüben.

Zwei Beispiele: Israel durch die Uno zu einer Lösung der Palästinafrage zu zwingen, scheiterte bis heute am Vetorecht der USA. Unter dem Deckmantel der USA, also einem führenden Uno-Mitglied, kann Israel Krieg gegen eine Minderheit, das palästinensische Volk, führen. Unter den gleichen Aspekten kann Russland, als Vollmitglied der Uno mit Vetorecht, Krieg gegen Tschetschenien führen.

Wo es um Friedensförderung, Rechte von Minderheiten und Kleinstaaten ging, wurde der Handlungsspielraum der Uno schon oft durch das Vetorecht eines Grossen blockiert. Die Aufgabe unseres neutralen Kleinstaates ist es, sich für die Gleichwertigkeit aller Staaten in dieser Institution stark zu machen. Denn nur mit der Abschaffung des Vetorechtes könnte die Uno ihre gesteckten Ziele erreichen. Gelingt ihr dies nicht, dürfen wir uns nicht wundern, wenn sich Minderheiten durch Racheakte Gehör verschaffen. Denn die Wurzeln solcher Akte finden sich immer in der Ungerechtigkeit. Hier haben Hass und Terror ihre Nahrung.

Die Welt braucht die Schweiz als neutralen Kleinstaat, der unabhängig, uneingebunden und glaubwürdig für die Rechte auf allen Stufen eintreten kann. Das Schweizervolk hat 1986 den Beitritt zur politischen Uno mit über 70 Prozent der Stimmen abgelehnt. Die Uno hat sich die letzten 15 Jahre kaum verändert.

Deshalb gilt es diesen Entscheid auch heute zu respektieren und die Uno abzulehnen.

Widmer Hans (S, LU): Wenn Sie durch das Hauptportal in das Parlamentsgebäude eintreten, sehen Sie dort – Sie haben sicher schon darauf geachtet – zwei Figuren stehen. Auf der einen Seite jene Figur, die ins Geschichtsbuch schaut und offenbar rückwärts gewandt politisiert, eine Symbolfigur – denn das Geschichtsbewusstsein ist auch nötig –, und auf der anderen Seite jene Figur, die das Buch verkehrt herum hält und symbolisieren will, dass sie in die Zukunft schaut.

In dieser Debatte zeigt sich sehr deutlich, dass diese beiden Strömungen hart miteinander ringen; das wird in der Volksabstimmung noch mehr der Fall sein. Es ist so: Je nachdem, wo man steht, interpretiert man den zentralen Begriff der Neutralität anders. Ich selber liebe die Geschichte, aber ich habe den kommenden Generationen gegenüber auch das Bedürfnis und die Pflicht, das Buch in Richtung Zukunft zu wenden, und da komme ich zu einer Interpretation des Begriffes der Neutralität, die keinen Fetischismus betreibt, die klar dazu steht, dass die Neutralität ein Mittel zum Zweck ist und nicht Selbstzweck. Um diese Frage dreht sich alles.

Ich kann mir eigentlich Worte zu vielen meiner Notizen sparen, denn ich wollte nur sagen: Es gibt natürlich auch für das Überleben der Schweiz Chancen, wenn wir der Uno beitreten. Ein Beispiel: Unsere Diplomatie, die bereits eine hohe Qualität hat, wird ihr Potenzial erst dann voll ausschöpfen können. Sie wissen, dass wir uns heute in einer Weltinnenpolitik befinden, und einer der besten und qualifiziertesten Akteure der Weltinnenpolitik ist eben die Uno. Wenn wir uns abseits halten, dann berauben wir uns eines wichtigen Potenzials unserer Diplomatie, eines multilateralen Geflechtes, einer völlig neuen Dimension unserer Aussenpolitik, die stärker ist als die klassische Diplomatie von Staat zu Staat.

Wir haben mit unserer Diplomatie im Hintergrund sehr viel Positives geleistet. Aber, Herr Kunz, die Schweiz braucht die Welt, und die Welt braucht die Schweiz. Die Unterscheidung von Innen und Aussen – das sollte Ihnen allen seit dem letzten Terroranschlag klar sein –, diese Unterscheidung ist nicht mehr so genau zu machen wie früher im 19. Jahrhundert, als man sich einzig und allein am Souveränitätskonzept orientierte. Ich bitte Sie: Haben Sie mindestens Verständnis für jene, die – wie die Figur in der Eingangshalle – auch das Buch zeigen, welches in die Zukunft gerichtet ist.

Dann kann ich Ihnen noch etwas zum Wiener Kongress sagen. Hätte die Schweiz einfach abseits stehen müssen, nur

weil dort eine neue Art von Diplomatie praktiziert wurde? Ich glaube, die Geschichte hat gezeigt, dass es ein Fehler gewesen wäre.

Ich bitte Sie: Stimmen Sie dem Uno-Beitritt zu. Führen wir jedoch – das ist eine ganz ernsthafte Aussage, die ich zum Schluss machen möchte – in der Volksabstimmung keine unseligen Grabenkämpfe, sondern respektieren wir die Entscheidung der anderen. Es geht um die Zukunft unseres Landes, aber mit historischem Bewusstsein.

Engelberger Eduard (R, NW): Ich bin einem Uno-Beitritt gegenüber nach wie vor skeptisch eingestellt. Skepsis ist nach wie vor auch in grossen Kreisen der Bevölkerung auszumachen. Dazu tragen die täglichen Ereignisse – wie etwa auch die schrecklichen Tage der vergangenen Woche – verpackt in eine fast unübersehbar gewordene Kommunikationsmenge, das ihre bei.

Herr Bundesrat, auch wenn die Statistiken der Umfragen im Barometer hoch stehen, muss diese Verunsicherung im Volk ernst genommen werden. Dahinter stecken viele Fragen im Zusammenhang mit der Bundesverfassung, den Kosten, den Beiträgen, der Einbindung in militärische Massnahmen, der traditionellen humanitären Hilfe der Schweiz in der Zukunft usw. Fragen jedoch, die wohl weitgehend befriedigend beantwortet werden können.

Ich weiss: Die stereotypen Ost-West-Spannungen haben sich merklich abgebaut, die Uno hat heute in der Tat Universalität erreicht. Somit ist oder wäre, so denkt man, die Zeit für einen Anlauf günstig. Aus realpolitischen, aussenpolitischen, humanitären, sozialen und wirtschaftlichen Gründen hat ein Beitritt heute viele Vorteile. Fraglos sind die objektiven Voraussetzungen für einen Beitritt besser geworden. Aber die subjektiven Gefahren bleiben meines Erachtens bestehen. Die zentrale Frage, wie wir die Neutralität behandeln, Herr Bundesrat, ist für mich nach wie vor pendent. Natürlich ist die Neutralität ein Rechtszustand, der sich im Wesentlichen am kriegerischen Konflikt zwischen zwei Staaten orientiert. Die Neutralität verlangt, dass man sich der Einmischung enthält, dass man sich gegebenenfalls aber auch verteidigen soll. Ferner soll man sich in Zeiten, in denen keine kriegerischen Auseinandersetzungen stattfinden, neutralitätspolitisch glaubwürdig verhalten.

Die Neutralität ist gleichzeitig aber auch ein Mythos. Warum sollen wir nicht zu diesem Mythos stehen? Andere Länder, die in der Uno sind, haben auch ihre Mythen. Sie haben auch ihre Bekenntnisse und ihre Werte. Die Abstimmung über die Militärvorlagen hat uns aber gezeigt, dass die Neutralität in der Schweiz nicht nur ein Mythos ist, sondern ein Phänomen. Es sind klare Vorgaben wichtig, Zusagen zum Vollzug genügen nicht. Solche Zusagen führen zu politischen Grauzonen, welche der Vorlage aus der Sicht aller Beteiligten, also der Befürworter wie auch der Gegner des Beitritts, Schaden bereiten. Damit stellt sich unmittelbar die Frage nach einem Neutralitätsvorbehalt – wie er im Ständerat gefordert wurde oder auch in den Minderheitsanträgen auf der Fahne sichtbar wird – oder, als Variante, die Abgabe einer Neutralitätserklärung durch den Bundesrat.

Diese Erklärung muss aber, Herr Bundesrat, vor der Uno-Volksabstimmung auf dem Tisch liegen, denn die Neutralitätsdebatte muss jetzt und nicht nach der Abstimmung geführt werden. Deshalb nehme ich das Anliegen von Herrn Ständerat Merz auf, der in pragmatischer Weise einen einfachen Weg aufzeigt. Am Beginn des dreistufigen Beitrittsverfahrens – Generalsekretär, Sicherheitsrat, Generalversammlung – steht das Beitrittsgesuch, das beim Generalsekretär einzureichen ist. Es handelt sich um ein Schreiben, in dem die Schweiz ihren Beitrittswillen zum Ausdruck bringt. Angesichts des Stellenwertes der Neutralität erwarte ich vom Bundesrat, dass er dieses Schreiben nicht erst nach erfolgter Volksabstimmung über die Initiative, sondern schon jetzt verfasst und mindestens den beiden APK unterbreitet. Denkbar wäre sogar die Form eines einfachen Bundesbeschlusses gemäss Artikel 163 Bundesverfassung. Damit wäre

auch Gewähr geboten, dass die Diskussion über das Thema Neutralität separat und eigengewichtig geführt werden kann und dass schlussendlich öffentlich Klarheit über diese Frage bestehen könnte.

Herr Bundesrat, Sie und der Bundesrat wollen diese Abstimmung gewinnen; wir, die FDP, auch. Aber je mehr ich darüber nachdenke, desto mehr sehe ich Parallelen zur EWR-Abstimmung. Herr Bundesrat, die EWR-Abstimmung hat der Bundesrat verloren. Wir als Führungsgehilfen in den Kantonen hatten nach etwelchen unglücklichen Aussagen der obersten Regierung einen schweren Stand und waren schliesslich ohne Chance. Ich hoffe, Sie und der Bundesrat bleiben auf einem guten Weg, damit uns nicht Selbiges passiert. Deshalb erwarte ich von Ihnen eine Stellungnahme zum Anliegen.

Herr Bundesrat, zum Phänomen Neutralität helfen keine juristischen, gesetzlichen, allgemein verständlichen Aussagen, auch das Verstandenwerden genügt nicht, das hat die Diskussion über das Militärgesetz gezeigt. Die Mitbürgerinnen und Mitbürger müssen Ihrer Antwort Glauben schenken können und eben auch Klarheit gewinnen.

Noch ein letzter Wunsch: Denken Sie dabei auch an die kleinen Kantone, vielleicht so, wie Sie es in Stans bei der Winkelried-Feier 2001 gemacht haben, und erinnern Sie sich immer daran: Es braucht das Ständemehr. Wenn es Ihnen morgen gelingt, zum bundesrätlichen Vorgehen in dieser heiklen Frage der Neutralität mehr Klarheit zu schaffen, dann ist die Skepsis weitgehend ausgeräumt und ein Ja für die Zukunft möglich.

Lalive d'Epinay Maya (R, SZ): Wir sprechen heute über eine Frage, die viel mit dem zu tun hat, was in den USA in der letzten Woche geschehen ist. Dieser barbarisch-geniale Akt wird unsere Wahrnehmung von dieser Welt, aber auch von uns in ihr verändern. Wir alle sind uns praktisch zum gleichen Zeitpunkt bewusst geworden, wie fragil unsere tägliche Sicherheit ist, aber auch, wie eng wir alle auf dieser Welt miteinander verknüpft sind, im Guten, aber eben auch im Bösen.

Wir alle sind tief betroffen und trauern mit den Opfern und Angehörigen. Wir trauern um Menschenleben, aber wir trauern vielleicht auch um ein Stück Menschlichkeit, das verloren gegangen zu sein scheint.

Was hat uns diese Katastrophe in tragischer Visibilität in Bezug auf die Uno-Beitrittsfrage vor Augen geführt? Einerseits, dass kein einziger Staat, auch nicht die Supermacht USA, die Sicherheit ihrer Bürger und Gäste auf Dauer alleine garantieren kann; andererseits auch, dass die Welt ein Dorf ist. Es kann und darf uns auch aus ureigenstem Interesse heraus nicht gleichgültig sein, mit welchen Problemen unsere Nachbarn zu kämpfen haben und wie sie sie zu lösen gedenken. Das gilt im Kleinen gleichermassen wie im Grossen. Wie heisst es in der Bibel so schön? Soll ich meines «Nachbars Hüter» sein? Ja, wobei dies allerdings nicht mit Bspitzelung meines Nachbarn zu verwechseln ist.

Es hat uns auch gezeigt, dass wir nicht umhin kommen werden, gemeinsam definierte ethische Grundwerte über alle Weltreligionen und Kulturwerte hinweg zu definieren, zu fördern und als Handlungsmaxime verankern zu helfen. Das wird eine langwierige Arbeit sein, und sie wird auch durch Rückschläge gezeichnet sein.

Die Uno aber ist und bleibt das einzige Forum dieser Staatengemeinschaft, welches derartige Fragestellungen anpacken und allenfalls zu lösen mithelfen kann. Kriegerische Retourschläge mögen kurzfristig im Sinne der Abschreckung und vor allem emotional Abhilfe schaffen – auf Dauer lösen sie das Problem nicht.

Diese Ereignisse haben aber noch etwas mit Klarheit gezeigt. Wir, die Schweiz, sind sichtbar mitten im Geschehen und stehen doch ausserhalb. Wir sind isoliert, und zwar in Bezug auf Nachrichten, Kontakte, Mitsprache der zu ergreifenden Massnahmen. In der Lagebeurteilung zum aktuellen Geschehen fiel der Begriff «Blindflug». Dabei ist die Lage si-

cherheitspolitisch seit langem nicht mehr so fragil. Doch Lagebeurteilungen und Handlungsstrategien sind nur auf der Grundlage von verlässlichen Informationen möglich. Neben Nato und EU ist für uns vor allem wichtig, was im Sicherheitsrat der Uno besprochen und beschlossen wird.

Ich mag und will hier nicht buchhalterisch auf die Vor- und Nachteile eines Uno-Beitritts eingehen. Wir alle kennen die Argumente, und keiner wird wegen dem Votum eines anderen seine Meinung in der Abstimmung ändern. Mir geht es um eine Grundsatzfrage, eine Lebenseinstellung: Wir lehren unsere Mitarbeiter, unsere Schüler und Studenten, dass ohne Netzwerke, ohne Teamarbeit, ohne gemeinsames, auch konfliktreiches Suchen nach Lösungen oder tatkräftiges Mitentscheiden niemand erfolgreich sein kann.

Und wie halten wir es mit unserem Land? Kein Staat, ob gross oder klein, kann heute fundamentale Probleme – der Terrorismus ist nur eines davon – alleine lösen. Und auch wir in der Schweiz werden laufend und immer mehr mit solchen Fragestellungen konfrontiert. Das haben die letzten Monate gezeigt. Jeder braucht eingespielte Formen der internationalen Zusammenarbeit, Kenntnis der Mitspieler, Verlässlichkeit auch, das Wissen darum, wer wo steht.

Für die Schweiz ist zum heutigen Zeitpunkt und in unserer heutigen inneren Verfassung vor allem die Uno das Forum, das uns diese Einbindung in das Ganze erlaubt, ohne dass unsere Handlungsfähigkeit gegenüber heute verändert wird. Echte Zusammenarbeit bedingt auch, was gut Neudeutsch «Commitment» heisst: ein klares Bekenntnis zu den Zielen und zu den Mitwirkenden.

Wir tun als Schweiz gut daran, der Uno beizutreten, zu unserem eigenen Vorteil, wie zum Vorteile des Ganzen, einer möglichst menschenwürdigen Welt.

Haller Ursula (V, BE): Die Terrorakte der letzten Woche haben uns drastisch vor Augen geführt, wie leicht unsere Welt aus dem Gleichgewicht zu bringen ist. Seit Jahren ist eine schleichende Entwicklung zur Instabilität festzustellen, vor allem seit die Weltordnung durch den Fall des Eisernen Vorhangs ein völlig neues Gesicht erhalten hat. Mehr denn je sind wir – wollen wir wieder eine gewisse Stabilität in die Welt bringen – auf die weltumspannenden Institutionen angewiesen, in denen nicht nur die Starken diktieren. Wenn wir nicht wollen, dass sich in Zukunft die Schwachen dieser Welt vermehrt und verstärkt mit Terrorakten bemerkbar machen, dann müssen wir rasch und dezidiert handeln, und zwar nicht sektoriell, sondern global.

Leuchtet man den Hintergrund etwas aus, zeigt sich mit aller Deutlichkeit, dass die Probleme unserer heutigen Welt und ihrer Gesellschaft so komplex sind, dass selbst die einzige Grossmacht, die USA, nicht mehr in der Lage sind, diese alleine zu bewältigen. Die Lösung all dieser Probleme kann deshalb nicht einer Grossmacht oder einigen wenigen Staaten überlassen werden. Die Welt braucht nicht Polizisten und Untertanen, sondern eine Gemeinschaft bestehend aus gleichberechtigten Partnern. Alle Staaten und ihre Bewohnerinnen und Bewohner, unabhängig von Hautfarbe, Religion oder Reichtum, müssen auf dieser Erde eine Plattform haben, um sich zu artikulieren und ihre legitimen Rechte vertreten zu können. Soll die Weltgemeinschaft nicht noch mehr entzweit werden, dann gilt es in besonderem Mass, die Position der Uno mit ihren Unterorganisationen zu stärken, und zwar nicht erst morgen, sondern bereits heute.

Auch wenn wir wissen, dass die Uno nicht vollkommen ist – wir haben es heute einige Male deutlich gehört – ist die Uno in ihren Bestrebungen, Stabilität zurückzubringen und eine möglichst grosse soziale Gerechtigkeit zu erreichen, zu unterstützen. Hier sind in erster Linie die reichen Länder aufgerufen, die Uno als Institution des Friedens zu stärken. Zu diesen Staaten zähle ich auch die Schweiz, die – obschon oder gerade, weil sie klein ist, aber auch wohlhabend – eine glaubwürdige Vermittlerrolle übernehmen kann. Von Institutionen wie der Uno abseits stehen, ist nach meiner Meinung opportunistisch.

Die Schweiz hat gerade mit ihren Traditionen der Neutralität und der humanitären Hilfe der Weltgemeinschaft vieles zu bieten. Zeigen wir der Welt, dass wir bereit sind, eine konstruktive Rolle in der Sicherung des Weltfriedens zu spielen. Ein solches Zeichen ist der Beitritt der Schweiz zur Uno.

Erlauben Sie mir abschliessend noch eine Bemerkung: Anita Fetz trägt heute gut sichtbar das Schweizerkreuz, fotogen drapiert, auf ihrem T-Shirt auf der Brust. Ich trage das Schweizerkreuz unsichtbar unter der Brust in meinem Herzen. Deswegen, Herr Bundesrat Deiss, ist auch mir die Frage der Neutralität äusserst wichtig. Ich nehme Sie beim Wort, dass Sie diesem Anliegen des Schweizervolkes in sehr grossem Mass Rechnung tragen.

Ménétreay-Savary Anne-Catherine (G, VD): Dans le débat au Conseil des Etats, Monsieur le Conseiller fédéral, vous avez tenté, et je peux vous comprendre, de faire de l'entrée de la Suisse à l'ONU un non-événement, une question ordinaire. En fait, je me demande si on ne pourrait pas au contraire en faire un événement, en utilisant cette occasion pour engager notre pays résolument dans une politique plus généreuse et plus solidaire. L'événement, ce serait que la Suisse, à l'ONU, puisse par exemple jouer un rôle déterminant pour freiner les ardeurs guerrières, vengeresses d'un pays blessé, les Etats-Unis, et chercher avec tous les solutions politiques capables sinon de réparer, peut-être de prévenir de tels drames.

On peut certes trouver à l'adhésion des avantages pour la Suisse elle-même: son image, la défense de ses intérêts. Mais moi, ce qui m'intéresse, c'est le sort du village planétaire qu'est devenue notre terre. Nous devons être là où tous les peuples sont, construire avec eux un pouvoir politique mondial capable de faire pièce à la mondialisation économique. Vous connaissez peut-être la description que fait Jacques Attali du village planétaire: un village qui n'a ni maire, ni police, ni impôts, où un tiers des habitants n'a rien à manger, où le 80 pour cent des richesses sont dans une seule maison et où les armes sont en vente libre. Alors, je vous demande: c'est quoi, au juste, être neutre dans un tel village? Chers collègues de l'Union démocratique du centre, vous réclamez une neutralité absolue et intangible, mais vous savez très bien que c'est un mythe, et que nous avons, heureusement peut-être, une neutralité à géométrie variable. Vous voulez une indépendance totale de la Suisse, mais pour prendre un seul exemple, la Suisse s'associe sans y être obligée aux sanctions internationales, par exemple l'embargo contre l'Irak. Mais quand nous demandons la levée ou l'assouplissement de cet embargo à cause des dommages infligés à la population, et notamment aux enfants, la réponse est claire: «nous ne sommes pas membres de l'ONU, nous ne pouvons rien faire.»

Depuis 30 ans, le peuple sahraoui est exilé dans des camps, dans le Sahara algérien. Nous avons demandé que la Suisse intervienne pour sauver de l'enlèvement le plan de paix entre le Front Polisario et le Maroc: impossible, nous ne sommes pas membres de l'ONU. Alors c'est quoi, au juste, la neutralité? Regarder sans bouger les plus déshérités de la planète se faire écraser, côtoyer les malheurs du monde et se dire que c'est juste l'ordinaire, un non-événement? Un mot encore sur les défauts de l'ONU, sa lourdeur, ses échecs. Sommes-nous à ce point sûrs de nous-mêmes, orgueilleux, pour ne participer qu'à ce qui est parfait? La vie aussi est imparfaite, mais nous n'en avons qu'une et nous ne pouvons pas attendre qu'elle s'améliore pour la vivre.

Pour revenir à l'ordinaire, je conclurai en disant que déjà maintenant, nous payons pour l'ONU, nous travaillons pour l'ONU. Nous sommes les travailleurs de l'ombre de l'ONU, sans voix, sans droits. Alors, ne soyons pas les sans-papiers de l'ONU! Assumons dans la transparence le rôle que nous avons déjà et franchissons le pas de l'adhésion.

Fehr Mario (S, ZH): Wir stehen am Ende einer etwa fünfständigen Debatte, die morgen weitergehen wird, und ich

muss Ihnen ganz ehrlich sagen, dass ich – ich habe das auch so erwartet – heute Morgen eigentlich kein Argument gehört habe, das gegen einen Uno-Beitritt sprechen würde. Ich habe vor allem kein Konzept gehört, was die Schweiz denn anders machen könnte, wenn sie nicht Mitglied der Uno würde.

Die SVP hat bei vergangenen Abstimmungen immer wieder moniert, dass man sich für zivile Lösungen einsetzen soll. Die Uno bietet diese zivilen Lösungen an. Sie tut etwas gegen den Hunger in der Welt und gegen die globale Umweltzerstörung, und sie sorgt für mehr internationale Sicherheit – zumindest bemüht sie sich darum. Ich habe, wie gesagt, kein Konzept gehört, wie sich die Schweiz bezüglich dieser Themen besser als im Rahmen der Uno engagieren könnte.

Ich glaube, diese Debatte hat auch sehr deutlich gezeigt, dass es in allen diesen Bereichen, die ich genannt habe, keine nationalen Lösungen mehr geben kann. Wer glaubt, dass die Schweiz als «Insel der Glückseligen» in dieser Welt von allem Ungemach verschont werden kann, der ist naiv. Wir sind, ob wir das nun wollen oder nicht, so oder so von den Ereignissen auf dieser Erde betroffen. Wenn wir aber schon davon betroffen sind, dann müssen wir auch mitgestalten wollen. Und wenn wir mitgestalten wollen, dann müssen wir dies im Rahmen der Uno tun. Trotz aller Unzulänglichkeiten der Uno: Es gibt es keinen anderen Rahmen, es gibt nur diese eine Völkerfamilie.

Ich habe das Gefühl gehabt, dass manchmal auch die Vertreter der SVP-Fraktion gemerkt haben, dass diese Völkergemeinschaft existent ist und eine Rolle spielt; nur so kann ich die von ihnen gestellten Rückzugsanträge verstehen. Selbstverständlich mussten wir uns hier und heute wieder anhören, dass wir uns nicht in fremde Händel mischen sollen. Hier geht es aber nicht um fremde Händel, es geht um unsere eigenen Interessen, die wir auch wahrnehmen wollen, es geht um den Hunger in der Welt und um die globale Umweltzerstörung; denn gerade als Kleinstaat haben wir ein Interesse an einer friedlicheren und stabileren Welt.

Was das Verständnis der Neutralität anbelangt, war für mich in diesen Diskussionen sehr offensichtlich, dass es offenbar zwei Formen der Neutralität gibt: Es gibt eine «passive» Neutralität – wie ich sie bezeichnen würde –: Diese besteht in einem Abseitsstehen und einer Gleichgültigkeit, man will sich nicht um die Probleme dieser Welt kümmern. Es gibt aber auch eine «aktive» Neutralität: So wie wir sie verstehen, wird sie durch die Uno-Mitgliedschaft in keiner Art und Weise behindert. Diese aktive Neutralität sorgt sich um die folgenden Themen: Sie kümmert sich um den Hunger in der Welt, sie macht etwas gegen die globale Umweltzerstörung und sie sorgt für mehr Sicherheit. Diese aktive Neutralität wird weder eingeschränkt noch behindert. Wir treten kein Recht ab. Die Schweiz ist und bleibt souverän, aber sie bekommt die Möglichkeit, sich noch verstärkt zu engagieren.

Ich will Ihnen das an einem Beispiel festmachen: Es wird oft moniert, zu Recht moniert, dass die Menschenrechte in vielen Ländern dieser Erde verletzt werden. Für diese Menschenrechtsverletzungen gibt es eine Institution, nämlich die Uno-Menschenrechtskommission. Sie tagt jedes Jahr in Genf. Wir können dort mitdiskutieren, wir können sogar Vorschläge mittragen, aber wir können uns nicht einmal in dieses Gremium wählen lassen. Wir können nicht mitentscheiden, wenn wenigstens der Versuch unternommen wird, etwas gegen die schlimmen Menschenrechtsverletzungen, die es auf der ganzen Welt gibt, zu tun.

Herr Schluer erwähnt jeweils das Beispiel Tschetschenien und er erwähnt auch – zu Recht – das Beispiel Tibet, aber er kann dann nicht gleichzeitig sagen: Da gibt es zwar etwas, wo wir uns engagieren könnten, es gibt diese schlimmen Menschenrechtsverletzungen, aber wir sind nicht bereit, dort mitzuwirken, wo etwas dagegen getan werden kann.

Der Eindruck von der heutigen Debatte ist, dass sich die Welt seit 1986 verändert hat. Es bleibt auch der Eindruck, dass sich Teile der SVP und auch die Auns nicht bewegt haben. Der Beitritt der Schweiz zur Uno ist eine überfällige Bereinigung unseres Verhältnisses zur Völkergemeinschaft. Es

gibt heute kein rationales Argument mehr gegen diesen Schritt – egal, wo das Schweizerkreuz ist, ob auf der Brust oder im Herz. Es ist eine Selbstverständlichkeit, heute der Uno beizutreten.

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 13.00 Uhr
La séance est levée à 13 h 00

Dritte Sitzung –Troisième séance

Mittwoch, 19. September 2001

Mercredi, 19 septembre 2001

08.00 h

00.093

Für den Beitritt der Schweiz zur Uno. Volksinitiative

Adhésion de la Suisse à l'ONU. Initiative populaire

Fortsetzung – Suite

Botschaft des Bundesrates 04.12.00 (BBl 2001 1183)

Message du Conseil fédéral 04.12.00 (FF 2001 1117)

Ständerat/Conseil des Etats 21.06.01 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 18.09.01 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 19.09.01 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 19.09.01 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 04.10.01 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 05.10.01 (Schlussabstimmung – Vote final)

Nationalrat/Conseil national 05.10.01 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses (BBl 2001 5731)

Texte de l'acte législatif (FF 2001 5473)

Maspoli Flavio (–, TI): Il peana di gloria che è stato innalzato all'ONU ieri mi fa un po' credere che vi state convincendo tra di voi che l'ONU è una gran bella cosa. L'ONU, a sentire voi, ha solo meriti, l'ONU non ha nessun difetto, l'ONU è il massimo della vita: «Svizzeri e Svizzeri, entrate nell'ONU e risolveremo il problema decennale della cassa malati. Svizzeri e Svizzere, entrate nell'ONU e non ci saranno più le colonne sulla A2!» Tant'è importante, sembra, questo argomento, per chi lo sostiene, che sarebbe pronto a barattare chissà cosa, pur di trascinare la Svizzera in un'organizzazione che spende miliardi all'anno senza realizzare un bel niente.

Perché, chi viene qui a dire che l'ONU è responsabile della pace nel mondo, sbaglia – sbaglia di grosso, perché la pace nel mondo semplicemente non c'è. I problemi baschi, i problemi nei balcani, altri focolai di crisi: l'ONU semplicemente ne prende atto e mostra tutta la sua impotenza nei loro confronti. Per non parlare poi di quello che fanno i soldati dell'ONU in giro per il mondo – qui penso a fatti gravissimi, di cui ovviamente nessuno parla, come la pedofilia, come la prostituzione minorile.

Ma ieri, qui, si è sentito di tutto, anche che, grazie all'ONU, si potranno evitare i fatti gravissimi che hanno sconvolto il mondo esattamente una settimana fa. Ebbene, si è sentito dire che nell'ONU mancano solo la Svizzera e lo Stato del Vaticano. E adesso io vi chiedo cosa ha fatto l'ONU di più di quello che ha fatto il Papa, poverino, che si è messo a pregare per le vittime, e di quello che ha fatto il nostro Presidente della Confederazione, che ha espresso il proprio cordoglio. L'ONU ha semplicemente preso atto di quello che è capitato negli USA, senza potere fare nulla. La pace nel mondo non esiste, non esisteva prima dell'ONU, purtroppo non esisterà neppure dopo l'ONU. Il terrorismo esisteva prima dell'ONU, esiste e continuerà ad esistere anche se l'ONU esiste – scusate il gioco di parole.

L'unica cosa giusta che ho sentito ieri l'ha detta il collega Frey Claude, che ha detto che se la Svizzera non dovesse entrare nell'ONU non cambierebbe assolutamente nulla.

Questa è la pura, sacrosanta realtà. Non cambia nulla. Anche perché l'ONU è un'organizzazione che non serve a nulla, dunque parteciparvi o non parteciparvi non cambia il corso del mondo.

La collega Fehr Lisbeth ha poi detto che i tempi sono cambiati, che la storia del mondo non si è fermata. Ebbene, io vi chiedo, ancora una volta, cosa ha fatto l'ONU per cambiare il corso del mondo e per cambiare la storia.

Tutto da ridere, poi, l'argomento secondo cui la neutralità rimarrebbe garantita: «Non c'è», «Sì, c'è». Già nel 1944, pare vi fosse chi diceva che bisognava entrare nell'ONU e che la neutralità è una condizione, una situazione che si modifica nel tempo. La verità è che non siamo entrati nell'ONU nel 1948, e che non ci entreremo neanche questa volta e che il mondo andrà avanti tranquillamente anche senza che noi partecipiamo allo spreco di denaro e alla messe di parole che vengono spese quotidianamente dai membri dell'ONU e da questa gente che ha fatto della parola senza fatti la propria bandiera.

Mörgeli Christoph (V, ZH): Welches waren die bisherigen Argumente der Befürworter? Herr Remo Gysin sagt, die Ziele der Schweiz und der Uno seien genau dieselben, nämlich Frieden und Menschenrechte. Nun hat die so friedliebende Uno seit dem Zweiten Weltkrieg etwa hundert Kriege geführt, und einzelne Mitglieder sind gegenwärtig wieder daran, sich auf den Krieg vorzubereiten. In der Mehrheit der Uno-Mitgliedsländer werden die Menschenrechte mit Füßen getreten, werden politische Abweichler gefoltert, wird die Presse geknebelt, werden Frauen unterdrückt und Kinder ausgebeutet.

Herr Bundesrat Deiss, heute, in diesem Moment, warnt das EDA mit speziellen Hinweisen vor dem Bereisen von 141 Uno-Staaten. In einen Klub, dessen Bereisen Sie bei drei Vierteln der Mitglieder mit Vorbehalten versehen, wollen Sie die Schweiz führen?

Herr Gysin hat einen fröhlichen Aufruf gestartet, unseren Uno-Vereinsbeitrag zu zahlen. Wenn wir der Empfehlung der Uno folgen, zahlen wir allein 1,2 Milliarden Franken für zusätzliche Entwicklungshilfe. Wenn Sie da von Vereinsbeitrag sprechen, Herr Gysin, muss ich mich schon fragen, in welchen teuren, exklusiven Vereinen heute Sozialdemokraten verkehren.

Herr Ruedi Baumann sagt, Recht gehe in der Uno vor Macht. Dies ist falsch. Im Sicherheitsrat haben fünf Mitglieder ein Vetorecht, Sonderrecht, also geht eben Macht vor Recht.

Herr Claude Frey sagt, die Welt habe sich verändert. Ja, natürlich, jeden Tag verändert sich die Welt. Aber ich glaube, mit dieser umwerfenden Wahrheit können wir auch nicht viel anfangen, sie ist doch ein bisschen arg trivial.

Herr Loepfe spricht von Weltlandsgemeinde. Ich war auch schon an einer Landsgemeinde, und wenn ich es richtig gesehen habe, ist dies eine Versammlung von Bürgerinnen und Bürgern, die ihre Stimme dort abgeben. Die Uno ist aber eine Versammlung von Notabeln, Botschaftern, Funktionären, Berufspolitikern, Stammesfürsten und Scheichs. Da von Landsgemeinde zu sprechen – das kann man vielleicht in diesem Rat tun, aber die Innerrhoder Mitbürger von Herrn Loepfe würden es ihm wohl kaum glauben.

Frau Fetz sagt, gegen Unrecht könne man nicht neutral sein. Gewiss, bezüglich Recht und Unrecht ist die Schweiz nicht neutral. Aber alle Beschlüsse der Uno mit Recht gleichsetzen kann wirklich nur, wer mit Blindheit geschlagen ist. Wenn wir Neutralität als geistige Unabhängigkeit auffassen, ist Neutralität gegen viele Uno-Beschlüsse geradezu Pflicht.

Herr Randegger sagt, die Wirtschaft brauche den Uno-Beitritt; wir seien mit der Welt aufs Engste verflochten. Natürlich ist die Schweiz mit der Welt wirtschaftlich verflochten. Die starke ökonomische Stellung hat sich unser Land aber durch eine wirtschaftliche Leistung erworben. Da war die Uno-Mitgliedschaft belanglos. Sonst müsste ja die Schweiz heute in bitterer Armut leben. Tatsache aber ist, dass die Mehrheit der Uno-Mitglieder in bitterer Armut lebt.

Viele Redner haben gesagt, ein Uno-Beitritt sei zum Schutz von Demokratie und Freiheit nötig. Vielleicht wird uns Herr Bundesrat Deiss darüber aufklären, in wie vielen der 189 Uno-Mitgliedstaaten die Bürgerinnen und Bürger in Freiheit und Demokratie über ihren Willen abgestimmt haben, dieser Organisation beizutreten.

Wir sehen, die Argumente der Befürworter bestehen zum grossen Teil aus Gemeinplätzen, aus Selbstverständlichkeiten, die nichts über die Notwendigkeit des Beitrittes sagen. Es handelt sich im Übrigen um dieselben Argumente wie 1986. Einem einigermaßen grundsätzlichen und disziplinierten Denken halten solche Argumente nicht stand. Den Ansprüchen der meisten Parlamentarier mögen sie genügen, kaum aber dem Schweizervolk.

Bernasconi Madeleine (R, GE): Vous penserez bien que mon propos ne pourra pas être le même que mes deux préopinants. Cette initiative populaire «pour une adhésion de la Suisse à l'ONU», qui a revêtu tout de même plus de 124 000 signatures, a donc été déposée le 6 mars 2000, et démontre que nous avons la volonté d'assumer notre rôle de nation responsable et prête à faire que la Charte des Nations Unies soit respectée. Notre histoire, faite de discussions pour atteindre un large consensus, nous permettra d'apporter, même modestement, notre contribution pour arriver à résoudre les problèmes de notre temps. Même si cette organisation n'a de loin pas que des réussites à son actif, elle a enregistré des succès importants, évité bien des drames et permis souvent de limiter nombre de situations douloureuses.

La Genève internationale est un enrichissement à la fois politique, social et culturel pour la Suisse, un atout important pour notre politique étrangère. L'adhésion à l'ONU permettra encore un meilleur développement de la Genève internationale, donc de la Suisse. En effet, d'avoir ce siège en Suisse a donné à notre pays une dimension extrêmement importante que, sans cela, nous aurions eu grand-peine à établir. Mais cela ne suffit plus. Alors, souhaitons que le peuple suisse suive la majorité de notre Conseil en 2002, ce dont je ne doute pas, et souhaitons que dans ce IIIe millénaire qui s'ouvre, il démontre au monde que la Suisse n'est pas seulement un pays économiquement fort, mais pas non plus un pays replié sur lui-même, que la Suisse est une nation ouverte qui poursuit dans la voie humanitaire initiée entre autres, au XIXe siècle, par Henry Dunant.

Alors, soyons forts en prenant part aux décisions qui seront prises pour l'avenir de notre planète par notre engagement pour que nos concitoyens et concitoyennes adhèrent avec les 124 772 initiants.

Dernièrement, dans une de mes lectures, dans le livre «La plus belle histoire du monde», trois hommes sont interviewés par Dominique Simonnet, qui sont Hubert Reeves, Joël de Rosnay et Yves Coppens. Je vais exprimer ce qu'ils mentionnaient, en tout cas Hubert Reeves qui devait répondre à trois questions qui me paraissent fondamentales: d'où venons-nous? que sommes-nous? où allons-nous? A ces questions posées à Hubert Reeves sur notre monde, sur notre capacité, malheureusement, à nous détruire, une des réponses d'Hubert Reeves a été: «Dans un organisme, il y a un système d'alarme et de guérison. Lors d'une blessure, le corps entier se mobilise. Il nous faut inventer un système analogue, au niveau de la planète. L'ONU et les associations humanitaires en sont une ébauche. Il faudra alors certainement aller plus loin.» Vous voyez que cet organisme, même avec toutes ses faiblesses puisqu'il est fait d'hommes et de femmes, a un rôle extrêmement important à jouer, peut-être encore plus dans les prochaines années.

Alors, pouvons-nous encore ne pas être un partenaire à part entière, pour être à même d'apporter des remèdes au terrorisme et aux guerres? Seule l'ONU sera, et pour longtemps, l'organisation à même d'être le moyen d'atteindre ces buts. Faisons partie de cette chaîne, et surtout, soyons un de ses maillons solides en apportant notre expérience, notre voix.

Je vous invite donc à recommander au peuple et aux cantons d'accepter cette initiative populaire et à vous engager,

comme en tout cas je le ferai, pour que vos et mes électeurs et électrices suivent les initiants et le Conseil fédéral pour l'adhésion de la Suisse à l'ONU.

Kaufmann Hans (V, ZH): Wenn jemand in diesem Saal einen Vorstoss wagen würde, den Kantonen Zürich, Bern, Zug, Schwyz und Obwalden im Parlament inskünftig ein Vetorecht einzuräumen, würde wohl die Mehrheit hier im Saal ein solches Unterfangen als höchst bedenklich und undemokratisch betiteln. Die gleiche Mehrheit ist aber offensichtlich bereit, sich einer solchen undemokratisch organisierten Institution, genannt Uno, anzuschliessen, in der die fünf Grossmächte USA, Russland, China, Grossbritannien und Frankreich ein Vetorecht besitzen. Die Auswahl dieser Vetostaatn beruht dabei ja nicht auf der Bevölkerungszahl oder darauf, dass diese Vorbilder in Sachen Menschenrechte wären, sie beruht einzig auf der militärischen Stärke. Diese Länder hätten es, militärisch gesehen, tatsächlich weitgehend in der Hand, wesentlich zu den Kernaufgaben der politischen Uno beizutragen, nämlich bewaffnete Konflikte zu verhindern und die Menschenrechte zu schützen.

Stattdessen gehören gerade diese fünf Länder zu den grössten Waffenexporteuren der Welt. Allein die USA sind für über 50 Prozent der Waffenexporte des letzten Jahres verantwortlich. In der Weltrangliste der Waffenexporteure folgen Russland, Frankreich, Deutschland, Grossbritannien und China, das heisst, fünf der sechs weltgrössten Waffenexporteure sind die Vetomächte der Uno. Wenn man bedenkt, dass auch im letzten Jahr allein die Exporte von Waffen in die Entwicklungsländer wiederum um 8 Prozent auf 36 Milliarden Dollar zunahmen, dann muss man sich nicht wundern, dass von den im letzten Jahr offiziell registrierten 25 militärischen Konflikten deren 23 in Entwicklungsländern stattfanden.

Wie wenig sich die Vetomächte um Vorschläge wie z. B. die Eindämmung der Kleinwaffenexporte scheren, hat die letztjährige Auseinandersetzung mit den USA gezeigt, die offensichtlich nicht gewillt sind, ihre Waffenausfuhren einzuschränken. Was die Einhaltung der Menschenrechte anbetrifft, so muss man leider auch feststellen, dass niemand es wagt, mit militärischen Eingriffen die Verletzung von Menschenrechten oder Aggressionen in den Einflussgebieten dieser Grossmächte zu bekämpfen. Ich denke da an Tschetschenien, an Tibet oder an den Nahen Osten. Auch wenn den USA als Weltpolizist grosses Verdienst zukommt, so kann man sich des Eindrucks nicht erwehren, dass die USA heute als dominierende Weltmacht die Uno nicht selten dazu benützen, ihre politischen Ziele durchzusetzen. Wie die Uno die Vormachtstellung der USA sieht, lässt sich auch auf der Internet-Seite der Uno nachlesen. Hier steht wörtlich: «Die USA und andere Mitgliedstaaten des Sicherheitsrates und nicht der Generalsekretär entscheiden über die Entsendung von Truppen.» Dass es auch noch Uno-Mitglieder ausserhalb des Sicherheitsrates gibt, wird in diesem Zusammenhang nicht einmal erwähnt. Wo bleibt da die viel gepriesene Mitsprache der Schweiz, wenn wir einmal Mitglied der Uno wären?

Einige von Ihnen haben in Ihren Voten gejamert, dass die Schweiz zwar 470 Millionen Franken an die Uno-Organisation bezahle, aber kein Mitspracherecht habe. Da frage ich mich natürlich, warum sich unsere aussenpolitisch Verantwortlichen nicht besser durchzusetzen vermögen.

Zum Zweiten haben wir natürlich ein indirektes Mitspracherecht, denn wir können die Zahlungen durchaus auch aussetzen, wenn uns die Verwendung der Gelder nicht passt.

Ich möchte noch eine Bemerkung zu den Finanzen anbringen, denn ich gehöre zu jenen, die auch das Kleingedruckte in Verträgen und nicht nur die millionenschwere offizielle Propaganda des EDA lesen.

Der zusätzliche Beitrag von rund 50 Millionen Franken beim Beitritt in die politische Uno ist dabei nicht meine Hauptsorge. Die Millennium-Deklaration der Uno vom letzten September, die von der Vollversammlung der Uno angenommen worden ist, fordert bekanntlich unter Punkt 15 grosszügigere finanzielle Entwicklungshilfe. Was dies konkret bedeutet,

wird in einem Brief des Uno-Generalsekretärs im Juni dieses Jahres an die Vollversammlung beziffert. Die Arbeitsgruppe Entwicklungshilfe fordert von den Industrienationen 0,7 Prozent des Bruttoinlandproduktes als offizielles Beitragsziel. Für die Schweiz würde dies 2,8 Milliarden Franken bedeuten, das heisst 1,2 Milliarden mehr als heute. Ich frage deshalb den Bundesrat an, ob er gewillt ist, diesen Beitrag zu leisten, oder ob sich die Schweiz als künftiges Uno-Mitglied einfach über die Forderungen der Uno hinwegsetzen wird. Ins gleiche Kapitel geht die Kritik der Uno an der Schweiz in ihrem jüngsten Drogenbericht. Wird die Schweiz künftig diese Kritik akzeptieren und entsprechend handeln?

Ich bin der Meinung, die Schweiz sollte sich nicht dem Klub der Waffenhändler anschliessen. Ich empfehle Ihnen deshalb eine Ablehnung der Volksinitiative und eine Unterstützung unserer Gegenvorschläge.

Steiner Rudolf (R, SO): Im Jahre 1986, 41-jährig, habe ich überzeugt gegen einen Uno-Beitritt gekämpft. Dabei habe ich dieselben Argumente verwendet, wie sie von den verbliebenen Gegnern auch heute noch verwendet werden. Mein Sohn, heute 21-jährig, schüttelt über solche Argumente den Kopf, hat kein Verständnis für meine frühere Haltung. Und tatsächlich, wir müssen uns doch eingestehen: Die Welt, die Uno, unser Umfeld haben sich mittlerweile verändert, und auch unsere Einsichten sollten sich angepasst haben. Unbeabsichtigt gelegentlicher Misserfolge hat die Friedenspolitik der Uno tatsächlich an Wirkung gewonnen, sie hat sich verbessert. Ich verweise beispielhaft auf Ost-Timor, den Wiederaufbau von Jugoslawien und Kosovo oder an das seinerzeitige Vorgehen im Irak im Jahre 1990. Einerseits diese gewachsene Bedeutung der Uno, andererseits aber auch die Tatsache, dass die Schweiz durch ihr Abseitsstehen und das Anbieten der Guten Dienste heute nicht mehr so viel erreichen und bewirken kann wie noch zu Zeiten des Kalten Krieges, sollten uns bewegen, den kleinen Schritt vom Mitglied mit Beobachterstatus, das in sämtlichen Unterorganisationen vertreten ist, zum Vollmitglied zu tun. Denn nur so können wir uns, unsere Eigenart, unsere Denkweise einbringen. Nur so können wir mithelfen und bewirken, dass bestehende unbestrittene Unzulänglichkeiten auch der Uno behoben werden können. Dieser Schritt ist für mich heute eine Notwendigkeit, wenn die Schweiz ihre Interessen in der Welt wirkungsvoll wahrnehmen und selber ernst genommen werden will.

Ein Beitritt verursacht auch keine Neutralitätsprobleme. Die Schweiz muss keine Kompetenzen abgeben. Die Uno greift mit ihren Beschlüssen nicht in unser innerstaatliches Recht ein, insbesondere besteht kein Zwang zur Teilnahme an militärischen Aktionen. Hier gilt nach wie vor unser kürzlich geändertes Militärgesetz. Im Übrigen bin ich bezüglich der Neutralität der Meinung, dass keine besonderen Erklärungen nötig sind, insbesondere nicht vonseiten der Uno.

Mit dem Bundesrat teile ich die Meinung, dass wir unsere Neutralität selbst gewählt haben. Es ist unser souveränes Recht, unseren Status selbst zu definieren. Das kann und darf nicht zum Gegenstand internationaler Debatten, Auslegungen oder gar Einschränkungen werden. Allfälligen Bedenken bezüglich Neutralität können Sie bestens begegnen, wenn Sie die Anträge Maitre, Pelli und Cavalli unterstützen und im Übrigen der Vorlage zustimmen.

Rennwald Jean-Claude (S, JU): Les arguments qui militent en faveur d'une adhésion de la Suisse à l'ONU, le «machin» comme disait le général de Gaulle, ont été dits et redits. Je n'en mentionnerai brièvement que trois.

Le premier, c'est que notre isolement actuel sur la scène internationale nuit fondamentalement à nos intérêts politiques et économiques.

Le deuxième, c'est que la Suisse fait partie de la quasi-totalité des institutions spécialisées de l'ONU, comme l'Organisation internationale du travail, l'Organisation mondiale de la santé ou encore l'Unesco, pour ne citer que quelques exemples. Le problème, c'est qu'aujourd'hui on ne peut plus faire

la différence entre une ONU dite technique et une ONU dite politique, parce qu'en définitive, on le sait, tout est politique. La troisième raison, c'est que l'ONU est aujourd'hui la seule organisation universelle capable, ou du moins susceptible, de relever les grands défis internationaux. Elle a été fondée dans le but de préserver la paix et la sécurité dans le monde, d'améliorer les relations entre les Etats, de favoriser le développement économique et social et de promouvoir les droits humains.

Evidemment, depuis qu'elle a été créée en 1945, l'ONU n'a pas pu empêcher un certain nombre de conflits. Mais je crois qu'aborder le problème de cette façon, c'est mal l'aborder. Au fond, la question qu'il faut poser est celle-ci: «Si l'ONU n'existait pas, le monde ne se porterait-il pas encore plus mal qu'il ne se porte aujourd'hui?»

Toutes ces raisons sont déjà suffisantes à mes yeux pour justifier l'adhésion de notre pays à l'ONU. J'aimerais dire ici de façon solennelle que le mouvement syndical suisse s'engagera à fond dans cette bataille.

Au-delà des grands principes que j'ai rappelés, nous sommes aussi d'avis que l'adhésion à l'ONU représente une chance formidable: la chance d'être davantage présents dans les grands débats internationaux, la chance de tracer de nouvelles perspectives en ce qui concerne, pour ne prendre que quelques exemples, la coopération au développement, la promotion de la paix, le développement de la démocratie dans le monde ou encore la mondialisation. Sur ce dernier point, j'ai noté avec intérêt, même si ça ne fait pas plaisir à tout le monde, qu'un groupe d'experts de l'ONU a récemment proposé de fonder une organisation mondiale de la fiscalité qui devrait aboutir à la création d'un impôt mondial pour augmenter les recettes des Etats, en particulier les plus pauvres. Cet impôt pourrait prendre soit la forme de la taxe Tobin sur les transactions financières, soit la forme d'une taxe sur le CO₂. Ce groupe prévoit aussi l'obligation d'échange d'informations fiscales et une taxation mondiale des multinationales. J'ajoute que, pour moi, la bataille pour l'adhésion de la Suisse à l'ONU s'inscrit dans un combat beaucoup plus large en faveur de l'ouverture, l'ouverture au monde bien sûr, l'ouverture à l'Europe, mais aussi l'ouverture sociale et surtout, je dirais, l'ouverture aux autres, par exemple les sans-papiers, par exemple les immigrés auxquels il faudra un jour donner les droits politiques.

Enfin, même si cette question est quelque peu taboue et même s'il n'y a pas un lien direct entre les deux sujets, il m'apparaît de façon assez évidente qu'un succès de l'adhésion à l'ONU aura un effet psychologique positif pour la conduite d'autres batailles en matière de politique extérieure et, en particulier, pour celle de l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne. A contrario, en cas d'échec, je pense que nous devrions oublier pour longtemps ce fameux slogan de la fin des années soixante: «Raser les Alpes pour que l'on voie la mer!»

Vallender Dorle (R, AR): Wer in dieser Debatte das Wort verlangt, muss sich die Frage gefallen lassen: Hat es nicht bereits genügend Rednerinnen und Redner, welche die Positionen der Befürworter und Gegner ausloten? Wenn ich hier dennoch für den Beitritt spreche, dann darum, weil Wahrheiten einsichtiger werden, wenn sie unter verschiedenen Aspekten beleuchtet und wiederholt werden. Hier meine wichtigsten Gründe für einen Beitritt.

Die Uno ist eine Weltarena des Diskurses. Wir Schweizerinnen und Schweizer dürfen in dieser Arena nicht fehlen, es sei denn, wir resignierten bezüglich der Überzeugungskraft unserer Argumente und der Exportfähigkeit unserer beispielhaften freien, demokratischen und zugleich sozialen Ordnung. Die Gruppe Mörgeli hat hier anscheinend bereits resigniert.

Die Uno ist eben nicht Selbstzweck, sondern vielmehr Mittel zum Zweck. Sie ist das wichtigste Mittel in dieser Welt, um die Weltfriedenspolitik mitzubestimmen und mitzugestalten. Das ist uns seit dem 11. September 2001 noch klarer geworden: Nicht Abstinenz, sondern couragierte Auftritte gegen

die Anführer des «heiligen» Terrorismus verlangen auch eine gemeinsame Plattform des Diskurses und des Handelns – eben die Uno.

Der 11. September 2001 hat uns einmal mehr schmerzlich bewiesen, dass eine schweizerische Politik des zurückgewandten Blicks den Herausforderungen des dritten Jahrtausends nicht gerecht werden kann. In Zeiten der internationalen Zusammenarbeit zur Schaffung einer freien und gerechteren Welt, mit dem Recht auf Entwicklung und Wohlstand für alle auf der einen Seite und neuen Formen des international agierenden Terrorismus auf der anderen Seite, führen die Rezepte der Vergangenheit tiefer in die Sackgasse. Was entsprechend der damaligen Weltlage ein kluges Rezept war, lähmt heute eine weitsichtige Politik.

Ein Engagement auf der Weltbühne steht keineswegs im Gegensatz zur Neutralitätspolitik. Neutralität heisst vielmehr souverän bestimmen können, welche Haltung wir in einem bestimmten Weltkonflikt einnehmen wollen. Unsere Neutralität müssen wir als souveräner Staat denn auch selber bestimmen. Daher zielen alle Vorschläge der Gruppe Mörgeli in die falsche Richtung. Nicht die Uno muss oder kann uns die Neutralität garantieren. Wer einen derartigen Vorschlag macht, zeugt denn auch von einem seltsamen Selbstverständnis. Wie kann ein souveräner Staat auf das Selbstbestimmungsrecht hinsichtlich seiner Neutralität verzichten?

Die Uno hat – wie jede aus Menschen bestehende Organisation – auch Fehler gemacht; das möchte ich nicht verdrängen. Aber, so ist zu fragen: Gibt es eine Alternative zu dieser dem Weltfrieden verpflichteten Organisation? Sie kennen die Antwort: Nein. Es gibt keine Alternative, aber – und dies ist entscheidend – die Stimmen der Vernunft werden mit den Schweizer Stimmen stärker. Gerade bei der Bekämpfung des Terrorismus hat denn die Uno auch in der Vergangenheit engagiert gearbeitet. Wer an den zwanglosen Zwang des besseren Argumentes glaubt, wird daher Rückschläge nicht überbewerten, sondern vielmehr unseren nachhaltigen Einsatz als vollwertiges Mitglied der Uno für den Frieden und gegen den Massenterrorismus fordern.

In diesem Sinn ist ein Ja zum Uno-Beitritt ein Nein zur selbstgewählten, selbstgefälligen und kurzsichtigen Isolation. Wer immer zu allem Nein sagt, wer immer der Welt um uns herum den Rücken zuwendet, ausser wenn es Franken einbringt, muss sich nicht wundern, wenn eben diese Welt uns allein lässt, wenn wir einmal in Schwierigkeiten sind. Nicht zuletzt darum bitte ich Sie, die Volksinitiative zur Annahme zu empfehlen.

Wandfluh Hansruedi (V, BE): Schneller laufen, höher klettern oder flinker Haken schlagen, wie es die Hasen tun – in der Natur muss ein Lebewesen mindestens eine lebenswichtige Aktivität besser beherrschen als seine Gegner, sonst stirbt es aus. Was Charles Darwin mit seiner Evolutionstheorie, «survival of the fittest», im 19. Jahrhundert erkannt hat, ist in seiner Logik und Einfachheit ebenso auf Unternehmen und auch auf Staaten anzuwenden. Staaten, die sich durch nichts mehr speziell auszeichnen und unterscheiden, entbehren ihrer Daseinsberechtigung. Die Einmaligkeit der Schweiz ist nicht zuletzt in ihrer Neutralität zu sehen, in der dauernden, bewaffneten, bündnisfreien, frei gewählten und integralen Neutralität.

Diese Neutralität gilt es zu erhalten. Dies ist nicht nur im Interesse der Schweiz, sondern kann auch im Interesse der Uno sein. Es kann durchaus im Interesse der Weltgemeinschaft sein, irgendwo auf der Welt ein Land zu wissen, das vorbehaltlos als unabhängig und neutral gilt. Gerade in Zeiten von Konflikten zwischen Staaten und Nichtregierungsorganisationen kann dies von spezieller Bedeutung sein. Dass es solche Konflikte geben kann, brauche ich nach den schrecklichen Vorkommnissen in den USA nicht näher zu erläutern.

Zur praktischen Neutralität: Herr Bundesrat, wie würde sich die Schweiz als Uno-Mitglied verhalten im Falle einer Situation ähnlich jener, wie sie sich an der Antirassismuskonferenz in Durban bezüglich der Diskriminierung der Palästinenser durch Israel ergab, wenn die Schweiz als tur-

numässiges Mitglied im Sicherheitsrat der Uno zu einer Stellungnahme gezwungen würde? Würde sie auf der Seite von Israel stehen oder auf der Seite der Palästinenser?

Erlauben Sie mir ein Wort zur Wirtschaft. Es wurde mehrfach betont, wie wichtig für die Wirtschaft der Vollbeitritt der Schweiz zur politischen Uno sei. Überlegen Sie einmal, weshalb sich die Schweizer Wirtschaft im letzten Jahrhundert so erfolgreich entwickelt hat, obschon sie nicht Mitglied der Uno war! Wir verdanken unseren Wohlstand vorab der Leistungsfähigkeit und -willigkeit unserer Wirtschaft, dem Willen zu Spitzenleistungen; aber auch günstige Rahmenbedingungen und der freie Welthandel haben natürlich zu unserem Erfolg beigetragen. Für die Wirtschaft ist es wichtig, dass wir beim humanitären Teil der Uno mitmachen – in diesem Bereich solidarisch sind.

Ein Vollbeitritt hingegen wird uns keinen einzigen Mehrauftrag bringen und ein Nichtbeitritt keinen Auftrag kosten. Es sei denn, wir redeten den Schaden für die Wirtschaft im Abstimmungskampf herbei. Wenn die Wirtschaftsverbände dies tun, dann haben sie einen Teil der Verantwortung zu tragen. Man könnte vielleicht sagen, dass die Militärindustrie der Schweiz von einem Uno-Beitritt profitieren könnte. Doch dies ist ein Trugschluss. Da reicht ein Uno-Beitritt nicht aus. Da würde es schon einen Nato-Beitritt brauchen. Ist es das, was die Wirtschaftsverbände anstreben?

Herr Kollege Schneider-Ammann wird diese Frage – wahrscheinlich als Präsident der Swissmem, der Schweizer Maschinen-, Elektro- und Metallindustrie – anschliessend beantworten können. Ich fordere Sie auf, die Initiative «für den Beitritt der Schweiz zur Uno» zur Ablehnung zu empfehlen und den Gegenentwürfen aus SVP-Kreisen zuzustimmen, damit die Neutralität schweizerischer Prägung langfristig erhalten bleibt.

Vermot Ruth-Gaby (S, BE): Auch ich zappte in den letzten Tagen durch die «Stationsstrasse» und war entsetzt. Vom neuen und langen Krieg, von Angriffen und Vergeltung war die Rede. Männer, darunter Bush im Freizeitlook – oder war es schon der Frontlook? –, informierten zum x-ten Mal über das scheinbar Unausweichliche, die aufgezwungene Rache. Wer stoppt dieses System, dem alle realistischen Dimensionen abhanden gekommen sind? Wer stoppt jene, die eine schrecklichste Tat eines Verbrecherkonsortiums mit dem ebenso erbärmlichen Verbrechen eines Krieges rächen wollen, dem in Afghanistan ausschliesslich eine ausgehungerte, hoffnungslose Restbevölkerung zum Opfer fallen würde, die längst aus den Schlagzeilen der Weltbevölkerung gestrichen wurde?

Überall auf meiner «Zappstrasse» sasssen die wohlüberlegenden Gesprächspartner und malten sich aus, wie dieser Krieg denn aussehen könnte, den sie zwar nicht wollen, aber der doch dazu verlockt, Szenarien zu entwickeln und über ihre Auswirkungen zu fantasieren.

Was hat dies nun mit der Uno zu tun? Alles, meine ich. Denn welche Bedeutung hat diese Uno, wenn nicht zu verhindern, dass Krisen eskalieren, Menschen gefoltert, Menschenrechte verletzt werden, Armut explodiert und Kriege aus falschem Nationalstolz und gehässigster Vergeltungswut inszeniert werden? Gerade auch der Sicherheitsrat hat mit seinen vorsichtigen Entscheidungen – nämlich Auslieferung von Bin Laden statt Krieg – gezeigt, dass die Uno wichtige Weichen zu stellen vermag.

Jemand hat gesagt, die Uno sei nicht ein System, das aus der Welt einen Himmel mache, sondern mehr ein System, das die Welt nicht zur Hölle werden lasse. Die Uno ringt heute um ihre Glaubwürdigkeit. Sie spiegelt unweigerlich die Weltrealitäten von Zerstrittenheit, Annäherung, Ernsthaftigkeit, Verlusten und Enttäuschungen wider. Und doch ist die Uno für eine bessere Weltpolitik die wohl geeignetste Struktur, denn sie ist die einzige Organisation, die sich mit Regierungen durch den schmalen Weg der Konfliktbereinigung arbeiten und Lösungen durchsetzen kann. Ich bin sehr oft ungeduldig mit dieser Uno, weil sie mir zu lange zögert, weil sie oft auch lange nicht zu Entscheidungen kommt.

Aber trotzdem, in diese Uno gehört auch die Schweiz. Nicht weil ihr, der Schweiz, sonst die Isolation drohen würde, sondern weil die Schweiz in solchen Auseinandersetzungen eine Stimme haben muss. Wenn in einer Stellungnahme der Direktion für Völkerrecht festgehalten wurde, dass der Status quo der parlamentarischen Mitwirkungsmöglichkeiten auch ohne Beitritt generell befriedigend sei, so stimmt dies nicht. Draussen vor der Tür ist immer der schlechtere Ort, wenn man wirklich Einfluss nehmen will. Nur die Mitgliedschaft macht uns gleichberechtigt.

Wie die Rolle der Schweiz in der Uno aussehen wird, hängt davon ab, ob die mutige oder die kleinkarierte, anpasserische, neutralitätsbornierte Schweiz Uno-Vollmitglied wird. Ich fordere eine Schweiz, die begriffen hat, dass der Schutz grundlegender Menschenrechte eine Angelegenheit der ganzen Staatengemeinschaft ist, zu der sie endlich auch gehört.

Ich bitte Sie, Ja zur Uno zu sagen.

Robbiani Meinrado (C, TI): È evidente il rischio di ripetersi, per cui mi limiterò a tre brevi considerazioni, che attingono, tutte, ad una stessa specifica chiave di lettura, quella della globalizzazione. Tre argomenti a sostegno di una Svizzera che non può oggi permettersi, e non intende, abdicare.

In primo luogo, non intende abdicare dall'impegno di rafforzare il ruolo, il peso della politica nell'orientamento delle relazioni e anche dello sviluppo delle nazioni. Oggi è l'economia, attraverso il processo di globalizzazione, che impone il proprio primato su tutte le altre considerazioni. Grazie anche alle nuove tecnologie che stanno facendo cadere ampiamente le barriere tradizionali di tempo e di spazio, che limitavano le relazioni, vengono premiati i poli e gli attori attrezzati a competere sul mercato globale. C'è perciò bisogno di contrappesi, capaci di bilanciare lo strapotere dell'economia con un sufficiente ed adeguato potere della politica; c'è bisogno di contrappesi, capaci di subordinare gli interessi del mercato a quelli dello sviluppo delle società e dei popoli. Il nostro paese non può essere assente da questo impegno, che deve evidentemente svolgersi sull'arena mondiale, come mondiale è l'arena della globalizzazione.

In secondo luogo, il nostro paese non può abdicare da una presenza attiva nel luogo politico dove le nazioni costruiscono un dialogo, dove costruiscono collaborazione, pur nelle difficoltà, negli insuccessi, nelle battute d'arresto che questo processo, pur tuttavia, comporta. Il nostro paese non può essere assente, anche perché è sede, al suo interno, di poteri economici, di società che occupano un ruolo rilevante sul mercato mondiale. Benché non sia mia intenzione mettere in discussione la loro attività e il loro successo, non possiamo permetterci che gli ambasciatori preminenti del nostro paese siano questi protagonisti del mercato globale. Non possiamo lasciare che la nostra immagine sia prioritariamente veicolata da questi attori economici. La Svizzera, prima di avere un peso economico, deve cercare di avere un peso politico e, soprattutto, anche un peso morale sulla scena internazionale.

In terzo luogo, il nostro paese non può abdicare dal contribuire alla coesistenza pacifica tra le nazioni, forte del suo patrimonio di tolleranza, di coesione interna, costruito a fatica nei secoli.

La globalizzazione ha sì reso meno vincolanti, meno incisivi i confini nazionali, ma, per reazione, ha suscitato una crescita dei fenomeni di ripiegamento su quelle che sono le identità localiste, siano esse attinenti a questioni etniche, a questioni religiose o a questioni culturali. Il rischio, quindi, di un'estensione, di un'intensificazione dei focolai di conflitto, della frammentazione tra le comunità, è oggi evidente. La Svizzera non può perciò sottrarsi a questi impegni di presenza sulla scena internazionale, pena lo scollamento rispetto ai suoi stessi valori fondanti. È perciò tempo che il nostro paese occupi un ruolo a pieno titolo all'interno dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, anche perché ha certamente un messaggio credibile da portare, un ruolo originale da svolgere – messaggio e ruoli dei quali andiamo tutti fieri –, ma ha soprattutto anche una responsabilità da assumere.

Gutzwiller Felix (R, ZH): Es ist die Hauptaufgabe der Uno, «künftige Geschlechter vor der Geissel des Krieges zu bewahren». So steht es in der Präambel der Weltorganisation. Die Priorität der Friedenssicherung stand von Anfang an vor allem aufgrund der Geschichtserfahrung der beiden Weltkriege fest. Parallel zu dieser Hauptzielsetzung der Uno werden in der Charta aber auch die Voraussetzungen genannt, die Frieden möglich machen sollen und für deren Erreichung sich die Uno einsetzen will: Dabei geht es beispielsweise um die Achtung der Grundrechte der Menschen, um die Gleichberechtigung von Mann und Frau, um die Gleichheit aller Staaten, unabhängig von ihrer Grösse. Es geht aber auch um die Förderung des sozialen Fortschritts.

Gestützt auf diesen Auftrag in der Charta schuf die Uno ein Geflecht von Abkommen, welches heute, Jahrzehnte später, unverzichtbar viele Bereiche der Zusammenarbeit zwischen den Staaten umfasst.

Ein Beispiel für viele: Unsere schweizerischen Kantone haben 1848 verstanden, dass die Bekämpfung von ansteckenden Krankheiten über das Epidemengesetz eine Aufgabe des neuen schweizerischen Bundesstaates werden sollte. Jahrzehnte später hat die Uno auf weltweiter Ebene über ihre Spezialorganisation, die Weltgesundheitsorganisation (WHO), die weltweite Kontrolle der Krankheiten auf ihre Fahnen geschrieben. Heute sind Kinderlähmung und Pocken weltweit ausgerottet.

Schliesslich hat die Erhaltung des Weltfriedens auch eine wichtige wirtschaftliche Komponente. Die Schweiz als eine der weltoffensten Volkswirtschaften, deren Bedeutung als Handelsnation und als Ursprungsland von Direktinvestitionen weit über die Grösse des Landes hinausgeht, hat ein eminentes Interesse an der Mitgestaltung günstiger globaler Wirtschaftsbeziehungen. Die Globalisierung der Weltwirtschaft beinhaltet allerdings Chancen und Risiken. Sie eröffnet Chancen, weil sie abgeschottete Märkte aufbricht und die Wettbewerbsfähigkeit von nationalen Standorten verbessert. Sie birgt Risiken, wenn die offene Wirtschaft und Gesellschaft politisch und sozial nicht genügend abgesichert sind. Dies erleben wir zurzeit äusserst schmerzlich.

Auch die Sicherheit muss also mehr und mehr globalisiert werden. Grenzen sind kein wirksames Schutzkonzept mehr. Auch dies haben die Terrorakte gegen Amerika gezeigt. Es wird, auf lange Frist gesehen, entweder eine globale Sicherheit geben oder keine. Sicherheit heisst aber nicht nur Terrorbekämpfung und Kriegsverhütung. Kritische Vorgänge auf den internationalen Finanzmärkten, ich denke zum Beispiel an die Krisen der letzten Jahre in Mexiko und Asien, bringen einen Institutionalisierungsbedarf ins Bewusstsein. Die externen Effekte der Schadstoffproduktion, die grenzüberschreitenden Risiken von Grosstechnologien können immer weniger auf andere abgewälzt werden. Die Politik muss gegenüber den globalisierten Märkten sozusagen aufholen.

Jürgen Habermas sagt in seinem Text «Die postnationale Konstellation»: «Weil der Nationalstaat seine Entscheidungen auf territorialer Grundlage organisieren muss, besteht in der interdependenten Weltgesellschaft immer seltener eine Kongruenz zwischen Beteiligten und Betroffenen.» Damit wir nicht nur Betroffene, sondern wieder vermehrt Beteiligte sind, brauchen wir eine eigentliche Weltinnenpolitik – das Wort ist hier schon gefallen. Ohne eine solche Weltinnenpolitik wird der Globus langfristig nicht überleben können. Wohlgedacht, wir wollen keinem Weltstaat beitreten, sondern einer Gemeinschaft von souveränen Staaten, die den gemeinsamen Willen zur Gestaltung der Zukunft dieses Planeten bekunden.

Laubacher Otto (V, LU): Die schweizerische Neutralität scheint für den Bundesrat und gewisse Kreise in den letzten Jahren immer mehr zu einem Stein des Anstosses in deren Politik der Öffnung und der so genannten Solidarität geworden zu sein. Es wird die Meinung vertreten, unsere Neutralität müsse dem veränderten internationalen Umfeld angepasst oder müsse gar aufgegeben werden.

Vor dem Hintergrund dieser Diskussion über den Sinn der Neutralität erscheint es angebracht, sich ein paar Gedanken über das Wesen unserer Neutralität zu machen und sich für einmal vor Augen zu halten, welche Bedeutung der schweizerischen Neutralität eigentlich zukommt. Das Neutralitätsrecht wurde 1907 in der V. Haager Konvention betreffend den Landkrieg und in der XIII. Haager Konvention betreffend den Seekrieg sowie 1923 durch die Haager Luftkriegsregeln als internationales Recht kodifiziert. Die schweizerische Neutralität ist das Ergebnis eines langen geschichtlichen Prozesses. Seit fast einem halben Jahrtausend wird sie erfolgreich praktiziert. Sie unterscheidet sich in der Entstehung und Ausgestaltung deutlich von der Neutralität anderer neutraler Staaten Europas. So ist die schweizerische Neutralität im Gegensatz etwa zu jener Belgiens frei gewählt. Sie wurde mit dem «Acte portant reconnaissance et garantie de la neutralité perpétuelle de la Suisse» von 1815 erstmals anerkannt und seither völkerrechtlich ausdrücklich respektiert. Im Unterschied zu jener anderer europäischer Staaten ist die schweizerische Neutralität immerwährend, bündnisfrei, bewaffnet und integral. Während die gewöhnliche Neutralität den Kriegszustand voraussetzt und von der Regierung fallweise beschlossen wird, ist unsere immerwährende Neutralität unabhängig von konkreten Ereignissen und für unbeschränkte Zeit festgelegt. Die Schweiz als dauerhaft neutraler Staat verhält sich nicht nur in einem einzelnen, sondern in jedem Konflikt neutral, wer immer auch die Kriegsparteien sind. Die Neutralität schweizerischer Art ist im Weiteren bündnisfrei. Das heisst, dass keine defensiven, geschweige denn offensiven Bündnisse mit anderen Staaten eingegangen werden dürfen. Höchstens bei einem direkten feindlichen Angriff auf unser Land können Allianzen gebildet werden.

Die schweizerische Neutralität ist bewaffnet. Gemäss dem Haager Neutralitätsrecht ist die Schweiz berechtigt, ja verpflichtet, Neutralitätsverletzungen militärisch abzuwehren. Unser Land ist der einzige Staat der Welt, der, rechtlich festgelegt, eine integrale, vollständige Neutralität besitzt. Während ihrer Zugehörigkeit zum Völkerbund hat sich die Schweiz vorübergehend an wirtschaftlichen Sanktionen der Staatengemeinschaft beteiligt und ist auf diese Weise vorübergehend zu einer differenziellen Neutralität übergegangen. Während die schweizerische Neutralität im 20. Jahrhundert erneut als integral verstanden wurde, wurden während des Golfkrieges von 1990/91 militärische Überflüge von Nato-Flugzeugen geduldet; die Schweiz beteiligte sich auch an wirtschaftlichen Sanktionen gegen den Irak. Leider wurde eine weitere Teilnahme an Wirtschaftssanktionen – beispielsweise gegen Serbien – auch kaum hinterfragt. Mit dem Beitritt zur Uno würde man wiederum eine differenzielle Neutralität einläuten.

Ich bitte Sie, die Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen. Lassen Sie wenigstens ein Land auf dieser Welt wirklich neutral sein!

Rechsteiner Rudolf (S, BS): Die Neinsager zur Uno verfolgen eine Art Nischenstrategie. Diese zielt darauf ab, die Schweiz aus weltpolitischen Fragen möglichst herauszuhalten. Es ist das, was wir seit dem Zweiten Weltkrieg als so genannten Sonderfall kennen und zelebrieren: Wir seien etwas Besonderes, also etwas anderes, wahrscheinlich etwas Besseres als die anderen, ist gemeint. Wir machen deshalb bei der globalen Landsgemeinde nicht mit. Wir betragen uns als Sonderlinge, lassen die anderen entscheiden, und manche scheinen zu wissen, dass wir sowieso alles besser wissen als die anderen. Manche hier sind stolz auf den Sonderfall, und nicht zuletzt versprechen sie sich materielle Vorteile aus dieser Rolle; das hat auch lange so funktioniert. Leider ist die Zeit dafür spätestens seit dem Zerfall der grossen Blöcke abgelaufen, und die Schweiz zählt heute zu den «globalisiertesten» Ländern der Welt, wenn man das so sagen kann. Fast die Hälfte des Volkseinkommens wird mit Geschäften im Ausland oder dank dem Ausland erzielt. Unsere Wirtschaft ist auf internationale Rahmenbedingungen angewiesen, die die Freiheit und Sicherheit des Güter- und Per-

sonenverkehrs gewährleisten. Schweizerinnen und Schweizer verkehren in aller Welt als Touristen, Geschäftsleute, Emigrantinnen usw. Die Gewährleistung des Friedens als Grundlage für Wohlstand und Sicherheit ist nicht eine wirtschaftliche, es ist eine politische Aufgabe, die wir nur multilateral lösen können. Kein anderes Forum in der Welt als die Uno kann diese Aufgaben heute wahrnehmen. Dort – und nur dort – scheint eine Weiterentwicklung des Völkerrechtes und der friedlichen Entwicklung möglich.

Frieden heisst Dialog, Frieden ist, wie Kollege Gross sagt, eine Beziehungsqualität. Er lässt sich nur im Dialog und mit Verständigung erreichen, nicht durch Aufrüstung oder neue Réduits.

Die Ereignisse der letzten Woche haben die Verwundbarkeit der Schweiz offen gelegt. Die militärischen Bestrebungen nach Schutz oder Vergeltung versprechen hier sehr wenig Wirkung. Die Schweiz muss sich auf den Dialog mit unterdrückten Ländern einlassen, muss jene ernst nehmen, die sich erniedrigt fühlen, und zur gegenseitigen friedlichen Entwicklung beitragen, will sie Sicherheit für unser Land herbeiführen.

Die Mentalität jener, die heute noch den Sonderfall zelebrieren, erinnert mich zuweilen etwas an die Ideologie vom Herrenmenschen. Es ist die Sprache der Stolz, der Reichen, der Besseren, die es nicht nötig haben, von gleich zu gleich mit anderen zu verhandeln, wenn es um die Schicksalsfragen des Zusammenlebens geht. Diese Überheblichkeit verhindert im Effekt, dass Probleme gelöst werden, die wir lösen können. Sie führt dazu, dass die Schweiz bei wichtigen Entscheidungen nicht mitreden kann, von denen wir so oder so unmittelbar betroffen sind.

Deshalb dient der Beitritt zur Uno den Interessen der Schweiz, denn nur als Mitglied können wir Einfluss nehmen und mitbestimmen. Herr Blocher und seine Gefolgschaft wollen das nicht, sie wollen, dass andere unter sich bestimmen, wie es bei uns zu- und hergeht; sie liefern unser Land den Stimmen der fremden Mächte aus.

Mit einem Beitritt zur Uno können wir mitreden, können wir zu gerechteren Strukturen beitragen, zu Wirtschaftswachstum auf der ganzen Welt, nicht nur in den reichen Ländern, und zu Nachhaltigkeit, zu mehr Respekt vor der Schöpfung, vor der Natur.

Wir wollen, dass sich das Völkerrecht durchsetzt. Es sind die kleinen Länder, die das Völkerrecht brauchen, und das Völkerrecht soll auch dafür sorgen, dass wir nicht grossen Mächten – den USA oder Russland – gehorchen müssen. Wir wollen das Selbstbestimmungsrecht der Völker leben, wir wollen, dass es rechtlich geschützt ist, wir wollen, dass technologischer Austausch und wirtschaftliche Entwicklung für alle und zum Vorteil aller möglich werden; dafür brauchen wir die Uno.

Deshalb sagen wir Ja zum Beitritt zur Uno.

Beck Serge (L, VD): Les buts et les principes de l'Organisation des Nations Unies, tels qu'ils sont énoncés à l'article 1er de sa Charte, sont hautement respectables et sont les bases indispensables à une limitation des conflits au plan planétaire. L'ONU est une enceinte privilégiée pour l'ensemble des relations internationales, une plate-forme adéquate et unique de rencontre et de discussion des nations, un terrain d'arbitrage exceptionnel pour les conflits qui pourraient opposer celles-ci.

Il convient cependant de distinguer l'action de l'organisation sur deux plans fondamentalement différents quant à leur structure organisationnelle et quant à leurs effets sur la marche du monde: le plan structurel, d'une part, et le plan conjoncturel, d'autre part.

Au plan structurel, soit celui d'un travail fondamental visant à atteindre les buts de l'article 1er de la Charte – paix et sécurité internationales, respect de l'égalité de droits des peuples, respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, résolution des problèmes économiques, sociaux, intellectuels ou humanitaires –, l'Organisation des Nations Unies construit concrètement, essentiellement au

travers de ses organisations spécialisées, une stabilité bénéfique à l'ensemble de la communauté planétaire. Nous participons à cette construction puisque nous sommes membre et contribuons financièrement à la plupart, si ce n'est à la totalité, des organisations spécialisées. Nous ne sommes pas, Madame Gadiot, un pays de spectateurs. Le Conseil fédéral le dit lui-même en pages 12 et 13 de la magnifique brochure qu'il a éditée pour inciter notre adhésion à l'ONU: le gros du travail de l'ONU est assumé par une trentaine d'organisations spécialisées, 24 images de symboles sont sur cette double page, et nous sommes – je l'ai contrôlé – membres des 24 organisations spécialisées qui sont mentionnées.

Par contre, le deuxième plan d'activité de l'organisation est celui du domaine conjoncturel, de l'intervention à court terme, des compétences exercées par les organes du noyau dur, à l'exception de l'Assemblée générale qui a délégué ses compétences. C'est à ce niveau d'action que se posent non seulement les incompatibilités avec notre neutralité, mais également les dysfonctionnements démocratiques structurels du Conseil de sécurité qui, au plan de l'éthique, s'opposent à notre adhésion. L'Organisation des Nations Unies est issue du dernier conflit mondial et sa Charte porte encore les stigmates de celui-ci, puisqu'elle contient encore la notion d'«Etat ennemi», naturellement de la coalition vainqueur à l'époque, à son article 53.

C'est sans doute à cette genèse que l'on doit la mise en place d'une structure du Conseil de sécurité antidémocratique, qui confère de fait aux membres permanents de cet organe des capacités de blocage nuisibles aux buts de l'organisation et donc à la paix entre les peuples.

M. Gross Jost et d'autres intervenants nous ont parlé de ces difficultés. Prenons conscience qu'il est facile de les déplorer dans le cocon douillet du Parlement d'un des pays parmi les plus riches de la planète. Mais dans la communauté des peuples, sur le terrain, les conséquences du droit de veto empêchent l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies en Palestine et perpétuent ce conflit, empêchent la levée des sanctions économiques dans les domaines alimentaire et humanitaire et ont entraîné des milliers de morts en Irak, suite aux carences alimentaires et thérapeutiques.

C'est une landsgemeinde, certes, Monsieur Rechsteiner-Bâle, mais une landsgemeinde dont les sabres coupent des têtes. Notre pays, dépositaire des conventions du droit humanitaire, doit-il rentrer dans ce troupeau politiquement correct, dans ce nouvel ordre mondial où l'économie tend à supplanter la démocratie? Notre gouvernement a-t-il le droit de répondre comme il l'a fait dans le cadre de ma motion 00.3328 demandant l'application d'une politique concrète de neutralité à l'égard de l'Irak dans le domaine alimentaire et en ce qui concerne les médicaments: «Il n'est cependant pas envisageable que la Suisse suspende de manière autonome les sanctions économiques envers l'Irak, car cette décision irait à l'encontre des intérêts plus généraux de la Suisse et nuirait aux bonnes relations entre la Suisse et la communauté internationale»? Lisez entre les lignes: «Nous voulons continuer à vendre des machines, des produits chimiques, des services, particulièrement aux pays anglosaxons, donc nous devons fermer les yeux sur les dizaines de milliers de morts résultant des sanctions à l'égard de l'Irak.» Devons-nous vraiment, comme l'écrivait «Le Temps» d'hier, «babouiner», singer l'Amérique comme les autres Européens? Quelle est cette Suisse qui dépense tant d'énergie pour expliquer et regretter ce que la génération précédente a fait lors du dernier conflit mondial et qui est une complice soumise aux atteintes collectives aux droits de l'homme découlant des mécanismes pernicieux du Conseil de sécurité? Cette Suisse-là est un pays sans projet, sans ambition en termes de politique étrangère, un pays qui a étouffé sa diplomatie au cours des vingt dernières années avec des réflexes de petit épicier.

J'aurais encore énormément d'arguments à développer. Je crois que la solution de rester provisoirement à l'écart de l'Organisation des Nations Unies – car nous pouvons avoir

espoir qu'elle trouve les ressources nécessaires pour se réformer – nécessite de la part de notre pays davantage de courage, davantage d'engagement humain et financier, mais est combien plus constructive dans l'intérêt de la communauté internationale.

C'est la raison pour laquelle je vous invite à ne pas souscrire à l'adhésion de la Suisse à l'Organisation des Nations Unies, dans l'attente d'une réforme démocratique de ses institutions, particulièrement du Conseil de sécurité.

Polla Barbara (L, GE): Vous avez essayé de nous expliquer que l'éthique s'opposait à notre adhésion à l'Organisation des Nations Unies. Vous avez également souligné qu'il est ô combien facile de déplorer les problèmes lorsqu'on n'est pas sur le terrain. Je voudrais savoir quels sont les arguments éthiques qui peuvent soutenir l'idée qu'il faut attendre, et quels sont les arguments éthiques qui nous amènent à conclure qu'il ne faut pas participer – arguments éthiques et aussi démocratiques.

Beck Serge (L, VD): Je crois, Madame Polla, que j'ai énoncé un certain nombre d'arguments éthiques, en particulier les conséquences inadmissibles au plan du droit humanitaire auquel nous sommes attachés, à savoir les effets des sanctions, par exemple, à l'égard de l'Irak, de l'inertie par rapport à la situation au Rwanda, car, du fait de l'implication d'un des membres du Conseil de sécurité, l'ONU a été empêchée d'intervenir en temps utile dans ce pays. Je crois qu'on pourrait multiplier les exemples.

Je ne prône pas une attitude passive. Je demande que ce pays offre à sa jeunesse autre chose que ce qu'il entend offrir avec la Fondation Suisse solidaire et délègue à une quinzaine de jeunes la possibilité d'engager les moyens financiers, et qu'il retienne un projet de politique étrangère qui soit dynamique, qui nécessite des moyens financiers plus importants, je l'ai dit, et qui motive les citoyens de ce pays à se mettre au service de la paix dans le monde avec une approche objective.

Président (Hess Peter, Präsident): Madame Polla, vous pourrez continuer votre discussion au sein du groupe libéral.

Lustenberger Ruedi (C, LU): Der liberale Dialog ist beendet.

Die Kernfrage – um nicht zu sagen die Schicksalsfrage – in der Diskussion zum Uno-Beitritt der Schweiz wird zweifelsohne die Beurteilung unserer Neutralität sein. Die Neutralität ist für unser Land verfassungsrechtlich als Prinzip verankert. Wer die Debatte gestern und heute verfolgt hat, stellt fest, dass der Begriff der Neutralität nicht für alle das Gleiche bedeutet. Er wird unterschiedlich definiert.

So, wie sich die Welt und die Menschen ändern, ändert sich auch die Sprache. So kann der rein sprachliche Begriff «Neutralität» oder «neutral» heute kaum mehr zu hundert Prozent in einer Definition von 1907 oder sogar aus dem 19. Jahrhundert erklärt werden. Es kommt dazu, dass in unserer direkten Demokratie die Verfassung ja dauernd über die laufende Gesetzgebung interpretiert und ausgelegt wird.

Ich erinnere beispielsweise an die kürzlich vom Souverän gutgeheissene Militärgesetzrevision. Hier hat das Schweizer Volk in seiner Mehrheit – wenn auch zugegebenermassen knapp – die Haltung des Bundesrates und des Parlamentes bestätigt. Der Souverän hat damit auch den verfassungsmässig verankerten Begriff der Neutralität definiert, indem er bestätigt hat, dass die neue Fassung des Militärgesetzes verfassungskonform sei. Gerade in diesem Zusammenhang stelle ich nun fest, dass die Kreise der damaligen Gegner des Gesetzes – sie sind zum Teil identisch mit den Gegnern eines Uno-Beitrittes – in keiner Weise etwa eine Verfassungsgerichtsbarkeit in unserem Land befürworteten; ich übrigs auch nicht. De facto liegt also die Verfassungsgerichtsbarkeit in unserem Land beim Gesetzgeber und letztlich beim Souverän.

Deshalb finde ich es vermessen, zu sagen, die Neutralitätsklausel in unserer Verfassung lasse einen Uno-Beitritt von

vornherein nicht zu. Wenn diese Argumentation dann auch noch aus Kreisen kommt, die sonst die Volksmeinung und die Volksrechte bei jeder Gelegenheit – meines Erachtens durchaus zu Recht – über alles loben und preisen, dann ist das für mich nicht nachvollziehbar.

Erlauben Sie einen zweiten Diskussionsbeitrag: In der Debatte wurde sowohl von den Befürwortern wie von den Gegnern eines Uno-Beitrittes immer wieder auf das schreckliche Unglück der vergangenen Woche in den USA hingewiesen. Man macht nun ein solch tragisches Ereignis zum Argumentarium für seine Haltung, unabhängig davon, wo diese politisch auch immer positioniert ist.

Die Schweiz ist als Land dieser Erde ein Teil unseres Planeten. Als solcher hat die Schweiz schon immer am Glück und am Unglück der Welt teilgenommen. Sie wird es auch weiterhin tun, ob wir der Uno beitreten oder nicht. Ich meine aber: Wenn wir einem Beitritt zustimmen, fühlen wir uns dem Glück und eben auch dem Unglück dieser Welt etwas mehr verpflichtet, und diese Haltung steht uns durchaus gut an.

Vergessen wir auch, dass wir der Nabel der Welt sind. Wir sind unbestrittenermassen ein wichtiger Teil im Puzzle der Weltgemeinschaft. Aber wir sind weder das Alpha noch das Omega. Bis auf einen Punkt: In der Reihenfolge des Beitrittes haben wir das Omega selbst gewählt. Wir sind nach einer erfolgreichen Abstimmung alsdann der krönende Abschluss der Liste der Vereinten Nationen.

Noch ein Letztes: Im Zusammenhang mit den traurigen Ereignissen im Amerika haben sehr viele Leute aus Politik, Wissenschaft und Wirtschaft ihre mehr oder weniger gescheiterten Meinungen und Kommentare verbreitet. Bemerkenswert schien mir dabei die Bemerkung von Professor Georg Kohler von der Universität Zürich. Er sagte, der 11. September 2001 habe die Zeit der Aussenpolitik der Länder dieser Erde zum Ablauf gebracht. Die Zeit der Weltinnenpolitik ist angebrochen. Diesem Ausspruch ist meinerseits nichts beizufügen.

Schneider Johann N. (R, BE): Wenn ich mich heute für einen Beitritt der Schweiz zur Uno ausspreche – Sie wissen, dass ich mich für den EU-Beitritt nicht erwärmen kann –, so tue ich dies als Unternehmer, als Parlamentarier und als Staatsbürger mit Überzeugung. Ich tue dies, weil ich für die Unabhängigkeit, für die Neutralität und für die Souveränität unseres Landes einstehe. Als Präsident des Verbandes der wichtigsten Exportbranche konzentriere ich mich auf ein paar Gedanken, die unsere Industrie – und damit die Wirtschaft und Sie alle als Wirtschaftssubjekte – interessieren müssen. Unser tüchtiges und privilegiertes Land erarbeitet sich seine Wohlfahrt und damit auch seine soziale Stabilität, d. h. die Vollbeschäftigung, vor allem auch aus den internationalen Märkten heraus. Es muss unsere Zielsetzung sein, diese Märkte interessiert und aufnahmefähig für unsere Produkte und Leistungen zu erhalten. Weil es nie nur ein Nehmen gibt, müssen wir auch geben, ohne uns – z. B. unsere Neutralität – in kriegerischen Auseinandersetzungen aufzugeben. Wir Schweizer mit unserem kleinen Land ohne machtpolitisches Instrumentarium profitieren von einer Welt, in der möglichst viel Friede, möglichst viel Recht und möglichst wenig Gewalt herrschen. Dies sind die Grundwerte für globale «good governance», denen die Uno sich verschrieben hat und denen sie mit zunehmendem Erfolg zum Durchbruch verhilft. Für mich ist die Uno eine übergeordnete Plattform und eine «Werte-Holding», welche die allgemeinen politischen Leitlinien und Leitplanken setzt. Wir können beim Entwickeln und Durchsetzen internationaler Sicherheitswerte nicht länger abseits stehen, wenn wir gegenüber unseren ausländischen Partnern, insbesondere auch unseren Wirtschaftspartnern, glaubwürdig sein wollen.

Selbstverständlich schafft die Uno keine heile Welt. Die Uno ist in vielem unvollkommen, und manches, was sie tut oder nicht tut, kann uns nicht befriedigen. Immerhin können wir feststellen, dass die Uno in manchen Fällen zur Friedensförderung beigetragen und nach dem Ende des Kalten Krieges zusätzlich an Profil gewonnen hat. Schliesslich wird unsere

berechtigte Kritik entscheidend an Glaubwürdigkeit gewinnen, wenn wir als Mitglied aktiv zur Verbesserung beizutragen bereit sind.

Die Gegner des Uno-Beitrittes begründen ihren Widerstand mit dem Verweis auf die Neutralität, die Unabhängigkeit und die Souveränität der Schweiz, die sie durch eine Uno-Mitgliedschaft gefährdet sehen. Ich nehme diese Einwände ernst. Ich kann aber nicht akzeptieren, dass die Uno-Gegner für sich in Anspruch nehmen, die einzigen Hüter der schweizerischen Neutralität, Unabhängigkeit und Souveränität zu sein. Auch ich stehe zu den genannten Werten, ziehe aber für die Uno-Mitgliedschaft andere Schlüsse.

Ich will mich nicht auf eine neutralitätsrechtliche Diskussion einlassen, sondern halte mich an die Fakten. Österreich, Finnland, Schweden und Irland sind als neutrale Staaten bereits seit langem Mitglieder der Uno. Für die massgebenden Völkerrechtler stellt ein Beitritt zur Uno die schweizerische Neutralitätspolitik – ich weiss, dass sie etwas anders ist als die der eben erwähnten vier Länder – nicht in Frage. Die Uno-Charta kann und wird uns nicht zur Teilnahme an militärischen Operationen der Uno zwingen. Dazu bräuchte es eine besondere Vereinbarung.

Die Wirtschaftssanktionen der Uno werden von der Schweiz seit 1990 nachvollzogen; nicht nur, weil wir sonst mit Repressalien der übrigen Länder rechnen müssten, welche die Sanktionen befolgen, sondern auch, weil wir die Ungerechtigkeit dieser Welt bekämpfen helfen wollten und weiterhin bekämpfen wollen. Unserer Neutralität hat dies bisher keinen Abbruch getan. Ich erinnere an das Waffenembargo gegen Jemen, Angola oder Ex-Jugoslawien oder an das Ölabbahme-Embargo gegen den Irak. Es wäre ja wohl auch aus ethischen Gründen undenkbar gewesen, diese Massnahmen nicht zu befolgen. Die Neutralitätsmaxime darf doch nicht so verstanden werden, dass wir uns weigern, an der politischen Willensbildung der universalen Staatengemeinschaft und an der Durchsetzung ihrer Grundwerte teilzunehmen.

Die Unabhängigkeit und die Souveränität der Schweiz werden durch den Uno-Beitritt nicht gefährdet, sondern gefördert. In einer Welt der vielfachen Netzwerke bewahren wir unsere Unabhängigkeit und Souveränität nicht mit Abseitsstehen oder mit Beobachten, sondern mit aktiver Teilnahme. Wer sich gegenüber der einzigen universalen Organisation der Staatengemeinschaft abweisend verhält, lebt in Scheinvorstellungen von Unabhängigkeit oder betreibt neutralitätspolitisches Schattenboxen. Meine Überzeugung ist dagegen: Als selbstbewusster Staat, der seine Unabhängigkeit bestmöglich aufrechterhalten will, erklären wir uns solidarisch in der Gestaltung der Weltwerte. Ohne Solidarität stellen wir uns ins Abseits – auch wirtschaftlich. Mit dem Uno-Beitritt dokumentieren wir vor allem, dass wir unseren Teil der politischen Verantwortung für eine geordnete, freiheitlich gestaltete internationale Staatengemeinschaft wahrnehmen wollen.

Ich unterstütze die Anträge der Vertreter der FDP-, CVP- und SP-Fraktion betreffend den Neutralitätsvorbehalt und stimme der Initiative zu.

Simoneschi Chiara (C, TI): Intervengo brevemente per portare il mio convinto sostegno all'adesione della Svizzera all'ONU. Sono ormai passati quindici anni da quel lontano 1986, anno in cui il popolo svizzero ha rifiutato un'analoga proposta. Da allora si può ben dire che tutto è cambiato. I tempi grigi della guerra fredda, che restringeva in parte il lavoro politico dell'ONU a causa della contrapposizione delle due superpotenze nel Consiglio di sicurezza, sono passati. Sono passati con la caduta del muro di Berlino, con il miglioramento delle condizioni economiche e sociali di parecchi stati – pensiamo a quelli del sud-est asiatico –, con la sempre più stretta interdipendenza economica e sociale dei popoli, dovuta anche all'avvento delle nuove tecnologie, con il cambiamento delle minacce alla pace e alla sicurezza mondiali, con più conflitti regionali e più terrorismo – purtroppo ce ne siamo accorti – che hanno fatto mutare le risposte po-

litiche che sempre più si basano sulla collaborazione tra gli stati. Si veda la nascita della collaborazione tra gli stati delle due Americhe e l'accelerazione dell'integrazione europea. Stando così le cose, la posizione, la funzione e il ruolo del nostro paese necessitano di una razionale, e non ideologica, discussione sulla sua collocazione nel concerto internazionale degli stati.

La prima considerazione da fare, è che gli scopi dell'ONU sono gli stessi scopi che sottendono alla nostra politica estera: pace, sicurezza, rispetto dei diritti umani, promozione del bene comune, lotta alla povertà, eliminazione di ogni tipo di discriminazione, aiuto umanitario e protezione della natura. Sono tutti valori condivisi sia dal nostro paese che dall'ONU. Tutto ciò dovrebbe già bastare, ma possiamo fare una seconda considerazione.

Si può dire, senza tema di esser smentiti, che nell'ultimo decennio, proprio a causa anche della fine della guerra fredda, della caduta del muro, l'ONU, pur avendo dei compiti immani, ha aumentato la sua efficacia. Essa ha inoltre dimostrato di essere l'unica organizzazione che ha l'infrastruttura per offrire possibili soluzioni ai problemi che interessano il nostro pianeta, diventato ormai, l'abbiamo visto, un villaggio globale. Problemi politici complessi e che toccano tutta l'umanità richiedono soluzioni da cercare e decidere a livello mondiale. L'Organizzazione delle Nazioni Unite, quale unica organizzazione mondiale esistente, ha molte più possibilità del nostro piccolo paese di trovare queste soluzioni, di concretizzarle, e di concretizzare così anche gli scopi della nostra politica estera. Pensiamo al ruolo importante dell'ONU nel mantenimento della pace, nelle relazioni nord-sud e nella promozione e realizzazione dei diritti umani. Oppure, pensiamo ai problemi molto più pressanti che incombono sul nostro futuro, che sono quelli della povertà, della migrazione dei popoli, della protezione delle risorse ambientali. Se noi non cerchiamo di risolvere questi problemi tutti assieme, diventeranno delle vere e proprie bombe ad orologeria. Ecco che queste problematiche, che hanno ricadute su tutti gli stati, anche sul nostro, devono poter trovare delle risposte comuni, devono poter vedere il nostro paese partecipare a questa risposta comune in modo solidale.

Anche il recente, orribile atto di terrorismo contro gli Stati Uniti ci ha dimostrato, ancora una volta ed in modo drammatico, purtroppo, che noi siamo condannati a collaborare per trovare tutti assieme delle risposte. In questo caso, sono delle risposte ad un nemico senza volto, che si insinua nelle pieghe delle nostre società, che sfrutta, in fondo, l'apertura delle nostre società. Se vogliamo salvaguardare questi importanti valori democratici, dobbiamo unirli ed intensificare gli sforzi di lotta al terrorismo e di lotta al terreno fertile del terrorismo, che sono la miseria, che sono le malattie, che sono la mancanza di informazione e di prospettive per tanti giovani di questi paesi, anche di quelli, per esempio, del mondo arabo. L'ONU si occupa da sempre di queste problematiche. Già a partire dagli anni settanta, l'ONU ha dichiarato guerra al terrorismo, promulgando undici convenzioni internazionali, che noi abbiamo in parte già firmato o ratificato. Nella situazione attuale, dunque, questi strumenti di risposta civile al terrorismo vanno ora affinati e vanno resi più efficaci.

La Svizzera, lo sappiamo, partecipa da sempre all'ONU, partecipa moralmente e finanziariamente, però non è membro e dunque non ha voce. Siamo solo dei bravi, degli affidabili esecutori. Io penso che tutto ciò deve ora finire. I tempi sono maturi per aderire e diventare, come tutti gli altri stati del nostro pianeta, membri a pieno titolo dell'ONU. Si tratta in fondo di formalizzare una situazione di fatto, già reale. Con un'adesione all'ONU il nostro paese riceverà finalmente una voce e un posto nell'Assemblea generale dell'ONU e nelle sue commissioni, con le quali già collabora.

Gross Jost (S, TG): Die Mehrheit der SVP sieht in der immerwährenden Neutralität ein Hindernis für den Uno-Beitritt. Was ist der Stellenwert der Neutralität nach den Terrorangriffen von New York und Washington? Was ist politische Realität, was überholter Mythos?

Der 11. September 2001 hat klar gemacht, dass die Zeit der nationalen, der territorialen Kriege vorbei sein könnte. Allgegenwärtig aber ist die Globalisierung des Terrors und der internationalen Kriminalität. Ihre Zellen sind überall, auch in Hamburg, vielleicht auch in Genf oder in Lugano. Damit ist auch die Vorstellung einer territorial verstandenen Neutralität, wie sie in der Schweizer Geschichte seit Marignano durchaus erfolgreich gepflegt und von der SVP heute als Mythos gehätschelt wird, «passée». Notwendig ist eine internationale Solidarität mit den Opfern der Aggression und des Terrors und die Bekämpfung dieser Erscheinungen an den Wurzeln, nicht nur polizeilich und militärisch, sondern auch was die Lebensbedingungen – das ungeheure Elend – der Dritten Welt angeht, welche den Nährboden für Hass und Aggression, für diesen Verzweigungskrieg gegen die westliche Zivilisation bilden. Notwendig ist als glaubwürdige Antwort auf «New York» und «Washington» eine Globalisierung der sozialen Solidarität.

Die Uno hat eine globale friedenserhaltende und friedenssichernde Funktion. Sie ist die einzige weltumspannende Organisation. Natürlich hat sie viele Mängel. Oft ist ihre friedenssichernde Rolle durch Vetos der Grossmächte blockiert worden, nur: In der Bekämpfung dieses Angriffskrieges gegen alle demokratischen und humanen Werte der Zivilisation sind sich fast alle Staaten einig. Deshalb ist die Uno heute gefordert wie selten zuvor. Die Uno muss im multikulturellen Dialog an vorderster Stelle dafür sorgen, dass es nicht zum Krieg der Zivilisationen kommt, und sie muss noch engagierter dafür kämpfen, Ungerechtigkeit und wirtschaftliches und soziales Elend als Brutstätten von Hass und Aggression zu beseitigen. Dafür ist die Vielstaatenorganisation, die Uno, die ideale Plattform.

Das Nein der Mehrheit der SVP ist in diesem Licht eine Absage an die kollektive Verantwortung, es ist kleinmütig. Das Nein ist auch Ausdruck einer Haltung, die ein zweifelhaftes Demokratieverständnis offenbart.

Warum, meine Damen und Herren und Kolleginnen und Kollegen von der SVP, sollten wir in einer Organisation mitreden, mitzahlen, bei der wir nicht mitbestimmen können? Schliesslich, Herr Mörgeli: Für eine Partei, die im Normalfall derart viel nationales Selbstbewusstsein ausstrahlt wie die SVP, ist es höchst merkwürdig, wenn deren Fraktion im Parlament in einem Eventualantrag den Uno-Beitritt davon abhängig machen will, dass die Uno der Schweiz die Neutralität garantiert.

Bisher glaubte ich, diese Staatsmaxime sei eine souveräne Entscheidung unseres Landes. Die Frage drängt sich auf, ob Sie selber noch an die Neutralität glauben.

Leu Josef (C, LU): Die Ausführungen, die gestern und heute vom gegnerischen Lager zum Thema Neutralität gemacht worden sind, fordern mich heraus, einige Kontrapunkte zu setzen. Edgar Bonjour hat in seinen Darstellungen zur Geschichte der Schweizer Neutralität deutlich gemacht, dass die Neutralität, welche immer instrumentalen Charakter hatte, Funktionen haben muss, die nicht nur im Interesse des neutralen Staates selbst, sondern auch im Interesse der anderen Staaten liegen müssen.

1. Die Integrationsfunktion: Diese Funktion ist innenpolitischer Art. Ohne diese Integrationsfunktion der Neutralität wäre die durch vielfache Interessen-, Konfessions-, Sprach- und Kulturgegensätze geprägte Eidgenossenschaft kaum vom lockeren Verbund zum Staatenbund und zuletzt zum Bundesstaat zusammengewachsen.

Die Neutralität trug also zum Auf- und Ausbau der direkten Demokratie, des Föderalismus, des Wohlstandes und der auf dem Milizsystem beruhenden Verteidigungsarmee bei. Die Neutralität ermöglichte das Abseitsstehen, um das Eigene im kleinen Kreise zu erhalten. Diese Erfahrung hat unser Selbstverständnis und unsere Identität wesentlich geprägt.

Wie steht es heute um diese Integrationsfunktion? Im Gegensatz zu früher sind wir heute von Nachbarn umgeben, welche Werte wie Menschenrechte, Demokratie, Rechts-

staat und – in unterschiedlichem Masse – Föderalismus verwirklicht haben und unsere besondere Staatsstruktur nicht mehr bedrohen. Dies gesagt, mache ich mir hier und heute ernsthaft Sorgen darüber, dass sich ausgerechnet diese Integrationsfunktion der Neutralität in ihr Gegenteil kehren könnte – wenn nämlich die Auseinandersetzung um die Neutralität die Schweiz vor eine Zerreissprobe stellen würde. In diesem Falle würde die Neutralität in eine Sackgasse führen.

2. Die Unabhängigkeitsfunktion: Die Kehrseite der innenpolitischen Integrationsfunktion ist die aussenpolitische Unabhängigkeitsfunktion. Unabhängigkeit ist nicht nur ein Ziel, sondern auch eine Voraussetzung für Neutralität. Das Mass der Unabhängigkeit wandelt sich heute. Politische Unabhängigkeit und faktische Unabhängigkeit klaffen heute mehr und mehr auseinander. Abhängigkeiten haben Kooperationszwänge und gemeinsame Interessen zur Folge. Angesichts dieser Realitäten kann sich eine Maxime, die das Distanzhalten, die Selbstisolierung, die Trennung vom Rest der Welt suggeriert, als untauglich, als kontraproduktiv oder eben als Sackgasse erweisen.

Wenn wir Unabhängigkeit als möglichst hohen Grad der Selbstbestimmung der eigenen Zukunft verstehen, kann Unabhängigkeit in einem vernetzten sowie kooperierenden und sich integrierenden Umfeld nicht mehr in Abgrenzung gegen dieses Umfeld, sondern in der optimalen Mitwirkung bei dessen Gestaltung erreicht werden. Hüten wir uns davor, dass der Tag kommt, an dem die Neutralität mit unserem zentralen Interesse, nämlich mit der Wahrung unserer Selbstbestimmung und unserer Unabhängigkeit, in Widerspruch gerät!

3. Die Neutralität dient nicht nur schweizerischen Zielen der inneren Kohäsion und der Erhaltung der Unabhängigkeit, sie muss auch im Interesse des Auslands liegen. Die dauernde, bewaffnete Neutralität der Schweiz hatte in Europa seit jeher eine friedensstiftende Funktion – ein verlässlicher Neutraler bringt Berechenbarkeit und Stabilität. Das ist eine Chance, daran soll nichts geändert werden. Trotzdem muss festgestellt werden, dass die Neutralität eher auf den klassischen machtpolitisch-militärischen Konflikt zugeschnitten ist. Heute aber sind für unsere Sicherheit andere Bedrohungen im Vordergrund. Eine Folge davon ist, dass Sicherheit weniger durch Neutralität und Unabhängigkeit, jedoch mehr und mehr durch Kooperation zu haben ist. Der sicherheitspolitische Nutzen der Neutralität scheint unter den heutigen Gegebenheiten somit geschwächt.

4. Zur Dienstleistungsfunktion: Dazu gehören alle Massnahmen, die dem internationalen Frieden dienen. Früher waren die Dienste der neutralen Schweiz im Sinne von Schutzmacht- und Vermittlungsmandaten in besonderer Weise gefragt. Heute ist das Interesse von Konfliktparteien an Schiedsgerichten oder Streitschlichtungsverfahren stark geschwunden. Der wichtigste Grund liegt darin, dass für Gute Dienste und Vermittlungen zunehmend internationale Organisationen beigezogen werden. Eine neutrale Vermittlung ohne Machteinfluss ist in heutigen Konfliktsituationen kaum gefragt, jedoch nicht ausgeschlossen. Die Schweiz hat deshalb nach wie vor Chancen, weil die neutrale Unparteilichkeit einen Vertrauensvorsprung bringt. Diese Chancen gilt es aber durch eine der Glaubwürdigkeit, der Partizipation und der Solidarität verpflichtete, aktiv gelebte Neutralität zu nutzen.

Schlussfolgerung: Nicht wer die Neutralität zur ewig geltenden Doktrin erheben, sondern wer sie als flexibles Instrument handhaben will, entspricht der Tradition unseres Landes.

Im Interesse einer so verstandenen und umgesetzten Neutralität sage ich aus Überzeugung Ja zum Uno-Beitritt.

Schluer Ulrich (V, ZH): Sie behaupten hier, der machtlose neutrale Kleinstaat – neutral, wie es die Schweiz bis jetzt verstanden hat – habe als internationaler Vermittler ausgespielt. Wie erklären Sie sich denn die Tatsache, dass im Kosovo-Krieg, als es ernst galt, die Nato-Staaten England,

Deutschland, Kanada, Belgien und – als Nicht-Nato-Staat – Australien sowie wenig später dann die USA und Frankreich – wiederum Nato-Staaten und erst noch Vetomächte im Uno-Sicherheitsrat – ausgerechnet die machtlose Schweiz dazu aufgefordert haben, Gute Dienste im Verhältnis zu Serbien zu leisten?

Leu Josef (C, LU): In meinen Ausführungen schloss ich solche Möglichkeiten nicht aus. Wenn man aber von den Zahlen ausgeht, ist es so, dass die Schweiz eigentlich seit 1870 in abnehmendem Masse solche Schutzmacht- oder Vermittlungsmandate bekommen hat. Das waren früher viel mehr, heute sind es, soweit ich informiert bin, noch deren zehn bis zwölf. Die Tendenz ist eindeutig abnehmend. Ich widerspreche also Ihren Ausführungen nicht.

Föhn Peter (V, SZ): Wie erwartet wird ausgiebig über den Uno-Beitritt debattiert. Es ist gut so, denn für die Schweiz ist es ausschlaggebend, ob wir nun beitreten oder nicht. Wenn es nicht so ausschlaggebend wäre, müsste auch nicht so heftig diskutiert oder gar gestritten werden.

Nun zu einigen Aussagen in dieser Debatte. In Bezug auf die Frage «Uno-Beitritt – ja oder nein?» werde ich es nie verstehen, dass gesagt wird, wir müssten uns schämen, weil wir noch nicht dabei seien. Es wird als Abseitsstehen bezeichnet, gar als unwürdig für unsere Schweiz. Im genau gleichen Abschnitt spricht die gleiche Befürworterin von einer bis anhin langen und bewährten Partnerschaft. Ich frage: Eine bewährte Partnerschaft, derer man sich schämen muss? Welch ein Spagat! Weiter frage ich Sie: Weshalb etwas ändern, wenn es sich bewährt hat?

Auch der Kommissionssprecher spricht von Gerechtigkeit und Globalisierung und meint, dass wir dem Terror, wie er leider kürzlich vorgefallen ist, nur gemeinsam entgegentreten können. Welche Schönfärberei und was für ein Trugschluss! Er hat sich eingangs auch der Neutralitätsfrage angenommen und gemeint, die Schweiz habe es weiterhin in der Hand, wie sie die Neutralität definiere und allenfalls auch verändere. Diese von vielen angestrebte Veränderung, diese für internationale Zwecke zurechtgebogene und entsprechend angepasste Auslegung unserer bewährten Neutralität wollen wir nicht. Für die SVP ist die Auslegung der Neutralität immer noch die genau gleiche wie 1981, als auch der Bundesrat – gerade wegen der Neutralität – den Uno-Beitritt noch ablehnte. Oder, Herr Bundesrat Deiss, hat sich diese Neutralität verändert? Wurde die Auslegung heimlich schon zurechtgebogen? Wie hat sich das Verhältnis Neutralität/Uno in den letzten 20 Jahren verändert?

Jedenfalls meine ich zu wissen, dass die Charta der Vereinten Nationen seit 1945 überhaupt keine Anpassungen über sich ergehen lassen musste. Denn entgegen der Neutralität anderer Nationen ist und bleibt unsere Neutralität frei gewählt, dauerhaft und bewaffnet. Wollen wir die Fahne für diese Neutralität hochhalten, können wir nie alle Artikel der Uno-Charta einhalten. Ich denke unter anderem an den Artikel 43.

Herr Bundesrat, ich frage Sie weiter: Ziehen Sie, wenn es notwendig ist, die Uno-Charta vor, oder legen Sie unsere Neutralität entsprechend aus, damit die Uno-Charta eben eingehalten werden kann? Für mich gibt es keinen Blanko-beitritt ohne explizite Vorbehalte bezüglich unserer Neutralität. Auch das Stimmvolk will klare Fakten und will wissen, worüber genau befunden werden muss; es verlässt sich nicht auf politische Versprechen. Jedenfalls spüre ich das im Kanton Schwyz und in meiner nächsten Umgebung. Deshalb sind mir die Minderheitsanträge und insbesondere der Einzelantrag Seiler sehr sympathisch. Denn ohne Vorbehalt, «dass die bewaffnete Neutralität gewährleistet bleibt», darf es keinen Uno-Beitritt geben.

Ein weiterer Schwachpunkt eines Beitrittes ist für mich unser Demokratieverständnis. In Artikel 2 der Uno-Charta, welcher in der ersten und wichtigsten Ziffer die Gleichheit hochhält, heisst es: «Die Organisation beruht auf dem Grundsatz der souveränen Gleichheit aller ihrer Mitglieder.» Dieser Artikel

wird mit dem Vetorecht im Sicherheitsrat einfach so wieder aufgehoben. Unverständlich – völlig unverständlich! – für unser Demokratieverständnis.

Deshalb bitte ich Sie, die Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen oder zumindest dem Antrag Seiler zuzustimmen. Setzen wir unsere Kräfte für die Menschenrechte im eigenen Land und auf der ganzen Welt ein, wo die Uno leider nur tatenlos zuschaut oder gar schwelende Konflikte unterstützt! Da muss ich nicht dabei sein, und ich schäme mich dessen auch nicht. Herr Gross Jost, wir setzen eben auf unser Selbstvertrauen.

Siegrist Ulrich (V, AG): Ich gehöre zu jenen, die an den Sonderfall glauben, und ich denke, dass gerade die Mythisierung dieser Besonderheiten ein Ausdruck ihrer Kraft ist. Ich warne eindringlich davor, die Bedeutung dieser Mythen und ihre Verankerung in der Bevölkerung gering zu schätzen oder zu unterschätzen. Übrigens ist dies – um das als Vorbemerkung anzubringen – für mich gerade ein Grund, gegen den Eventualantrag meines Fraktionskollegen Mörgeli zu stimmen. Denn wenn man Begriffe zum Inhalt von Gegenerklärungen macht, dann wird das «gegengerklärende» Organ später unweigerlich auch bei der inhaltlichen Definition der abgegebenen Erklärungen mitreden. So dürfen wir mit unserer Neutralität jedoch nicht umspringen.

Die Verpflichtung gegenüber der Erbschaft muss indessen auch dazu führen, den Kontext zu betrachten, in dem sich unsere Besonderheiten zu behaupten haben. Hier könnten die Unterschiede zwischen der heutigen Konstellation und den Konstellationen, denen wir während Jahrzehnten begegnen mussten, nicht grösser sein.

1. Die Elemente, die unseren Sonderfall ausmachen, wie Dialogkultur, friedliche Streitbeilegung, multikulturelle Verständigung und Unparteilichkeit, mussten sich Jahrzehnte lang vis-à-vis eines Umfeldes der Gegenläufigkeit behaupten. Jetzt aber geht es um den Beitritt zu einer Organisation, die zu unserer Tradition nicht gegenläufig ist, sondern sie bestätigt, ihre Hauptelemente aufnimmt und darauf gestützt versucht, eine denkbare Zukunft zu bauen.

2. Die Stärke der Neutralität und der Sonderfallpolitik beruht und beruht wesentlich darauf, dass sie sich als Sonderfall innerhalb der internationalen Strukturen und als Teil der Konstellationen verstand, nie jedoch als Sonderfall ausserhalb und neben diesen Strukturen. Neutralitätsethik war und ist für uns immer eine Ethik in der Welt und war nie eine Ethik in einer Nische neben der Welt.

3. Die klassische Neutralitätskonzeption orientierte sich an einer Form der europäischen Stabilitätsarchitektur, die auf dem Gleichgewicht der Kräfte aufbaute. Darin brauchten die Mächte Neutralitäts- und Barriereräume. Die Schweiz hat diese damalige Situation als Fenster der Geschichte und als enorme politische Chance klug und präzise erfasst. Die europäischen Mächte ihrerseits haben die Neutralität nicht etwa aus Liebe anerkannt, sondern weil sie selber dieses Instrument als Teil ihres «Kräftekonzerts» nötig hatten.

Die Schweiz leistete mit ihrer Neutralität in diesem Kontext – wie sich der Genfer Pictet-de Rochemont seinerzeit auf dem Wiener Kongress ausdrückte – einen Beitrag an die Stabilität Europas und damit gleichzeitig an ihre eigene Sicherheit. Auf diese beiden Säulen muss auch unsere heutige Sicherheit in einem neuen Kontext aufgebaut werden.

4. Die damalige Sicherheitspolitik hatte sich an einer Welt zu orientieren, in der Krieg ein Mittel der Politik war. Krieg war völkerrechtlich akzeptiert; Kriege waren führbar, und das Völkerrecht war ganz wesentlich Kriegsvölkerrecht. Heutige Sicherheitspolitik hingegen muss sich, auch um unserer eigenen Sicherheit willen, an einer Vorstellung und an einem Weltbild orientieren, in welchem Kriege klassischen Stils nicht mehr führbar und überdies völkerrechtlich nicht mehr akzeptiert sind. Völkerrecht ist eben nicht mehr nur Kriegsvölkerrecht, sondern primär Kriegsverhinderungsrecht. Gerade um der Sicherheit der Kleinen willen ist es wichtig, hier an die elementaren Werte unseres Sonderfalls anzuknüpfen und an dieser neuen Weltstruktur im eigenen nationalen Interesse mitzubauen.

5. Vor allem die Kleinen werden es nie schaffen, wenn wir Macht und Recht gegeneinander ausspielen. Die Uno kann nicht die Machtstrukturen der Welt verbessern oder weg-schaffen, sie kann sie aber rechtlich und dialogisch einbetten. Gerade das mühsame und immer währende Ringen zwischen Machtrealitäten und Rechtsidealen ist die Grundaufgabe der Uno. Wer sich am Vetorecht der fünf Grossen stört, der suggeriere uns doch wenigstens nicht, ohne Uno hätten die Mächtigen in dieser Welt kein Vetorecht!

6. Für mich ist der Beitritt zur Uno nicht ein historischer Bruch, sondern eine Folge historischer, kontinuierlicher Entwicklungen. Ich sehe mich dazu verpflichtet – gerade als Patriot. Die Geschichte unseres Patriotismus ist mir zu wichtig, als dass ich bereit wäre, es allein den anderen zu überlassen, seine Inhalte und Ziele zu definieren.

Pedrina Fabio (S, TI): Il fiume di parole che ha già vivacizzato questo dibattito mi induce ad essere breve e conciso, visto che comunque qui si parla per il pubblico che sta soprattutto fuori da queste mura.

L'ONU è per certi versi uno specchio dei rapporti di forza a livello internazionale fra i paesi che vi fanno parte. Alla luce di questa constatazione semplice e in vista di una scelta di adesione, penso che il quesito di fondo cui il cittadino svizzero debba dare risposta, non sia solo quello di sapere se l'ONU sia una buona o cattiva organizzazione, ma anche e soprattutto se vogliamo – sì o no – scegliere di utilizzare la piattaforma del multilateralismo internazionale, oggi insidiosa, multiforme e sovente contraddittoria, per far avanzare la nostra politica estera e promuovere la convivenza pacifica, pari opportunità dei popoli a livello economico, sociale e culturale, come pure un comportamento ecocompatibile nel mondo. Quindi uno sviluppo sostenibile, in grado di coniugare efficienza economica, compatibilità ambientale ed equità sociale, come codifica la nostra Costituzione federale. L'ONU può essere oggi considerata come forum privilegiato del dialogo e del compromesso nel mondo. È il meno peggio che abbiamo a disposizione. La Carta su cui si fonda l'ONU si rifà ai diritti dell'uomo, alla democrazia, alla solidarietà e allo Stato di diritto, come lo fa la costituzione svizzera. Sono, questi, valori comuni e quindi una base comune per operare nel mondo. La Carta dell'ONU, in fondo, in forma di manifesto, è l'essenza della politica estera svizzera.

L'aspetto più problematico è di certo quello di «poliziotto internazionale» contro i criminali politici ed economici. L'ONU in questa funzione cerca di fare ordine su incarico della comunità dei popoli, e in questa funzione possono sorgere le più grandi controversie sul senso e soprattutto sulle modalità dell'operare dell'ONU. Io constato che l'ONU è l'unica istanza in cui rappresentanti di tutti i popoli del mondo – esclusi la Svizzera, il Vaticano e poco più – si sforzano di combattere coralmente la povertà, di dare risposte ai problemi dell'emigrazione, di tutelare l'ambiente e di realizzare la parità di diritti tra i sessi e i popoli.

Da parte della destra, facendo leva su sentimenti nazionalistici, si brandisce il pericolo della perdita della nostra sovranità e della neutralità. A parte il fatto che queste – nel loro senso puro, inteso in questo campo – le abbiamo già perse da tempo nel contesto della crescente globalizzazione economica, proprio questo contesto esige urgentemente anche istituzioni politiche globali, quindi risposte internazionali e non solo di carattere nazionale e tantomeno nazionalistico.

Nel processo di riforma interna avviato dall'ONU potremmo avere qualcosa da dare agli altri e anche a noi stessi. La Svizzera ha anche qualcosa da ricevere, se non si vuole negare l'evidenza e la portata dei cambiamenti della realtà internazionale che hanno marcato gli ultimi due decenni.

Questi sono alcuni motivi per i quali non possiamo e non dobbiamo far dipendere l'adesione solo da qualche avventura – più o meno riuscita o fallita – dell'ONU nel fare il gendarme del mondo, ma dalla necessità di disporre di strumenti per far affrontare adeguatamente al nostro paese le sfide poste dall'attuale e futuro contesto internazionale. Fra questi strumenti ritengo che il multilateralismo giocherà

un ruolo determinante. Assumiamo perciò con modestia il nostro compito e scendiamo al più presto dall'illusorio piedestallo su cui la destra nazionalistica pretende e intende incollare la Svizzera, in base alla teoria dell'isola felice. Una realtà rassicurante per la gente, ma che da parecchio tempo non è più. Quindi, giù da questo illusorio ed elitario piedestallo per lavorare con gran modestia ed altrettanta determinazione, accanto agli altri paesi di questo mondo, globale e nel contempo piccolo, come ha bene evidenziato – se ancora ce ne fosse bisogno – la triste e preoccupante cronaca dell'ultima settimana.

L'ONU è un importante strumento per dare una risposta civile anche a questi problemi. Da qui il mio convinto sostegno all'adesione della Svizzera.

Blocher Christoph (V, ZH): Es gehe um Hunger, es gehe um Flüchtlingshilfe, es gehe um Bildung, Umweltschutz, natürliche Lebensgrundlagen, es gehe um Friedensförderung, es gehe um Frieden an sich, es gehe um den Diskurs usw. Alle hehren Ziele sind jetzt aus unzähligen «Schallplatten» über uns hereingepresselt. Geht es darum? Geht es um diese hehren Werte? Geht es um diese geschwätzige Abhandlung solcher Ziele? Denn wir nehmen die Ziele zwar ernst, wissen aber, dass die kollektive Verantwortung ja ein Widerspruch in sich selbst ist. Wer kollektive Verantwortung übernimmt, der übernimmt selbst keine. Wer über Verantwortung nachgedacht hat, weiss das. Das wären die ethischen Fragen. 500 Millionen Franken geben wir aus, weil wir in der Uno sind. Zu Kosten und Nutzen, ob das etwas bringt, dazu will ich jetzt nichts sagen.

Bei der politischen Uno geht es um etwas ganz anderes. Jetzt wird es ernst. Darum haben Sie nie davon gesprochen, weil Sie dies mit Zuckerguss überziehen wollen. Es geht um die Unterzeichnung eines Vertrages, der uns verpflichtet: «Die Mitglieder der Vereinten Nationen» – das wären wir – «kommen überein, die Beschlüsse des Sicherheitsrates» – nicht irgendeiner Landsgemeinde, wie Sie gesagt haben – «anzunehmen und durchzuführen.» Das unterschreiben Sie. Sie unterschreiben auch mit Artikel 41, dass die Schweiz verpflichtet sei, bei wirtschaftlichen und politischen Sanktionen und Boykotten gegen Drittstaaten mitzumachen.

Gut und ethisch richtig ist scheinbar, was der Sicherheitsrat beschliesst. Heute geben die Experten der Uno selbst zu, dass sie grosse Fehler gemacht haben, bei all den Hungersnöten, die sie mit Boykotten produziert haben. Heute sagen sie, man müsste es differenzierter machen. Niemand stört es, dass dort Hunderttausende und Millionen von Menschen verhungert sind, weil es um die kollektive Verantwortung geht. Was alle tun, ist ohnehin richtig.

Mit Artikel 43 unterschreiben Sie, dass die Schweiz sich verpflichtet, dem Uno-Sicherheitsrat aufgrund von Sonderabkommen Streitkräfte zur Verfügung zu stellen, Beistand zu leisten, Erleichterungen einschliesslich des militärischen Durchmarsches zu gewähren. Dann sagt man, vor allem die Ethiker in diesem Saal: «Ja, das machen wir dann einfach nicht.» Ich brauche das Wort «Ethik» nicht alle zwei Minuten. Ich habe es nur heute so viel gehört.

Um diesen Vertrag geht es. Darum hat der Bundesrat in der Nachkriegszeit mit Recht und mit grosser Ernsthaftigkeit darauf hingewiesen: Dies widerspricht der dauernden, bewaffneten Neutralität unseres Landes, die wir selbst wählen, die wir seit ungefähr 200 Jahren als Friedensinstrument und gleichzeitig zum Nutzen der Welt gebraucht haben.

Das sei ein furchtbar romantisches Verständnis, heisst es. Frau Vallender sagt sogar, Neutralität heisse, dass der Staat souverän selbst bestimmen könne. Wenn Sie diesen Vertrag unterschreiben: Wie wollen Sie dann selbst bestimmen? Können Sie dann noch selbst tun, was Sie wollen? Das können Sie eben gerade nicht! Sie binden sich, und das ist ein schwerwiegender Verstoß.

Ich war schon 1986 in diesem Rat, als wir über den Uno-Beitritt berieten; ich war ja der Mitbegründer des gegnerischen Komitees. Wir standen schon damals fast allein auf diesem schweren Boden; wir waren ganz wenige, die dagegen an-

getreten sind. Unsere Fraktion war damals noch mehrheitlich dafür. Es gibt nämlich in dieser Frage eine Kluft zwischen der Classe politique und dem Volk. Für das Volk ist die Neutralität auch ein Schutz, dass Regierung und Politiker die Schweiz nicht in diese Auseinandersetzungen hineinziehen.

Neutralität, was ist das? Die Neutralität ist die Nichteinmischung in internationale Konflikte. Es ist eine Nicht-Parteilnahme in internationalen Konflikten, und aus dieser Sonderposition heraus ist Hilfe zu leisten. Wenn hier Herr Siegrist den Sonderfall bespöttelt, muss ich sagen: Als ich in den letzten zwei Tagen diese vierzig «Schallplatten» in diesem Saal hörte, wäre ich froh gewesen, wenn es hier noch ein paar «Sonderfälle» gegeben hätte, dass einmal ein Redner etwas Besonderes gesagt hätte.

Ich habe Sie beobachtet, wie Sie erschrocken sind, als Herr Beck ans Rednerpult trat: «Ui, jetzt ist doch einer gegen den Uno-Beitritt!» – dass die SVP dagegen ist, daran hat man sich gewöhnt –, «da getraut sich einer selbstständig zu denken.» Ich gratuliere dem «Sonderfall» Beck.

Es ist doch eine Verniedlichung, wenn Sie sagen, die Uno sei eine Weltlandsgemeinde, Frau Fetz – sie ist leider nicht hier, sie liegt wahrscheinlich noch unter dem Schweizerkreuz. (*Heiterkeit*) Ich möchte aber Ihr Votum nicht auf Ihre Kleidung reduzieren. Es sei ein Jass-Spiel, haben Sie gesagt. Da meine ich: Legen Sie doch Ihre naive Romantik vom Weltgeschehen ab. Am Schluss – es wird immer grossartiger und schöner – sagt Herr Professor Gutzwiller, die Uno sei die Gemeinschaft, die unseren Planeten gestalte. Ich erinnere mich an Friedrich Schiller: Jedoch «das Schrecklichste aller Schrecken, das ist der Mensch in seinem Wahn». Wenn Sie das letzte Woche nicht erlebt haben, weiss ich nicht, was Sie noch erleben wollen.

Wir werden dem Volk sagen, warum es diesen Beitritt abzulehnen hat. Ich bin überzeugt, das Volk wird zur Realität und zur Ethik im eigenen Lande stehen und nicht diesem Geschwätz von internationaler Kollektivität. (*Unruhe*)

Eggly Jacques-Simon (L, GE): Quand vous n'êtes pas d'accord avec une décision du Parlement – et c'est arrivé souvent –, est-ce que vous considérez qu'il ne faut plus être au Parlement ou est-ce que vous considérez qu'il faut continuer à rester au Parlement pour contester et dire ce qu'on a à dire? Est-ce que vous ne pensez pas qu'à l'ONU, qui est universelle, c'est la même chose: que c'est là qu'on peut dire pourquoi on n'est pas d'accord avec ceci ou cela?

Blocher Christoph (V, ZH): Herr Eggly, ich habe, als ich in dieses Parlament kam, keinen Vertrag unterschrieben, dass Sie mich zu solchen Dingen verpflichten, wie Sie das wollen, dass die Schweiz in der Uno verpflichtet wird. Sonst wäre ich diesem Parlament nicht beigetreten, ich wäre draussen geblieben. Nur: In der Schweiz werde ich gebunden, auch wenn ich draussen bin, aber bei der Uno, wenn ich diesen Vertrag nicht unterschreibe, nicht. Sie machen mit dieser Unterschrift Machtpolitik zu Recht, und das will ich nicht.

Gross Andreas (S, ZH): Herr Blocher, könnte es sein, dass das unglaublich pessimistische Menschenbild, das Sie mit dem Schiller-Zitat am Schluss belegt haben, der Grund ist, weshalb Sie sich letztlich von der Welt abwenden und – wie Herr Siegrist zu Recht gesagt hat – aus einer Nische ausserhalb der Welt, ihr politisch abgewandt, in der Welt fälschlicherweise glauben, neutral sein zu können und zu wollen?

Blocher Christoph (V, ZH): Herr Gross, glauben Sie mir: Ich wende mich nicht von der Welt ab. Ich stehe mitten in der Welt, nicht nur politisch-gesinnungsmässig, auch wirtschaftlich, das werden Sie ja selbst sehen können. Nicht wahr? Aber etwas, das ist mir fremd: zu meinen, das sei so ein «besserer Sonntagsschulverein», der vom Morgen bis am Abend nicht nur die Ziele beschwört, sondern sogar etwas für sie tut.

Ich bin ein Realist. Überall, auch in der Wirtschaft. Ob Sie dem Pessimismus sagen, weiss ich nicht. Ich bitte, die Welt

anzuschauen – es lohnt sich, Realist zu sein und als Realist zu handeln. Wir haben genug Verantwortung für unseren Bereich wahrzunehmen. Sie können ja schon sagen, wir müssen im Kollektiv den Terrorismus bekämpfen. Schauen Sie dafür, dass in der Schweiz nicht die UCK zum Terroristen ausgebildet werden kann. Das ist die Verantwortung. Schauen Sie in Ihrer Partei, dass nicht Terroristen Vorträge halten können usw.

«Liebe dein Land, achte das andere. Aber lass dich nicht einbinden.» Die Verantwortung für die ganze Welt zu übernehmen ist einfach zu viel.

Suter Marc F. (R, BE): Ich bin nach dem Votum von Herrn Blocher schon etwas aufgewühlt. Denn es geht um etwas ganz Wichtiges. Es geht um die Glaubwürdigkeit in der Politik; das ist der höchste Wert, auch in der Aussenpolitik. Wenn wir die Neutralität von den Grundwerten der Demokratie, der Wahrung der Menschenrechte, des Schutzes des Völkerrechtes abkoppeln, wenn wir die Neutralität zu einem Selbstbedienungsladen verkommen lassen, wo es nur darum geht, je nach Situation unter dem Etikett der Neutralität das zu verpacken, was einem passt, dann verlieren wir unsere Glaubwürdigkeit.

Die Schweiz hat als neutraler Kleinstaat Haltung gezeigt. Sie hat sich immer für das Recht eingesetzt, sich nicht auf die Seite der Mächtigen gestellt, nicht Partei ergriffen, sich nicht in Bündnisse hineinbegeben. Die Schweiz war mit der Anbietung Guter Dienste am erfolgreichsten, als wir Mitglied und Gastgeber des Völkerbundes waren. Das ist übrigens auch der Grund, weshalb Genf in der Welt heute die zweite Uno-Stadt ist. Max Petitpierre hat zu Recht gesagt, Neutralität sei nur glaubwürdig mit Solidarität. Ich finde nicht, dass das etwas ist, das man so leichtfertig dahinsagt. Das ist ein Wert, ein Grundwert, den wir über Jahrzehnte gelebt haben. Diese Neutralität hat uns auch davor bewahrt, in kriegerische Auseinandersetzungen hineingezogen zu werden.

Herr Blocher, Sie sagen aber, wir sollten realistisch sein. Das stimmt. Was tun wir, wenn die US-Amerikaner, die Nato, die sich ja an die Seite der Vereinigten Staaten gestellt hat, in Anwendung von Artikel 5 des Nato-Paktes Überflugrechte verlangen? Sie werden das nicht speziell für die Schweiz tun, sondern für alle Staaten, die infrage kommen. Sie tun dies nicht allein der Überflugrechte wegen, sondern weil es auch darum geht zu wissen, wer an der Seite jener Weltgemeinschaft steht, jener Vereinten Nationen, die sich entschieden dem Terror entgegenstellen wollen. Können wir dann hinstehen und die Arme verschränken und sagen, das gehe uns nichts an, wir wollten uns da nicht einmischen? Werden wir da nicht zu stillschweigenden Komplizen von Tyrannen und von Verbrechern?

Es geht darum, Haltung zu zeigen und sich auf die Seite des Rechtes zu stellen, wenn solche Terroranschläge, wie wir sie jetzt erlebt haben, geschehen. Die Schweiz darf nicht beispielsweise durch ein Nichtmitmachen beim Embargo ich sehe jetzt, Herr Blocher hört mir nicht zu.

Sie haben vorhin gesagt, Herr Blocher, wir würden selber entscheiden, ob wir bei einem Embargo, bei Sanktionen mitmachen wollten oder nicht. Nun, Sie wollen nicht mitmachen. Damit nehmen Sie in Kauf, einem Bin Laden zu ermöglichen, seine dreckigen Geschäfte beispielsweise über unseren Finanzplatz abzuwickeln. Wenn Sie sich nicht an Sanktionen gegen Schurkenstaaten beteiligen, nehmen Sie in Kauf, dass Waffenhandel über die Schweiz getrieben wird. Wir wollen nicht stillschweigende Komplizen von Terror und Unrecht, wir wollen nicht Komplizen von Schurken sein. Wir wollen, dass die Schweiz als neutraler Staat hier bescheiden, aber konsequent ihre bewährte Haltung auf der Seite des Rechtes einnimmt, sich für die Bewahrung von Frieden, Freiheit und Sicherheit einsetzt.

Das können wir würdig und glaubwürdig tun, wenn wir unseren Platz im Kreis der Vereinten Nationen einnehmen und dort geschickt, intelligent und immer mit Blick auf unsere Grundwerte, für die wir einstehen – nicht nur in der Aussenpolitik, sondern in unserer Politik überhaupt –, unseren Bei-

trag leisten; wenn wir für diese Werte geradestehen und unseren Beitrag als glaubwürdiges Glied dieser Weltgemeinschaft leisten. Deshalb sollten und müssen wir unbedingt den Vereinten Nationen beitreten.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

01.9001

Mitteilungen des Präsidenten Communications du président

Präsident (Hess Peter, Präsident): J'ai l'honneur de saluer à la tribune la présence d'une délégation du Parlement de la République islamique d'Iran. Cette délégation est présidée par M. Mohsen Mirdamadi, président de la Commission de la sécurité nationale et des affaires étrangères du Parlement iranien.

Je souhaite une cordiale bienvenue à nos collègues d'Iran et un excellent séjour en Suisse! (*Applaudissements*)

00.093

Für den Beitritt der Schweiz zur Uno. Volksinitiative

Adhésion de la Suisse à l'ONU. Initiative populaire

Fortsetzung – Suite

Botschaft des Bundesrates 04.12.00 (BBl 2001 1183)

Message du Conseil fédéral 04.12.00 (FF 2001 1117)

Ständerat/Conseil des Etats 21.06.01 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 18.09.01 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 19.09.01 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 19.09.01 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 04.10.01 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 05.10.01 (Schlussabstimmung – Vote final)

Nationalrat/Conseil national 05.10.01 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses (BBl 2001 5731)

Texte de l'acte législatif (FF 2001 5473)

Keller Robert (V, ZH): Ich spreche als typischer KMU-Vertreter, der nach einer langen Durststrecke, trotz Gewitterwolken am Horizont, mehr Licht als Schatten sieht. Als Nummer 62 auf der Rednerliste zu sprechen und auch etwas zu sagen ist schwierig. Es ist ja nicht wie beim Zeitfahren im Radsport, wo die Besten am Schluss fahren. Nach einer ellenlangen Diskussion möchte ich festhalten: Es wurde Positives und Negatives dargelegt. Die Wahrheit liegt in der Mitte, also nicht im Paradies, auch nicht in der Hölle. Die Aussenpolitik ist nicht mein Kerngeschäft, doch ich freue mich, wenn ich von überall höre, dass die höchsten Ziele – wie Friede, Freiheit und Sicherheit – die unseren sind, also keine Unterstützung der Schurkenstaaten!

Es stört mich jedoch als Unternehmer, dass nur von einem Verwaltungsbudget in der Grössenordnung von einer Milliarde Franken gesprochen wird. Das Aktionsbudget in der Grössenordnung von zweieinhalb Milliarden wird nur am Rande erwähnt.

Viele Teilbereiche müssen ja bezahlt werden. Verschiedenes ist gut, Verschiedenes ist sehr gut – ich denke dabei an die

humanitären Aktivitäten –, Verschiedenes ist auch unnötig. Die Ausgaben werden nach meiner Ansicht zu wenig sorgfältig geprüft. Trotzdem kämpft unsere Economiesuisse an vorderster Front für die Initiative. Dies, obwohl in der Wirtschaft, vor allem bei den KMU, die Meinungen geteilt sind. Ich weiss, dass ich mit dem Status quo keine Chance habe. Die Mehrheit des Parlamentes und der Bundesrat wollen als Vollmitglied der Uno beitreten.

Hohe Achtung habe ich jedoch vor dem IKRK, das bei Konflikten beide Seiten unterstützt. Darum bin ich für den Status quo, also: politische Teilnahme nein, humanitäre Teilnahme ja, eher noch verstärken. Alles was gesagt wurde, ist ja «Schnittlauch und Peterli», das «Schnitzel» ist die Neutralität. Dies ist ein Stolperdraht, den der Bundesrat demontieren sollte. Auch in der Debatte im Ständerat tat er es nicht. Herr Bundesrat Deiss hat als ehemaliger Professor natürlich eine andere Optik als ich als Unternehmer. Uns weist, wenn wir auf dem falschen Weg sind, immer der Markt die richtige Richtung. Darum sollte auch der Bundesrat den Stolperstein beseitigen.

Nur wenn die dauerhafte, bewaffnete Neutralität garantiert wird, werde ich zustimmen – und dies nur, wenn es schwarz auf weiss festgeschrieben wird.

Stimmen Sie daher primär den Anträgen der SVP-Fraktion zu, allenfalls sekundär dem Antrag Seiler.

Imhof Rudolf (C, BL): In dieser Debatte ist schon viel auf die Vor- und Nachteile des Uno-Beitrittes hingewiesen worden. Insbesondere, denke ich, ist das Thema Neutralität schon vielfach abgehandelt worden. Ich wollte mich eigentlich auf die wirtschaftliche Seite beschränken und Ihnen aufzeigen, wie wichtig stabile Bedingungen in dieser Welt sind. Doch das Votum Blocher hat mich bewogen, noch einige Worte zu sagen.

Es kann nicht genügen, Verantwortung nur für unser Land zu übernehmen. Die Welt ist zu klein geworden, als dass das genügen könnte. Es kann nicht mehr genügen, unsere Grenzen zu schliessen und die anderen für Frieden und Freiheit kämpfen zu lassen. Es kann auch nicht mehr genügen, Industrieagglomerate aufzubauen, Industrieprodukte in die ganze Welt zu exportieren und zu verkaufen und nicht bereit zu sein, politisch etwas dafür zu tun. Das sind meine Gedanken, die ich hier verfechten möchte.

Die Schweiz ist wie kein anderes Land auf stabile internationale Verhältnisse angewiesen. Ich denke, dass mir diesbezüglich auch Kollege Blocher zustimmen wird. Unsere Stärke, die internationale Ausrichtung im Bereich Handel, Industrie, Dienstleistungen und Investitionsgüter, setzt sichere Parameter wie Frieden und Freiheit voraus. Mit sicheren Verhältnissen sind alle Bereiche des menschlichen Zusammenlebens gemeint – angefangen bei der Entwicklung, über Menschenrechte, Bildung, Gesundheit, Ernährung, Umwelt bis zu den Volkswirtschaften und, damit verbunden natürlich, den Investitionen.

Die Schweizer Wirtschaft ist stark vernetzt. Ihre unzähligen Produktionsstätten im Ausland sind abhängig von einer funktionierenden Infrastruktur, von gut ausgebildeten Arbeitskräften und einer Arbeitsmarktpolitik, die den Menschen dient, somit Menschenrechte achtet, und Arbeitsvorschriften, die auf den Menschen ausgerichtet sind.

Ich frage Sie ernsthaft: Wer anders als die Uno kann hier aktiv werden und seine Guten Dienste anbieten? Die Uno hat einen Einflussbereich, der weltweit ist und weltweit wahrgenommen wird. Aber auch als direkter Auftraggeber unserer Wirtschaft ist die Uno ein verlässlicher Partner. Die Uno und ihre Spezialorganisationen kaufen jährlich für rund 5 Milliarden Franken Waren und Dienstleistungen bei uns ein. Auch die Pharma- und die Lebensmittelindustrie – es darf ruhig wieder einmal gesagt werden – profitieren als Lieferanten der humanitären Organisationen und der Entwicklungsländer davon.

Im Zusammenhang mit der Uno werden wir immer wieder auf die hohen Kosten angesprochen.

Die Behauptung, dass die Schweiz pro Kopf vierzig Mal mehr bezahlen muss als die USA, stimmt einfach nicht. Auf-

grund des neuesten Verteilschlüssels, der auf die wirtschaftliche Zahlungsfähigkeit der Mitglieder abstellt, müsste die Schweiz pro Kopf der Bevölkerung 1 Dollar 84 Cents bezahlen. Die USA bezahlen pro Kopf der Bevölkerung rund 1 Dollar. In festen Zahlen gesprochen, bezahlten die USA 1997 rund 16 Milliarden Dollar an das Gesamtsystem der Uno. Da sind unsere 300 Millionen Dollar sicher kein Grund zu grosser Selbstgefälligkeit.

Beachtenswert ist auch der Wandel der Uno. Der Einbezug der Wirtschaft und der Unternehmen gehört heute zu den Prioritäten der Organisation. Dieses Netzwerk ist für die Schweiz von immer grösser werdender Bedeutung.

In Bezug auf die Ereignisse der letzten Tage in den USA stellt sich aber auch die Frage, ob ein Staat noch abseits stehen kann, wenn der Terror regiert. Wird in solchen Fällen internationale Solidarität nicht einfach zur Pflicht? Dieses Attentat in den USA zeigt auf, wie verletzlich ein einzelner Staat ist und wie wichtig ein Bündnis unter diesen Staaten ist. Globale Probleme können nicht unilateral gelöst werden, jeder Staat braucht die internationale Zusammenarbeit. Wir können doch nicht annehmen, dass wir als Einzelgänger diese neuen Herausforderungen bewältigen können. Wie verletzlich unsere Wirtschaft in dieser globalisierten Welt ist, mussten wir letzte Woche feststellen. Ich bin dafür, dass wir uns für die Partnerschaft entscheiden, dass wir zum echten Partner der Völkergemeinschaft werden.

Deshalb bitte ich Sie, dem Beitritt zur Uno, übrigens als letzter Staat dieser Welt, zuzustimmen.

Wyss Ursula (S, BE): Wir haben es in all Ihren Voten immer wieder gehört: Vieles ist nach dem 11. September 2001 nicht mehr, wie es war. Das Zusammenrücken und Zusammenstehen der Völker ist noch unausweichlicher geworden, ob uns dies gefällt oder nicht. Alles, was wir in dieser Debatte sagten oder ungesagt liessen, bekommt hier sein neues Gewicht.

Und auch dies sollte uns allen klar sein: Kein Verständnis, keine Toleranz wird es für eine sich kleinlich und kleinmütig verhaltende Schweiz geben. Wenn die Ereignisse der letzten Woche eines gezeigt haben, dann dies: Der Nationalstaat ist, sicherheitspolitisch betrachtet, unzeitgemäss. Und Sie, Herr Blocher – er ist wohl mittlerweile auch unter der Schweizer-Fahne erdrückt worden, aber das gilt auch für seine Anhänger –, wollen in diesem Zustand für alle Ewigkeit verharren.

Alle multinationalen Konzerne – und eben auch die organisierte Kriminalität und der Terror und ihre Finanzinstitute – sind schlagkräftiger organisiert als die internationale Staatenwelt. In den entscheidenden Fragen des Lebens und Überlebens, des Friedens wie des Erhaltes der natürlichen Lebensbedingungen bringt uns die Fixierung auf den nationalstaatlichen Akteur allein nicht mehr voran. Sicherheit vor Terror und Krieg, die Verminderung sozialer Ungleichheiten wie auch ökologische Unversehrtheit – das gehört alles zusammen, man kann diese Bereiche nicht voneinander trennen – erreicht auf Dauer kein einzelner Staat mehr, sondern nur noch die Welt als Ganze.

Bei der Frage, ob die Schweiz der Uno beitreten soll oder nicht, ist es wichtig zu erkennen: Das neue Denken über den Staat hinaus hat seine Gründe nicht in Ideologien und utopischen Visionen, es ist also keine Frage von links und rechts, sondern es reagiert lediglich nüchtern auf längst eingetretene politische Strukturveränderungen. Der geographische Rahmen und die Art und Weise, in der wir mit unserem Handeln und Wirtschaften in die Lebensprozesse anderer Menschen, anderer Gesellschaften und Kulturen einwirken, sind längst den demokratisch beeinflussbaren nationalstaatlichen Grenzen entwachsen.

Im Zeichen globaler Vernichtungsfähigkeit durch die atomare Waffentechnologie und der Bedrohung durch Umwelt- und Terrorkatastrophen verliert die klassische Staatlichkeit auf der Grundlage der strikten Grenzziehung zwischen innen und aussen ihre Plausibilität. Ich glaube, und das ist auch wieder an die Anhänger von Herrn Blocher gerichtet,

dass sich die Welt in den letzten Jahrhunderten verändert hat: Wir befinden uns heute an einer historischen Zäsur, vergleichbar vielleicht mit dem Bewusstsein der Bewohner der spätmittelalterlichen Stadt, welchen die Stadtmauer angesichts der weit reichenden Feuerwaffen keinen Schutz mehr bot und die sich Sicherheit fortan nur noch vom grössten Territorialverband erhoffen konnten. Dies exakt ist auch der Zusammenhang, vor dem hier die Debatte um den Schweizer Beitritt zur Uno steht. Eine Schweiz, die sich um ihren Beitrag zur organisierten Weltgemeinschaft drückt, zahlt dafür in der harten Währung einer dramatisch reduzierten Sicherheit für uns Bürgerinnen und Bürger.

Das Versprechen von Sicherheit, Schutz und sozialem Frieden vermag keine einzelne Regierung, sondern nur noch eine zum Handeln entschlossene Welt als Ganze glaubhaft einzulösen. Und hier will die Schweiz abseits stehen? Eine demonstrativ Uno-abstinente Schweiz wäre eine zusätzlich von Schutz entblösste Schweiz. Sie könnte in dieser exponierten Rolle geradezu als Zielscheibe für Terror-Desperados dienen. Wer mehr Sicherheit für das Schweizervolk will, wer Ja sagt zum Kampf gegen globale soziale Missstände, gegen weltweit operierende Kriminalität, der darf zum Uno-Beitritt und zur Stärkung der Weltorganisation nicht Nein sagen.

Den Kopf einzuziehen, den Mund zu halten und sich ja nicht zu exponieren, wie die SVP-Fraktion dies vorschlägt, ist keine Lösung. Es vermindert obendrein nicht die Risiken, sondern macht uns noch verletzbarer.

Ruey Claude (L, VD): Autant le dire d'emblée, en 1986 j'ai milité contre la Suisse, plus exactement contre l'entrée de la Suisse à l'ONU; peut-être que c'était déjà contre la Suisse. Aujourd'hui force est de constater, M. Frey Claude l'a fait au début de ce débat, que non seulement le monde a changé, mais que l'abstention systématique, que l'absence systématique d'un cénacle politique universel tel que l'ONU ne conduisent à rien.

Depuis 1986, le monde a changé. Rappelez-vous cette époque, époque où l'avenir était très incertain, qui allait connaître les derniers soubresauts de l'empire soviétique, mais évidemment on ne le savait pas encore. Une année auparavant, Gorbatchev succédait à Andropov à la tête de l'URSS, et Brejnev n'était décédé que depuis quatre ans seulement. L'ordre mondial trouvait alors son fragile et périlleux équilibre entre deux superpuissances, dont les idéologies totalement opposées ne pouvaient, pensait-on, que déboucher sur un conflit dévastateur.

Dans ce monde bipolaire, la Suisse est parvenue à garder son indépendance et sa liberté grâce à une politique diplomatique prudente et ferme à la fois. C'était alors l'époque du règne nécessaire d'une forme quasi absolue de neutralité. Cette conception de la neutralité telle que la Suisse l'appliquait durant la guerre froide était certainement incompatible avec l'adhésion aux Nations Unies. Aujourd'hui, les années ont passé et des bouleversements immenses ont chamboulé la géopolitique mondiale, on le sait. Le mur de Berlin est tombé, l'Inde et le Pakistan sont des puissances nucléaires, le terrorisme s'est développé, hélas, et se joue des frontières nationales, on l'a vu, hélas, encore la semaine passée.

Force est de constater que la politique ancienne du Réduit national ne correspond plus aux besoins de notre pays. En disant cela, je ne critique pas ceux qui ont participé à la politique du Réduit national, pour lequel j'ai le plus grand respect et pour lesquels je n'admets pas que l'on crache sur le passé, mais aujourd'hui la neutralité doit faire l'objet d'une adaptation aux nouvelles données de la situation mondiale. S'il est parfaitement admissible, je dirai même indispensable, que la neutralité nous entraîne à mener une politique d'abstention en cas de conflit armé entre Etats – et à cet égard notre participation à l'ONU ne nous obligera à rien dans ce domaine –, cette politique consistant à s'abstenir de participer à des conflits armés ne doit pas être confondue avec une politique d'absence.

Certes, me dira-t-on, nous ne sommes pas absents; nous sommes présents dans 24 institutions spécialisées de l'ONU. Et alors, qu'est-ce que c'est que cette attitude qui consiste à participer aux séances de commission, mais pas au plénum? Qu'est-ce que c'est que cette attitude qui consiste à payer ses cotisations et à renoncer à exercer son droit de vote à l'Assemblée générale?

Qu'est-ce, finalement, que cette attitude qui consisterait à ne jamais vouloir participer pleinement et entièrement, sous prétexte qu'on est seul, pur et dur? En réalité, cette attitude est une forme de négation de la réalité. Qu'on le veuille ou non, l'ONU existe; qu'on le veuille ou non, c'est là que se situe le forum politique le plus universel; qu'on le veuille ou non, c'est là que se dégagent les règles internationales; qu'on le veuille ou non, tous les Etats, à l'exception de deux, sont présents.

Certes, l'ONU n'est pas parfaite; certes, c'est parfois une usine à blabla, à gaspillage; certes, elle a parfois plus que des ratés; mais en quoi pouvons-nous nous placer en juge en restant à l'écart? et en quoi le fait de rester à l'écart va-t-il améliorer l'ONU? Celui qui croit que c'est en refusant de participer aux décisions, que c'est en refusant les occasions de dialogue, que c'est en restant à l'écart qu'on a une attitude constructive, se trompe totalement et ne connaît finalement rien à l'homme, à la vie en société ni même à la politique. On l'a dit tout à l'heure, ce n'est pas parce qu'on est parfois minoritaire dans cette assemblée qu'on va la quitter. Monsieur Blocher, si on n'a pas signé un traité en venant dans cette assemblée, on a en revanche prêté serment de respecter la constitution, ce qui est une autre façon de signer un traité.

Une telle attitude me fait penser à celle des esséniens. Vous savez, cette secte qui, il y a plus de 2000 ans, s'est retirée du monde, dont les membres se purifiaient et se lavaient les mains toutes les 30 secondes pour ne pas être mêlés au monde et ne pas être contaminés par lui. Une telle attitude est non seulement misanthrope, mais vaine. A cette attitude, j'en préfère une autre que j'ai rencontrée dans cette même terre d'Israël, celle d'un prêtre catholique grec, Arabe et citoyen israélien – doublement minoritaire: chrétien parmi les musulmans, Arabe parmi les Israéliens –, qui participait comme médiateur à la résolution de conflits politiques dans ce monde chaud qu'est le Moyen-Orient. Nous l'avons interpellé et lui avons demandé: «Comme prêtre, ne craignez-vous pas de vous salir les mains?» Il nous a répondu: «Croyez-vous que, pour construire les murs d'une maison, il ne faille pas plonger les mains dans l'eau et le ciment?» Si nous voulons contribuer à la construction de la communauté internationale, nous ne devons pas hésiter à plonger les mains dans l'eau et le ciment. Une telle attitude est la seule possible: c'est l'attitude citoyenne; c'est l'attitude civique; je vis dans un monde imparfait, je le sais; j'essaie de contribuer à le rendre meilleur et, si l'échec survient, je recommence.

En adhérant à l'ONU, la Suisse s'honorera d'adopter une attitude citoyenne, d'adopter une attitude civique.

Dupraz John (R, GE), pour la commission: Je crois qu'après ce long débat, il n'y a pas grand-chose à rajouter. Les opinions sont faites et ce ne sont pas les propos que je vais tenir maintenant qui vont faire changer d'avis les gens.

Je reste convaincu que l'ONU est une bien belle institution, la seule institution universelle qui regroupe tous les pays de la planète, sauf la Suisse, pour discuter les problèmes du monde. Certes, cette institution est imparfaite et elle doit encore être améliorée. On a entendu, au cours de ce débat, critiquer notamment le droit de veto des grandes puissances; il a été expliqué que c'est un héritage de l'histoire. Je trouve qu'il est bien de critiquer ce droit de veto et qu'il n'est peut-être plus tout à fait adapté à notre temps, mais si on veut changer les choses, il faut aller dans l'institution et pouvoir en discuter. Et ceux qui critiquent en disant: «Quand elle se sera réformée, nous adhérerons!» sont des gens qui me font penser à ces joueurs de football de 5e ligue qui veulent

expliquer comment les joueurs de ligue nationale A doivent bien jouer pour gagner les matches. Pour gagner les matches, il faut être sur le terrain!

Je voudrais revenir sur ce que certains ont dit, notamment M. Fehr Hans. Je dois dire, Monsieur Fehr, que vous ne manquez pas de culot lorsque vous dites que l'adhésion à l'ONU est un premier pas pour l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne et à l'OTAN! Ce sont des processus totalement différents qui n'ont rien à voir les uns avec les autres. Il n'y a aucun lien entre une éventuelle adhésion de la Suisse à l'ONU et une adhésion de la Suisse à d'autres institutions. Je trouve que c'est mensonger que de tenir de tels propos. Il n'en est rien du tout.

Je dois dire que nous avons eu des explications circonstanciées de M. Mörgeli, distingué historien. Mais à l'entendre, il me fait penser à un conducteur d'automobile qui veut avancer vers l'avenir et qui ne ferait que regarder dans ses rétroviseurs. Si on veut voir les virages et les obstacles sur la route, il faut regarder devant et pas seulement dans ses rétroviseurs. M. Mörgeli a critiqué tous les défauts, toutes les imperfections de l'ONU. Mais on oublie de parler de l'action de l'ONU et de ses organisations pour la paix et la sécurité dans le monde, pour la promotion de la stabilité économique. Et si M. Blocher veut faire du business dans le monde, il faut une stabilité économique!

On n'a pas parlé de la promotion d'un développement social harmonieux, à laquelle s'emploie l'ONU, de la promotion des droits de l'homme, de l'Etat de droit et de la démocratie, ainsi que de la protection des ressources naturelles. Comment voulez-vous traiter de ces problèmes en restant en dehors de l'ONU?

Je rappelle encore que les organisations spécialisées de l'ONU, auxquelles nous participons, s'occupent aussi bien de culture, d'éducation, de santé, de développement industriel, d'aviation, de météorologie, etc., donc de tout ce qui nous concerne. Alors, nous participons à toutes ces organisations spécialisées, mais nous ne voulons pas participer à l'Assemblée générale, à l'institution faïtière, qui prend les décisions! Cela est totalement inadéquat par rapport à la situation d'aujourd'hui, puisque nous vivons dans un monde globalisé où on parle d'économie mondiale.

Je dirais que, dans ce débat, les opposants axent leur argumentation sur la neutralité et la souveraineté. Or, je considère que, en faisant référence à la neutralité et à la souveraineté, les gens sont totalement tétanisés par ces deux concepts, ils sont un peu comme le lapin devant le serpent qui va les avaler. Ils sont complètement paralysés, en disant: «La neutralité, la souveraineté! On ne peut pas aller dans cette grande organisation mondiale!» Or, exprimer sa souveraineté, c'est décider, c'est participer aux décisions qui concernent le monde entier, qui concernent donc la Suisse. Quant à la question de la neutralité, je crois que M. Fischer l'a très bien expliquée. Rien ne nous empêche de préserver, de conserver, de faire référence à notre neutralité en adhérant à l'ONU. Cela a été bien expliqué: même si des sanctions militaires sont prises, chaque pays doit ensuite les décider par ses propres organismes. Vous savez très bien que, suite à la votation populaire du 10 juin dernier, nous ne pouvons pas participer à des opérations armées d'imposition de la paix. Donc, de ce côté-là, le droit nous garantit cela.

La neutralité, ce ne sont pas les trois singes d'Asie: ne rien voir, ne rien entendre, ne rien dire! Ce n'est pas ça! La neutralité, c'est une neutralité où nous avons des idées, où nous avons des projets, où nous prenons position. Déjà aujourd'hui, nous appliquons les sanctions économiques que décide l'ONU et on ne peut pas dire que notre neutralité nous empêche d'agir et de prendre position dans le monde. Nous sommes tous ici des patriotes. Nous aimons notre pays. Je dois dire que, si nous aimons notre pays, à la limite je conçois qu'on ne puisse pas se rallier au projet d'adhésion à l'ONU; mais alors, faire des propositions telles qu'elles ont été faites par la minorité de la commission, ce sont des propositions castratrices puisque la proposition subsidiaire Mörgeli nous empêcherait actuellement, si on l'adop-

tait, d'agir comme la Suisse le fait et, notamment, de se joindre aux sanctions économiques prises par l'ONU. Il nous faut donc rejeter toutes ces propositions de minorité.

Quant aux propositions présentées par les groupes socialiste, démocrate-chrétien et radical-démocratique, en faisant référence aux articles de la constitution qui évoquent la neutralité et la sécurité du pays, je crois qu'elles sont bienvenues. Nous n'en avons pas encore discuté en commission, mais je crois que nous devons voter ces propositions pour bien démontrer au pays que la neutralité n'est pas un empêchement d'adhérer à l'ONU.

En terminant, je citerai M. Frey, qui me disait au début de cette session: «Nous sommes parmi les courges», en faisant allusion à la magnifique décoration qui est en bas de ce pupitre. J'inviterai mon collègue paysan, M. Beck, avec notre Conseil, à sortir du champ de courges et à adhérer à l'ONU!

Gysin Remo (S, BS), für die Kommission: Ein Kerngedanke der Uno ist die gemeinsame Verantwortung zur Gestaltung unserer Welt. Wenn nun Herr Blocher behauptet, es gebe keine kollektive Verantwortung, dann muss ich ihn Folgendes fragen – Herr Blocher, ich spreche zu Ihnen; das ist eben auch eine Art zu diskutieren, wenn man sich mitteilt und dann die Ohren für die anderen verschliesst! Wenn Sie behaupten, es gebe keine kollektive Verantwortung, dann muss ich Sie, Herr Blocher, fragen: Gibt es das auch für die Schweiz nicht? Fassen wir hier im National- und im Ständerat nicht auch kollektive Beschlüsse? Wenn Kantone gemeinsam nach Lösungen suchen, sind das nicht kollektive Verantwortlichkeiten, die damit angesprochen sind? Nimmt unser Volk in der Volksabstimmung, die unseren Weg zur Positionierung der Schweiz in der Welt bestimmt, nicht auch eine kollektive Verantwortung wahr? Wenn die Generalversammlung der Uno etwas beschliesst, dann nimmt sie auch eine kollektive Verantwortung wahr. Dort hat jedes Land, haben auch Monaco, Liechtenstein und, ich hoffe es, in Zukunft die Schweiz das gleiche Stimmengewicht wie die Grossmächte – wir bewerben uns um die Generalversammlung, in der alle das gleiche Stimmrecht haben. Herr Blocher, da wollen und müssen wir – davon bin ich überzeugt, und ich spreche im Namen der APK – unsere Verantwortung auch wahrnehmen.

Sie, Herr Stamm und auch andere Redner, haben immer wieder zwischen einer politischen Uno und einer technischen oder humanitären Uno, einer offenbar unpolitischen Uno, unterschieden. Sie wollen hiermit rechtfertigen, dass unser Dabeisein zu 90 Prozent eigentlich schon genügt. Ich weiss, dass Sie diese Unterscheidung nicht selbst erfunden haben. Es war der Bundesrat, der diese Unterscheidung gemacht hat. Aber, Herr Blocher, der Bundesrat hat sich schon 1981 von ihr verabschiedet. In der Botschaft zur Abstimmung zum Uno-Beitritt von 1986 hat der Bundesrat diese Unterscheidung aus der Erkenntnis heraus, dass sie unsinnig ist, abgelegt. Glauben Sie, dass es Sonderorganisationen gäbe, ohne dass die Generalversammlung existieren würde? Sehen Sie nicht auch die Verflechtungen der Sonderorganisationen, bei denen wir dabei sind, mit den Organisationen, bei denen wir nicht dabei sind, vor allem der Generalversammlung, aber auch dem Generalsekretariat und dem Sicherheitsrat? Diese Verflechtungen nehmen in letzter Zeit in Sachgeschäften eher zu.

Eine dritte Antwort an Herrn Blocher: Wer die Ethik erhöht, Herr Blocher, verhält sich unethisch. Ich überlasse es Ihnen, was Sie davon halten.

Es ist noch einmal eingehend abzuklären, inwiefern die Schweiz als zukünftiges Mitglied bei militärischen Sanktionen, die vom Sicherheitsrat ausgesprochen werden, in die Pflicht genommen würde. Hans Fehr zitiert als Antwort jeweils Artikel 25 der Uno-Charta: «Die Mitglieder der Vereinten Nationen kommen überein, die Beschlüsse des Sicherheitsrates im Einklang mit dieser Charta anzunehmen und durchzuführen.» Was er dann wider besseres Wissen unterschlägt – das weiss ich, weil wir das schon x-mal miteinander diskutiert haben –, ist Artikel 43 Absatz 3, in dem

die Charta ganz genau festhält, wie das Prozedere abläuft und wie die Kompetenzen verteilt sind.

Ich lese das auch vor, damit Sie nie mehr sagen können, Artikel 25 regle das abschliessend: «Die Abkommen werden auf Veranlassung des Sicherheitsrates so bald wie möglich im Verhandlungsweg ausgearbeitet. Sie werden zwischen dem Sicherheitsrat einerseits und Einzelmitgliedern oder Mitgliedergruppen andererseits geschlossen» – und jetzt kommt es – «und von den Unterzeichnerstaaten nach Massgabe ihres Verfassungsrechts» – nach Massgabe der schweizerischen Verfassung – «ratifiziert.» Das heisst: Die Kompetenz über militärische Sanktionen bleibt auf jedem Fall bei der Schweiz; wir haben nach unserer Verfassung die Entscheidungskompetenz. Wir entscheiden. Ich bitte Sie, nicht mehr das Gegenteil zu behaupten.

Es ist mehrfach der Begriff «integrale Neutralität» beschworen worden. Ich weiss nicht genau, was Sie darunter verstehen. Er soll jedenfalls umfassend sein, und ebenfalls, das entnehme ich den Anträgen Mörgeli, sind auch die Wirtschaftsbeziehungen im weitesten Sinne hier angesprochen und eingeschlossen. Dieser Begriff «integrale Neutralität» entspricht überhaupt nicht unserer gelebten Neutralität, wie wir sie in der Schweiz seit Jahren verstehen.

Wirtschaftssanktionen der Uno tragen wir seit 1991 mit. Hiermit kann die Definition, die von Herrn Blocher, Herrn Mörgeli und der SVP-Mehrheit gegeben wird, nicht akzeptiert werden. Auch über einen weiteren Zeitraum zurückblickend sehe ich in der Schweiz keine «integrale Neutralität». Wenn ich da an die Waffenlieferungen der Schweizer Wirtschaft an das faschistische Franco-Regime von Spanien erinnern darf oder an die Verflechtungen mit der deutschen Wirtschaft, mit Deutschland im letzten Weltkrieg, dann wird das klar.

Zu den beiden Anträgen der Minderheit Mörgeli empfiehlt Ihnen die APK Ablehnung.

Zum Eventualantrag gestatte ich mir einige Bemerkungen: Er enthält den Versuch einer Definition unserer Neutralität, die, wie gesagt, realitätsfern ist. Die Schweiz dürfte sich nicht mehr an Wirtschaftssanktionen beteiligen. Herr Mörgeli schlägt auch vor, dass die Schweiz auf die Zurverfügungstellung von Streitkräften an die Uno grundsätzlich und generell verzichten soll. Er widerspricht hiermit dem Volksentscheid, der dieses Jahr in Zusammenhang mit der Militärgesetzrevision zustande kam. Ich finde das nicht besonders demokratisch, Herr Mörgeli. Die Mehrheit der APK erkennt im Eventualantrag Mörgeli auch einen Widerspruch zwischen den vorgeschlagenen Absätzen 1 und 2.

In Absatz 1 verlangt Herr Mörgeli nämlich den Beitritt der Schweiz zur Uno.

In Absatz 2 werden dann aber Vorbehalte aufgelistet, die dies völlig verunmöglichen. Die Uno wird ihre Charta nicht wegen der Schweiz umschreiben, und wir werden nicht wegen Herrn Mörgeli unsere Neutralität anders leben als heute. Es handelt sich also beim Eventualantrag der Minderheit Mörgeli nur um eine Scheinvariante zum Hauptantrag, welcher den Uno-Beitritt direkt ablehnt. Die APK beantragt mit 18 zu 4 Stimmen, beide Minderheitsanträge abzulehnen.

Ein Wort noch zur Notwendigkeit der Erklärung der Neutralität: Herr Steiner findet zu Recht, eine Erklärung sei eigentlich nicht nötig. Herr Schluer findet, eine Erklärung genüge nicht. Wir haben das in der APK eingehend diskutiert. Die Situation ist so, dass im Verhältnis zur Uno eine Erklärung tatsächlich nicht nötig wäre. Die Akzeptanz der von uns definierten Neutralität durch die Uno ist völlig klar. Es gibt hier kein Wenn und Aber. Aber innenpolitisch ist ein Signal, eine Erklärung, richtig. Deswegen wird sie auch von der Mehrheit der APK in der Form unterstützt, wie sie vom Bundesrat vorgeschlagen wird.

Zu den Anträgen Maitre, Pelli und Cavalli: Wir haben sie in der APK nicht diskutieren können. Sie entsprechen aber dem Sinn und Geist der Diskussion und der Haltung der APK-Mehrheit. Sie entsprechen auch der Diskussion, die wir hier geführt haben. Ich persönlich wage es auch, Ihnen zu empfehlen, die Anträge zu unterstützen. Ich denke, hiermit ist auch das Kernanliegen von Herrn Seiler angesprochen

und ihm Rechnung getragen. Den Antrag Seiler selbst müssen wir ablehnen, das ist auch das Ergebnis der Diskussion in der APK.

Herr Fehr Hans hat behauptet, die Uno-Beitritts-Initiative sei sozusagen vom Bundesrat bestellt worden. Herr Blocher, der Bundesrat hat den Uno-Beitritt seit etwa 1986 als Zielsetzung mitgetragen, aber er hat nichts, aber auch gar nichts zur Zielerreichung in den folgenden Jahren getan. Deshalb haben wir ihm im Parlament mit der Überweisung der Motion das nötige Engagement signalisiert. Er hat dann unsere Motion, die ohne Zeithorizont war, entgegengenommen.

Die Idee zur Initiative kam ausschliesslich aus dem Kreis der Initiantinnen und Initianten. Die Initiative hat drei konkrete Zwecke verfolgt:

1. Sie hat eine Verbindlichkeit gesetzt, einen Zeitrahmen. Hiermit musste der Entscheid über den Uno-Beitritt der Schweiz dem Parlament und dem Volk in einer bestimmten Frist vorgelegt werden.

2. Es ging darum, dass die Bevölkerung das Thema Uno-Beitritt auf die Traktandenliste setzt und nicht der Bundesrat und auch nicht nur das Parlament. Herr Blocher, Sie beschwören immer das Volk. Wir vertreten hier einen Teil davon. Wir unterstützen hier eine Volksinitiative, 125 000 Leute, die den Uno-Beitritt wollen. Über die Initiative wird schliesslich ebenfalls das Volk entscheiden. Wenn hier nicht des Volkes Stimme zur Diskussion steht, dann brauche ich Ihre Aufklärungshilfe.

3. Die Initiative hatte den Zweck, die Diskussion in die Bevölkerung und auch ins Parlament zu tragen und sie zu vertiefen. Das ist eine wichtige Phase für die Abstimmung.

Gestatten Sie mir abschliessend, die Kolleginnen und Kollegen hervorzuheben, die sich als Mitinitianten engagiert haben: Rosmarie Zapfl, John Dupraz, Andi Gross, François Lachat und die Ständerätin Erika Forster. Viele weitere Anwesende engagierten und engagieren sich ebenfalls für die Vollmitgliedschaft der Schweiz bei den Vereinten Nationen. Ich hoffe, dass für sie dieser Tag eine Ermunterung auf dem vielleicht noch steinigem Weg zur Uno wird.

Im Namen der APK bitte ich Sie, die Uno-Beitritts-Initiative zu unterstützen.

Blocher Christoph (V, ZH): 1. Herr Gysin, für Sie gibt es ja keine andere Meinung. Wer eine andere Meinung hat, der hat falsche Fakten. Warum haben Sie jetzt nur den Artikel 43 zitiert und nicht Artikel 41? Dort braucht es keine Abkommen. Warum haben Sie als Kommissionspräsident das unterschlagen?

2. Warum haben Sie gesagt, der Bundesrat habe mit der Unterschriftensammlung nichts zu tun gehabt, nachdem Sie wissen, dass im EDA selbst in den Büros während der Arbeitszeit die Unterschriften in der Verwaltung gesammelt worden sind? Ich habe Herrn Bundesrat Deiss damals geschrieben und ihn auf diese Missstände aufmerksam gemacht. Der Bundesrat hat die Sache noch gedeckt. Sie wissen das. Warum haben Sie gesagt, es stimme nicht?

Gysin Remo (S, BS), für die Kommission: Herr Blocher, aufgrund der Überweisung der Motion zum Uno-Beitritt war der Bundesrat verpflichtet, sich mit dem Gegenstand auseinander zu setzen. Der Bundesrat hat keine Unterschriften gesammelt. Sie müssen zwischen seiner Informationspflicht, die er wahrgenommen hat, und dem Unterschriftensammeln unterscheiden.

Wenn einzelne Beamtinnen und Beamte Unterschriften gesammelt haben, dann schnüffle ich erstens nicht in ihrer Freizeit herum, und zweitens bin ich ihnen dankbar, wenn sie sich in ihrer Freizeit auch für unser gemeinsames Ziel engagieren.

Artikel 41 habe ich nicht zitiert – ich kann Ihnen nicht die Charta vorlesen –, aber ich habe Ihnen die entscheidenden Artikel vorgelesen. Das ist im Ablauf der entscheidende Punkt. Artikel 43 Absatz 3 hält fest – was Ihnen nicht passt –, dass nur unsere Verfassung definiert, was wir wol-

len, nicht die Uno-Charta. Sie überlässt uns die Entscheidungsfreiheit, und das ist in der Charta verbriefte.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: «Nein, die Jugend ist nicht für einen Uno-Beitritt», hat uns hier selbstsicher Herr Toni Brunner verkündet; er fügte auch noch bei: «Geht es irgendjemandem besser auf der Welt, wenn wir der politischen Uno beitreten? Ich meine Nein.» Das liegt ganz auf der Ebene des Mottos: «Die Welt braucht die Schweiz nicht, und die Schweiz braucht natürlich die Welt auch nicht.»

Herr Mörgeli spottet gerne über die Uno und wird nicht müde, an ihr nur Schlechtes zu sehen. Etwas mehr intellektuelle Redlichkeit würde voraussetzen, dass man wenigstens auch etwas über die zahlreichen Erfolge sagt. Ich will Ihnen hier nicht eine lange Liste von solchen Resultaten vorlesen und auch nicht – wie man sehr wahrscheinlich sagen wird – nur die Spezialorganisationen erwähnen, bei welchen wir ohnehin dabei sind. Aber Sie können im Zusammenhang mit Peace-Keeping-Missionen über ein halbes Dutzend Fälle finden, wo die Uno wirklich Frieden gestiftet hat, wo die Uno es Staaten ermöglicht hat, vom Krieg an die Stimmurne zu kommen, wie man das z. B. im Fall von Mosambik sagt, oder einen freien Staat zu «gebären», wie man das im Fall von Namibia sagen kann. Das waren keine einfachen Dossiers. Aber eben: Wer nur beobachtet, hat sich auch nie etwas vorzuwerfen; alles nach dem Motto der pharisäischen Überheblichkeit, wie sie von Herrn Mörgeli am 10. August dieses Jahres anlässlich einer Pressekonferenz verkündet wurde: Wir sind freiheitlicher, unabhängiger und demokratischer als die anderen, und wir wollen es auch bleiben.

N'en déplaise, le dossier de l'adhésion de la Suisse aux Nations Unies est un dossier qui a une solide base politique: populaire d'abord puisqu'il y a une initiative, parlementaire puisqu'il y a eu des interventions au niveau du Parlement, et gouvernementale puisque le Conseil fédéral est pleinement derrière ce projet.

Forts de ce soutien politique, nous voulons maintenant entrer dans la campagne, dont le but bien sûr sera de démontrer aussi aux citoyennes et aux citoyens que ce que nous faisons est quelque chose d'important, est quelque chose de grand, mais peut-être aussi de naturel pour notre pays, puisque ça reprend la maxime selon laquelle la Suisse a besoin du monde et le monde a besoin de notre pays.

A la fin de ce long débat, je ne vais pas reprendre tous les arguments qui plaident en faveur de notre adhésion aux Nations Unies, le fait que nous soyons déjà étroitement liés dans un large partenariat avec les Nations Unies ou encore que les Nations Unies sont une organisation utile pour l'avenir de l'humanité. Peut-être que les événements de ces jours passés ont interpellé beaucoup d'entre vous aussi en ce qui concerne ce dossier de l'adhésion aux Nations Unies. Ils ont en tout cas montré que le terrorisme international a acquis une nouvelle dimension, une dimension jusqu'ici insoupçonnée, et ces attaques nous enseignent d'une manière brutale la vulnérabilité des plus forts. Ils nous concernent tous cependant et pour faire face, à l'avenir, à de telles menaces terroristes et autres défis de l'humanité, la coopération internationale est indispensable. Ce sont les plus forts qui s'en sont rendu compte. A plus forte raison, les plus petits, certainement, y trouvent aussi leur avantage. Si la Suisse est membre des Nations Unies, elle aura voix au chapitre dans les décisions importantes qui la concernent aussi. Et je crois qu'il y va de notre souveraineté, de notre dignité en tant que nation de pouvoir participer pleinement aux décisions qui concernent l'avenir de ce monde. Alors, pourquoi nous priverions-nous volontairement de pouvoir prendre la parole et de pouvoir participer aux décisions?

J'aimerais maintenant surtout intervenir sur deux ou trois questions essentielles qui ont marqué ce débat.

Zuerst möchte ich über die Frage der Neutralität sprechen. Herr Laubacher, wir sind mit Ihnen einverstanden: Der Bundesrat will die Neutralität in keiner Weise aufgeben; er will daran festhalten. Das Einzige, was uns trennt, ist, dass wir überzeugt sind, dass die Schweiz der Uno beitreten und da-

bei neutral bleiben kann, so, wie sie es heute ist. Die Neutralität wird also – Herr Stamm – nicht umgedeutet oder aufgeweicht, wie etwa Herr Scherer Marcel meinte. Der Bundesrat hat sein Neutralitätsverständnis nicht opportunistisch den Gegebenheiten angepasst. Der Bundesrat hat 1993 einen Bericht über die Neutralität an das Parlament gerichtet, und dieser bleibt bis heute gültig.

Die Neutralität betrifft bewaffnete Konflikte zwischen Staaten; die Neutralität ist die Haltung eines Staates im Fall eines Krieges zwischen anderen Staaten. Sie soll verhindern, dass die Schweiz in einen militärischen Konflikt zwischen Staaten verwickelt wird. Aber gegenüber Rechtsbrechern – zwischen der Uno und Rechtsbrechern – spielt die Neutralität nicht. Beschliessen die Vereinten Nationen Zwangsmassnahmen gegen einen Staat, der in schwerwiegender Weise das internationale Recht verletzt, so handelt es sich nicht um einen Konflikt zwischen Staaten. Das internationale Neutralitätsrecht ist somit nicht anwendbar.

Übrigens: Wie alle anderen neutralen Staaten unterstützt auch die Schweiz heute schon die Uno in ihren Massnahmen zur Erhaltung des Friedens, der Sicherheit und der Menschenrechte. Wie könnten wir anders handeln? Wie könnten wir anders handeln, wenn es darum geht, zwischen der Uno und dem Rechtsbrecher zu wählen – heisse er nun Saddam Hussein, Milosevic oder anders? Können wir da bloss sagen, wir seien neutral? Der Platz der Schweiz – wir haben das in den letzten Jahren auch immer so gehalten – ist klar bei der Völkergemeinschaft und nicht auf der Seite des Rechtsbrechers.

Herr Blocher, die Antwort auf Ihre Frage bezüglich Artikel 41 der Uno-Charta ist sehr einfach, denn hier ist das Neutralitätsrecht nicht anwendbar. Wir haben das bis heute schon so gehandhabt, und mir ist kein Land bekannt, das uns vorgeworfen hätte, dass wir nicht mehr neutral seien, weil wir die Sanktionen der Uno im Rahmen von Artikel 41 übernehmen.

Was Artikel 43 anbetrifft, bitte ich diejenigen, die ihn gerne zitieren, ihn bis zum Ende zu lesen – insbesondere Absatz 3, der besagt, dass Abkommen für militärische Interventionen, die mit der Uno oder dem Sicherheitsrat geschlossen werden, nach Massgabe des Verfassungsrechtes eines jeden Staates zu ratifizieren sind. Es ist also nicht so, dass uns irgendetwas aufgezwungen wird.

Im Zusammenhang mit diesem Absatz hört man: Ja, aber man wird uns einen solchen Vertrag aufzwingen! Auch das stimmt nicht: Es gibt bis heute keinen solchen Vertrag, denn jedes Land hat bis jetzt darauf bestanden, von Fall zu Fall souverän entscheiden zu können, ob es an militärischen Friedensaktionen teilnehmen will oder nicht. Das würde in Zukunft auch für die Schweiz gelten, falls sie der Uno beitreten sollte.

Die Schweiz kann also ein dauernd neutraler Staat bleiben. Und ich sage Herrn Föhn: Ja, wir können auch in der Uno die Fahne als neutraler Staat hochhalten. Ich würde sogar beifügen, dass wir unsere Neutralität innerhalb der Uno besser zur Geltung bringen und besser einsetzen können als ausserhalb der Uno.

Herr Schlüer hat gesagt, es gehe hier um die Nagelprobe. Herr Schlüer, es geht mir hier um weit mehr!

Herrn Brunner Toni sage ich noch, dass wir im Bundesrat oder Sie hier im Parlament, die die Aussenpolitik gemäss Verfassung unserer Schweiz zu führen haben, nicht Auserlesene sind; wir sind gemäss Bundesverfassung gewählt. Ich kann es nicht akzeptieren, dass der Eindruck erweckt werden könnte, wir würden Aussenpolitik nach persönlichem Gutdünken und nicht im Interesse dieses Landes führen.

Ich antworte Ihnen, Herr Schlüer, nicht im Sinne einer Nagelprobe, sondern im Namen meines Gewissens: Der Bundesrat und ich halten an unserer Verfassung fest und werden unsere Neutralität bewahren.

Herr Engelberger möchte es fassbarer haben. Der Bundesrat hat gesagt: Wir werden beim Beitritt zur Uno zwei Mal ganz unmissverständlich unsere Neutralität erklären und bekunden – ein erstes Mal im Beitrittsantrag an den Generalsekretär zuhänden des Sicherheitsrates und der General-

versammlung und ein zweites Mal, wenn die Schweiz bzw. ihr Vertreter zum ersten Mal am Rednerpult das Wort ergreifen würde.

Im Brief wird unter anderem stehen: «Die Schweiz ist ein neutraler Staat, dessen Status im Völkerrecht verankert ist. Für die Uno ist die Neutralität eines Mitgliedstaates mit den Verpflichtungen der Uno-Charta vereinbar und stellt einen Beitrag zur Verwirklichung der Ziele der Uno dar. Die Schweiz bleibt auch als Mitglied der Organisation der Vereinten Nationen neutral.» Dann kommt das Beitrittsge- such. En français: «La Suisse est un Etat neutre dont le statut est consacré par le droit international. Pour les Nations Unies, la neutralité d'un Etat membre est compatible avec les obligations découlant de la Charte et contribue à la réalisation des buts des Nations Unies. En tant que membre de l'Organisation des Nations Unies, la Suisse restera neutre.»

Es wird auch betreffend Vetorecht im Sicherheitsrat moniert, dass insbesondere eine Mitgliedschaft oder eine Beteiligung der Schweiz innerhalb des Sicherheitsrates ein Problem für die Neutralität sei – ich glaube, Herr Wandfluh hat diese Frage aufgeworfen. Weiter wird die Tatsache, dass im Sicherheitsrat für die fünf permanenten Mitglieder ein Veto- recht gilt, als un-demokratisches Element hervorgehoben. Die Uno ist eine Organisation der Regierungen. Sie fällt ihre Entscheidungen demokratisch, und dies vor allem in der Uno-Generalversammlung. Jedes Land hat eine Stimme. Was die Souveränität anbelangt, ist Artikel 2 massgebend, nämlich: «Die Organisation beruht auf dem Grundsatz der souveränen Gleichheit aller ihrer Mitglieder.»

Gewisse Entscheide betreffend Frieden und Sicherheit hat die Uno an den Sicherheitsrat delegiert. Dabei hat sie eine Sicherung eingebaut, das Vetorecht. Bis heute hat das Veto- recht verhindert, dass ein Konflikt zwischen der Uno und einem grossen Staat oder unter grossen Staaten hätte entstehen können. Die Sicherung hat also bis heute den Zweck erfüllt, den man von ihr erwartet. Das Veto betrifft nur den eng begrenzten Bereich der Uno-Sicherheitspolitik. Das sind vielleicht 10 Prozent der Abstimmungen in der Uno. Zudem ist seine Anwendung zur Ausnahme geworden. Seit 1996 wurde es ganze fünf Mal verwendet. Keine Supermacht kann mit dem Veto den übrigen Uno-Staaten etwas aufzwingen, zum Beispiel eine umstrittene Friedensoperation. Dazu ist eine Mehrheit nötig. Die Grossmächte können hingegen Entscheide blockieren, müssen dabei aber sehr vorsichtig sein, sonst riskieren sie Retourkutschen.

Wie wäre es bei einem Mitwirken der Schweiz im Sicherheitsrat? Der Uno-Sicherheitsrat ist durch die Uno-Charta, die Uno-Generalversammlung und damit durch die ganze Völkergemeinschaft zu seinen Beschlüssen befugt. Er handelt im Namen der gesamten Völkergemeinschaft. Er ist also nicht Konfliktpartei, sondern vertritt das internationale Recht. Die Teilnahme an den Beratungen des Sicherheitsrates, aber auch das Ausüben von Mitgliedschaftsrechten als Mitglied des Rates sind für einen Neutralen deshalb möglich. Zahlreiche andere neutrale Staaten haben das auch getan, wie gegenwärtig Irland, das zurzeit dem Sicherheitsrat angehört.

Die Verpflichtung zur Teilnahme an der Umsetzung der Beschlüsse des Sicherheitsrates ist für die Mitglieder des Rates die gleiche. Oder: Sie ist nicht stärker, als sie es für all die anderen Mitglieder ist, wie ich es soeben erklärt habe.

Zu den verschiedenen Änderungsanträgen: Die Minderheit Mörgeli möchte, wie wir gehört haben, eine verfassungsmässige Verankerung des Nichtbeitrittes, damit, wie gesagt wurde, solche Beitrittsabstimmungen nicht mehr möglich sind. Was ist das für ein Demokratieverständnis? Wie hätten wir in der Schweiz unter solchen Bedingungen die AHV oder das Frauenstimmrecht einführen können?

Mit dem Eventualantrag wird vorgeschlagen, dem Volk den Beitritt zu empfehlen, aber gleichzeitig derartige Bedingungen aufzustellen, dass – wie Herr Lachat es treffend gezeigt hat – ein Beitritt eine Unmöglichkeit würde.

Herr Hanspeter Seiler stellt einen Antrag, der eigentlich dem Willen des Bundesrates in seinem Kern entspricht, nämlich international klarzustellen, dass die Neutralität integraler Be-

standteil unseres Uno-Beitrittes und unserer Uno-Mitgliedschaft sein wird. Indem der Bundesrat in seinem Beitrittsge- such an die Uno die Neutralität bekräftigt, beurteilt die Uno unser Gesuch in voller Kenntnis der schweizerischen Neutralität. Wenn sie unser Beitrittsge- such gutheisst, aner- kennt die Uno auch explizit unsere Neutralität. Dass die Uno dies tun wird, daran habe ich keinen Zweifel. Neutralität und Beitritt sind damit untrennbar miteinander verknüpft.

Aber das von Herrn Seiler vorgeschlagene Vorgehen wird für mich in zwei Dimensionen problematisch. Zum einen wird von einer Garantie gesprochen, die wir von der Uno einholen sollten. Ich glaube, es wurde in ausreichendem Mass ge- zeigt, dass dies nicht der Sinn unserer Neutralität oder unse- rer Souveränität sein kann. Die Neutralität der Schweiz gehört uns, sie gehört dem Schweizervolk, welches auch darüber verfügt.

Der Antrag Seiler hätte auch eine praktische Konsequenz, die schwierig wäre: Der Vorschlag von Herrn Seiler hätte die gleiche Zielsetzung wie die Uno-Initiative. Er ist kein Gegen-, sondern ein «Mitvorschlag», ein «Parallelvorschlag». Es könnte durchaus Konfusionen an der Urne verursachen, wenn sich das Volk zwischen zwei nur formal unterschiedlichen Vorschlägen entscheiden müsste.

Der Bundesrat hat gerade aus diesem Grund auf einen Ge- genvorschlag verzichtet und sich dazu entschlossen, aus der Initiative auch sein eigenes Projekt zu machen.

Bei den Anträgen aus den Reihen der drei Fraktionen, der SP, FDP und CVP, geht es darum, soweit es die Neutralitäts- artikel betrifft, in der Präambel zum Bundesbeschluss auf unsere Verfassung zu verweisen, um dadurch zu bekräfti- gen, dass es uns mit der Beibehaltung unserer Neutralität ernst ist. Obwohl ich den Bundesrat dazu formell nicht habe befragen können, ist es klar, dass wir kein Problem damit haben, dass unsere Verfassung erwähnt und beachtet wird, wo immer das sei, auch in diesem Bundesbeschluss.

Je conclus. L'adhésion aux Nations Unies constitue un choix politique important pour la Suisse, car il va sceller le partenariat étroit qui nous unit à cette organisation. Il clarifie nos rapports avec une grande organisation multilatérale, avec un grand partenaire international. Il est manifeste que cette organisation a aussi des faiblesses, mais elle nourrit d'autres ambitions et ces ambitions ne suffisent pas toujours à l'ampleur de la tâche.

La capacité d'influence d'un Etat sur la scène internationale dépend de ses possibilités de participation au sein d'organisations internationales. L'adhésion à l'ONU est donc un instrument au service d'une politique extérieure conséquente. La Suisse doit être en mesure de défendre ses intérêts partout et en tout temps, y compris au sein des Nations Unies. Et les Nations Unies, c'est l'affaire de tous. Il n'est pas possible de tourner le dos à l'ONU et de se contenter de stigmatiser ses faiblesses. Certes, cette organisation présente des faiblesses, mais une évolution clairement positive se fait ressentir en son sein.

Da der Bedarf an internationaler Zusammenarbeit evidenter ist als je zuvor, wird man auch feststellen können, dass sich alle Völker, alle Staaten, die in der Uno vereint sind, noch vermehrt für eine bessere Welt einsetzen werden.

Ich bin der Meinung, und der Bundesrat ist der Meinung, dass unser Land bei diesem Schulterschluss der Völker nicht fehlen darf! *(Beifall)*

Schlüer Ulrich (V, ZH): Ohne im Geringsten an Ihren ehrlichen Bemühungen und Absichten zu zweifeln, möchte ich Sie fragen, ob jene Standpunkte, die seinerzeit Herr Nationalrat Joseph Deiss in seiner Eigenschaft als Präsident der Verfassungskommission eingenommen hat, wonach internationales Recht in jedem Fall nationales Recht bricht, wonach internationales Recht über nationalem Recht steht, nicht auch die von Ihnen vorgesehene einseitige Erklärung an die Uno bezüglich Neutralität bestimmen: Damit weiss die Uno – eben dann in der Gewissheit, dass internationales Recht über nationalem Recht steht – genau, dass eine einseitige Neutralitätserklärung keinerlei völkerrechtliche Verbindlich-

keit besitzt, solange die internationale Instanz keine völkerrechtliche Verpflichtung übernimmt. Ich möchte einfach wissen, ob der heutige Aussenminister Joseph Deiss die gleiche Haltung einnimmt wie der seinerzeitige Nationalrat Joseph Deiss.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Natürlich – umso mehr, als ich für diese Verfassung gestimmt habe. (*Heiterkeit*) Internationales Recht geht dem Verfassungsrecht insofern vor, als wir dieses Recht in Form von Verträgen – ich denke an die Menschenrechtskonvention usw. – auch übernommen haben. Wir werden hier diese Charta übernehmen. Der Bundesrat und die Experten, die wir dazu befragt haben, sowie die Mehrheit des Parlamentes sind der Meinung, dass die Schweiz auch mit ihrer Verfassung diese Charta in allen Elementen übernehmen und ihren Werten treu bleiben kann.

Seiler Hanspeter (V, BE): Ich stelle fest, dass praktisch in allen Voten die Frage der Neutralität angesprochen worden ist. Sie haben damit den Beweis erbracht, dass die Neutralität in unserem Staat ein Faktum ist. Man kommt nicht einfach darum herum. Dieses Faktum wird insbesondere im Volk ein sehr wichtiger Turm sein, den man noch zu besteigen haben wird.

Mit meinem Antrag habe ich genau dies gewollt: Man stellt es dem Volk transparent dar, damit es sein Ja zum Beitritt im Wissen darum abgibt, dass die Neutralität gewährleistet bleibt. Sie wollen das meinen Abklärungen und den Aussagen zufolge, die ich gehört habe, nicht tun. Sie wollen diese «direkte Abstimmungstransparenz» nicht herstellen. Sie wollen nur die im Rahmen der Erwähnung im Ingress «verklauusulierte Transparenz» gemäss den Herren Pelli, Cavalli und Maitre, die sinngemäss etwas Ähnliches wollen. Ich bedaure das an sich.

Herr Bundesrat, vielleicht denken Sie dann am Abend des Abstimmungssonntags noch einmal an meinen Antrag zurück. Ich will Ihnen aber, nachdem Diskussionen geführt worden sind, wie das Abstimmungsverfahren läuft, Folgendes sagen: Ich war anfänglich der Meinung, ohne das Reglement zu konsultieren – das war mein Fehler –, dass die Herren Cavalli, Maitre und Pelli sinngemäss etwas Ähnliches wollen; sie haben es einfach im Rahmen des Ingresses ausgedrückt. Es ist nicht direkt lesbar. Ich wollte es transparent in Worten darstellen.

Damit bleiben nun sich gegenüberstehende Anträge aus einer Fraktion, und das Parlament hätte damit fraktionsinterne Anträge zu beurteilen. Das ist ein «Spielchen», das meines Erachtens eines Parlamentes unwürdig ist. Ich ziehe – auch zur Vereinfachung des Verfahrens – deshalb meinen Antrag zurück.

Präsident (Hess Peter, Präsident): Herr Seiler hat seinen Antrag zurückgezogen. Das Wort für eine kurze Erklärung hat auch Herr Mörgeli.

Mörgeli Christoph (V, ZH): Wir haben den Hauptantrag gestellt, dass die Schweiz ihre Neutralität gegenüber internationalen Organisationen wahrt und daher der Uno als Vollmitglied nicht beitrifft. Wenn dieser Hauptantrag abgelehnt wird, fordern wir mit einem Eventualantrag, dass ein konkreter Neutralitätsvorbehalt formuliert wird, der auch durch die Uno-Organen zu bestätigen ist.

Nun hat uns der Präsident nahe gebracht, dass er den Gegenvorschlag vor der Abstimmung bereinigen muss. Dann würde der Hauptantrag gegen den Eventualantrag stehen, was nicht zweckmässig wäre. Ich ziehe darum den Hauptantrag zurück. Das Parlament ist am Schluss, bei Ablehnung des Eventualantrages, immer noch frei, zur Volksinitiative zum Uno-Beitritt Nein zu sagen.

Präsident (Hess Peter, Präsident): Ich möchte die Aussage von Herrn Mörgeli insoweit präzisieren, als das Parlament bei einem Nein seinen Willen lediglich mit Bezug auf die Abgabe einer Stimmempfehlung zum Ausdruck bringt. Wir stimmen natürlich über das ab, was hier auf der Fahne steht.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Il y a M. Seiler qui n'a pas posé de question, mais à qui j'aimerais encore dire quelque chose que j'ai omis tout à l'heure:

Herr Seiler, Sie haben gesagt, Sie möchten keine verklauusulierte Erklärung. Ich habe vergessen zu sagen, dass der Bundesrat das Beitrittsge such vor der Abstimmung veröffentlichten wird, damit jede Bürgerin und jeder Bürger sehen kann, wie wir diesen Beitritt organisieren werden.

Präsident (Hess Peter, Präsident): In Artikel 27 Absatz 3bis des Geschäftsverkehrsgesetzes ist Folgendes festgelegt: Falls aus der Ratsmitte ein Gegenentwurf vorliegt, wird dieser zuerst bereinigt. Der Ratspräsident ist gemäss dieser Gesetzesbestimmung verpflichtet, auf den Eventualcharakter der Bereinigung aufmerksam zu machen. Ich habe das vorhin im internen Gespräch dargelegt. Das hat zum Rückzug des Antrages Seiler und des Hauptantrages der Minderheit Mörgeli geführt.

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Bundesbeschluss über die Volksinitiative «für den Beitritt der Schweiz zur Organisation der Vereinten Nationen (Uno)»

Arrêté fédéral sur l'initiative populaire «pour l'adhésion de la Suisse à l'Organisation des Nations Unies (ONU)»

Detaillberatung – Examen de détail

Titel

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Maitre

.... gestützt auf Artikel 139 Absatz 5, Artikel 173 Absatz 1 Buchstabe a und Artikel 185 Absatz 1 der Bundesverfassung

Antrag Cavalli

.... gestützt auf Artikel 139 Absatz 5, Artikel 173 Absatz 1 Buchstabe a und Artikel 185 Absatz 1 der Bundesverfassung

Antrag Pelli

.... gestützt auf Artikel 139 Absatz 5, Artikel 173 Absatz 1 Buchstabe a und Artikel 185 Absatz 1 der Bundesverfassung

Préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Maitre

.... vu l'article 139 alinéa 5, l'article 173 alinéa 1er lettre a et l'article 185 alinéa 1er de la Constitution

Proposition Cavalli

.... vu l'article 139 alinéa 5, l'article 173 alinéa 1er lettre a et l'article 185 alinéa 1er de la Constitution

Proposition Pelli

.... vu l'article 139 alinéa 5, l'article 173 alinéa 1er lettre a et l'article 185 alinéa 1er de la Constitution

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Maitre/Cavalli/Pelli 154 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Art. 1*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté***Art. 1a***Antrag der Kommission**Mehrheit*

Ablehnung des Antrages der Minderheit

Minderheit

(Mörgeli, Fehr Hans, Frey Walter, Schmied Walter)

Abs. 1

Gleichzeitig wird Volk und Ständen ein Gegenentwurf der Bundesversammlung zur Abstimmung unterbreitet.

Abs. 2

Der Gegenentwurf lautet:

Artikel 54 Absatz 2 der Bundesverfassung vom 18. April 1999 wird wie folgt ergänzt (letzter Satz):

Die Schweiz wahrt ihre äussere Sicherheit, Unabhängigkeit und Neutralität gegenüber internationalen Organisationen und tritt daher der Uno als Vollmitglied nicht bei.

Minderheit

(Mörgeli, Fehr Hans, Frey Walter, Schmied Walter)

*(Eventualantrag)**Abs. 1*

Gleichzeitig wird Volk und Ständen ein Gegenentwurf der Bundesversammlung zur Abstimmung unterbreitet.

Abs. 2

Der Gegenentwurf lautet:

Die Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung vom 18. April 1999 werden wie folgt ergänzt:

*Art. 197 Titel**Übergangsbestimmungen**Art. 197 Ziff. 1 Titel*

Beitritt der Schweiz zur Uno

Art. 197 Ziff. 1 Abs. 1

Die Schweiz tritt der Organisation der Vereinten Nationen bei.

Art. 197 Ziff. 1 Abs. 2

Der Beitritt erfolgt unter folgenden Vorbehalten, welche durch die Uno-Organen ausdrücklich zu bestätigen sind:

- Die dauernde, bewaffnete, bündnisfreie, frei gewählte und integrale Neutralität der Schweiz bleibt gewährleistet.
- Insbesondere hat sich die Schweiz nicht an folgenden Zwangsmassnahmen der Uno zu beteiligen:
 - Unterbrechung der Wirtschaftsbeziehungen;
 - Unterbrechung des Eisenbahn-, See- und Luftverkehrs, der Post-, Telegrafien- und Funkverbindungen sowie sonstiger Verkehrsmöglichkeiten;
 - Unterbrechung der diplomatischen Beziehungen;
 - militärische Demonstrationen, Blockaden und sonstige Einsätze der Luft-, See- und Landstreitkräfte;
 - Zurverfügungstellen von Streitkräften an die Uno;
 - militärischer Bestand und Erleichterungen an die Uno einschliesslich des Durchmarschrechtes;
 - Bereithalten von Kontingenten der Luftstreitkräfte zugunsten der Uno.

*Antrag Seiler**Abs. 1*

Gleichzeitig wird Volk und Ständen ein Gegenentwurf der Bundesversammlung zur Abstimmung unterbreitet:

Abs. 2

Der Gegenentwurf lautet:

Die Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung vom 18. April 1999 werden wie folgt ergänzt:

*Art. 197 Titel**Übergangsbestimmungen**Art. 197 Ziff. 1 Titel*

Beitritt der Schweiz zur Uno

Art. 197 Ziff. 1 Abs. 1

Die Schweiz tritt der Organisation der Vereinten Nationen bei.

Art. 197 Ziff. 1 Abs. 2

Der Beitritt erfolgt unter dem Vorbehalt, dass die bewaffnete Neutralität gewährleistet bleibt.

Art. 1a*Proposition de la commission**Majorité*

Rejeter la proposition de la minorité

Minorité

(Mörgeli, Fehr Hans, Frey Walter, Schmied Walter)

Al. 1

Un contre-projet de l'Assemblée fédérale est soumis au vote du peuple et des cantons en même temps.

Al. 2

Le contre-projet a la teneur suivante:

L'article 54 alinéa 2 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999 est complété comme suit (dernière phrase):

Soucieuse de préserver sa sécurité extérieure, son indépendance et sa neutralité également face aux organisations internationales, la Suisse n'adhère pas à l'ONU comme membre à part entière.

Minorité

(Mörgeli, Fehr Hans, Frey Walter, Schmied Walter)

*(Proposition subsidiaire)**Al. 1*

Un contre-projet de l'Assemblée fédérale est soumis au vote du peuple et des cantons en même temps.

Al. 2

Le contre-projet a la teneur suivante:

Les dispositions transitoires de la Constitution fédérale du 18 avril 1999 sont complétées comme suit:

*Art. 197 Titre**Dispositions transitoires**Art. 197 ch. 1 titre*

Adhésion de la Suisse à l'ONU

Art. 197 ch. 1 al. 1

La Suisse adhère à l'Organisation des Nations Unies.

Art. 197 ch. 1 al. 2

L'adhésion est conditionnée à l'observation des réserves suivantes, que les organes de l'ONU doivent expressément confirmer:

- La neutralité armée, libre de toute alliance, librement choisie, intégrale et permanente de la Suisse est garantie.
- La Suisse ne doit pas participer notamment aux mesures de coercition suivantes ordonnées par l'ONU:
 - suspension des relations économiques;
 - suspension des transports ferroviaires, maritimes et aériens, des services des postes et télécommunications ou de tout autre possibilité de communication;
 - suspension des relations diplomatiques;
 - engagement des forces aériennes, maritimes et terrestres dans des démonstrations militaires, dans des blocus et dans tout autre opération;
 - mise à la disposition de l'ONU des forces armées;
 - aide militaire et toute mesure facilitant les opérations de l'ONU, y compris le droit de transit;
 - maintien de contingents de forces aériennes en faveur de l'ONU.

*Proposition Seiler**Al. 1*

Un contre-projet de l'Assemblée fédérale est soumis au vote du peuple et des cantons en même temps.

Al. 2

Le contre-projet a la teneur suivante:

Les dispositions transitoires de la Constitution fédérale du 18 avril 1999 sont complétées comme suit:

Art. 197 Titre

Dispositions transitoires

Art. 197 ch. 1 titre

Adhésion de la Suisse à l'ONU

Art. 197 ch. 1 al. 1

La Suisse adhère à l'Organisation des Nations Unies.

Art. 197 ch. 1 al. 2

L'adhésion est conditionnée à la garantie de la neutralité armée.

Art. 2*Antrag der Kommission**Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Mörgeli, Fehr Hans, Frey Walter, Schmied Walter)

Die Bundesversammlung empfiehlt Volk und Ständen, die Initiative zu verwerfen und den Gegenentwurf anzunehmen.

Minderheit

(Mörgeli, Fehr Hans, Frey Walter, Schmied Walter)

(Eventualantrag)

Die Bundesversammlung empfiehlt Volk und Ständen, die Initiative zu verwerfen und den Gegenentwurf anzunehmen.

Antrag Seiler

Die Bundesversammlung empfiehlt Volk und Ständen, die Initiative zu verwerfen und den Gegenentwurf anzunehmen.

Art. 2*Proposition de la commission**Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Mörgeli, Fehr Hans, Frey Walter, Schmied Walter)

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative et d'accepter le contre-projet.

Minorité

(Mörgeli, Fehr Hans, Frey Walter, Schmied Walter)

(Proposition subsidiaire relative à la proposition principale)

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative et d'accepter le contre-projet.

Proposition Seiler

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative et d'accepter le contre-projet.

Präsident (Hess Peter, Präsident): Der Hauptantrag der Minderheit Mörgeli und der Antrag Seiler zu den Artikeln 1a und 2 sind zurückgezogen. Es verbleibt der Gegenentwurf gemäss Eventualantrag der Minderheit Mörgeli. Wir stimmen jetzt über Artikel 2 – Gegenentwurf, ja oder nein? – ab.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 151 Stimmen

Für den Eventualantrag der Minderheit 44 Stimmen

Präsident (Hess Peter, Präsident): Sie haben damit entschieden, dass Volk und Ständen kein Gegenentwurf unterbreitet wird.

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 00.093/1432)

Für Annahme des Entwurfes 153 Stimmen

Dagegen 42 Stimmen

*Abschreibung – Classement**Antrag des Bundesrates*

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse gemäss Brief an die eidgenössischen Räte

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires selon lettre aux Chambres fédérales

Angenommen – Adopté

01.034

Rüstungsprogramm 2001**Programme d'armement 2001***Erstrat – Premier Conseil*

Botschaft des Bundesrates 03.07.01 (BBI 2001 4747)

Message du Conseil fédéral 03.07.01 (FF 2001 4534)

Nationalrat/Conseil national 19.09.01 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 19.09.01 (Fortsetzung – Suite)

*Antrag der Kommission**Mehrheit*

Eintreten

Minderheit

(Cuche, Garbani, Spielmann)

Nichteintreten

Antrag Guisan

Rückweisung an den Bundesrat

mit dem Auftrag, die Prioritäten der Landesverteidigung neu zu definieren und das Schwergewicht auf die Zusammenarbeit, die Bekämpfung des Terrorismus und die Krisenbewältigung zu legen.

*Proposition de la commission**Majorité*

Entrer en matière

Minorité

(Cuche, Garbani, Spielmann)

Ne pas entrer en matière

Proposition Guisan

Renvoi au Conseil fédéral

avec mandat de redéfinir les priorités de la défense nationale en mettant l'accent sur la coopération, la lutte antiterroriste et la gestion des crises.

Eberhard Toni (C, SZ), für die Kommission: Mit dem Rüstungsprogramm 2001 werden Rüstungsgüter im Wert von 980 Millionen Franken beantragt. Diese Beschaffungen sind wichtige Bausteine zur Modernisierung der Armee. Besonders eine kleinere Armee muss mit modernem Material ausgerüstet sein, damit sie ihren Auftrag erfüllen kann. Auf der Grundlage der mittel- und langfristigen Erneuerungsplanung und der Berücksichtigung der neuesten technologischen Entwicklung werden also nur Rüstungsgüter beschafft, die auch in der «Armee XXI» mindestens gebraucht werden. Das Rüstungsprogramm 2001 ist also auf den Reformprozess der Armee abgestimmt. Die Armee der Zukunft muss multifunktional sein. Sie muss mobil sein. Sie muss aber vor allem präziser und leistungsfähiger werden. Die Kernkompetenz wird weiterhin die Verteidigung des Landes sein. Aber die Armee muss auch die Fähigkeit haben, sich in den Bereichen der internationalen Friedensunterstützung und der Bewältigung von Krisen unterhalb der Kriegsschwelle sowie der subsidiären Einsätze zu bewähren.

Einige Worte zu den Finanzen: Die Militärausgaben wurden in den letzten Jahren erheblich gekürzt, zwischen 1990 und 2000, also in zehn Jahren, reell um 50 Prozent. Wir hatten 1990 noch ein Rüstungsbudget von 1,8 Milliarden, heute beträgt es – wie bereits gesagt – 980 Millionen Franken. Das Rüstungsprogramm 2001 ist auf den Ausgabenplafond abgestimmt und finanzpolitisch vertretbar, wie sich die Finanz-